Charles BOULVA

Usine d'uranium

Nouveau projet sur le métier...

Enterré il y a quelques mois, le projet de construction au Québec d'une usine l'enrichissement d'uranium évaluée à environ $12 milliards pourrait être relancé, mais sous une forme "plus compatible avec les intérêts canadiens", a appris Roger LEROUX, du président de la Société de développement de la baie James, M. Charles Boulva.

— page A 8

Le premier ministre Trudeau, lui, s'en moque

L'homme au poncho...

S'agit-il vraiment d'une tentative d'assassinat?

— page A 18

la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

MONTREAL.
SAMEDI **16** OCTOBRE 1976.
92e ANNEE. No 248.
300 PAGES. 13 CAHIERS

50 CENTS
Abitibi Côte Nord 50c
ABONNEMENT LUNDI AU SAMEDI $1.40

METEO
Nuageux, vent et neige
Minimum : 2 Maximum : 7
Demain : Ensoleillé
Details en page A 2

Les rumeurs se confirment par...

La manne électorale

par Pierre-Paul GAGNE
de notre bureau de Québec

QUEBEC — Le déclenchement d'élections générales au Québec n'est plus qu'une question de quelques jours.

La possibilité d'un scrutin général prochain, qui n'était encore qu'une rumeur, il y a une semaine, a fini de s'accréditer, hier, a la suite de toute une série de décisions et d'annonces gouvernementales qui sont, habituellement, des indices certains du déclenchement prochain d'une élection.

Mais d'abord, le Conseil général du Parti libéral, le plus haut organisme du parti entre les congres, se réunira lundi soir, à Québec, à l'hôtel Hilton. C'est lors de cette réunion que le premier ministre Bourassa annoncera aux principaux dirigeants libéraux, de même qu'à ses 99 députés, qu'il a définitivement arrêté sa décision de tenir une élection pour la mi-novembre.

La manne

Entre temps, hier, les principaux ministres du gouvernement Bourassa ne tentaient même plus de cacher l'imminence de l'annonce d'un scrutin. C'est ainsi que, en l'espace de quelques heures, en fin d'après-midi, les media d'information ont appris:

— la nomination de l'ex-ministre et député libéral sortant du comté d'Arthabaska, M. J.-Gilles Massé, au poste de commissaire de la commission des accidents de travail;

— la décision du gouvernement Bourassa de tenir une nouvelle enquête sur la hausse du coût des installations olympiques;

— l'intention du gouvernement d'autoriser la Société d'habitation du Québec à mettre en oeuvre, dès immédiatement, un programme de construction de 5,700 unités de logement social devant être terminé avant la fin de 1977;

— l'annonce de la position gouvernementale en matière d'assurance-automobile;

— la nomination de toute une kirielle de nouveaux juges, conseillers de la reine et membres d'organismes gouvernementaux.

Par cette froide journée d'automne, l'avalanche d'autant de "bonnes" nouvelles à la fois n'a fait que confirmer ce dont à peu près tout le monde est désormais convaincu: l'annonce du déclenchement des élections, si elle n'a pas lieu lundi soir, ne saurait guère dépasser ce moment-là. D'autant plus que, au bureau du premier ministre lui-même, ainsi qu'aux échelons supérieurs du parti, on ne tente même plus de nier la nouvelle.

Il faut dire que la chose serait désormais difficile maintenant que le premier ministre Bourassa, ou ses adjoints immediats, ont rejoint à peu près tous les députés du parti pour les prévenir de se tenir sur le qui-vive pour le début de la semaine prochaine.

Dans la bonne tradition des gouvernements sortants, ce sont les nominations de toutes sortes qui ont le plus amusé, hier, les observateurs parlementaires.

La nomination de M. J-Gilles Massé à la Commission des accidents de travail n'a pas vraiment surpris puisqu'il était connu depuis longtemps que celui-ci songeait sérieusement à se retirer de la politique. Elu pour la première fois en 1970, M. Massé fut ministre des Richesses naturelles jusqu'au remaniement ministériel de juillet 1975. Très contesté lors de la crise énergétique, c'est pour des raisons de santé, dit-on, qu'il demanda au premier ministre Bourassa de le relever de ses fonctions.

Suite à la nomination de M. François Cloutier à Paris, le départ de M. Massé augmente à deux le nombre de circonscriptions vacantes.

Outre la nomination de M. Massé, on a appris, hier, l'investiture de 35 nouveaux Conseillers de la reine, poste honorifique que nombre d'avocats convoitent, ainsi que le choix du nouveau président et des 14 membres du Conseil consultatif de la Justice.

Finalement, a-t-on pu savoir en fin de soirée, les parties engagées dans le conflit de la construction tentaient toujours, en présence du sous-ministre du Travail, M. Gilles Laporte, d'en venir à un entente avant la fin de semaine.

- Les nominations de dernière heure
- Projet de construction de logements
- Forget et les services de santé
- Bacon et l'assurance-automobile
- Chasse aux têtes d'affiches

— pages A2, A 13 et A 18

photo Pierre McCann

Ferland: La peur de décevoir

C'est un Jean-Pierre Ferland angoissé qui donnait cette semaine une entrevue à notre reporter, Pierre BEAULIEU, à la veille d'entreprendre une autre aventure avec son public, à la Place des Arts.

Faut vraiment être vicieux pour faire ce metier-là, confiait-il d'ailleurs. Et à bâtons rompus, Ferland raconte sa carriere depuis les jours de "Feuille de gui".

— page C 6

le monde

- **Castro accuse la CIA**

Tirant la conclusion de l'attentat qui a provoqué la mort de 73 personnes dans l'explosion du DC-8 cubain, le 6 octobre dernier, Fidel Castro a accusé la CIA d'avoir fomenté le coup. Accusant les Etats-Unis de n'avoir pas respecté leurs engagements, Fidel Castro a dénoncé l'accord sur la piraterie aérienne signé entre les deux pays en 1973. Il déclare soupçonner, de plus, la CIA de chercher à l'assassiner lors de son prochain voyage en Angola. De son côté, le Département d'Etat dément catégoriquement et "tiendra Cuba responsable de tout détournement d'avion à destination de ce pays".

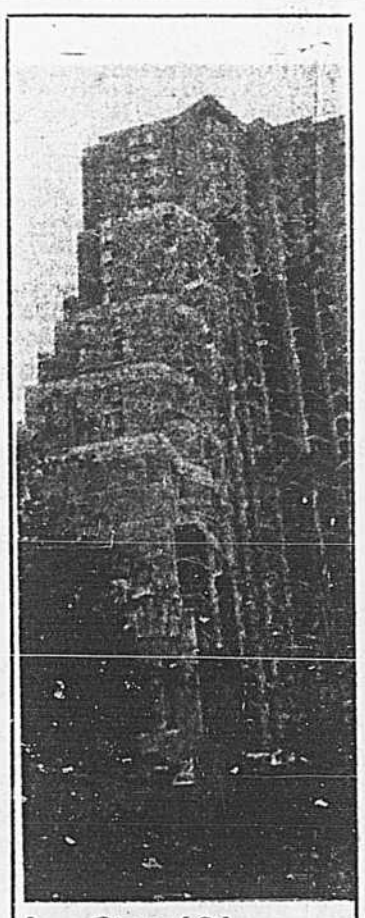
- **Débat dénué d'aménité**

Les deux "lieutenants" de Gerald Ford et Jimmy Carter n'ont pas ménagé leurs coups au cours du débat de Houston. Commencé sur une note polie et affable, le débat entre les deux candidats à la vice-présidence s'est terminé en empoignade.

— pages A 14 et A 15

SOMMAIRE

Arts et Lettres
— Informations : C 1 à C 24
— Horaires : C 8
Bandes dessinées : D 19
Bâtir au Québec : F 8
Bricolage : D 20
Bridge : D 20
Décès, naissances, etc. : D 29
Echecs : D 20
Economie : A 8 à A 12
Etes-vous observateur ? : D 19
Informations nationales : A 2, A 18
Jardins et maisons : F 7
La gastronomie : C 29
La grille des mordus : F 18
Les cocasseries : F 15
Les maux de notre langue : F 6
"LE PLUS GRAND" : E 8
Loisirs et récréation : D 26
Mon Oeil sur Montréal : D 2
"Mot-mystère" : D 19
Mots croisés : D 19
Nos amies les bêtes : F 20
Petites annonces : E 1 à E 8, F 9 à F 29
Radio et télévision : D 2
Sciences : D 21
Sports : B 1 à B 6
Timbres : D 20
Vacances-voyages : D 1 à D 18
Vivre aujourd'hui : F 1 à F 6



La Cité (3)

Après avoir raconté l'aventure financière du fabuleux projet de la Cité, Jacques BENOIT termine ce reportage par une visite du projet. Il a rencontré les habitants de ce nouveau quartier pour riches.

— page F 1

CUM: Hanigan réduit les taxes

— page A 3

Lawrence HANIGAN

Joe CLARK

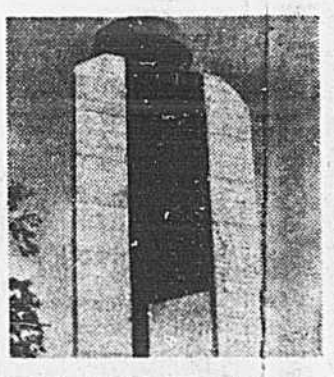
Gallup: Clark gagne en popularité

— page A 2

Pas si terribles, les convertisseurs

Un coroner de Beauce vient sans doute involontairement de lancer une controverse au sujet du danger possible des convertisseurs catalytiques, ce dispositif antipollution dont sont dotées les voitures qui roulent à l'essence sans plomb. Notre collaborateur spécial, Jacques DUVAL, a tenté pour sa part d'en savoir plus long.

— page A 6



Mirabel, un éléphant blanc?

L'un des points faibles de Mirabel, situé à 32 milles du centre-ville de Montréal, est l'absence de tout moyen de transport rapide et efficace. Le projet existe... mais sur papier seulement. Il se passera encore sept ou huit ans avant qu'une liaison ferroviaire puisse être établie entre la métropole et son aéroport, rapporte notre chroniqueur du transport, Denis MASSE, dans le troisième d'une série d'articles sur les difficultés de rodage du nouvel aéroport international de Montréal. D'ici là, prévoit-il, les voyageurs continueront de bouder Mirabel.

— page A 9

pleins feux

- **Suède: baril de poudre?**

La Suède se retrouve-t-elle aujourd'hui assise sur un baril de poudre politique? se demande Pierre SAINT-GERMAIN dans le premier d'une série d'articles sur la Suède au lendemain de la social-démocratie.

- **La Chine a frôlé le coup d'Etat**

La Chine de Mao a frôlé le coup d'Etat avec la tentative de putsch menée par sa veuve Chiang Ching et les ultra-gauchistes contre le nouveau maître Hua Kuo-feng, estime Jooneed KHAN.

- **Crise des urgences**

Se penchant sur la crise des salles d'urgence, Claire DUTRISAC relève toute une série de facteurs qui expliquent pourquoi les anglophones sont mieux servis que les francophones. Mais cet avantage n'aura qu'un temps...

- **Chasse aux candidats**

La Vieille Capitale bruisse de partout de rumeurs pre-électorales, note Lysianne GAGNON, depuis que s'est ouverte la chasse aux gros candidats. Dans la perspective d'élections prochaines, Philippe GAGNON signale de son côté que le vote néo-québecois et anglophone pourrait bien être déterminant dans la region de Montréal.

- **Syndicalisme québécois**

Faisant le point sur le débrayage "général" du 14 octobre, Pierre VENNAT constate que le syndicalisme au Québec est nettement plus politisé que partout ailleurs au Canada.

- **Ottawa: les solutions à venir**

A examiner sous tous ses angles le dernier discours du Trône, Denis LORD ne découvre que l'instantané des préoccupations immédiates de l'électorat canadien. Celui des solutions reste à venir.

— pages A 5 à A 7

PLQ: André Raynault confirme...

PQ: dans Saint-Henri et Dorion, Jacques Couture et Lise Payette

M. Jacques Couture, ex-candidat à la mairie de Montréal, sera vraisemblablement porte-étendard du Parti québécois dans la circonscription de Saint-Henri lors de la prochaine campagne électorale.

Pendant ce temps, Mme Lise Payette devrait pour sa part, porter les couleurs du PQ dans le comté de orion.

Telles sont les deux nouvelles apprises par LA PESSE, hier, de la part des dirigeants du Parti québécois.

Ce n'est qu'une question de jours avant que Mme Payette et M. Couture annoncent leur intention de briguer les suffrages lors du prochain scrutin provincial.

Par ailleurs, M. Andre Raynauld, président du Conseil économique du Canada, nous a confirmé hier soir, lors de son arrivée a Montreal, qu'il annoncera sa candidature dès que M. Bourassa aura révélé la date des élections.

M. Raynauld a admis avoir discuté avec le premier ministre de sa candidature dans le comté d'Outremont et au cours de la fin de semaine il doit rencontrer "certaines personnes" du Parti libéral pour fixer les dernières modalités.

Revenant des Etats-Unis où il a prononcé une conférence sur l'évolution economique des Etats-Unis et du Canada au cours des 200 dernières années, M. Raynauld a cependant été surpris de la rumeur voulant que le maire d'Outremont, M. Pierre esmarais II songe aussi à se présenter dans le comté d'Outremont.

Le président du Conseil économique du Canada trouve déplorable la situation économique actuelle du Québec et il semble que M. Bourassa l'aurait convaincu qu'en se joignant à l'équipe du Parti libéral, il puisse être utile à la province. M. Raynault pourrait être l'une des nouvelles candidatures les plus prestigieuses pour le Parti libéral lors des prochaines élections.

Meilleures recrues

N u côté du Parti Québécois, M. Couture et Mme Payette constituent à venir jusqu'à ce moment les deux meilleures recrues.

Lors des élections municipales de 1974, M. Couture avait emporté plus de 39 pour cent des voies comme candidat à la mairie de Montréal contre le maire Jean rapeau. u même coup, il avait réussi à contribuer à la victoire de 18 de ses conseillers municipaux sur une possibilité de 55 à l'Hôtel de ville.

Quant à Mme Payette, animatrice bien connue, elle a finalement accepté, ces jours derniers, de se lances en poljtique sous la bannière péquiste. Elle a décidé de jeter son devolu sur le comté de orion, comté de M. René Lévesque lors du dernier scrutin.

M. Lévesque n'a pas encore choisi de nouvelle corconscription mais tout indique qu'il sera candidat dans Taillon ou dans le comté de Gouin.

'autre part, l'ex-ministre des Postes, M. Bryce Mackasey qui a clairement laissé entrevoir son intérêt pour la politique provinciale dans le comté de Verdun, pourrait être invité par le premier ministre Trudeau à retourner au cabinet fédéral dès la semaine pochaine. M. Mackasey pourrait se voir offrir un poste de ministre sans porte-feuille.

Habitation et Olympiques...

Goldbloom: d'une pierre deux coups

de notre bureau de Québec

QUEBEC — Entre la décision du gouvernement d'ouvrir une nouvele enquête sur le coût des installations olympiques et celle de construire 5,700 unités de logement social au Québec avant la fin de 1977, il est difficile de savoir laquelle de ces deux nouvelles a le plus surpris les observateurs hier.

Il faut dire qu'entre deux nominations de juges et 35 de conseillers de la reine, la chose n'est pas facile àà trancher.

D'autant plus qu'aucune de ces deux nouvelles n'était prévue, le gouvernement Bourassa ayant trainer en longueur ces deux dossiers depuis déjà plusieurs mois.

Toujours est-il que les chose ont débloqué dans le courant de la journée, hier, et que le ministre des Affaires municipales, le Dr Victor Goldbloom,a ssenti le besoin, vers les 18 heures, d'en avertir les media d'information.

DDes deux communiqués émis, le plus rapide à résumer est certes celui sur les Jeux olympiques, cette petite aventure qui a coûté aux Québécois, si notre mmémoire est bonne, quelque chose comme $1.5 milliards. Au total, le communiqué compte 14 lignes et se lit comme suit:

"Le ministre des Affaires municipales et de l'Environnement, le Dr Victor C. Goldbloom, annonce la décision du gouvernement de retenir les services d'un groupe de professionnels de l'entreprise privée pour effectuer une enquête administrative sur les coûts des Jeux olympiques de 1976.

"Le groupe sera composé de M. Roger Pominville, ingénieur, président de la firme Roger Pominville Limitée, de M. Marcel Dubois, ingénieur, de la firme Desjardins, Sauriol de Montréal, de M. Michael Hartnett, de la firme Tillvard Canada Limitée, spécialiste dans l'économique de la construction, et de Me Martin Rochette, avocat de Québec, qui agira comme secrétaire.

"Le mandat du groupe est de faire la lumière sur les augmentations des coûts de construction du complexe olympique et de faire rapport à la fin de décembre 1977."

Il faut dire qu'il n'y a pas de quoi s'en mettre sous sa creuse dent, surtout si on se souvient toutes les demandes d'enquêtes publiques et royales qui ont été reclamées sur le sujet tant avant qu'après la tenue des Jeux.

Toujours est-il que les journalistes, toujours affamés de "bonnes nouvelles" se sont littéralement "garrochés" sur le deuxième communiqué, celui sur les logements sociaux, espérant en savoir plus long et se souvenant que le problème du logement, depuis déjà plusieurs années, est devenu crucial au Québec. C'est avec une immense satisfaction intellectuelle que les journalistes se sont rendu compte que ce deuxième communiqué comptait non moins que 28 lignes qui se lisent comme suit:

"Le ministre Victor C. Goldbloom annonce aujourd'hui que la Société d'habitation du Québec fait démarrer immédiatement les procédures administratives de sa programmation de 1977 pour que la construction puisse commencer au tout début de l'année. "En vertu des ententes fédérales-provinciales dans le domaine de l'habitation, 5,700 unités de logement social seront mises à la disposition des familles à faible revenu et des personnes âgées. "Le ministre indique que 3,300 unités seront construites comme par le passé, mais qu'en vertu d'un programme innovateur fédéral-provincial, 2,400 unités seront louées par la Société d'habitation du Québec et sous-louées à ceux qui en ont le besoin selon les échelles de loyers pour les habitations à loyers modiques, les gouvernements provincial et fédéral comblant la différence.

SONDAGE GALLUP

Joe Clark en tête

Il y a pas mal plus de Canadiens qui voient en Joe Clark, le chef du Parti progressiste-conservateur, un bon leader pour le pays (36 p. cent) qu'il n'y en a qui voient en M. Pierre Elliott Trudeau un bon premier ministre (28 p. cent).

Environ six mois avant les élections de 1972 qui ont reporté au pouvoir le goupernement libéral, M. Trudeau avait les faveurs d'un plus grand nombre de Canadiens (39 p. cent) que le chef de l'opposition, M. Stanfield (28 p. cent).

En dépit de cette baisse de la popularité de M. Trudeau, un sondage dont les résultats ont été publiés la semaine dernière indique que la position des libéraux s'est quelque peu améliorée.

1,063 adultes ont été interrogés à ce sujet, à leur domicile, d'un bout à l'autre du pays au cours de la seconde semaine du mois de septembre. Un échantillon de cette ampleur comporte une marge d'erreur qui ne dépasse pas 4 p. cent 19 fois sur 20.

La question posée était la suivante:

Joe Clark

"Indépendamment de vos préférences politiques, en considérant uniquement les qualités personnelles des chefs, lequel, de M. Pierre Trudeau ou de M. Joe Clark, ferait actuellement le meilleur premier ministre du Canada, à votre avis?"

	M. Trudeau	M. Clark	Un autre ou aucun	Sans opinion
Dans l'ensemble du pays	28%	36%	9%	27%
Selon les régions				
Provinces de l'Atlantique	26	45	3	26
Québec	40	21	11	28
Ontario	27	37	8	28
Prairies	12	55	9	24
Colombie-Britannique	21	36	18	25
Selon l'âge				
de 18 à 29 ans	36	38	5	24
de 30 à 49 ans	27	38	12	24
50 ans et plus	25	32	11	32

LA MÉTÉO

Une dépression venant de l'ouest donne un temps plutôt nuageux avec flocons de neige et vents. Demain, le temps subira peu de changement, sauf dans la région de Montréal et des Cantons de l'est où il sera ensoleillé.

à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum: 2 Maximum: 7	
Plutôt nuageux avec vents et	Ensoleillé avec passages nuageux.

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—4	4	Nuageux avec ne. :e	Nuageux et éclaircies
Outaouais	2	7	Nuageux, flocons de neige	Ensol., passages nuageux
Laurentides	0	5	Nuageux, averses, neige	Passages nuageux
Cantons de l'Est	2	7	Nuageux, flocons de neige	Ensol., passages nuageux
Mauricie	0	5	Nuageux, flocons de neige	Passages nuageux
Québec	0	5	Nuageux, flocons de neige	Passages nuageux
Lac-Saint-Jean	—3	5	Nuageux, averses, neige	Peu de changement

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Ensoleillé	Victoria	3	13
Alberta	Dégagé et froid	Edmonton	—11	7
Saskatchewan	Nuageux, vents, froid	Regina	— 1	3
Manitoba	Nuageux, vents, froid	Winnipeg	0	5
Ontario	Nuageux, doux	Toronto	8	19
Nouveau-Brunswick	Nuageux	Fredericton	2	12
Nouvelle-Ecosse	Nuageux	Halifax	5	12
Ile-du-Prince-Edouard	Nuageux	Charlottetown	3	8
Terre-Neuve	Pluie, vents	Saint-Jean	1	13

si vous partez...

aux États-Unis

	Min	Max		Min	Max		Min	Max
New York	45	57	Chicago	35	50	Nlle-Orléans	56	74
Washington	54	70	San Francisco	52	66	Miami	72	84
Boston	47	61						

vers les capitales

Amsterdam	—	9	Londres	—	9	Stockholm	—	5
Athènes	—	19	Le Caire	—	21	Sydney	—	12
Berlin	—	8	Lisbonne	—	13	Tokyo	—	17
Bruxelles	—	8	Madrid	—	10	Tunis	—	17
Casablanca	—	18	Moscou	—	2	Vienne	—	10
Genève	—	4	Paris	—	6	Varsovie	—	2
Hong Kong	—	23	Rome	—	15			

vers les plages

Acapulco	25	30	Bermudes	23	26	Nassau	21	29
Mexico	12	23	Barbade	24	30	Rio de Janeiro	—	25

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7 ouest rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seule la presse canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations contenues à LA PRESSE sont également réservés. Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1163. Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Livraison à domicile: Lundi au samedi	$1.40
Lundi au vendredi	$1.25
Samedi seulement	0.50

ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE

Nombre de semaines	13	26	52
par porteur:			
Lundi au samedi	$16.80	$33.60	$67.20
Lundi au vendredi	$15.00	$30.00	$60.00
Samedi seulement *		$13.00	$26.00
par courrier:			
Lundi au samedi	$28.60	$57.20	$114.40
Lundi au vendredi	$21.45	$42.90	$85.80
Samedi seulement	$10.01	$20.02	$40.04

* Minimum de 26 semaines

Côte-Nord, par avion. 0.50

Pour tout genre d'abonnement, nos bureaux sont ouverts de 8h a 19 h 30 (Samedi 8h a 16h)
285-6911

INFORMATION GÉNÉRALE	285-7272
RÉDACTION	285-7070
EDITORIAL	285-7030
PROMOTION	285-7100
RELATIONS DE TRAVAIL	285-7383
PETITES ANNONCES (annonces classées)	
Commandes (du lundi au vendredi: 9h à 17h)	285-7111
Pour changer ou annuler (du lundi au vendredi: 9h a 16.30h)	285-7205
GRANDES ANNONCES	
Détaillants	285-7202
National, Télé-Presse, Vacances, voyages	285-7306
Carrières et professions, nominations	285-7320
COMPTABILITÉ	
Grandes annonces	285-6892
Petites annonces	285-6901

MINI-LOTO :
29090

LOTO-PERFECTA :
13-14-15-16-18-26

COMPLEMENTAIRE :
3

ECKANKAR
ANCIENNE SCIENCE DU VOYAGE DE L'ÂME
Êtes-vous prêt pour une plus grande vérité?
Soirée d'information (entrée libre)
Tous les lundis, 20h
Montréal: 1319, rue Sainte-Catherine (est) (metro Beaudry) 521-6518.
Beloeil: 328, rue De Rouville, Beloeil, 467-1880.

Vous connaissez quelqu'un qui pratique la technique de
MÉDITATION TRANSCENDENTALE...
Vous le trouvez plus heureux, plus en santé, plus créateur, plus chaleureux...

CONFÉRENCES D'INFORMATION
Entrée libre
CENTRE D'ANJOU:
Tous les mardis, mercredis 8 h p.m. Ecole de metiers de Montreal (Stationnement) 8147 est, rue Sherbrooke metro Beaugrand-Nord 725-2021
CENTRE RIVE-SUD
BROSSARD: Tous les mardis, 8h p.m. Ecole Antoine-Brossard, 3055, boul. Rome
LONGUEUIL: Tous les mercredis, 8 h p.m.
CEGEP Edouard-Montpetit, 945, chemin Chambly 463-0428
CENTRE SUD-OUEST DE MONTRÉAL
Tous les dimanches, lundis, mardis, mercredis soirs a 8 h p.m.
3196, boul. LaSalle (près Atwater), Verdun 768-7743
CENTRE DE MONTRÉAL-FLEURY
1388 est, rue Fleury (coin Christophe-Colomb) Tous les soirs sauf le samedi 8 h p.m.
APRES-MIDI: Mardi le 19 oct. 1 h 30 p.m.
VAUDREUIL Mercredi le 20 oct. 8 h p.m. Cite des Jeunes de Vaudreuil
CHOMEDEY: Mercredi le 20 oct. 8 h p.m.
Hotel de Ville, 1, place du Souvenir 381-5391
ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF

DOIVENT ÊTRE VENDUES
PLUS DE
1500 PEINTURES À L'HUILE
A DES PRIX INCROYABLEMENT BAS
$5 à $75 PAS PLUS
ENDROIT
MONTREAL AEROPORT HILTON
AÉROPORT DE DORVAL
SALONS D'URFE, STRATHMORE ET VALOIS
Suivez les indications vers l'aéroport — Stationnement gratuit — Tel.: 631-4022
Samedi 16 oct. 11 a.m. à 11 p.m. | Dimanche 17 oct. 11 a.m. à 10 p.m. | Lundi 18 oct. 11 a.m. à 10 p.m.
GRATUIT Vous recevrez une peinture 12" x 16" évaluée à $25 une de 16" x 20" évaluée à $35 ou une peinture 20" x 24" évaluée à $45 à l'achat d'une peinture d'une des grandeurs mentionnées ou d'une plus grande
Paysages, fleurs, scènes urbaines, portraits, marines, natures mortes, peintures abstraites
IMPORTANT STOCK! Etonnante collection de cadres à des PRIX IRRÉSISTIBLES. (Moulures sculptées à la main et moulures modernes.
NOUS ACCEPTONS LES CHÈQUES PERSONNELS, LES CARTES CHARGEX ET MASTERCHARGE
GROSSISTE EN ART CANADIEN

GRANDE VENTE
peintures à l'huile
$6 à $125 meilleur prix à Montréal
DIMANCHE 17 OCTOBRE
11h a.m. à 10h p.m.
HOLIDAY INN
Métro Longueuil
Suivez direction pour métro Longueuil
Stationnement gratuit
Natures mortes, paysages, marines, scènes de rue, fleurs, portraits, peintures abstraites.
Aussi miniatures à $9 - $12 - $15.
Cadres de qualité supérieure disponibles à prix réduit

la presse

MONTREAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976
page A3

Hausse du prix des chambres

Les hôteliers feront appel à la commission de lutte à l'inflation

par Pierre VINCENT

Montréal est la ville la plus chère du Canada, et l'une des plus chères d'Amérique du Nord, pour les touristes, congressistes et hommes d'affaires qui vont coucher dans des hôtels de première classe.

Par exemple, au mois de juin dernier, donc hors de la période olympique, Montréal battait encore toutes les autres villes canadiennes par le prix moyen de ses chambres d'hôtel: $33.37, par rapport au même mois, en 1975.

Et Montréal devrait continuer sur sa lancée, et peut être même faire mieux l'an prochain !

"A moins d'un changement imprévisible, nous devrons faire parvenir un avis à M. JVEANçLuc Pépin, de la Commission fédérale de lutte contre l'Inflation, lui demandant la permission d'augmenter les prix de nos chambres d'hotel de 8% à 10%, pour 1977. C'est en tout cas ce que nous devrions faire, simplement pour maintenir notre marge de profits actuels. Mais, nous ne pourrons peut-être même pas appliquer cette ultime mesure, parce que Montréal est déjà la ville la plus chère du Canada et que les budgets des touristes ont des limites..."

Celui qui parle est contrôleur de tous les hôtels Hilton du Canada. Les chiffres, c'est son affaire. Et Jacques Provencher est catégorique sur l'augmentation des tarifs hôteliers en 1977. "Tous les hôtels de 1ère classe du Centre-Ville de Montréal, ainsi que ceux de la ville de Québec d'ailleurs, devraient majorer le prix de leur chambre d'au moins $2.00, seulement pour compenser la hausse fabuleuse des taxes municipales. Nous n'incluons même pas là-dedans les augmentations que nous devrions normalement prévoir à cause des frais d'opération plus élevés d'une année à l'autre."

Qu'est-ce qui justifie cette hausse de 10% (au moins) du prix des chambres d'hôtel de Montréal? "Une augmentation de 22% des taxes municipales !", répond tout sec M. Provencher.

"Laissez-moi vous expliquer: le Reine Elizabeth vaut, selon l'évaluation foncière, vingt-six millions de dollars. Son prix réel peut être plus ou moins, selon le jeu de l'offre et de la demande— Là n'est pas la question. En dehors de cette évaluation, il y a l'évaluation dite de "valeurs locatives". La "valeur locative" du Reine Elizabeth vient de faire un bond de $2.8 millions à $4.9 millions, en l'espace de douze mois. C'est donc dire que nos taxes d'affaires et d'eau pas-75-76, à $1,100,000. Une augmentation de $500,000 ! Nous avons, bien sûr fait enregistrer une contestation officielle, et notre cause sera sans doute entendue dans les mois à venir. Que nous ayons gain de cause ou pas, il faut payer en attendant. Voilà donc pour les taxes dites de "valeurs locatives".

"Il y a aussi les taxes foncières. Pour l'ensemble des taxes municipales scolaire et "spéciale" de la Consent de $600,000, qu'elles étaient en munauté urbaine de Montréal, nous avons payé, pour 75-76, $1,245,000. Cette année, la Ville nous réclame $1,595,000. Donc, une autre augmentation de $350,000, cette fois.

"Au total nous payons donc un surplus de $850,0.

servenpayer les taxes municipales Soit 22%.

"Nous sommes ainsi quatre fois plus taxés que la plupart des villes nord-américaines."

Montréal est donc la ville canadienne qui taxe le plus ses hôtels. Et les hôteliers montréalais sont ceux qui exigent les prix les plus élevés au Canada, à tout le moins pour les chambres d'hotel de 1ère classe.

Et Montréal va perdre le seul grand hôtel du Centre-Ville qui pratiquait une politique de bas prix, qui proposait des chambres pour à peu près la moitié de ceux des autres grands hôtels. C'était le Laurentien, qui doit tomber sous le pic des démolisseurs prochainement.

Budget de $285 millions

CUM: diminution de la taxe

par Florian BERNARD

A l'heure où un vent d'élection souffle par tout le Québec, les dirigeants de la Communauté urbaine de Montréal viennent d'annoncer une réduction des taxes pour l'ensemble des contribuables de la région métropolitaine! C'est la première fois que ça se produit depuis la création de la CUM, il y a six ans.

Cette diminution est minime — certes — moins de 3 cents par $100 d'évaluation, mais elle cause un heureux précédent, celui de geler les hausses consécutives des taxes de la CUM depuis les dernières années. Pour un propriétaire d'une maison unifamiliale d'une évaluation moyenne de $35,000, la réduction ne signifiera qu'un rabais de $8 à $10 sur le prochain compte de taxes. C'est peu, mais c'est beaucoup si l'on songe que tout le monde craignait une nouvelle hausse...

En annonçant cette nouvelle qu'il a qualifiée "d'heureuse et bonne nouvelle", le président Lawrence Hanigan s'est bien gardé d'assimiler cette diminution aux bruits d'une élection provinciale imminente. Mais c'est avec un certain sourire qu'il divulguait les chiffres aux journalistes, tout en expliquant que ces chiffres sont prêts depuis un bon bout de temps et qu'ils n'ont rien à voir avec l'éventualité d'un scrutin!

Compte tenu du montant des subventions provinciales à la CUM — octrois statutaires et octrois de soutien — le taux de la taxe passera de 85.7 cents à 84.0 cents pour les municipalités non desservies par le transport en commun et de $1.15 à $1.13 pour les municipalités desservies par les autobus ou le métro.

A ces réductions il faudra ajouter quelques autres poussières découlant de l'autorisation accordée à la banlieue de surtaxer les immeubles de $100,000 et plus. Bref, de façon générale, la baisse ne dépassera pas 3 cents par $100 d'évaluation. Mais chacun s'en contente, compte tenu de l'inflation et des hausses des dernières années!

Le budget global de la CUM atteindra $285 millions, soit une majoration de 13.5 p. cent par rapport aux dépenses de l'an dernier. C'est une nette amélioration puisque, lors du dernier budget, les dépenses avaient augmenté de 33 p. cent d'une seule traite. La hausse des dépenses sera largement compensée par les revenus accrus provenant des nouvelles constructions et de la hausse du rôle d'évaluation.

Le coût de la police

C'est la police qui absorbera la partie la plus importante du budget, soit $163 millions.

Photo LA PRESSE

Lawrence Hanigan

Les services du secrétariat administratif coûteront $12 millions tandis que le transport en commun engloutira une somme de $80 millions.

Si l'ensemble des dépenses ne dépassera pas 13.5 p. cent par rapport à l'an dernier, c'est grâce au Conseil de Sécurité qui a réussi, au moyen d'une compression des dépenses, à limiter la hausse de son budget à 5.8 p. cent seulement. Les autres services de la CUM connaissent des hausses importantes de leurs dépenses, notamment le déficit du transport en commun qui s'accroit de 40 p. cent. Quant à l'épuration des eaux, elle coûtera 26.6 p. cent de plus que l'an dernier. Même chose pour l'épuration de l'air dont les dépenses sont majorées de 19.4 p. cent par rapport à l'an dernier.

Bravo L'Ecuyer!

Interroge par LA PRESSE relativement à ce budget, le président de la Conférence des maires, M. Guy Descary a déclaré qu'il faut surtout remercier et féliciter le président du Conseil de securité, M. Paul-Emile L'Ecuyer qui, "par son habileté administrative, a fait en sorte d'équilibrer la hausse de l'ensemble du budget de la CUM". Le maire Descary — qui s'est déclaré heureux du soulagement fiscal apporté aux contribuables — a toutefois déploré que les économies réalisées au niveau de la police n'aient pas été réalisées dans les autres services de la CUM, notamment celui du transport en commun. "Monsieur L'Ecuyer a compris le message des maires touchant l'inflation — a-t-il dit — mais d'autres ne l'ont pas encore compris."

Libération refusée

Des trafiquants trop bien équipés

par Leopold LIZOTTE

Le moins qu'on puisse dire de la bande de trafiquants de drogue qui ... des complices dans le personnel d'Air-Canada, c'est qu'elle était à la fois méfiante et bien outillée.

A l'enquête sur le cautionnement de l'un des prévenus, hier, devant le juge Claire Barrette-Joncas, un policier de la G.R.C. qui jouait les agents doubles à Dorval et Mirabel depuis plus de deux ans, a révélé qu'avant de prendre possession d'un colis de 50 livres de haschish, l'un des prévenus avait tenu à le vérifier à l'aide d'un appareil fort perfectionné pouvant révéler la présence (possible) d'un micro-espion à l'intérieur.

Cette fois-là, il n'y avait pas de tel mécanisme dans le colis, mais celui qui l'avait remis devait provoquer, quelques minutes plus tard, l'arrestation des deux destinataires, dont Normand Pomerleau, un peintre-pianiste-scénariste qui a dit être fort peu intéressé à l'argent.

Par contre, ses parents en ont apparemment beaucoup, et l'un de ses frères a même offert une garantie de $50,000 pour lui faire retrouver une liberté que le tribunal devait, en fin de séance, lui refuser une autre fois.

L'un de ses frères, Jean-Claude, a incidemment reconnu sa culpabilité à diverses accusations de trafic de drogue, la semaine dernière, et il a été condamné à onze années de bagne.

Quant à Normand, même s'il a fait un voyage au Maroc quelques semaines avant son arrestation à Mirabel, il a dit ne rien connaître de ce négoce, même si le "chargement" saisi venait de ce pays.

"Moi, dit-il, ce que j'aime, ce sont les arts et les artistes. Et c'est pourquoi, par exemple, j'ai souvent travaillé dans de s cafet-errasses où se regroupent les vedettes".

—N'est-il pas vrai devait alors lui demander le procureur de la GRC, Me C. Malboeuf, que parmi les clients les plus assidus del 'un des bars où vous avez travaillé, il y avait surtout ...les frères Dubois".

"Mais ce sont aussi des vedettes", devait répondre le prévenu.

Pour le moment, il dit être fort occupé à travailler sur l'intrigue d'un film à venir, et qui s'appellera justement "Café-Terrasse".

Il explique que c'était naturel, pour le producteur, d'avoir retenu ses services. Je connais si bien le milieu, dit-il.

Me Malboeuf lui demande alors: "Ne vous a-t-il asa ussi retenu parce que vous connaissez aussi le milieu de la drogue, et qu'il en sera question dans ce film"

Cette ofis, l'accusé n ie complètement.

Un 75ième meurtre

Un homme a été poignardé hier soir vers 19 h au 6955 rue Fielding à Montréal.

La victime est M. Edwin Balogh, 48 ans, de Montréal. Il a été transporté à l'hôpital Reine-Elisabeth où l'on n'a pu que constater le décès.

M. Balogh aurait défoncé une porte pour s'introduire dans le logement de la rue Fielding où demeuraient des parents. Une bataille aurait alors été engagée entre la victime et un jeune homme de 25 ans. Ce dernier se serait emparé d'un couteau pour forcer son agresseur à lâcher prise.

Il semble qu'une chicane de famille soit à l'origine de ce drame. Le jeune homme devra comparaître devant le coroner au cours de la journée.

VOULEZ-VOUS CESSER DE FUMER?

• La technique des images subliminales qui transmet des messages directement à l'inconscient.

• Le traitement est dirigé par une équipe de médecins et par des spécialistes en toxicomanie.

CLINIQUE DE DESINTOXICATION POUR FUMEURS — POLYCLINIQUE MÉDICALE CONCORDE
300 est, boul. de la Concorde, Laval — Tel.: 667-3020

ACHAT LE VA-ET-VIENT 769 Rachel 521-3375 VENTE
DISQUES USAGÉS

Pour la thérapie
PRIMAL
Réf.: Le cri primal
Dr ARTHUR JANOV
Institut de thérapie psycho-cellulaire
Établie en 1970
847, rue Cherrier,
526-1686 — 288-6259

NOUS ACHETONS LA VIEILLE MONNAIE

Exemple: le dollar Canadien en argent de 1948: $300

Avez-vous des pièces de monnaie, des billets ou des timbres anciens dans vos tiroirs?

Ils peuvent valoir plus que vous ne le pensez.

Demandez une évaluation en donnant une description par lettre ou par téléphone, ou envoyez pièces, billets ou timbres par courrier recommandé à

LIPSON & SONS
(GARE DU CN) 895, RUE LAGAUCHETIÈRE OUEST
SUITE 230, MONTREAL, QUE. H3B 4G1
TÉLÉPHONE: (514) 866-1212

MÉDITATION TRANSCENDANTALE

telle qu'enseignée par Maharishi Mahesh Yogi
CONFERENCES D'INFORMATION (Entrée libre):
Centre de Montréal Saint-Denis Tel.: 845-2101
4364, rue Saint-Denis (metro Mont-Royal)
Tous les soirs à 8h, sauf le samedi
Association éducative sans but lucratif

PASSEPORT SERVICE EXPRÈS
Soyez prêts à voyager... les premiers 3 dans 1 seul déplacement:
Photo Passeport (3 min.) — certificat de naissance — passeport livre
FOTOQUICK
Palais du commerce, suite 14 metro Berri 1700 rue Berri, Montréal
288-4880
Congrès - mariages - soirées mondaines - toute photo urgente

Je suis manteau ou chapeau.
Prêt-à-porter à un prix modique

Émilien Turgeon Fourrure Inc.
8039, rue Saint Denis 382-1330

CASTOR
LOUTRE
VISON
Georges Pouliot
FOURRURES INC.
MANUFACTURIER
4435, rue de la Roche
Stationnement gratuit 527-8664
Lauréat Poulin prés

Cuisines et rénovations

PLUS DE 100 MODÈLES D'ARMOIRES DE CUISINE
CHOIX DE MODULES OU SUR MESURE
Nous vous offrons aussi des armoires de cuisine suivant vos spécifications.

DIRECTEMENT DE NOS ATELIERS

AVANT D'ACHETER... COMPAREZ NOS PRIX
CUISINES
VOTRE CUISINE EST-ELLE FONCTIONNELLE?
PROFITEZ DE NOTRE SERVICE GRATUIT DE PLANIFICATION A L'USINE OU A DOMICILE PAR NOS SPECIALISTES.

Special "CIMARRON" Armoire du haut 56" $89 Armoire du bas 56" $146

SALLES DE JEUX ET RAJOUTS
• TOITURES • FOYERS • REVETEMENT EXTERIEUR
NETTOYONS TAPIS A SEC RESIDENTIEL ET COMMERCIAL
ESTIMATION GRATUITE A DOMICILE 382-6842

SALLE DE MONTRE OUVERTE AU PUBLIC
HEURES D'OUVERTURE
LUN., MAR., MERC. de 9h a.m. à 6h p.m.
JEUDI, VENDREDI de 9h a.m. à 8h p.m.
SAMEDI de 10h a.m. à 4h p.m.
DIMANCHE de 11h a.m. à 4h p.m.

la maison d'aujourd'hui ltée
au 8905, boul. SAINT-LAURENT, Montréal, tél.: 382-6842
SUCCURSALES A SHERBROOKE ET A 6197 RTE PRINCIPALE, SAINT CALIXTE 222-3235

INVITATION AUX PARENTS AYANT UN ENFANT EN SECONDAIRE III

Afin de pouvoir guider votre enfant dans son choix de cours et sa carrière future, participez au

COLLOQUE D'INFORMATION SUR L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET LES CARRIÈRES INDUSTRIELLES DU 24 AU 27 OCTOBRE 1976 AU COMPLEXE DES-JARDINS

INSCRIPTION: $50 incluant la participation à des ateliers, kiosques, panels, visites industrielles, conférences, un banquet et deux réceptions.

Pour réservation, communiquez avec nous au (514) 282-7784 ou 282-4753 ou complétez le bulletin ci-dessous.

NOM ET PRENOM _____
ADRESSE _____
VILLE ET CODE POSTAL _____
NO DE TÉLÉPHONE _____

Faire parvenir à Le secrétariat - Colloque 76
180 est, rue Sainte-Catherine
Case postale 370 - succ. N
Montréal (Québec) H2X 3M4

LESAGE LAMOTHE COSSETTE
OPTICIENS D'ORDONNANCES
ASSOCIÉS: JACQUES LAMOTHE O.O.D.
MARC COSSETTE B.A. O.O.D.
PRESCRIPTIONS DE LUNETTES
ENTILLES CORNÉENNES SOUPLES OU RIGIDES
LENTILLES PROGRESSIVES
MONTREAL
• 3425 rue St-Denis (Metro Sherbrooke)
• POLYCLINIQUE DE MONTREAL 2245 rue Grenet (Cartierville)
• CENTRE MEDICAL ST-URBAIN 3875 rue St-Urbain (Avenue des Pins)
• 5004 Boul. St-Laurent (Boul. St-Joseph)
LAVAL
• POLYCLINIQUE MEDICALE CONCORDE 300 est Boul. de la CONCORDE (Duvernay)
UN SEUL NUMÉRO DE TÉLÉPHONE
845-4221

éditorial

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration
la presse
ROGER LEMELIN
président et éditeur
JEAN SISTO
YVON DUBOIS
ALBERT TREMBLAY
MARCEL ADAM

Où commence "la société responsable"?

Le ministre des Finances du Canada, M. Donald Macdonald, a présenté jeudi à la Chambre des communes un document d'une trentaine de pages intitulé "La voie à suivre: un cadre de discussion". Comme son titre l'indique, cette publication a pour but de stimuler la discussion publique sur le problème majeur actuel, l'inflation. Cet opuscule fait suite au discours du Trône de mardi et développe le thème de la "responsabilité sociale" à l'égard de cette grande perturbatrice de l'économie.

Bien des hommes d'affaires et des économistes, au cours des deux dernières années, ont accusé les trois niveaux de gouvernement (fédéral, provincial, municipal) d'être parmi les principaux responsables de l'inflation. Les budgets de ces gouvernements atteignent, en effet, plus de 42 pour cent du Produit national brut et servent, pour une très large part, à payer des salaires. Ce qui crée une demande considérable de biens et de services, sans accroître la production de ceux-ci, et exerce de ce fait une pression irrésistible sur les prix. Le fédéral, sans l'avouer bien sûr, s'est finalement rangé à cet avis et a annoncé dans son discours du Trône qu'"une rigoureuse austérité fiscale et monétaire s'impose" et qu'il "demeure résolu à réduire l'expansion de la fonction publique".

Le discours inaugural de la session poursuivait: "Dans un effort renouvelé pour diminuer la taille de l'administration gouvernementale et étendre le champ de l'entreprise privée, tous les programmes fédéraux seront réexaminés afin de voir lesquels d'entre eux pourraient passer au secteur privé sans nuire à la qualité des services au public." Que vaut cette déclaration d'intention? Outre la restriction finale sur "la qualité des services", que le gouvernement peut interpréter à sa façon, il y a l'exigence électorale. Tous les partis font passer la prise ou la conservation du pouvoir avant les considérations de saine économie. Ils promettent tous de nouveaux services, subsides, allocations, etc., qui accroissent à la fois les budgets et les effectifs administratifs. D'autant plus que les partis justifient ces budgets colossaux et, en général, déficitaires par la nécessité de lutter contre le chômage.

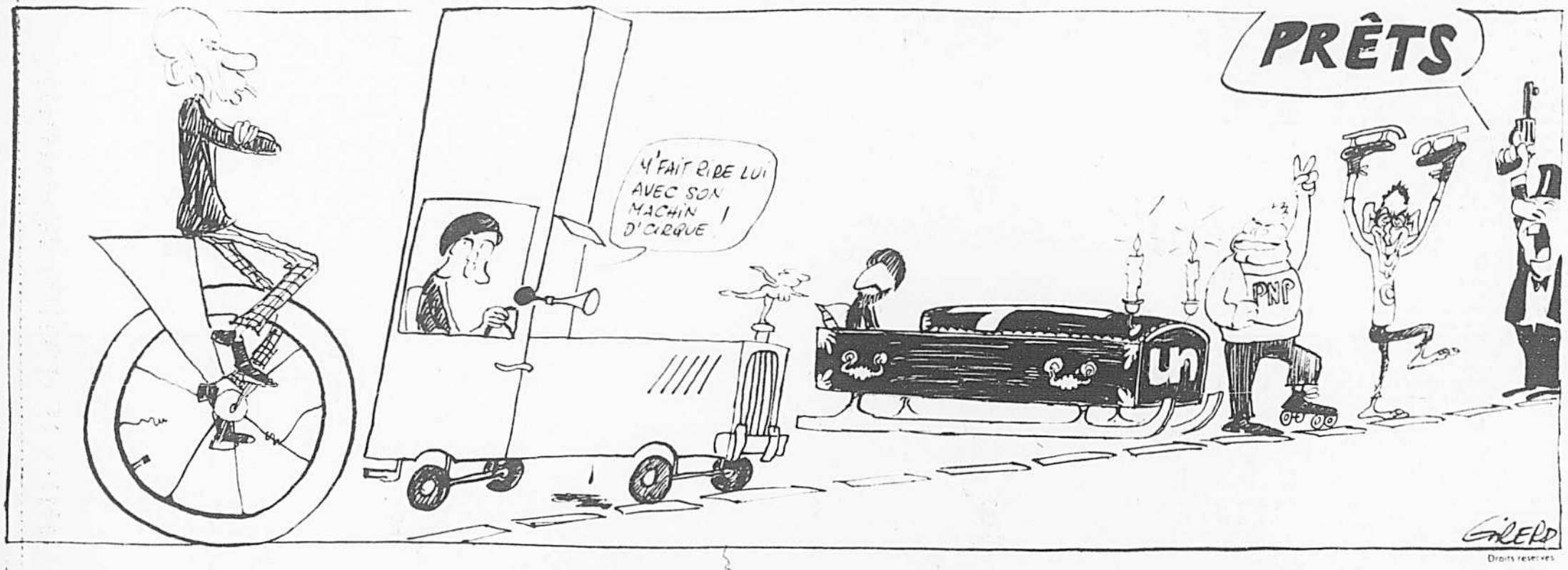
Comment peut-on alors croire le gouvernement quand il parle de "rigoureuse austérité fiscale et monétaire"? Comment, par contre, le gouvernement peut-il convaincre le monde syndical d'user de modération dans ses demandes salariales et le monde des affaires d'user de modération dans ses hausses de prix? Le gouvernement n'a jamais donné, depuis au moins une décennie, l'exemple de l'autodiscipline. Pourtant, une "société responsable", selon le nouveau slogan lancé dans le document Macdonald, est essentielle à la lutte efficace contre l'inflation. Sans minimiser la responsabilité des gros syndicats et des grandes entreprises, il faut admettre qu'il revient au gouvernement, comme représentant de l'ensemble des citoyens, d'amorcer le mouvement du "comportement responsable".

Cependant, pour se préparer à l'après-contrôles, qui va venir inévitablement, le document Macdonald souligne que "si nous voulons vraiment que les pouvoirs publics en fassent moins, nous devons en faire davantage pour nous aider les uns les autres à titre individuel comme dans le cadre des institutions privées". Il est incontestable que cette responsabilité sociale est au coeur même des problèmes économiques actuels. En exigeant de plus en plus de services du gouvernement, les citoyens doivent être de plus en plus taxés. Et pour conserver les mêmes revenus nets, ils exigent des salaires de plus en plus élevés qui forcent les entreprises à hausser leurs prix pour conserver ou accroître leur marge de profits. Cet enchaînement inéluctable pousse les partis à une surenchère électorale qui engendre à la fois l'inflation et l'irresponsabilité.

Un nombre, en effet, croissant de citoyens se fie à l'État pour satisfaire tous leurs besoins et résoudre tous leurs problèmes, sans se demander si la société peut supporter un tel fardeau. Car il y a une limite à taxer les contribuables. Les Suédois viennent de dire "assez" à leur gouvernement en le battant aux élections. L'État-Providence a donc des bornes. Le document de travail du ministre Macdonald a par conséquent raison de soulever la question de la "responsabilité sociale" des citoyens sans laquelle il n'y a aucun espoir de solution permanente à l'inflation excessive et à la multiplication effarante des grèves.

Beaucoup de mythes devraient être dégonflés avant d'atteindre à la fois une stabilité des prix et de la société. L'une ne va pas sans l'autre. La nécessité d'accroître continuellement les salaires, par exemple, quel que soit l'accroissement des prix, et vice versa, sont de ces mythes à dégonfler. La "société responsable" repose donc sur chaque citoyen. Mais il est nécessaire que les deux grands agents économiques, patronat et syndicats, s'entendent avec le gouvernement sur les grandes lignes d'une politique des prix et des salaires. Si le gouvernement donne suite à ses intentions d'autodiscipline, les citoyens ne pardonneront pas aux employeurs et aux dirigeants syndicaux de s'obstiner dans leur égocentrisme.

Ivan GUAY



Droits réservés

La «fuite» des professeurs d'administration de l'UQAM

N.D.L.R. — Les professeurs des Sciences de l'Administration de l'Université du Québec à Montréal ont annoncé en fin de semaine dernière, comme on sait, qu'ils ne pouvaient plus, pour des raisons idéologiques et professionnelles, continuer d'exercer leurs fonctions "dans le cadres de cette institution de plus en plus contrôlée par des éléments d'extrême gauche". LA PRESSE a publié le texte de cette déclaration lundi. Aujourd'hui, Mme Florence Junca-Adenot, vice-doyen, Famille des Sciences Economiques et administratives, demande pourquoi ces professeurs ont choisi "la fuite" qui, dit-elle, "les met en contradiction avec ce qu'ils enseignent".

Par Florence JUNCA-ADENOT
Vice-doyen, Famille des Sciences Economiques et Administratives de l'UQAM

Au moment où les professeurs de l'UQAM négocient les termes de leur prochaine convention collective avec l'administration de l'UQAM, au moment où des rumeurs de difficultés dans les négociations deviennent publiques, les professeurs du département d'administration décident, une fois de plus, de profiter de l'occasion pour chercher à se désaffilier à la fois, du syndicat des professeurs de l'UQAM et de l'administration de l'UQAM, en réclamant "leur" école, ou un rattachement à l'Ecole Nationale d'Administration Publique, l'ENAP, (autre constituante de l'Université du Québec).

Comment analyser et expliquer ce comportement, en apparence normal, en fait fort contradictoire, de professeurs dont le rôle devrait être d'assumer la formation adéquate des futurs administrateurs québécois et le perfectionnement de ceux qui sont actuellement titulaires de différents postes dans les compagnies privées, publiques et parapubliques?

Une première raison explique cette attitude:

"Une situation intenable" dit le département d'administration. — "Une incapacité à écouter et discuter avec des personnes défendant des idées différentes" pourraient dire d'autres professeurs et des administrateurs de l'Université du Québec. Il est évident et vrai que des professeurs et des étudiants en administration ont des idées et/ou des idéologies différentes de celles défendues par des groupes tels que des professeurs et des étudiants en sociologie, en chimie, en génie, en art ou en architecture! Cela ne signifie pas qu'un chimiste pense comme un artiste, mais tous doivent apprendre à vivre ensemble dans la même organisation, qui s'appelle l'Université, et accepter de résoudre certains rapports de force liés autant au pluralisme intellectuel qu'au pluralisme idéologique.

Les articles publiés dans le Devoir et dans La Presse de cette semaine laissent comprendre qu'il est intolérable pour un professeur en administration à l'UQAM, de voir un de ses étudiants, auquel il enseigne un cours de marketing ou de gestion des organisations, suivre en même temps *(et non pas à la place de)*, un cours sur les lois de protection des consommateurs ou un cours sur le phénomène des syndicats au Québec! Or, aucune faculté d'administration en Amérique du Nord et à plus forte raison au Québec, n'oserait insinuer que c'est "être gauchiste" que de laisser aux futurs gestionnaires québécois, en 1976, la possibilité de s'informer, à l'intérieur de cours facultatifs, sur les lois de protection des consommateurs ou sur les syndicats québécois! C'est pourtant ce que fait l'exécutif du département d'Administration de l'UQAM, quand il traite de "marxiste" tout ce qui n'est pas lui-même!

Il est plus facile de fuir pour se protéger — les administrateurs d'une compagnie, eux, n'ont pas le choix — ils doivent trouver ou inventer des solutions qui leur permettent de travailler avec leurs employés et de garantir la productivité de leur compagnie. Ils n'ont pas la possibilité, somme toute facile, de "sortir" de leur compagnie pour trouver le paradis idéologique qui leur permette d'être coupés de la réalité — c'est peut-être ce que cherchent certains des professeurs du département d'Administration pour se sentir en sécurité! Mais, je douterais, personnellement, d'une école d'administration formée de professeurs qui ne pratiquent pas ce qu'ils enseignent, et de consultants qui conseillent des entreprises, et les réorganisent alors qu'ils ne peuvent pas appliquer à eux-mêmes les principes qu'ils proposent pour d'autres.

Une deuxième raison explique ce désir de constituer une école:

A l'UQAM, les programmes de premier cycle, (Baccalauréat et Certificats) "appartiennent" à une unité administrative nommée une Famille, séparée du regroupement de professeurs qui s'appelle un département. Depuis 1971, la Famille des Sciences Economiques et Administratives par l'initiative de son ancien vice-doyen, monsieur Claude Perron, et du vice-doyen actuel, madame Florence Junca-Adenot, a développé des programmes de Baccalauréat en Sciences comptables, sciences immobilières, gestion et intervention touristiques, développement de projets, économique, études urbaines, des certificats en administration, transport, administration policière, informatique de gestion, santé, assurances, économique, etc... Cette Famille a créé aussi un laboratoire de recherche en Sciences Immobilières (LARSI), qui connaît une notoriété grandissante depuis un an et demi à l'extérieur de l'UQAM.

Grâce à des campagnes promotionnelles appropriées et à l'appui des compagnies et associations professionnelles, les effectifs étudiants de la Famille des Sciences Economiques et Administratives (et non du département d'Administration) sont passés de 500 étudiants en 1970 à 1600 étudiants en 1974 et à 3,000 étudiants en 1976. Douze (12) départements, dont le département d'Administration, donnent actuellement des cours à ces 3,000 étudiants. Le département d'Administration de l'UQAM n'est actuellement titulaire d'aucune maîtrise et seulement membre du doctorat conjoint en administration, alors qu'il a le droit de développer des programmes de 2e et 3e cycles.

Ces faits tangibles montrent au moins, que même dans le secteur des Sciences Economiques et Administratives, il est possible de développer des projets et de les voir réussir à l'intérieur de l'UQAM, ceci en dépit des querelles idéologiques qui animent différents groupes *à l'UQAM comme ailleurs.*

Les signataires des articles parus dans La Presse et le Devoir sont entrés à l'UQAM, pour la plupart, dans les deux dernières années. Il peut sembler normal que des professeurs venant de diverses écoles d'administration aient des difficultés à s'adapter à la structure de l'Université du Québec et cherchent à s'approprier des programmes qui fonctionnent bien, et qui ont été acceptés par les différentes instances de l'UQAM, sans subir les assauts dits "gauchistes" du SPUQ ni la prétendue loi dictatoriale de la Commission des Etudes.

Les troisième et quatrième raisons, les plus importantes, sont cachées derrière les explications de l'Exécutif du Département d'Administration:

Il s'agit d'abord d'une différence fondamentale entre la formation que veut donner l'UQAM dans le secteur des Sciences Economiques et Administratives et la conception élitiste du département d'Administration. Il s'agit ensuite de la frustration provenant du fait que le secteur des Sciences Economiques et Administratives "finance" les autres secteurs de l'Université, et de l'existence d'une hypercentralisation administrative à l'UQAM.

Sur ces derniers motifs, la Famille des Sciences Economiques et Administratives et le Département s'entendent. La Famille réclame à l'administration de l'UQAM, depuis un certain temps, une part plus grande des sommes qu'elle apporte à l'institution par l'intermédiaire de son taux de croissance supérieur à la moyenne. Le département d'Administration fait de même. Il est urgent que dans les prochains mois l'équité se rétablisse, et elle va se rétablir en même temps que s'implantera une certaine décentralisation liée à la restructuration en cours à l'UQAM.

La première raison qui n'apparaît nulle part et qui me semble fondamentale est la conception que le département d'Administration a de la formation et du perfectionnement des étudiants et qui diffère de celle de l'Université du Québec, au 1er cycle.

Le premier cycle défend une certaine philosophie conforme à la vocation de l'UQAM que je partage, et qu'il cherche à intégrer à ses programmes — répondre et s'adapter aux besoins de formation et perfectionnement des groupes socio-économiques, créer les programmes les plus souples possibles, accessibles, intégrant la notion d'éducation permanente, interdisciplinaires, décentraliser l'enseignement dans des sous-centres de formation, s'ouvrir aux besoins du "milieu", etc., imaginer de nouvelles formules pédagogiques, etc.

Le département d'Administration défendrait plus une université à vocation élitiste, ayant des programmes rigides, centrée sur l'enseignement (besoin du corps professoral) et non pas sur l'apprentissage (besoin des étudiants).

Ceci explique peut-être le malaise des professeurs d'Administration formés dans les universités traditionnelles, et qui se trouvent confrontés à cette philosophie de l'éducation.

CONCLUSION

Il est fort regrettable que le département d'Administration choisisse actuellement les tribunes publiques pour exhiber ses problèmes, et n'ait pas le courage d'essayer de trouver à l'intérieur de l'institution des solutions qui pourraient être bénéfiques pour tout le monde, qui respecteraient la mission donnée à l'Université du Québec lors de sa création, et qui seraient le meilleur exemple à donner aux étudiants en administration.

N'est-il pas pensable que le département d'Administration, au lieu d'attaquer systématiquement, mette en pratique les principes qu'il enseigne dans ses cours de relations humaines et de gestion des organisations, et aille négocier, avec l'exécutif du SPUQ, un statut particulier qui lui assure une certaine quiétude au niveau du travail et des idées? ou sinon qu'il crée un mouvement d'entraînement chez les professeurs aboutissant, à moyen terme, à un changement d'orientation du SPUQ, ou à la création d'un autre syndicat? Démissionner du SPUQ est un geste purement symbolique, car également les professeurs démissionnaires restent soumis aux mêmes privilèges et contraintes du SPUQ.

Ne serait-il pas souhaitable qu'au lieu de frapper de tous les côtés, le département d'Administration intensifie ses pressions pour que les décisions établissant une décentralisation, par secteur à l'UQAM, soient prises plus rapidement.

Est-ce la mission d'une Ecole d'Administration Publique de former des gestionnaires pour l'entreprise privée?

Est-ce une solution originale de vouloir recréer une école d'administration, alors qu'à Montréal, l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales répond déjà à certains besoins de formation?

Personnellement, je suis contre la grève et les journées d'études car seuls les étudiants sont réellement pénalisés et parce qu'une grève d'universitaires, déjà favorisés et n'offrant pas de services vitaux, a fort peu d'impact sur la population! Mais j'ose croire que je vais plus loin que les professeurs du département d'Administration. Non seulement je crois en l'excellence professionnelle qui prend sa source dans l'effort et la compétence, mais je soutiens dans les faits, et non pas seulement dans des articles destinés à frapper l'opinion publique, qu'en plus de l'excellence professionnelle, le futur gestionnaire québécois doit apprendre à comprendre autrui, à communiquer, à résoudre des problèmes humains, à s'adapter au changement, à être entrepreneur, à trouver des solutions nouvelles, s'il veut rivaliser favorablement avec ses collègues anglophones.

Je soutiens que les valeurs démocratiques et la liberté individuelle sont possibles à l'UQAM comme partout ailleurs, à condition que ceux qui ne sont pas d'accord aient le cran d'aller défendre leurs idées et de les faire passer, au lieu de refuser toute communication.

Il va s'agir au Québec, dans les prochaines années, non de perpétuer le climat d'affrontement actuel, mais d'inventer de nouvelles solutions qui permettront aux valeurs démocratiques de l'emporter.

Quant au sort du département d'Administration, dans l'UQAM ou à l'extérieur de l'UQAM, c'est le jeu politique qui le décidera. Mais quelle que soit la décision prise, elle sera fort importante pour l'avenir du "concept" de l'Université du Québec.

la fièvre électorale

Le tout-Québec bruisse des rumeurs d'élections et la chasse aux gros candidats est commencée

LYSIANE GAGNON

A QUEBEC, c'est comme ailleurs en cette période préélectorale où tous les partis politiques sont sur un pied de guerre... à cette différence près que la vieille capitale, déjà papoteuse en temps normal, regorge ces jours-ci de rumeurs de toutes sortes, et qu'un rien suffit à alimenter toutes les supputations.

Exemple: M. Jean Marchand, à qui l'on prête l'intention de quitter le fédéral pour briguer les suffrages au provincial, a été vu dans un restaurant bien connu de Québec, mangeant avec l'actuel député de Louis-Hébert, Me Gaston Desjardins, dont on se demande si le parti libéral n'aurait pas intérêt à le remplacer par un candidat plus prestigieux contre la vedette du Parti québécois dans la région, M. Claude Morin.

Mais là s'arrêtent les certitudes, car personne ne sait de quoi parlaient les deux hommes, et peut-être ont-ils surtout commenté les mérites des médaillons de veau à la crème de cet excellent établissement. Rien n'indique que le premier ministre Bourassa verrait d'un bon oeil la candidature de M. Marchand, dont les appuis logent plutôt du côté du ministre Raymond Garneau. Rien n'indique non plus que M. Marchand n'est pas conscient que son côté "populiste" lui réussirait sans doute mieux dans un comté plus modeste que Louis-Hébert (qui est un peu le "Outremont" de Québec), ou les électeurs seraient moins sensibles à la détérioration de la crédibilité de M. Marchand depuis quelques années.

Une seule chose est sûre à ce sujet: que Me Desjardins soit ou non candidat dans Louis-Hébert, c'est à partir de son organisation générale — et non en se fiant exclusivement aux organisateurs locaux — que le parti libéral fera la lutte à M. Morin. Ce dernier, défait par 777 voix en 1973, travaille sans répit son comté, joue la carte du charme et de la responsabilité, et cette semaine encore, il siégeait à côté de René Lévesque à la table d'honneur de la Chambre de Commerce de Sainte-Foy, dont il est membre actif même si l'on ne lui connait aucun interêt dans le monde des affaires!

La chasse aux "gros" candidats

Autre certitude: la chasse aux "gros candidats" est commencée, ici comme ailleurs, depuis belle lurette. Et, phénomène significatif de l'évolution du PQ ces dernières années — mais qui s'explique aussi par le fait que les personnalités connues qui ne sont pas encore alignées politiquement sont somme toute assez peu nombreuses au Québec —, ce sont souvent les mêmes personnes qui sont sollicitées par les deux grands partis antagonistes.

Ainsi, le PQ "réserve" le comté de Lévis depuis des semaines pour M. Alfred Rouleau, qui a été sollicité par les plus hautes instances du parti... mais qui a aussi été approché par les Libéraux, qui lui réserveraient un ministère à vocation économique. Bien des indices montrent que M. Rouleau pencherait plus volontiers du côté libéral, mais qu'il refusera une fois de plus (les mêmes offres lui ayant été faites en 1970 et en 1973 de la part du parti libéral) de s'engager, passée la cinquantaine, dans l'aventure politique, alors qu'il est aujourd'hui bien en selle à la tête du mouvement coopératif, avec des revenus plus élevés que ceux d'un ministre.

Même chose pour le Juge Robert Cliche, qui a été approché par les deux partis... mais qui, quant à lui, serait plus péquiste que libéral. Mais abandonne-t-on facilement, à 55 ans, un poste de juge?

Autre "gros" candidat (moins connu du grand public mais assez prestigieux) sollicité — mais uniquement cette fois par les Libéraux: Me Richard Drouin, qui a été le négociateur-en-chef de la partie patronale dans la fonction publique, à qui l'on aurait proposé le comté de Louis-Hébert. Ce dernier aurait refusé. Quant à l'ex-ministre Claude Castonguay, que certains éléments du PQ auraient aimé s'allier — même si ce dernier est un fédéraliste déclaré —, il semble bien qu'il entende rester à l'écart de la politique. Reste la personnalité la plus populaire de Québec, le maire Gilles Lamontagne, mais on lui a toujours prêté l'intention de faire éventuellement carrière au fédéral... jusqu'à ce que se manifeste la baisse de popularité des Libéraux d'Ottawa.

10 comtés libéraux, mais...

Quoiqu'il en soit, du côté du PQ on retarde les conventions jusqu'au déclenchement des élections, histoire de voir venir les choses. Du côté des Libéraux, la grande inconnue reste le sort fait aux députés actuels, qui sont par tradition désignés presque "ex officio" dans les comtés qu'ils ont remportés aux élections précédentes. Mais le parti peut toujours faire pression pour écarter tel député, et il peut arriver aussi qu'un député décide de lui-même de se retirer de la politique: ce serait notamment le cas de MM. Chagnon (Lévis) et Bédard (Montmorency).

Nul doute que la majorité des députés de la région se représenteront. La chose est assurée en ce qui concerne les quatre ministres (Raymond Garneau dans Jean-Talon, Raymond Mailloux dans Charlevoix, Julien Giasson dans Montmagny-L'Islet et Bernard Lachapelle dans Gauvreau)... et presque certaine au moins dans le cas des députés Sylvain (Beauce-nord), Harvey (Charlebourg), Massicotte (Lotbinière) Dufour (Vanier) et Bonnier (Taschereau).

A l'exception du comté de Beauce-sud, représenté par M. Fabien Roy, ex-créditiste maintenant au PNP, les 16 comtés de la région de Québec sont aux mains des Libéraux... mais dans 11 comtés, le PQ arrivait en seconde place en 1973, et s'il est moins bien implanté dans les comtés ruraux qui ceintu rent le vieille capitale et ses banlieues, son organisation régionale a été très active à Québec depuis deux ans, multipliant les interventions publiques et la distribution de propagande de porte-à-porte.

Ainsi, le weekend dernier, la région s'est trouvée inondée du premier journal électoral de la campagne, un quatre pages axé sur les mêmes slogans que René Lévesque allait reprendre cette semaine dans son discours à la Chambre de Commerce de Sainte-Foy: "Le PQ, c'est plein de bon sens...", et "On mérite mieux que ça"; ce dernier slogan était surimprimé en rouge au bas d'une photo pleine page de Bourassa qui faisait la une du journal, ce qui en a étonné plusieurs car une longue tradition publicitaire veut que l'on ne publie jamais une photo de son adversaire.

Des jeudi, en outre, la radio privée régionale diffusait des spots publicitaires du PQ à saveur nettement électorale; c'est on le sait, ce que fait depuis quelque temps le parti libéral à la télévision privée. Du côté des autres partis, les machines publicitaires n'ont pas commencé à s'ébranler ouvertement. Et d'ailleurs, leurs candidats ne sont pas encore nommés, à l'exception de M. Roy dans Beauce-sud, pour le PNP, de Rodrigue Biron dans Lotbinière pour l'UN, et de Noel Gravel dans Limoilou, pour le Ralliement créditiste. Ce dernier s'inscrit dans une bonne vieille tradition créditiste: un de nomme Levesque poursuit René Levesque de comté en comté depuis moult élections... et c'est un Gravel qu'on oppose au candidat péquiste dénomme Gravel dans Limoilou!

Au PQ, des nuages noirs

Du côté du PQ, cinq conventions seulement ont eu lieu: dans Louis-Hébert, Claude Morin; dans Chauveau, le professeur Louis O'Neil; dans Montmorency, l'avocat Clement Richard; dans Beauce-nord, Adrien Ouellet, maire de St-Joseph; dans Limoilou, un travailleur hospitalier, Raymond Gravel, qui l'a emporté par 22 voix sur un total de 600 contre le candidat de l'organisation régionale, l'économiste Jean Taillon.

Dans Bellechasse, on compte sur l'ex-secretaire particulier de l'ancien chef de l'UN, Gabriel Loubier; M. Jean-Roch Côté, dans Jean-Talon, c'est la présidente régionale, Mme Louise Beaudoin, qui fera la lutte au ministre Garneau, dans l'un des comtés les plus libéraux et les plus authentiquement bourgeois de la province.

Mais, dans la plupart des comtés urbains de la region, les conventions à venir seront contestées.

Dans Lévis, au moins deux candidats: M. Guy Lapierre de Lauzon, et M. Jean Garon, professeur en droit financier, ex-militant des tout premiers mouvements indépendantistes et ex-candidat du PQ dans Charlevoix. Dans Lotbiniere, au moins trois candidats d'horizons divers: un cultivateur, un professeur, un fonctionnaire et peut-être un président de caisse populaire. Dans Taschereau, l'ex-candidat péquiste, le Dr Lucien Roy, fera face à un haut-fonctionnaire et ex-journaliste qui a l'appui de l'organisation regionale, M. Richard Guay. Dans Vanier, l'ex-candidat, M. J.-Arthur Bédard, pourrait affronter le fils de l'ancien premier ministre M. Jean-François Bertrand, qui se cherche un comte et à qui il ne resterait plus, dans la zone urbaine en tout cas, que celui-là, depuis qu'il a renoncé à participer à la convention de Charlesbourg.

C'est cette convention qui, pour le PQ, représente le probleme le plus épineux. Trois candidats s'y font face: Denis de Belleval, fonctionnaire, l'ex-candidat Laval Grondines (permanent à la CEQ), et le Dr Fernand Roy. Ce dernier aurait envoyé, en vue de la convention, des dizaines de cartes de membres à des connaissances et à des patients... l'acquittement desdites cartes devant se faire "à votre prochaine visite chez votre médecin"!

Même si le rapport interne qu'a produit le député Marc-Andre Bedard sur ces irrégularités concluait que cette convention pourrait se dérouler normalement, l'affaire n'est pas close, et l'exécutif national du parti sera saisi de cette question lors de sa prochaine réunion. Dans l'organisation de Belleval, on affirme que ces "nouveaux membres" ne souscrivent en rien aux grands objectifs du PQ et l'on va jusqu'à parler d'infiltration libérale.

Mais malgre ces nuages noirs qui feront de cette convention l'une des plus orageuses, on se félicite, au PQ, de voir tant de conventions si âprement contestées, c'est, dit-on, le signe que le parti devient de plus en plus "rentable", même dans cette ville de fonctionnaires et de vieille bourgeoisie.

Pendant ce temps, les Libéraux fournissent leurs armes plus privément et dans des cercles plus difficiles à percer, où les liens d'affaires, de famille, de longues amitiés et de vieilles hostilités tissent un écheveau complexe. Quant aux autres partis, qui ont plus de racines dans les zones rurales, on mesure mal encore leur degré d'implantation actuel, mais personne n'ignore que les unionistes et les créditistes "savent parler au monde" et que bien des choses dépendront de leur performance.

A Montréal, le vote néo-québécois et anglophone fera la différence

PHILIPPE GAGNON

LE VOTE DES Néo-Québécois pourrait avoir, dans la région de Montréal, une influence déterminante sur l'issue des prochaines élections générales. Si les non-francophones décidaient de bouder le Parti libéral du Québec, soit en s'abstenant de voter ou en accordant leurs voix a une autre formation politique, le Parti québécois serait dans l'excellente position de rafler plusieurs comtés aux libéraux dans la région métropolitaine.

Tous les observateurs politiques, qu'ils soient associés au PLQ ou au PQ, à l'Union nationale ou au PNP, croient que le facteur clé dans l'issue électorale pour la région montréalaise, repose sur l'orientation que prendra le vote anglophone et néo-québécois dans les comtés où il y a de 10 à 15 pour cent de non-francophones.

La loi 22 devient à cet égard, l'épine dans le pied du Parti libéral et pourrait contribuer à affaiblir les péquistes en se croisant les doigts. "Ça nous fait peur... Et il y a de plus cette maudite loi 22", ont dit des libéraux à LA PRESSE. Car, le Parti québécois et le Parti libéral reconnaissent qu'ils sont toujours les deux géants de la politique en milieu urbain.

Un pas seulement

Et comme dans la région de Montréal, là ou on retrouve un certain pourcentage d'anglophones, la marge entre les deux formations est souvent de moins de 1,000 votes, les penseurs libéraux et péquistes connaissent l'importance du vote unioniste pouvant dans plusieurs cas permettre à l'un de se glisser devant l'autre.

Cette particularité est notamment sensible dans les comtés de Dorion où René Lévesque a été défait, en 1973, par 293 votes par le libéral Alfred Bossé; dans Bourget, où le Dr Camille Laurin a été battu par 300 voix; dans Gouin, où Guy Joron (il sera candidat dans Mille-Ilsles, cette fois), député sortant, a été devancé par M. Jean-M. Beauregard (636 votes); dans Crémazie, où le ministre Jean Bienvenue n'a été élu que par 1,396 voix; dans Laporte, où le libéral André Déom n'a remporté la victoire sur le péquiste Pierre Marois, que par 372 voix; dans Taillon, où Guy Bisaillon n'a raté la victoire que par 577 votes; dans Bourassa, Sainte-Anne, Mercier, Viau, où les majorités libérales n'ont pas été très écrasantes.

Le Parti québécois a analysé tous ces aspects et il s'est préparé, longuement préparé, à battre la mesure. Le Dr Camille Laurin reviendra comme candidat dans Bourget; Jacques Pariseau se présentera dans L'Assomption où le libéral Jean Perreault n'a été élu que par 1,600 votes, en 1973; Me Pierre Marois refera la lutte à André Déom, dans Laporte; et les six députés élus en 1973 seront de nouveau candidats dans leur comté respectif.

Pour le PQ, les comtés intéressants, outre ceux déjà mentionnés, sont Sainte-Marie (le libéral Jean-Claude Malépart n'a défait le député péquiste, Charles Tremblay, que par 48 voix, en 1973) représenté aux prochaines élections par Guy Bisaillon (il a quitté Taillon pour battre M. Tremblay à la conventions pour le choix du candidat); Verchères, où il n'y a toujours pas de candidat de choisi; Saint-Jean, que M. Jérôme Proulx, ex-député unioniste, veut enlever aux libéraux; Saint-Hyacinthe, où on retrouvera Charles Tremblay; Richelieu, que M. Maurice Martel, un pharmacien autrefois député unioniste, tentera de soutirer à un ministre libéral; Anjou, où on verra un affrontement entre le jeune député libéral Yves Tardif (élu par seulement 828 votes de majorité) et le fils de feu Daniel Johnson, Marc-André, qui portera le flambeau péquiste; Chambly, ou le Dr Denis Lazure, directeur-général de l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine, affrontera le ministre Guy Saint-Pierre, pour ne nommer que ceux-là.

Il reste maintenant au PQ a dénicher un comté au président du parti, M. René Lévesque. Il est possible qu'on le retrouve dans Dorion, Taillon ou Gouin... M. Jean-Guy Cardinal, ex-ministre unioniste, représentera le comté de Prévost s'il peut vaincre, au congrès d'investiture, le journaliste Michel Gingras. M. Bernard Landry, dans Fabre, devra lui aussi gagner son poste en battant le syndicaliste (Syndicat des professionnels de l'Hydro-Québec) Jean-Guy Rodrigue, avant d'affronter le libéral sortant, Gilles Houde.

Le silence

Et pendant que le PQ fait résonner ses trompettes, le Parti libéral du Québec discute en catimini de l'avenir des comtés qu'il occupe ou voudrait reconquérir.

L'Acadie est un comté laissé vacant par le départ du ministre François Cloutier, pour Paris. Guy Leduc, ce député libéral renié par les siens, ne sera pas candidat dans Taillon. Gérard Shanks abandonnera Saint-Henri. Outremont n'a plus de député libéral, depuis que Me Jérôme Choquette a quitté le PLQ pour fonder le Parti national populaire. Les militants de cette circonscription auraient voulu que le premier ministre réclame la faveur des électeurs d'Outremont, mais M. Bourassa a décliné, préférant tenter de nouveau sa chance dans Mercier où il est député depuis 10 ans. Notre-Dame - de - Grâce, Westmount, seront aussi des comtés réclamant du sang neuf. Mais là encore, rien ne semble presser les libéraux... Ils attendent que le premier ministre déclenche des élections générales avant d'ameuter les associations régionales et choisir un candidat.

Rien n'empêche qu'entre-temps, la prospection se poursuit, les rumeurs surgissent. Et les noms de ceux qu'on a trempés dans toutes sortes de sauces reviennent, comme M. Claude Castonguay, Pierre Desmarais II (il devait être, disait-on, candidat à la direction de l'UN, au printemps), André Raynaud, président du Conseil économique du Canada, Jean Marchand, ex-ministre fédéral, Jean Dutil, ex-président de la CECO, etc... Or, les dirigeants libéraux sont cachotiers...

Mais ne pas dévoiler ses batteries n'est pas le seul lot des libéraux. L'Union nationale utilise le même procédé.

Jusqu'ici, dans la "grande région de Montreal", M. Urbain Morin, conseiller politique en relation de travail pour le chef Biron, est le seul candidat choisi. Il représentera l'UN dans Iberville. Dans L'Acadie, M. Jean-Guy Leboeuf hésite avant de se déclarer candidat, lorgnant un autre comté. Me André Asselin, un avocat de la région, sera candidat de l'UN dans Joliette où il recevra un précieux coup de main du député conservateur Roch Lasalle. Dans Beauharnois, il est fortement question que M. Jean-Jacques Cardinal, un haut fonctionnaire au MEER (fédéral) soit candidat. Pas moyen toutefois d'en savoir plus long sur les autres. Les unionistes, comme les libéraux, attendent le déclenchement des élections pour nommer leurs gens. Mais il faut prévoir que dans les comtés anglophones (l'ouest de l'île de Montréal), l'UN présentera des candidats anglophones. C'est du moins l'objectif que s'est fixé l'équipe de M. Clement Vincent et William Shaw.

Le Parti national populaire, ne il y a moins d'un an, a déjà choisi quelques candidats dans la région de Montréal, M. Hyman Brook, un industriel membre de l'exécutif du PNP, sera candidat dans D'Arcy McGee; M. François de Salle Robert, un ancien militaire, candidat dans Deux-Montagnes; M. Fernand Plourde, un homme d'affaires, candidat dans Maisonneuve.

Il est par ailleurs possible que Me Jérôme Choquette ne tente pas sa chance dans Outremont. L'exécutif national du PNP tiendra une importante réunion de son exécutif national, mardi, à Drummondville, et discutera, en plus de stratégie électorale, de l'avenir du chef Choquette. Des informateurs ont indiqué à LA PRESSE que Me Choquette aurait été candidat dans Outremont si M. Bourassa avait décidé d'y briguer les suffrages. Car selon un sondage du PNP, les électeurs d'Outremont sont encore de farouches partisans libéraux, mais ils n'ont pas le premier ministre en odeur de sainteté. Et toujours selon ce sondage, certains électeurs auraient renié le PLQ pour ne pas voter pour M. Bourassa et auraient accordé leur appui à M. Choquette. Or, comme les chances du chef du PNP s'amenuisent avec la venue d'un candidat désigné par les militants d'Outremont (on ne sait toujours par lequel) il sera donc candidat dans Arthabaska ou dans un des comtés de la banlieue de Montréal.

Les créditistes, eux, continuent leur petit bonhomme de chemin, nommant des candidats dans toute la région montréalaise, mais sachant aussi que leurs chances sont bien minces dans cette grande agglomération.

Robert BOURASSA

René LÉVESQUE

pleins feux
SUR L'ACTUALITE

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

la semaine

REGINALD SPINHAYER

LE CANADA a connu le premier mouvement de grève nationale de son histoire, jeudi, alors que des centaines de milliers de travailleurs — un million, selon les organisateurs — ont débrayé simultanément d'un bout à l'autre du pays pour protester contre le contrôle des salaires décrété un an plus tôt par le gouvernement d'Ottawa dans le cadre d'un programme de lutte à l'inflation. Le plan fédéral vise aussi à enrayer la hausse des bénéfices et des coûts, sauf dans des secteurs aussi essentiels que l'alimentation, l'huile de chauffage, l'essence d'automobile et les taxes.

La journée de grève, qui a vu la participation de quelque 300,000 Québecois, a été ponctuée par des rassemblements de protestataires

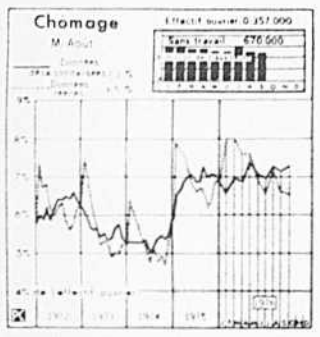
qui ont manifesté un peu partout et notamment devant l'édifice du parlement fédéral, à Ottawa, ainsi qu'à Montréal.

Le tout s'est cependant déroulé pacifiquement et aucun incident grave n'a été signalé. Grosso modo, environ un travailleur canadien sur dix a pris part à la grève, proportion qui a suffi à perturber l'activité dans une majorité d'industries et de services.

Presque 10 pour cent de chômeurs, au Québec

Le Bureau fédéral des statistiques a révélé que le taux de chômage s'est encore élevé au Québec durant le mois dernier, touchant 9.7 pour cent ou 239,000 des travailleurs de la province, comparativement à 9.1 pour cent en août.

En moyenne dans l'ensemble du Canada, la proportion des sans-emploi a enregistré une augmentation mineure et est passée de 7.2 à 7.3 p.c. au cours de la même période.



Un recensement distinct dans chacune des autres provinces indique un taux de chômage de 2.2 p.c. en Saskatchewan, 3.7 en Alberta, 4.3 au Manitoba, 5.7 en Ontario, 8.5 en Colombie-Britannique, 9.5 à l'Ile du Prince-Edouard, 10.4 en Nouvelle-Ecosse, 11.1 au Nouveau-Brunswick et 14.1 à Terre-Neuve.

Démission d'un autre ministre de M. Trudeau

Le ministre de la Défense nationale du Canada, M. James Richardson, député du Manitoba et considéré comme une importante figure politique de l'Ouest canadien, a subitement démissionné en alléguant son irréductible opposition à un projet qui conférerait un droit de veto au Québec dans les amendements susceptibles de modifier les clauses linguistiques de la Constitution après son éventuel rapatriement.

On sait que ce document est conservé en Grande-Bretagne depuis son élaboration à l'époque coloniale, et qu'il relève toujours techniquement du parlement de Londres.

M. Richardson est le sixième ministre qui ait quitté le cabinet Trudeau en un an. Plus tôt cette semaine, dans un discours marquant la reouverture du parlement fédéral, le gouvernement Trudeau avait mentionné le rapatriement de ladite constitution comme l'un des premiers objectifs de la nouvelle session.

Le vaccin anti-grippe sème l'émoi, aux E.-U.

Une trentaine de personnes âgées étant décédées peu après avoir reçu leur dose de vaccin contre la grippe porcine, les autorités d'une dizaine d'Etats des USA ont temporairement suspendu le programme d'immunisation que le gouvernement de Washington a entrepris au coût de $135 millions pour protéger quelque 215 millions d'Américains contre une épidémie éventuelle de cette maladie potentiellement mortelle.

Tandis que l'émoi et la méfiance s'emparaient de nombreux candidats à l'inoculation, les services sanitaires fédéraux ont déclaré qu'ils ne trouvaient pas de liens directs entre les décès et les vaccinations. Il semble que les victimes étaient en général atteintes de maux cardiaques et pulmonaires.

Nouveau président et agitation en Chine

Cinq semaines après le décès de Mao Tsé-toung, le premier ministre Hua Kao-feng, considéré comme un modéré par les pays de l'Ouest, a été officiellement désigné comme nouveau président du Parti communiste de la république de Chine populaire et premier personnage de ce pays dont les huit cent millions d'habitants constituent près du quart de la population mondiale.

Cette promotion semble toutefois ne pas être survenue sans heurts, puisque des rapports officieux mentionnent une tentative de complot, la mort de quelques présumés dissidents, ainsi que l'arrestation de la veuve du président Mao en même temps que celle d'une quarantaine d'autres personnalités parmi les plus radicales de l'idéologie du régime. On aurait également observé des mouvements de l'armée, entre autres dans le quartier universitaire de Pékin.

Deux prix Nobel à trois Américains

L'Académie royale des Sciences de Suède, qui décerne annuellement certains des prestigieux prix Nobel, a désigné conjointement deux chercheurs américains comme lauréats dans le domaine de la Médecine.

Il s'agit du Prof. Baruch Blumberg, 51 ans, de l'université de Philadelphie, et du Dr Carleton Gajdusek, 53 ans, d'un institut neurologique de l'Etat du Maryland, qui sont cités pour leurs découvertes relatives à l'origine et la propagation des maladies infectieuses.

Un autre citoyen des Etats-Unis, le Prof. Milton Friedman, 64 ans, s'est vu attribuer le prix des Sciences économiques.

Entre-temps, le comité responsable a fait savoir que le prix Nobel de la Paix ne serait pas décerné cette année, en dépit d'une cinquantaine de candidatures.

A-t-on découvert le trésor des Atzèques?

Grand branle-bas dans les milieux archéologiques du Mexique, où l'on a découvert qu'un jeune pêcheur de la région de Vera Cruz écoulait depuis deux ans, en cachette et à vil prix, des articles en or massif et des pierres précieuses qu'il avait trouvés sous six pieds d'eau dans le golfe du Mexique.

Le magot pourrait être le trésor de Montezuma, l'empereur atzèque qui fit les frais de la conquête espagnole par l'armée d'Hernan Cortès voici presque cinq siècles.

En attendant la confirmation des experts, le pêcheur, âgé de 25 ans et qui vivait dans une masure, a été emprisonné avec un bijoutier de Vera Cruz. Tous deux sont accusés de trafic illégal d'or et de pièces archéologiques.

Nouvelles accusations contre un sénateur

Déjà en instance de procès pour l'encaissement d'une somme de $95,000 présumément perçue en échange de son influence dans le renouvellement du permis d'exploitation d'un magasin hors-taxe de l'aéroport de Dorval, le sénateur canadien Louis-de-Gonzague Giguere est revenu devant un tribunal d'Ottawa pour s'entendre accuser d'un délit analogue dans l'attribution de contrats gouvernementaux à deux agences de publicité. Le présumé pot-de-vin serait cette fois de $87,000.

Une autre personnalité québécoise, M. Léon Simard, membre de la belle-famille du premier ministre Robert Bourassa, est mentionnée comme conspirateur dans la nouvelle affaire.

M. Léon Simard est le frère de M. Jean Simard, lui-même accusé d'une fraude de $4 millions aux dépens du trésor public dans des travaux de dragage du Saint-Laurent.

la Suède après Palme

PIERRE SAINT-GERMAIN
envoyé spécial en Suède

Il y a maintenant risque d'explosion

"MAINTENANT il y a risque d'explosion. La moitié de la population demeure politiquement à gauche et résolue à avancer sur la voie de la démocratie économique. L'affrontement est dans l'air. J'ai bien peur que nous ne soyons plus ce petit pays modèle dont on parlait tellement en Occident."

Christina, 33 ans, est professeur de sociologie. Elle me tient ces propos pessimistes au lendemain des élections législatives du 19 septembre. La Suède vient de basculer dans le camp dit bourgeois après quarante-quatre ans de règne social-démocrate. Les centristes, les conservateurs et les libéraux ont recueilli 50,7 pour cent des suffrages et 180 sièges contre 47,6 pour cent et 169 sièges pour les sociaux-démocrates et leurs "alliés" communistes.

Le choc est profondément ressenti dans tout le pays, mais la vie continue pour l'instant comme si de rien n'était. "La Suède n'est pas la France, souligne Christina. Lénine avait raison de dire, en son temps du moins, qu'en cas de révolution, chez nous, le nouveau gouvernement offrirait un banquet en l'honneur de l'ancien."

Au centre de la capitale, agglomération de 1,500,000 habitants bâtie sur un archipel, l'activité est moins trépidante qu'autour de la Place Ville-Marie. Il y a pas de gratte-ciel, mais de plus en plus de mails — rues réservées aux piétons.

Bien que les voitures roulent prudemment, conducteurs et passagers, à l'avant comme à l'arrière, portent la ceinture de sécurité. Les passants attendent patiemment le feu vert avant de traverser la chaussée. Partout, les gens affichent les vertus nationales: calme et discipline. Les policiers, souvent des jeunes aux cheveux longs, paraissent s'ennuyer. Dans les bars et les restaurants, on boit et mange presque en silence. Dans les grands magasins, dont le fameux NK, il y a pas de bousculade. Nulle part ne se manifeste la fièvre post-électorale.

Au Kungstradgarden, le soleil perce à travers les feuilles rutilantes dans leur parure automnale. C'est un jardin public situé en face de la Maison de la Suède, où se trouve le Centre de presse. Il fait bon se relaxer après cette longue nuit des élections que j'ai passée à la radio-télévision. Nous nous installons sur un banc. Comme le suédois est pour moi du chinois, Christina — qui a appris le français à Paris — me fait la revue politique des quatre quotidiens de Stockholm que l'on s'arrache dans les kiosques.

"La chute de Palme", titre en gros caractères le tabloid "Aftonbladet", organe des sociaux-démocrates. On rappelle l'accusation lancée par le premier ministre battu, selon laquelle la bourgeoisie a mené une campagne de peur auprès des électeurs. On ne manque pas non plus de relever la déclaration menaçante faite par la Confédération des travailleurs (LO): "Notre caisse de grèves est bien garnie!" Dans les trois quotidiens antisocialistes, dont le "Dagens Nyheter" a le plus fort tirage (600,000), on parle déjà des difficultés que centristes, conservateurs et libéraux éprouveront à former la coalition gouvernementale.

En dépit des apparences, les esprits sont tendus. Dans les ministères, au nouveau Riksdag (Parlement) ultramoderne érigé au coeur de la City, les titulaires de portefeuilles et leurs éminences grises s'apprêtent à déménager. On fera poliment maisonnette, après presque un demi-siècle de socialisme démocratique.

"Vous avez de la chance de vivre ce jour historique", me dit Christina à la terrasse du Grand Hôtel où, avant d'aller dîner dans le vieux Stockholm avec son mari, nous nous sommes arrêtés pour prendre l'apéritif.

Je sursaute en voyant l'addition: $20 pour quatre Campari. Mon guide-sociologue intervient:

C'est comme ça. L'alcool est très cher chez nous. Un vieux fond de puritanisme, encore vif même chez beaucoup de sociaux-démocrates, en est l'explication. Il est vrai aussi que les Suédois, qui sont pour la plupart des paysans catapultés dans les villes, ne savent pas boire. L'aquavit — eau de vie à base de pommes de terre — fait des ravages. Le gouvernement a même dû réduire le degré en alcool de la bière parce que les jeunes en abusaient et perdaient vite la tête. Pourtant, contrairement à ce qu'on pense à l'étranger, la Suède est loin d'être le pays le plus alcoolisé au monde. Elle se classe au 8e rang, sur un pied d'égalité avec le Canada!

En longeant le port, où rentrent les derniers bateaux-mouches, Christina détruit d'autres mythes qui accablent la Suède. Le suicide, par exemple.

L'Etat-providence, précise-t-elle, ne fait pas le bonheur de tout le monde, mais nous n'avons pas le championnat du suicide. Selon les dernières statistiques, nous n'étions qu'au 5e rang à ce chapitre."

Après avoir traversé le pont qui mène à la vieille ville, nous passons devant l'ancien Parlement, en cours de rénovation, et le Palais royal.

Vous savez, commente Christina, la monarchie ne signifie plus grand-chose. Le jeune roi Carl Gustav est bien gentil, et son épouse allemande aussi, mais il n'a plus aucun pouvoir. La nouvelle Constitution commence ainsi: "Tout pouvoir en Suède procède du peuple." Une partie croissante de la population, dont Palme, aimerait se débarrasser de cet archaïsme inutile qu'est la monarchie. Cela finira bien par arriver.

photo Gamma

Le roi et la reine de Suède, à l'ouverture du parlement. Ils représentent un archaïsme dont une partie de la population voudrait bien se débarrasser.

Par les rues étroites du vieux Stockholm, égayées de petites places de charmantes maisons ocres, vertes, grises, nous arrivons au restaurant français. Eric, le mari de Christina, nous y a devancés. Blond lui aussi, grand, âgé de 35 ans, il est politicologue.

Comme environ le quart des couples suédois, Eric et Christina vivent en union libre. Ils ont une fille, âgée de 4 ans, et bénéficient de tous les avantages de la sécurité sociale au même titre que les parents conventionnellement mariés.

—Puisque nous en sommes aux confidences, dit Eric, j'ajouterai que nous sommes athées. Cela peut paraître drôle dans un pays où, le luthérianisme étant religion d'Etat, tous les Suédois sont censés appartenir à cette Eglise. Au fond, la majorité des gens ne pratiquent pas et beaucoup sont incroyants. L'Eglise tient encore les registres d'état civil, survivance du passé, et conserve ses richesses, mais son influence est insignifiante.

Pendant trois heures, nous ferons à table le tour des complexes réalités suédoises. Tout politicologue qu'il soit, Eric avouera à la fin se perdre en conjectures sur l'échec électoral de la social-démocratie:

—Usure du pouvoir? Système de représentation à la proportionnelle qui fait qu'un déplacement de deux ou trois pour cent du nombre des suffrages (c'est ce qui s'est produit) peut tout changer? Vieillissement et bureaucratisation du parti? Démagogie de la bourgeoisie au sujet de la collectivisation et de la socialisation grandissante? Fardeau fiscal jugé trop lourd par les classes soucieuses de préserver leurs privilèges? Un peu de tout cela sans doute, mais surtout la déradicalisation des jeunes.

LUNDI: Une jeunesse gâtée boude l'"utopie" social-démocrate

l'arrestation de Chiang Ching

JOONEED KHAN

La Chine a frôlé le coup d'Etat

EN L'ABSENCE de données officielles, deux constatations s'imposent à la lecture des dépêches datées de Pékin qui pleuvent sur les salles de rédaction depuis une semaine: un mois après la mort de Mao, la Chine a frôlé une tentative de coup d'Etat de l'ultra-gauche et la haute direction unie derrière le premier ministre Hua Kuo-feng semble avoir réussi à contenir ce début de séisme politique avec une étonnante facilité.

On est aussi frappé par une coïncidence: l'arrestation de Chiang Ching, la veuve de Mao, et de Wang Hung-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan, «la trinité montante de Changhai», sous l'accusation d'avoir «tenté un coup d'Etat en falsifiant le testament de Mao», est survenue en même temps que la désignation de Hua comme conservateur des archives personnelles de Mao et comme successeur du défunt président.

On ignore lequel des deux événements a précédé l'autre, mais une chose paraît certaine: l'ancienne actrice de Changhai a voulu barrer la route au mystérieux «homme à poigne» du Shansi, dont elle avait pourtant appuyé l'élection à la succession de Chou En-lai, il y a six mois, pour écarter «le vieux routier capitaliste» Teng-Hsiao-ping.

La biographie de Chiang Ching

La disgrâce de Chiang Ching n'est pas une véritable surprise. Dès l'affaire Teng, des experts montréalais avaient souligné qu'en Chine, l'ultra-gauchisme (l'affaire Lin Piao) est considéré comme une «déviation non dialectique» au même titre que le «droitisme». Sans le contre-poids des droitiers, et surtout en l'absence d'un arbitre fort, les menées de Chiang Ching pouvaient facilement tourner à la déviation ultra-gauchiste.

Emportée par son tempérament théâtral, celle qui fut la proche collaboratrice de Lin Piao durant la Révolution culturelle et qui s'appropria par la suite, grâce au contrôle des média, la direction tapageuse de la poursuite de cette révolution, avait déjà fait des siennes en 1973 en recevant, à Pékin, l'historienne Roxanne Witke, de l'Université de New York.

Dans de longues entrevues, elle lui raconta son enfance pauvre dans le Chantoung, où elle naquit vers 1914, son enlèvement par des marchands d'enfants, sa carrière théâtrale et cinématographique, ses trois mariages avant sa rencontre avec Mao en 1939, et sa vie politique.

Mme Witke devait écrire sa biographe, dont la publication prochaine aux Etats-Unis fera sans doute sensation.

La colère de Mao

Mis au courant du projet, Mao, dit-on, adressa par écrit de très sévères critiques à sa femme, mais celle-ci aurait tout simplement détruit la lettre. Conscient du fait que ses proches pouvaient utiliser sa personne, ses écrits et ses paroles pour régner sur la Chine, Mao, ajoute-t-on, avait alors exigé l'éloignement de Chiang Ching.

Ce qui surprend dans sa chute, si l'on en croit les accusations de «complot» et de «coup d'Etat», c'est qu'elle soit intervenue non pas à la suite d'une déviation contrôlée à l'intérieur du parti, mais plutôt en conséquence d'une tentative de sa part de se substituer au parti et de s'emparer du pouvoir.

La réussite du complot aurait menacé du même coup le savant équilibre dialectique nourri entre les multiples tendances à l'intérieur du parti, dont celle de Chiang Ching, privilégiant la révolution permanente aux dépens du développement économique, n'est qu'une composante.

Bien plus surprenant encore est le fait qu'elle ait réussi à entraîner, dans sa tentative de «grand bond en avant» pour le pouvoir, une trentaine de dirigeants, dont Wang, 40 ans, premier vice-président du comité central et Chang, 63 ans, premier vice-premier ministre et commissaire politique de l'armée.

Coup d'Etat plausible

Les observateurs ici estiment d'ailleurs très plausible l'accusation de tentative de coup d'Etat, même si les conjurés ne semblaient pas disposer du soutien ferme de l'armée.

Ils rappellent en effet que la Révolution culturelle, déclenchée de Changhai par Mao, était en quelque sorte un contre-coup d'Etat lancé contre l'opposition établie en 1965 à Pékin autour de Liu Shao-chi.

Le groupe de Changhai, disent-ils, avaient appris leur leçon de Mao lui-même. Avec le contrôle des média, les pensées apocryphes de Mao, le rôle de Chang comme commissaire politique de l'armée et leur réputation de «purs», ils étaient en mesure de ré-éditer le coup de 1965, mais cette fois pour prendre eux-mêmes le pouvoir.

La sévérité de la réaction officielle indique d'ailleurs que le danger de dérapage était réel.

Car malgré le peu de choses que l'on sait de lui, on est sûr d'au moins trois faits au sujet de Hua Kuo-feng: quoique âgé de 56 ans, il appartient lui aussi à la «génération politique» de la Révolution culturelle; c'est Mao qui l'a tiré de l'obscurité pour le catapulter à la tête du gouvernement; et il y a accédé avec l'appui du groupe de Changhai.

Un test pour Hua

Au milieu des convulsions du week-end dernier, le comité central a serré les rangs derrière lui en le nommant président à la place de Mao et en le désignant à la tête de la commission militaire. Et aux dernières nouvelles, Hua était toujours premier ministre et ministre de l'Intérieur.

Les pékinologues, à l'affût du moindre indice, n'ont encore signalé aucun affrontement de factions. Aussitôt rapportée, l'intervention de l'armée aux universités de Pékin, foyer de la gauche, était démentie par des étudiant étrangers. L'exécution des conjurés, quoique pas impossible, était qualifiée de «hautement improbable» par les ambassades.

Hier, des dazibao sont apparus à Changhai, dénonçant les «comploteurs anti-parti Chiang, Wang, Chang et Yao». Le vocabulaire rappelle l'affaire du «bloc anti-parti Kao Kang et Jao Shu-chih», deux compagnons de Mao expulsés du parti en 1954, et celle de la «clique anti-parti dirigée par Peng Teh-huai», autre compagnon de Mao expulsé en 1959.

Une session plénière du comité central semblait en cours hier à Pekin. Ses décisions, quand elles seront annoncées, apporteront probablement un début d'explication aux événements de cette semaine. Mais seul le temps nous dira si Hua Kuo-feng s'en tire non seulement avec la même fermeté mais aussi avec le même doigté que Mao le fit lors des remous précédents.

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

la grève nationale

PIERRE VENNAT

Les syndicats québécois sont plus politisés

LA "JOURNEE nationale de protestation" de jeudi aura démontré, une fois de plus, que le syndicalisme québécois est nettement plus militant, et avancé politiquement parlant, que celui du reste du pays.

Bien sûr, les dirigeants du Congrès du travail du Canada ont commencé, dès jeudi soir, à se donner de grandes tapes dans le dos maintenant qu'ils ont démontré à la face du pays qu'eux aussi pouvaient mobiiser de grandes vagues de travailleurs et qu'ils savaient les mener dans le champ de l'illégalité, ce qui aurait été considéré comme inconcevable il y à peine quelques mois.

Rien n'empêche qu'il n'y a qu'au Québec où l'on a osé appeler les choses par leur nom et baptiser de "grève générale", ce qui était une... grève générale ou se voulait telle.

Jeudi, le président du CTC Joe Morris lui-même s'empressait de dissocier "sa" journée nationale de protestation d'une grève générale à l'européenne, expliquant qu'au contraire des Européens qui veulent "tout fermer", tout ce que les Canadiens voulaient c'est "démontrer leur mécontentement".

Il n'est donc pas étonnant, dans un tel contexte, que les Québécois aient, apparement, fourni au prorata le plus de participants à ce débrayage national. Les Ontariens, bien sûr, étaient beaucoup plus nombreux, mais si l'on considère qu'il s'agit de la province la plus industrialisée du pays, leur contribution, par rapport au pourcentage de syndiqués, serait moindre, tandis qu'en Colombie-Britannique, certains affirment que le pourcentage de participation est supérieur au Québec et d'autres moins.

Ce qui est certain, c'est que c'est la Fédération des travailleurs du Québec qui a réussi, au congrès du CTC, à amener la centrale nationale dans le cheminement devant la conduire à une grève générale, idée que la CSN préconisait depuis le début, alors que le CTC, lui, s'était contenté, durant les premiers mois des mesures Trudeau, d'organiser des manifestations purement symboliques et de distribuer des tracts.

Louis Laberge, qui à titre de président de la FTQ est d'ailleurs vice-président d'office du CTC, ne s'en est pas caché.

C'est une "première" pour le mouvement syndical canadien, a-t-il dit. C'est la première fois qu'on reussit à pousser le CTC à faire quelque chose, à prouver qu'il est moins poussiérieux, moins conservateur".

Ce qui n'empêche pas que près du tiers des grévistes de jeudi venaient du Québec et qu'un bon nombre n'étaient pas membres du CTC.

D'autant plus, que pour le Québec, il ne s'agit pas d'une première, les grèves du Front commun avec des participations dépassant les 150,000 étant choses courante depuis 1972, sans compter les débrayages de mai 1972 au moment de l'internement des présidents et la grève générale de 1975 pour les travailleurs de la United Aircraft qui fut un premier embryon de grève générale du secteur privé.

"Le Québec est le porte-flambeau, le ter de lance du syndicalisme canadien" a expliqué Louis Laberge lorsqu'on l'interroge sur le phénomène. Il y a sept ou huit ans, on était traités de porteurs d'eau, de "cheap labor". On revient de loin. C'est peut-être qu'on a passé plus de temps qu'ailleurs à eduquer nos syndiqués. Il y a énormément d'éducation syndicale et politique qui a été faite au Québec parmi nos membres. C'est qu'on est plus souvent en butte au pouvoir politique au Québec."

Un journaliste torontois présent à la conférence de presse des trois présidents de centrales québécoises jeudi, notait d'ailleurs que pour les syndiqués ontariens, par exemple, il n'est pratiquement jamais question de "second front" ou d'action politique au niveau syndical, si ce n'est les traditionnels mots d'ordre d'appuyer le NPD en temps d'élection, mots d'ordre qui d'ailleurs n'ont jamais grand succès.

De toute façon, Louis Laberge n'a pas voulu commenter l'absenteisme dans d'autres provinces, sauf pour dire que la participation en Colombie-Britannique était "un peu plus faible que j'aurais pensé".

C'est peut-être Yvon Charbonneau qui a apporté l'explication la plus juste au phénomène, lui dont pourtant seulement 1,140 membres ont débrayé et dont la seule contribution au débrayage, finalement, aura été pour la CEQ de lancer un autre manifeste, "Le cahier du 14 octobre", qui constitue une "histoire de l'inflation" dont les enseignants, "qui le voudront" pourront se servir pour sensibiliser leurs étudiants.

Selon Charbonneau, qui trônait aux côtés de Louis Laberge et de Norbert Rodrigue, bien que ses membres aient constitué seulement 0.5 pour cent du total des manifestants au Québec jeudi, le taux de chômage "selon leurs propres chiffres", dit-il en parlant du gouvernement, est de 2.5 p. 100 plus élevé au Québec que dans le reste du pays.

Et puis les Quebecois ont eu à enregistrer des hausses de prix de l'essence, de l'énergie et du logement qui dépassent celles du reste du pays.

De plus, selon Charbonneau, "il n'y a pas un gouvernement dans tout le Canada qui a un record de lois speciales et d'interventions politiques dans les conflits de travail qui puisse aller à la cheville du gouvernement Bourassa".

Enfin, nulle part ailleurs n'enregistre-t-on un accroissement du nombre des lock-outs comme on le constate depuis quelques mois au Québec.

Ces nombreux facteurs expliquent, selon Charbonneau, que le travailleur québécois est politisé plus qu'ailleurs.

De toute façon, si le débrayage de jeudi aura des repercussions politiques, s'il aura permis de constater que le CTC peut, à l'occasion, se débarrasser de la ferule de syndicats américains qui ne se sont jamais résolus à la "grève générale" une expression qui leur fait peur et entrainer les masses, si le mécontentement des syndiqués aura peut-etre quelques repercussions sur la politique d'un gouvernement Trudeau déja fortement ébranlé, notamment sur la question du bilinguisme, il n'y a qu'au Québec qu'il aura eu un contenu politique.

Ailleurs, comme les observateurs l'avaient predit, il n'a eu qu'un impact économique, les syndiqués "canadian" manifestant leur mécontentement devant le gel de leur salaire et défendant, somme toute, non pas des idées mais leur portefeuille.

Et le premier a l'avoir souligné, même si peut-etre pas aussi crument, c'est le président du CTC, Joe Morris lui-meme, en se dissociant des grèves générales à l'européenne et en insistant pour dire qu'il ne fallait voir dans le débrayage qu'une "manifestation de mécontentement".

le discours du Trône

DENIS LORD
de notre bureau d'Ottawa

Un gouvernement qui cherche sa voie

IL EN FAUT DES contorsions intellectuelles pour trouver une grande signification politique à la lecture du discours du Trône.

D'année en année, les gouvernements se plient avec de moins en moins d'enthousiasme au céremonial laborieux qui entoure le début de chaque nouvelle session. Le public semble partager la même lassitude et il s'est trouvé peu de voix pour crier au viol des institutions démocratiques, quand le cabinet Trudeau a jugé bon étirer à une durée record de deux ans la session parlementaire entreprise au lendemain des élections de 1974.

Un conseiller du premier ministre expliquait cette semaine qu'il ne faut pas voir dans le dernier discours du Trône le programme exhaustif de gouvernement auquel le souvenir des traditions britanniques aurait dû permettre de s'attendre. Il fallait plutôt envisager le texte inaugural de cette semaine comme une sorte de photographie instantanée des préoccupations du gouvernement à un moment précis de son mandat, bref un jalon permettant tout au plus de mesurer si les pensées de nos gouvernants ont évolué depuis la dernière fois qu'ils se sont arrêtés à les coucher sur papier.

De fait, le document lu au Sénat, mardi, par Mme Léger se revèle bien davantage un recueil des questions que le cabinet se pose par les temps qui courent que l'exposé des solutions qu'il a trouvées, signe que le gouvernement est encore loin d'avoir trouvé la voie qu'il cherchait déjà lors du discours précédent, il y a deux ans, alors qu'il abordait un mandat tout neuf.

Malgré quelques allusions à l'ère prometteuse qui doit s'ouvrir pour le Canada dans les années 80, le message indique que les préoccupations du cabinet relèvent du court terme: quels gestes poser maintenant pour traduire en réalités les deux grands rêves qu'il caresse pour la prochaine décennie, ceux d'une économie débarrassée de l'inflation et d'une société "nationale" enfin unie.

Dans les deux cas, le gouvernement Trudeau est encore à la recherche des recettes magiques.

Sur le front du bilinguisme, il se range derrière le commissaire aux langues Keith Spicer et le rapport Bibeau pour avouer l'échec au moins partiel du programme de formation linguistique des fonctionnaires fédéraux.

Geste étonnant de la part de ce gouvernement, c'est vers les provinces qu'il veut maintenant se tourner, pour chercher avec elles le moyen de faire du bilinguisme un peu moins une affaire d'institutions et un peu plus celle de la population elle-même, donnant une crédibilité nouvelle aux thèses de tous les Leonard Jones qui ne jurent que par l'enseignement des langues à l'école.

Quant au rapatriement de la Constitution, qui doit devenir le symbole visible d'une vie nationale autonome, il demeure une "très haute priorité" mais restera pour plusieurs mois encore un objet de tractations avec les provinces. M. Trudeau se voit en mauvaise posture pour tenter le coup de force qu'il évoquait en février dernier et se montre maintenant disposé à reculer encore l'échéance en acceptant de nouvelles négociations.

Malgré les protestations qu'il soulève chez les patrons comme chez les travailleurs, le programme anti-inflation revèle sa plus grande utilité en ce qu'il lui donne le temps de respirer pendant qu'il continue de chercher les mécanismes qui encadreront la vie économique après l'ère des contrôles.

Là-dessus, l'indication la plus précise du discours du Trône est que le gouvernement projette de mofifier le rôle des entreprises privées dans le système socio-économique, en leur attribuant de nouvelles responsabilités. Mais encore faut-il en préciser le contenu. "Tous les programmes fédéraux seront réexaminés, écrit le gouvernement, afin de voir lesquels d'entre eux pourraient passer au secteur privé sans nuire à la qualité des services au public."

Le gouvernement sent que les relations patronales-ouvrieres sont au coeur du problème de productivité de l'industrie canadienne. Il se promet une fois de plus d'en améliorer le fonctionnement, mais il hésite sur les moyens. D'une part, la libre négociation se fonde sur un antagonisme de classe qui contribue forcément aux tensions sociales mais, d'un autre côté, elle demeure l'un des seuls moyens d'assurer un embryon de justice dans la répartition des richesses et la limiter ne ferait sans doute rienhpour alléger les conflits.

Après y avoir jonglé pendant deux ans, le cabinet n'a rien trouvé de mieux que de relancer un vaste processus de consultations avec les chefs d'entreprises, les provinces et le monde syndical, une initiative qui ressemble fort à celle qui était lourdement tombée à plat du temps de l'ancien ministre des Finances, M. John Turner. Il n'ignore pas de toute façon que de nouveaux mécanismes de négociations entre employeurs et syndicats ne signifieront pas grand chose pour les deux-tiers des travailleurs canadiens qui ne sont même pas syndiqués.

D'ici le terme de ces nouveaux exercices de parlotte, il y va des palliatifs traditionnels: programmes de création directe d'emplois à bas salaires du genre PIL pour les régions déjà défavorisées, nouvelles promesses d'aide à la petite entreprise, révision de la stratégie d'aide industrielle et autres amendements à la loi de l'assurance-chômage et à celle de l'immigration.

Sur le front des droits de la personne, le gouvernement reconnait que l'exercice des libertés démocratiques suppose le libre acces à l'information gouvernementale. Peut-on s'attendre alors à une action vigoureuse? Allons donc! "Il se propose de soumettre à ce comité (le comité parlementaire mixte sur le libre accès à l'information) un énoncé de principes dans l'espoir qu'on s'accordera bientôt sur la meilleure façon d'améliorer l'accès du public aux documents officiels". Parions que la prochaine campagne électorale sera encore riche de promesses à ce chapitre.

Entre-temps, le gouvernement reformule son projet de loi sur les droits de l'homme, pour remplacer le projet qu'il a laissé mourir au feuilleton de la Chambre à la fin de la première session.

Il veut y inclure des mesures pour protéger les citoyens contre les dangers que comportent l'accumulation des renseignements personnels dans les banques fédérales de données. Mais en même temps, le leader parlementaire du gouvernement négocie très fort le consentement unanime de l'opposition pour arracher à la mort au feuilleton le bill C-83, qui facilite encore l'usage de l'écoute électronique et "blanchit" en quelque sorte les preuves que la police pourrait obtenir en s'adonnant illégalement à l'espionnage électronique.

Le discours du Trône donne d'autre part une bonne idee des secteurs qui semblent moins au coeur des preoccupations actuelles du gouvernement.

Il consacre quelques lignes seulement, par exemple, au problème de l'approvisionnement en ressources énergétiques et des prix qui grimpent sans arrêt alors qu'il y a deux ou trois ans, ces questions nous valaient de touchantes allocutions télévisées.

Le cabinet se fait encore moins disert sur les problèmes de l'agriculture ou sur ses projets d'avenir dans le domaine des transports, alors qu'il y a un an à peine, l'ex-ministre Jean Marchand expliquait en plusieurs volumes que les transports sont l'épine dorsale de ce pays et qu'ils seraient sous peu l'objet d'un dépoussiérage de grand style. Quant à la dégradation de l'environnement physique, elle n'est même pas abordée.

Cela ne veut pas dire toutefois qu'aucun de ces sujets ne fera l'objet de débats au cours de la session qui débute. Comme il l'a prouvé avec le contrôle des prix et des salaires, le gouvernement n'hésiterait pas, à la faveur d'un retournement de l'opinion publique ou d'une nouvelle crise, à oublier tout ce qu'il a dit mardi et réorienter son plan de travail.

Mais cela signifie qu'il ne trouve guère utile d'étendre son effort de recherche intellectuelle au-delà des préoccupations les plus immédiates de l'opinion publique. Le dernier discours du Trône se ressent d'avoir été écrit au moment où la journée de protestation du CTC avait encore l'apparence d'une menace sérieuse.

la crise des salles d'urgence

CLAIRE DUTRISAC

Les anglophones sont mieux servis

POURQUOI les salles d'urgence des hôpitaux francophones de la région métropolitaine sont-elles si souvent fermées alors que celles des hôpitaux anglophones fonctionnent?

À partir des statistiques que recueille et collige le Conseil de la Santé et des Services sociaux du Montréal-Métropolitain, (CSSS-MM) il est possible d'avancer quelques hypothèses et de tenter d'apporter une réponse à cette question complexe. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte, certains plus importants que d'autres.

La population de Montréal et de Laval est desservie, quant à l'urgence, par 25 centres hospitaliers de soins généraux totalisant 9,628 lits de cas dits "aigus". (on ne retient pas ici les lits destinés aux malades chroniques). De ces 25 hôpitaux, neuf sont anglophones (3,700 lits) et seize francophones (5,928 lits).

Si le nombre des institutions anglophones respecte, grosso modo, la proportion des deux principaux groupes ethniques en presence, le nombre de lits renverse cette proportion.

De plus, les recentes coupures de lits récemment effectuées par le ministère des Affaires sociales (MAS) affectent beaucoup plus les hôpitaux francophones qu'anglophones, accentuant l'écart qui existait.

Cependant, il faut souligner que les hôpitaux de langue anglaise reçoivent de plus en plus de Canadiens français. Il est donc difficile d'évaluer avec rigueur cet élement du problème. Selon le CSSS-MM, il ne jouerait à peu près pas en ce qui regarde l'urgence.

La répartition géographique de ces 25 centres serait, selon le CSSS-MM, invité à commenter les chiffres que nous avions en main, beaucoup plus significative que le nombre de lits partagés entre anglophones et francophones.

Car c'est dans l'est que la population est la plus dense, de même que la circulation; c'est dans l'est que les industries ont proliféré. C'est donc dans l'est que les accidents de la rue et les accidents de travail sont plus nombreux.

C'est aussi un euphémisme que de dire que les quartiers défavorisés sont plus nombreux dans l'est que dans l'ouest; en corollaire, les besoins médcaux de ces quartiers sont plus grands. Enfin, c'est connu, les hôpitaux anglophones sont concentrés dans l'ouest de la ville. D'ailleurs, fait remarquer le CSSS-MM, le mouvement de fermeture des salles d'urgence s'amorce dans l'extrémité est de la ville et se continue, en réaction à la chaine, vers l'ouest.

Laval ne possédant pas de centre hospitalier, la même pression produit le même phénomène du nord au sud.

Quand une salle d'urgence doit restreindre ses services, elle commence par exclure les ambulances privées (redoutant les malades chroniques qui arrivent le plus souvent par ce mode de transport), puis celles de la police et les auto-patrouilles de la police, pour enfin retourner, si elle est totalement débordée, les malades qui arrivent en taxi ou à pied. Elle reçoit donc les cas mineurs d'abord, en ces circonstances.

Ce paradoxe s'explique de façon très simple: ces cas mineurs n'exigent généralement pas d'hospitalisation ni d'équipement spécialisé.

Les 25 centres hospitaliers de soins généraux reçoivent, à leurs services d'urgence, 22,000 personnes par semaine. Des études ont démontré que les deux tiers requièrent uniquement une consultation médicale et un diagnostic. Exemple: des douleurs à la poitrine peuvent ne résulter que d'une indigestion ou peuvent être le symptôme d'une crise cardiaque.

Les cas d'urgence mineure représentent 27 pour cent de la totalité des personnes qui visitent l'urgence. L'urgence mineure, c'est, par exemple, une blessure qu'il faut suturer immédiatement, mais qui ne met pas en danger la vie du blessé.

Il reste donc un petit sept pour cent d'urgence majeure. Soit 1540 cas seulement, 1,800 si l'on inclut l'obstétrique comme le font certains hôpitaux. Ces statistiques confirment l'étude faite antérieurement, en 1973, par le CSSS-MM. On dispose de presque 10,000 lits et on n'arrive pas à hospitalier 1,800 personnes. Comment expliquer ce phénomène?

Pour être hospitalisé, on emprunte, selon son état, deux voies: le bureau d'admission (pour les cas dits électifs) et l'urgence. La liste d'attente des 25 hôpitaux est de 45,000 noms environ; 85 pour cent sont des cas de chirurgie.

Dans un hôpital, les lits sont partagés entre différentes spécialités, comme la médecine, la chirurgie, l'obstétrique, la gynécologie, la pédiatrie, la psychiatrie, etc. Pour les besoins de l'enseignement, on a tendance à privilégier l'admission de cas électifs, afin d'obtenir une gamme variée de pathologies.

L'urgence offre beaucoup de cas d'un certain type, très peu en certaines disciplines. La cardiologie se remplira très vite, par exemple, mais on verra très peu de dermatologie à l'urgence.

Ces structures universitaires d'enseignement jouent un rôle important dans le problème de l'urgence. Tous les hôpitaux anglophones (sauf le Lachine General) reçoivent des résidents et des internes. Du côté francophone, l'enseignement universitaire est concentré principalement dans six centres hospitaliers de soins généraux.

Il est facile de deduire que si l'on se montre trop libéral quant à l'admission de cas electifs, le service d'urgence s'en ressentira vite. Quand les lits sont occupés, dans les départements, et que l'urgence est débordée, les malades sont refoulés vers... l'extérieur!

De plus, dans nos hopitaux, les départements paraissent plus etanches, generalement, que chez les anglophones. Un département ne doit pas déborder sur l'autre. C'est là une des raisons majeures de l'embouteillage des services d'urgence.

L'urgence bloque à cause de la médecine, prise au sens large du mot, incluant certaines spécialités comme la cardiologie, les maladies respiratoires et circulatoires, etc.

D'hôpital en hôpital, de l'est vers l'ouest et du nord au sud, les cas "refoulés" aboutissent dans les hôpitaux anglophones qui, devant cet envahissement, ont tendance à se raidir. Ils ferment de plus en plus souvent leurs portes aux ambulances.

Le CSSS-MM reprend des solutions qu'il a déjà proposées. Pour disposer des quelque 14,000 cas de consultations médicales, il suggère la création de centres de triage dans les services d'urgence. Ces centres dirigeraient les malades vers des ressources de rechange, selon l'accessibilité de lieu et de temps: cliniques externes, CLSC (centre local de services communautaires), polycliniques privées, etc.

Le CSSS-MM recommande aussi la mise sur pied d'un centre de renseignements quant aux ressources médicales et aux ressources connexes: médecins, cliniques, pharmacies, dentistes, psychiatres, services sociaux, etc. Le Centre de Référence du Grand Montréal remplit déjà ce rôle mais d'une façon limitée.

Restent les 8,000 cas d'urgence mineure et majeure. Un dossier, traitant de ce sujet, est prêt depuis quelques mois; le ministre décidera de son sort. Il a été monté par les fonctionnaires du MAS en collaboration avec le CSSS-MM.

Une analyse des politiques d'admissions, compte tenu de l'enseignement et de l'urgence, devra être entreprise pour aller aux sources du problème.

Un centre de répartition des ambulances, dont on a prôné depuis tant d'années la création, devra voir le jour. À l'état de projet, il rend peu de services.

La situation géographique des hôpitaux francophones, leurs structures départementales trop rigides, des politiques d'admissions peut-être inadéquates, tels semblent être les principaux facteurs qui forcent les centres hospitaliers francophones à fermer leur salle d'urgence avant que les hôpitaux anglophones ne soient obligés d'en faire autant.

Mais on a trouvé des remedes; il reste à les essayer.

économie
ET FINANCES

lapresse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

performances

La loterie instantanée

LOTO-QUÉBEC a accordé à la société Mathematica-Inc., de Princeton, New Jersey, un important contrat visant à la mise sur pied de sa première loterie instantanée, de même que pour l'impression de 35 millions de billets par ordinateur. La société américaine a d'autre part indiqué qu'elle concevra un programme de souscription pour les quatre loteries québécoises existantes. Loto-Québec a d'ailleurs pris une option pour une autre tranche de 30 millions de billets pour celles-ci. La valeur du contrat n'a pas été dévoilée.

•

LE GOUVERNEMENT canadien a imposé hier de nouvelles restrictions sur les importations de textiles étrangers, cette fois sur les tissus peignés (''worsted'') en provenance de tous les pays, sauf huit exceptions. Grande-Bretagne, France, Allemagne de l'Ouest, Hollande, Suisse, Italie, Etats-Unis et Japon. Le gouvernement poursuit cependant ses négociations avec le Japon, la Corée du Sud et la Chine en vue de fixer des limites aux importations de ces tissus. Ottawa tentera également de restreindre les importations de tissus ourdis en provenance du Japon.

•

LE PRÉSIDENT du conseil de Campbell Chibougamau Mines, M. Jack Blinkoff, a indiqué hier que la compagnie minière avait conclu un accord de cinq ans avec la compagnie Norcen Energy Resources Ltd. pour l'exploration d'uranium. Aux termes de l'accord, la compagnie peut obtenir un intérêt de 30 pour cent dans le projet en investissant environ $1.5 million au cours des cinq prochaines années. Les coûts totaux du projet devraient atteindre $5 millions. Le projet conjoint détient des droits miniers en Alberta et a des options d'achat en Ontario.

•

L'INCERTITUDE persiste à Ottawa au sujet de la possibilité que l'Alberta n'approvisionnerait pas en pétrole l'important complexe pétrochimique actuellement en construction à Sarnia, Ontario, construit par Petrosar Ltd. Le ministre de l'Énergie, M. Alastair Gillespie, a indiqué qu'il n'avait pas réussi à éclaircir la position du gouvernement albertain sur cette question. La compagnie Petrosar doit rencontrer les autorités albertaines la semaine prochaine pou discuter de la demande de la compagnie d'être désignée comme ''acheteur reconnu'' de pétrole albertain. Certaines informations indiquaient, plut tôt cette semaine, que la demande de la compagnie avait été rejetée.

•

LE GOUVERNEMENT canadien a annoncé hier son intention de présenter un programme de stabilisation des prix de la pomme de terre. Les détails de ce nouveau programme devraient être dévoilés dans quelques semaines, et les autorités n'ont pas voulu préciser si ce programme touchera tout le Canada ou s'il sera limité à l'Ontario et à la Colombie-Britannique, où les prix sont particulièrement bas à cause d'importations de pommes de terre américaines. Les représentants fédéraux ont toutefois indiqué qu'Ottawa n'envisageait pas imposer une surtaxe à l'importation.

•

LES LIVRAISONS de cartons ont augmenté de 32.1 pour cent pour atteindre 177,000 tonnes en août comparativement à 134,000 tonnes l'an dernier, a indiqué hier l'Institut canadien des pâtes et papiers. Les livraisons de pâtes de bois ont atteint 640,000 tonnes, une augmentation de 50.9 pour cent par rapport à l'an dernier. Les livraisons des autres catégories de papiers, excluant le papier journal, ont été de 161,000 tonnes comparativement à 127,000 tonnes, un an plus tôt. Les livraisons de cartons pour les huit premiers mois de l'année ont été de 1,290,000 tonnes comparativement à 1,119,000 tonnes, l'an dernier, soit une augmentation de 15.3 pour cent.

•

APRES COMINCO, Noranda Mines a annoncé hier que sa filiale américaine, Noranda Sales Corp., réduisait de trois cents la livre le prix du zinc vendu aux Etats-Unis. De plus la compagnie a réduit de 2.75 cents la livre le prix du zinc vendu au Canada. De son côté, Texasgulf Inc. a annoncé hier une baisse identique de 3 p.c. aux Etats-Unis et de 2.75 p. c. au Canada. Ces baisses reflètent les récentes diminutions des prix du zinc à la bourse des métaux de Londres. Le prix comptant du zinc à Londres est présentement de 381 livres sterling la tonne, ce qui représente un prix d'environ six cents inférieur aux prix demandés par les producteurs nord-américains.

Québec et Ottawa envisagent un nouveau projet d'uranium enrichi

par Roger LEROUX

Les gouvernements canadien et québécois ont demandé à Canadif, une société formée par la Société de développement de la baie James et Séru nucléaire de France, de faire une étude sur la possibilité d'implanter au Québec une usine d'enrichissement d'uranium d'une capacité réduite.

C'est ce qu'a révélé hier à LA PRESSE le président de la SDBJ, M. Charles Boulva. Cette nouvelle apporte une confirmation aux informations qui circulent depuis quelques mois déjà à l'effet que le projet de construction d'une usine d'enrichissement de quelque $12 milliards (avec les installations destinées à l'alimenter en énergie) a été abandonné.

Ce projet, initié par le Québec avec des partenaires français, prévoyait l'installation d'une usine d'une capacité de 9 millions d'UTS (unité de travail de séparation) dont le produit aurait servi à l'exportation.

Opposition anglophone

Dès le départ, il a été l'objet d'une vive opposition des milieux anglophones qui y voyaient une exportation d'énergie camouflée. Cette usine aurait produit un uranium enrichi à 3.5 pour cent qui n'aurait pu être utilisé dans le réacteur canadien Candu, lequel est alimenté à l'uranium naturel. Le gouvernement canadien avait en outre soulevé des réticences face au projet en faisant valoir que les réserves d'uranium au Canada ne permettaient pas de faire de l'exportation.

Le projet qui retient l'attention maintenant est d'un tout autre ordre et pourrait s'avérer plus intéressant. Il s'agit d'une usine d'une capacité de 4 à 5 millions d'UTS d'uranium faiblement enrichi (1.2 pour cent) qui servirait de combustible à la nouvelle génération des réacteurs Candu canadiens. Ces réacteurs nucléaires, sur lesquels travaillent les chercheurs d'énergie atomique du Canada, pourraient consommer un combustible légèrement enrichi.

Selon le président de la SDBJ, aucune décision n'a encore été arrêtée quant à la poursuite des études mais il a ajouté qu'il est faux de prétendre, comme on l'a fait depuis un an, que les gouvernements québécois et canadien se désintéressent du projet.

Possibilités intéressantes

Deux facteurs peuvent favoriser l'implantation au Québec d'une usine d'enrichissement comme celle qu'on semble maintenant envisager à Québec et à Ottawa: la disponibilité de sources énergétiques au Québec et la découverte éventuelle dans la province de gisements d'uranium exploitables.

La nouvelle avenue qu'on explore détruit le principal argument invoqué par les adversaires du projet mis de l'avant par la SDBJ, puisque la production de l'usine servirait en partie, sinon en totalité, à approvisionner la filière canadienne et non pas à l'exportation.

D'autre part, les objections relatives à la disponibilité d'uranium destiné à l'enrichissement s'atténue à mesure qu'augmentent les chances de découvertes de nouveaux gisements. A cet égard, le président de la SDBJ fait aussi preuve d'optimisme. Le groupe minier SES, contrôle également par la société, poursuit toujours ses travaux d'exploration dans le territoire de la baie James.

"Nous avons découvert des indices assez intéressants pour justifier la poursuite de notre programme d'exploration", a-t-il précisé. Sans donner plus de détails, M. Boulva déclare, en parlant des projets touchant l'uranium naturel et l'enrichissement, que "les nouvelles seront bonnes des deux côtés".

A la recherche d'uranium

La SDBJ n'est d'ailleurs pas la seule société québécoise à s'intéresser vivement à la recherche d'uranium au Québec. Des travaux poursuivis par Soquem (la Société québécoise d'exploration minière) ont permis de déceler des indices minéralisés promoteurs dans la région du Lac-Saint-Jean.

Quant à l'Hydro-Québec, elle a conclu il y a quelques mois avec Soquem une association qui la fait participer à d'autres programmes d'exploration destinées à lui garantir les approvisionnements en uranium dont elle aura besoin au cours des prochaines années dans le cadre de son programme nucléaire.

Le projet d'une usine d'enrichissement est donc loin d'être enterré et les chances de le réaliser seront excellentes si l'étude projetée devait démontrer la rentabilité d'une usine d'une capacité de 4 millions d'UTS.

Un cristal sous... verre

Cette technicienne tient entre ses doigts un petit cristal enchassé dans une capsule de verre, tel qu'on en fabrique à l'usine de la société Phillips Electronics Ltd., à Scarborough, Ontario. Ces cristaux enchassés servent notamment dans les circuits électriques destinés à produire des signaux avec une fréquence très précise. Ils ont déjà été utilisés dans la construction des satellites canadiens et américains.

Pénurie d'emplois à temps partiel

par Alain DUBUC

Au Québec, le recours à un emploi à temps partiel ne peut même pas constituer une solution de rechange face à l'augmentation du chômage.

Ce genre de travail devient rare à cause de la faible création d'emplois, et le Québec compte deux fois moins de travailleurs à temps partiel que l'Ontario. C'est ce que révèle une étude des économistes québécois du ministère fédéral de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

Même s'il ne représente qu'une faible proportion de l'emploi (7 pour cent au Québec, soit 180,000 personnes), l'emploi à temps partiel n'en demeure pas moins un phénomène important qui répond aux besoins particuliers de certains groupes de la population active: femmes mariées, étudiants, personnes âgées.

Mais ce qui est presque un luxe en Ontario, pour des gens qui ne veulent pas trop travailler, devient un besoin difficile à combler au Québec.

Reflet des conditions prévalant sur le marché du travail, 12 pour cent de la main-d'oeuvre ontarienne travaille à temps partiel, contre 7 pour cent au Québec. Et les raisons invoquées par les travailleurs à temps partiel soulignent encore plus les inégalités.

Au Québec, plusieurs employés n'avaient tout simplement pas le choix.

Au premier trimestre de 1976, 14.7 pour cent des travailleurs québécois à temps partiel l'étaient parce qu'ils n'avaient pu trouver autre chose, en comparaison avec 7.3 pour cent en Ontario.

Inversement, ceux qui font du temps partiel parce qu'ils ne désirent pas travailler à plein temps sont plus rares au Québec: 24.5 pour cent, contre 32.4 pour cent au Canada et 31.9 pour cent en Ontario.

La répartition de ces employés varie d'autre part selon les groupes de la population active, et on les retrouve surtout chez les femmes et les jeunes. Ainsi, en juillet 1976, l'emploi à temps partiel représentant 2.2 pour cent de l'emploi masculin et 12.1 pour cent de l'emploi féminin. Et proportionnellement, trois fois plus de jeunes que d'adultes travaillaient à temps partiel.

Enfin, la répartition est loin d'être égale entre les différents secteurs d'activité. Pour la première moitié de 1976, près de 77 pour cent de ces emplois au Québec se retrouvaient dans les secteurs du commerce et des services sociaux et personnels, alors que ces secteurs ne comptent que pour 45 pour cent de l'emploi total.

Trudeau s'en va convaincre les Japonais d'acheter aussi des produits manufacturés

par Marcel PEPIN
de notre bureau d'Ottawa

LE MIRACLE japonais n'a pas que causé des maux de tête aux économistes traditionnels. Il a aussi attiré les curieux.

C'est ainsi que depuis sept ou huit ans, un peu tout le monde fait sa petite tournée japonaise, ce qui a contribué à tisser des liens de plus en plus nombreux entre l'empire industriel nippon et les milieux politiques et financiers du Canada.

L'ancien premier ministre de l'Ontario, M. John Robarts, visitait officiellement le Japon en 1970. Ses collègues de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, MM. Barrett et Lougheed, l'imitaient quelques années plus tard. Même M. Guy Saint-Pierre, ministre québécois de l'Industrie, séjournait à Tokyo en 1974. Entre ces visites de leaders provinciaux, une pléiade de ministres fédéraux établissaient des contacts avec les dirigeants japonais.

Quant au premier ministre Trudeau, il atterrira dans la capitale japonaise pour la troisième fois, le 20 octobre, bien que ce voyage sera le premier où il limitera sa tournée asiatique au Japon. De plus, M. Trudeau a reçu en visite officielle l'ancien premier ministre japonais Kakuei Tanaka à Ottawa, en 1974, et il s'est entretenu avec son successeur, M. Takeo Miki, à Porto Rico, l'automne dernier.

Entre ces visites officielles, les délégations commerciales privées se multiplient entre les deux pays, les hommes d'affaires japonais ayant adroitement envahi une part appréciable du marché domestique canadien, tandis que les entreprises d'ici lorgnent avec intérêt vers le lucratif marché japonais de la consommation.

Ces relations sont officiellement chapeautées par le comité ministériel Canada-Japon et par des missions commerciales officielles de l'Ontario et du Québec, sans oublier l'ambassade du Canada.

Apparence et réalité

En apparence, les relations canado-japonaises vont donc pour le mieux, le Japon étant devenu le

deuxième plus important partenaire commercial du Canada, tandis que le Canada se classe au septième rang des partenaires commerciaux du Japon. En outre, depuis la proclamation de la politique du Pacifique par le gouvernement canadien, ce sont les provinces de l'Ouest surtout qui bénéficient de la manne japonaise, ce qui constitue, au plan de la politique intérieure, un développement majeur par rapport aux traditionnels liens commerciaux avec les Etats-Unis et l'Europe.

Mais dans la réalité, les choses ne tournent pas aussi rondement que ne le souhaitent les experts canadiens et M. Trudeau se chargera, la semaine prochaine, de faire valoir à des Japonais polis et souriants les inquiétudes du gouvernement canadien.

Le Canada n'est plus intéressé à servir uniquement de réservoir de matières premières pour la fougueuse industrie manufacturière japonaise. Il cherche des débouchés stables pour des produits semi-finis ou finis, comme des avions ou des réacteurs nucléaires. Il est intéressé à établir avec le Japon un régime stable et permanent d'approvisionnement alimentaire. Et surtout, il veut avoir une meilleure part des investissements japonais, sous forme d'entreprises conjointes.

Faibles investissements

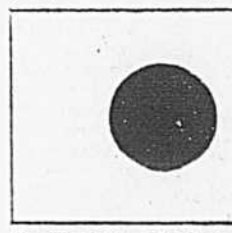
Les investissements japonais directs au Canada atteignent à peine $275 millions, alors que l'an dernier seulement, les Japonais ont investi à travers le monde environ $3.3 milliards, dont la majorité aux Etats-Unis, avec de larges tranches en Indonésie, au Brésil et en Australie.

Ce sont en fait ces deux derniers pays qui ont la faveur des Japonais présentement, reléguant le Canada loin en arrière, en dépit d'une plus longue tradition de commerce avec le Canada.

Pour corriger cette tendance et raviver une association qui est essentielle à la prospérité des provinces de l'Ouest surtout (au moins 75 pour cent du commerce canado-japonais profitent aux quatre provinces de l'Ouest), les experts fédéraux soumettront aux Japonais un projet global d'entente commerciale qui facilitera la consultation permanente, les échanges de missions et la prospection de nouveaux secteurs de commerce et d'industrialisation.

Corde raide politique

Même si cette visite de M. Trudeau intervient au moment où le premier ministre Miki lutte pour sauver sa chemise dans une guérilla politique où sa faction paraît plus que fragile, les fonctionnaires des Affaires extérieures estiment qu'elle aura tout autant d'impact puisque M. Trudeau prendra soin



de rencontrer également les rivaux de M. Miki et qu'il détient au surplus une invitation non seulement de l'ensemble du gouvernement, mais aussi du Parlement.

L'action de cette visite d'ailleurs a été libéralement pavoisée au Japon, où l'on considère le Canada comme un allié et un ami sûr, d'autant plus que la communauté japonaise canadienne prend de l'importance et acquiert une crédibilité qui flatte la mère patrie. (L'actuel sous-ministre des Finances est d'ascendance japonaise).

M. Trudeau se donne donc pour tâche d'intéresser davantage les Japonais dans l'exploration et la mise en valeur de gisements d'uranium, dans la mise en commun d'une technologie naissante pour le développement des sables bitumineux de l'Alberta et l'établissement, en collaboration avec les industriels canadiens, de firmes manufacturières de produits japonais.

Ferme collaboration

Cette visite permettra aussi au premier ministre de renforcer le concept du Canada, nation du Pacifique, en étendant au secteur culturel la collaboration avec cet important pays asiatique. Un traité formel doit même être signé.

Comme l'expliquait un haut fonctionnaire, le Canada ne s'attend pas à percer le marché japonais avec des radios transistors fabriquées ici ou des caméras, mais plutôt à sensibiliser le Japon à long terme à une ferme collaboration entre deux pays fortement industrialisés et nés pour se compléter, sur le plan économique, commercial, culturel, comme sur le plan de l'immigration, domaine où les dirigeants japonais sont extrêmement sensibles, car ils tiennent à ce que leur présence à l'étranger ne soit pas acceptée seulement sur le plan légal, mais aussi et surtout sur le plan social.

M. Trudeau aura des entretiens avec l'empereur du Japon, le premier ministre, les principaux ministres et un groupe d'hommes d'affaires au cours de la visite officielle de cinq jours qu'il entamera dès mardi prochain.

Mirabel, un éléphant blanc?

Pas de train rapide avant 7 ou 8 ans encore

par Denis MASSE

"Il est impensable d'obtenir le train express Montréal-Mirabel avant 1982", estime aujourd'hui M. André Gravelle, directeur de l'ingénierie au bureau d'aménagement du Réseau express métropolitain (BAREM).

"Aussi bien traduire par 1985", opine M. Camille Archambault, vice-président exécutif de l'Association du camionnage du Québec.

Il apparait donc comme certain que les usagers de Mirabel n'auront pas de navette rapide entre la ville et l'aéroport avant sept ou huit ans.

Entre-temps, ils continueront d'avoir le choix entre l'automobile privée (ce qui n'est guère possible quand on rentre d'Europe et que la voiture n'est pas là), le taxi à $30 ou encore l'autocar de la CTCUM à $5 avec ses délais et retards.

Et pourtant, il existe actuellement deux voies ferrées qui mènent à Mirabel, l'une exploitée par le Canadien National, l'autre par le Canadien Pacifique. Mais elles servent exclusivement au transport du fret.

Le CN a dépensé $3.3 millions il y a quatre ans pour relocaliser un tronçon de voie ferrée de 16 milles autour de l'aéroport de Mirabel, de façon à desservir adéquatement le futur parc industriel et commercial.

Sans indiquer combien il en coûterait à la société de chemins de fer pour transformer la même voie au service passagers, le vice-président du CN, M. J.F. Roberts, déclarait à l'époque que sa compagnie n'entendait défrayer ni le coût ni le déficit d'un tel service à moins qu'il ne soit entièrement subventionné par l'Etat.

Cette prise de position a quelque peu choqué l'opinion.

Pour sa part, le vice-président de l'Association des transporteurs routiers du Québec, M. Camille Archambault, s'étonne du fait que le CN ait trouvé les fonds nécessaires à la construction d'une tour "touristique" coiffée d'un restaurant pivotant, au coût de $31 millions, à Toronto, mais refuse d'assumer son rôle social et d'assurer un service essentiel entre Montréal et l'aéroport de Mirabel. Celui-ci est le seul en Amérique, avec celui de Washington, à être aussi éloigné de la metropole qu'il dessert.

Il s'y trouve un intéressant potentiel de trafic d'autant plus que le train Montréal-Mirabel pourrait en même temps desservir les banlieues qu'il traverserait. Pour sa part, la CTCUM a transporté depuis janvier au-delà de 200,000 passagers entre Montréal et Mirabel avec ses autocars "Aeroservice". A ce nombre doivent s'ajouter les passagers que la Commission de transport de Laval a transportés de son côté vers Mirabel.

L'ère des pourparlers

Le gouvernement du Québec a mis sur pied un projet de navette ferroviaire électrique à grande vitesse identifié au nom de Réseau express métropolitain.

Ce projet en est au stade des études préliminaires, travail qui ne sera terminé qu'à la fin d'avril 1977. Le BAREM suggère un train électrique conventionnel qui ressemblera à celui qui dessert actuellement l'aéroport Charles-de-Gaulle, à Paris, et qui y a été mis en service en juin dernier, soit deux ans après l'inauguration de "Charlie Airport".

Chef de l'ingénierie au BAREM, M. André Gravelle explique ainsi les longs délais qui nous séparent de la réalisation du Réseau express métropolitain:

"Lorsque notre projet sera à point et approuvé, il nous restera beaucoup de travail, notamment celui des pourparlers avec toutes les instances impliquées."

Suivra donc une longue période de négociations, notamment avec le Canadien Pacifique, dont le BAREM entend utiliser l'emprise ferroviaire vers Saint-Jérôme, via Laval et Sainte-Thérèse. De même avec chacune des municipalités touchées.

Comme le réseau doit s'étendre sous terre depuis la gare Jean-Talon jusqu'à la Place Bonaventure, on imagine sans peine le nombre d'interventions qu'il faudra mener pour percer les galeries nécessaires.

Parallèlement à cette ronde de négociations, il faudra mener à bien des pourparlers avec les différents paliers de gouvernement pour le partage des frais. Le coût du réseau est estimé à l'heure actuelle à 300 ou 400 millions de dollars.

Si les travaux d'ingénierie sont menés en même temps, le train pourrait être mis en service dès 1982. Pas avant. On voit d'ici quel défi représente ce projet.

En attendant...

En dépit des pressions exercées par les corps intermédiaires et plusieurs entreprises, rien ne bouge d'autre que la lente préparation du BAREM.

Les usagers de Mirabel doivent donc se rabattre sur le transport routier.

"Leurs doléances, suggère M. Gravelle, pourraient être atténuées si l'on prenait une série de moyens pouvant améliorer la desserte de l'aéroport."

Ainsi, parexemple, est-il inconcevable qu'un véhicule devant en principe assurer un transport rapide, doive faire la queue aux postes de péage de l'autoroute. L'autocar "aéroservice" devrait avoir un couloir réservé ou bénéficier de la circulation prioritaire.

Le poste d'embarquement à la Gare centrale y gagnerait à être mieux aménagé. On y a encore recours à des moyens de fortune.

L'horaire pourrait également être sensiblement amélioré de façon à écouter les intervalles de temps sans service.

Des griefs

En attendant, les griefs s'accumulent.

Un passager rentrant récemment d'Europe raconte la façon dont il a atteint le coeur de la ville: une fois sur le quai de l'aérogare, il a entendu le chauffeur de l'autocar de la CTCUM: "On part dans cinq minutes." Il se hâte et monte enfin à temps dans le bus. Trois autres passagers seulement partagent le même véhicule.

Subitement, à Sainte-Thérèse, le chauffeur laisse l'autoroute et va parcourir les rues de cette ville. Etonnement des voyageurs, qui dégénère en après discussions avec le chauffeur. Celui-ci explique qu'il doit s'en tenir au parcours établi; à Laval, il touchera encore un centre commercial.

Les quatre voyageurs sont furieux. Il leur est expliqué, après coup, qu'ils sont montés dans un autobus à service local et non l'express, et que c'est pourquoi ils n'ont payé que $3.25 au lieu de $5.

Comme au Moyen-Âge

Dans une lettre adressée au ministre des Transports, M. Otto Lang, la Chambre de commerce de Montréal fait état de la situation en écrivant: "L'aéroport international de Mirabel a été conçu pour répondre aux besoins du XXIe siècle, mais il faut pour s'y rendre emprunter des moyens qui nous font davantage penser au passé qu'à l'avenir.

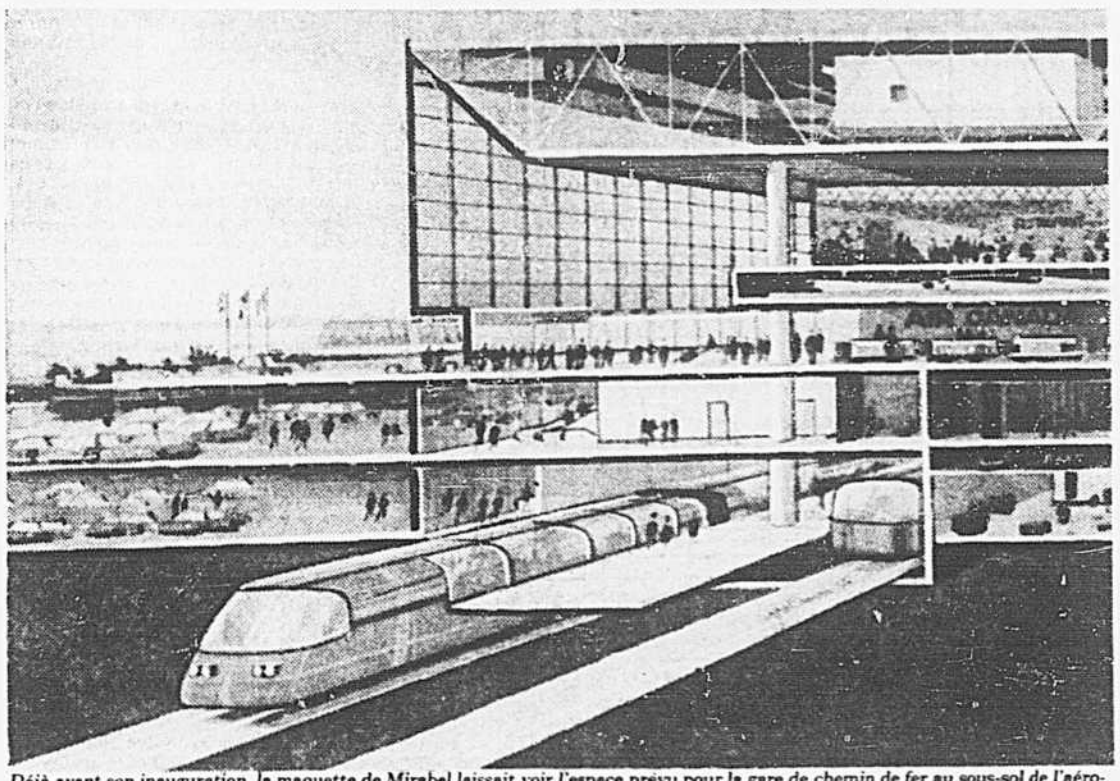
"Les arrangements actuels par autobus, poursuit la Chambre, sont une invitation manifeste à l'usage de plus en plus fréquent de l'automobile particulière sur des voies de circulation qui, à certaines heures, sont déja surchargées."

Et la Chambre conclut: "Il nous parait carrément contre-indiqué que l'on songe à développer encore davantage le système de transport en commun par autobus au moment ou des decisions urgentes s'imposent pour la réalisation d'une liaison par trains rapides entre le centre-ville et Mirabel."

Cependant, en accédant aux demandes de la Chambre de commerce de ne pas transférer maintenant des vols intérieurs de Dorval à Mirabel, le ministre n'a fait que reculer la nécessité d'un système de transport rapide puisque l'achalandage de Mirabel ne justifie pas à l'heure actuelle la mise en service de moyens de transport plus rapides et plus efficaces que l'autocar.

Devant un tel état de fait, les voyageurs internationaux continueront de bouder Mirabel et passeront par Toronto, New York ou Boston, mais surtout pas par Montreal.

Reste à savoir combien de temps encore Mirabel demeurera un éléphant blanc.



Déjà avant son inauguration, la maquette de Mirabel laissait voir l'espace prévu pour la gare de chemin de fer au sous-sol de l'aérogare. C'est évidemment un plan d'architecte qui ne correspond pas encore à la réalité.

Les Américains préfèrent la révolution de la technologie à la révolution du prolétariat

par Jean POULAIN

ON NE DEVRAIT jamais oublier que, d'un point de vue quantitatif, le seul caractère réellement nouveau du capitalisme d'après-guerre a été l'augmentation substantielle des dépenses militaires. Toutes les autres dépenses du gouvernement (américain) représentent un pourcentage du PNB pratiquement inchangé depuis 1929. En outre, à moins de prendre ses désirs pour des réalités, on n'a aucune raison de penser que, si le budget militaire était réduit à ce qu'il était en 1930, l'économie ne retournerait pas à la condition qui fut la sienne au cours des années trente."

C'est l'une des nombreuses critiques que soulève l'économiste américain à tendance "néo-marxiste" Paul M. Sweezy dans son ouvrage: "Le Capitalisme moderne".

L'on peut déjà se rendre compte par la seule citation ci-dessus, que les buts de l'entreprise privée sont répréhensibles alors que l'ftat, lui, s'il est pourtant le premier responsable de la création de la puissance militaire, est au contraire le plus sûr garant de la stabilité économique et de la prospérité universelle (même si les exemples actuels d'économies dirigées sont constituées des démocraties dites populaires, des pays du tiers-monde et, peut-être, de l'Angleterre).

Fermant volontairement les yeux sur les progrès remarquables des pays occidentaux depuis 25 ans, tant dans le domaine de la production de biens de consommation nouveaux que dans l'accroissement des moyens financiers individuels pour les acquérir, Paul M. Sweezy développe sa thèse favorite selon laquelle le capitalisme d'aujourd'hui amène une profonde tendance à la stagnation économique.

Prenant l'exemple du ralentissement d'activité aux Etats-Unis en 1970, il met en lumière le fait que le chômage atteignait 6.2 pour cent fin décembre, pendant que l'utilisation de la capacité de production industrielle n'était que de 72.3 pour cent de la capacité totale. (Il se plaint donc qu'il y a eu trop d'investissements pour le potentiel de dépenses des consommateurs — ce qui parait paradoxal en période d'inflation — alors que le gouvernement américain optait pour accroitre ces dépenses en réduisant les impôts trop élevés en de tels cas)

l'économie qui s'écrit

Soulignant ainsi "l'énorme sous-emploi de ressources humaines et matérielles au sein de l'économie américaine", Paul Sweezy s'efforce de "redresser" des chiffres officiels (encore une flèche lancée contre les pouvoirs publics) qui "minimisent" toujours le pourcentage réel de chômage".

Moyennant quoi on vous établit en douceur des calculs innocents qui font qu'en fin de compte il y avait en 1970 plus de chômeurs aux Etats-Unis qu'au pire de la crise.

Suivons donc pas à pas, le cheminement de l'auteur afin d'en arriver à conclure avec lui qu'il y avait aux USA en décembre 1970 non pas 6.2 pour cent de chômeurs, mais au contraire — tenez-vous bien — 25.6 pour cent de la main-d'oeuvre totale, alors que — le hasard des chiffres fait bien les choses — au plus fort de la dépression en 1933, le taux des chômeurs n'avait atteint que 24.9 pour cent.

Pour commencer, le taux de 6.2 pour cent est d'autorité redressé à 9.1 pour cent (50 pour cent de plus) parce que le gouvernement retire statistiquement une partie de la population active (ceux qui sont sur le marché du travail comme employes ou comme chômeurs).

Paul Sweezy fait cette découverte en s'apercevant que le taux d'activité a diminué aux USA après 1950. (Le taux d'activité mesure le pourcentage des personnes sur le marché du travail par rapport à l'ensemble de la population en âge de travailler).

Il est possible que l'auteur de l'ouvrage ait un argument valable mais l'on peut toutefois signaler qu'en ce qui concerne le Canada, la situation était identique: le taux d'activité (taux de "participation") était plus bas en 1965 qu'il ne l'était en 1947, ayant continuellement chuté jusqu'en 1955.

Bref, ayant atteint le taux de 9.1 pour cent l'auteur ajoute: "On peut donc dire qu'à la fin de 1970, c'est près de 10 pour cent de la main-d'oeuvre et plus du quart de la capacité de production industrielle qui étaient inemployés dans le pays capitalisme le plus développé du monde".

"Certains d'entre nous répètent depuis longtemps", ajoute Paul Sweezy, "que sans les gigantesques dépenses militaires d'aujourd'hui, l'économie des Etats-Unis connaitrait une dépression aussi terrible que celle des années trente. Peut-on apporter la preuve de cette assertion? je le crois.

"Aux chômeurs que nous venons de dénombrer (7.9 millions) ajoutons ce qui suit:
— Membres des force armées 2.9millions
— Civils employés par le déartement de la Défense ..... 1.2 million
— Travailleurs des industries d'armement .....3 millions
— Travailleurs devant leurs emplois aux effets indirects des dépenses militaires ..... 7.1 millions,
soit un total regroupant chômeurs et militaires de 22.1 millions.

Cela, ajoute fièrement l'auteur, représente 25.6 pour cent de la main-d'oeuvre totale, alors qu'au plus fort dela crise en 1933, le taux le plus élevé enregistré fut de 24.9 pour cent, soit 0.7 pour cent de différence (ce qui explique peut-être pourquoi les 9.1 pour cent du début sont devenus "soit près de dix pour cent".

Passons sous silence la pollution de l'écologie dont est coupable le système capitalisme, comme simple accessoire dans le décor, et abordons maintenant un chapitre important où l'on voit un partisan du marxisme reconnaitre de bonne foi que la révolution prolétarienne est de moins en moins sûre de nos jours et que Karl Marx s'est bel et bien trompé, au moins pour l'instant.

"Si, quelle qu'en soit la raison" propose Paul Sweezy, "la situation révolutionnaire tarde à paraitre, quel sera l'effet de la technologie révolutionnaire qui caractérise l'industrie moderne sur la composition et les capacités du prolétariat?" (Remarquez l'adresse d'associer l'aspect "révolutionnaire" favorable, de la technologie, face à l'autre: on a l'impression qu'entre la révolution technologique et la révolution tout court, les travailleurs ont choisi la première).

"Marx n'a jamais posé cette question, l'idée que la révolution risquait d'être retardée ne lui étant peut-être jamais venue à l'esprit": (Voyez-vous ça tant de légereté pour un si grand penseur.) "Il eut été parfaitement logique que Marx posât cette question lors de la rédaction du "Capital" et, cent ans plus tard, ses successeurs ne devraient plus la considérer comme logique: elle est devenue inévitable".

Le grand mot est donc lâché: le Grand Soir n'est pas pour demain aux Etats-Unis.

Pour lui, qui fait preuve tout au long de l'ouvrage d'une absence totale de modestie ("Qu'on n'imagine pas que j'accorde par là un satisfecit général aux contributions théoriques de Mills... comme j'espère le montrer tout de suite, etc....) Paul Sweezy surprend lorsqu'il écrit avec contrition: "Je dois confesser une méconnaissance des liens existants entre la technologie et les combinaisons sociales du travail qui m'interdit de poser à l'expert en la matière.

"Je devrais donc, poursuit-il, me contenter de rester au niveau de la généralité en indiquant les raisons plur lesquelles il me semble que les progrès de la technologie moderne tendent à façonner un prolétariat moins révolutionnaire que celui qui était apparu après la révolutio industrielle, au milieu du siècle dernier"... qu'en termes galants ces choses-là...

Après avoir laissé entendre que la hausse de la productivité et du pouvoir d'achat des travailleurs américains retardent la révolution du prolétariat, Paul Sweezy sauve la face. Comme les ouvriers industriels sont en nombre décroissants sans cesse dans la classe ouvrière, "leur idéologie et leurs attitudes n'ont guère de chances d'être radicalement différentes de celles qui prévalent dans la majorité non révolutionnaire de la classe ouvrière qui les entoure".

Heureusement pour l'auteur, "Il y a beaucoup de pays exploités par quelques pays exploiteurs (comme les USA), de sorte que "pour finir, l'histoire du monde, depuis la Seconde Guerre mondiale, a montré que cette force révolutionnaire est capable de mener des luttes victorieuses contre la domination capitaliste".

Encore une fois, Karl Marx s'en est tiré: mais il a eu chaud...

LE CAPITALISME MODERNE
par Paul M. Sweezy
Editions du Seuil, Paris

Les Québécois ont encore besoin de
LA CROIX BLEUE DU QUÉBEC
Inscrivez-vous maintenant.
Ce régime est réservé aux résidents âgés de moins de 65 ans au 31 octobre 1976.

Pas de questionnaire médical.
Les demandes d'inscription sont acceptées jusqu'au 31 octobre 1976 inclusivement.
Vous pouvez compter sur
LA CROIX BLEUE DU QUÉBEC
pour vous aider à payer les frais de:

- Séjour en chambre privée ou semi-privée (le coût des chambres privées varie de $10.50 à $21.00 par jour et le coût des chambres semi-privées de $6.50 à $9.00 par jour.)
- Séjour dans un hôpital de convalescence, (60 jours par période de 12 mois.)
- Les enfants à charge célibataires sont protégés jusqu'à 21 ans ou n'importe quel âge s'ils sont étudiants à temps plein au niveau collégial ou universitaire.
- Médicaments prescrits.
- Soins d'infirmières privées (honoraires: $54 par 8 heures de garde).
- Soins de chiropraticiens, ostéopathes et de physiothérapeutes autorisés.
- Tests diagnostiques.
- Transport en ambulance et de bien d'autres soins encore.
- Hospitalisation jusqu'à concurrence de $50 par jour, moins les prestations prévues au régime de base.
- Maximum de $5,000 par bénéficiaire assuré sur une base individuelle.

Le supplément sur les honoraires usuels des médecins, des chirurgiens, des anesthésistes, ainsi que sur les frais d'hospitalisation hors du Canada.

Une franchise de $50. par personne est payable par l'assuré avant que des prestations ne soient versées en vertu du régime complémentaire. La Croix-Bleue couvre alors 80% de l'excédent des frais remboursables.

EXCLUSIONS: Hospitalisation pour cause de blessures ou maladies couvertes par une loi sur les accidents de travail ou autre.
Traitement de maladies mentales.
Traitement dentaire non-occasionné à la suite d'un accident.
Lunettes, appareils acoustiques ou ajustements à ces appareils.

LA CROIX BLEUE DU QUÉBEC
complète les régimes d'assurance-hospitalisation et d'assurance-maladie du Québec.
La Croix-Bleue du Québec protège plus de 700,000 Québécois.

Pour de plus amples renseignements, veuillez nous adresser la demande ci-jointe dès aujourd'hui.

LA CROIX BLEUE
C.P. 910, Station "B"
Montreal, Quebec H3B 3K8

Veuillez m'envoyer immédiatement (sans obligation de ma part) tous les renseignements necessaires et une formule de demande.

NOM (EN LETTRES MOULÉES)
ADRESSE NO RUE
VILLE ZONE POSTALE
COMTÉ (si vous résidez hors de l'île de Montréal) LP-4

LA CROIX BLEUE DU QUÉBEC
Au service des Québécois depuis 34 ans

comment s'y retrouver à la bourse

Le lecteur trouvera dans la première colonne des tableaux des cotes boursières le nom des compagnies publiques inscrites sur le parquet de la Bourse de Montréal, Toronto, New York, Américaine, de Vancouver et d'Alberta. La deuxième colonne indique le nombre d'actions transigées la veille (ventes ou achats), la troisième mentionne le prix le plus élevé auquel le titre a été vendu durant la journée, la quatrième mentionne le prix le plus bas auquel le titre a été vendu durant la journée, la cinquième fixe le prix de l'action à la clôture de la Bourse la veille et la dernière colonne indique le changement survenu entre le prix de clôture la veille et celui de l'avant-veille. Le prix des actions est exprimé en dollars pour les grandes sociétés et en cents pour les entreprises juniors.

Sur le marché des options, la présentation des tableaux de Montréal et de Chicago est différente. Dans le premier cas, vous trouverez dans la première colonne le titre des actions transigées à Montréal et Toronto et le prix auquel l'option vous donne le droit de les acheter. Dans les trois autres colonnes, vous trouverez d'abord le nombre d'options vendues pour novembre, février ou mai et le prix de l'option en cents canadiens (pour 110 ou 230) ou en dollars canadiens (pour 2¾ ou 5½).

Dans la dernière colonne, on retrouve le prix de clôture des actions la veille à la Bourse de Montréal. Quant au marché de Chicago, aucun volume de transactions n'apparaît sur le tableau, sauf pour l'ensemble des contrats conclus la veille.

Sur le marché des obligations, on retrouve trois grandes catégories de titres: d'abord ce qu'on appelle communément les "Canadas" (le taux d'intérêt, la date et l'année d'échéance, le prix offert à la vente et à l'achat), puis les obligations des gouvernements, des sociétés d'Etat, des entreprises de services publics et des entreprises en général et enfin les obligations convertibles en actions ordinaires de divers types de sociétés. Pour plus d'informations à ce sujet, communiquez directement avec votre courtier.

Au tableau des dividendes, que vous procure la propriété d'actions d'entreprises diverses, on retrouve le nom des sociétés qui distribueront des dividendes, le dividende lui-même versé pour chaque action sur une base trimestrielle (trim.) semestrielle (sem.) ou annuelle (ann.), la date du versement par la compagnie à ses actionnaires et la date à laquelle vous deviez être inscrit pour avoir droit au dividende.

Lorsque le nom d'une compagnie est suivi d'une lettre entre parentheses ("A"), ("B"), cela identifie le type d'actions de classe "A" ou "B" sur lesquelles l'entreprise versera ses dividendes. Le même cas s'applique aux dividendes d'actions privilégiées (pr.). Par ailleurs, au lieu d'exprimer en cents ou en taux d'interet le dividende qu'elle versera, une entreprise peut également l'exprimer en pourcentage (par exemple 100 pour cent du prix de l'action). Enfin, une entreprise qui vient de vendre une usine ou un immeuble, peut choisir de redistribuer ses profits sous forme de "dividende spécial". Lorsqu'on retrouve un signe (x) après la mention d'une entreprise, cela veut dire que les dividendes sont versés en dollars ou en cents américains. Par contre, le signe (y) refère à une autre monnaie.

les faits saillants de la Bourse

MONTREAL

Volume

Faits saillants

Mines et petroles

TORONTO

Volume

Faits saillants

Valeurs les plus actives

Mines et petroles

NEW YORK

Volume

Faits saillants

Indices Dow Jones

	Ouv.	Haut	Bas	Clot.	Var.
30 Ind.	931.77	942.74	928.27	937.00	+1.08
20 Trs.	204.22	205.64	203.03	204.70	—0.17
15 Ut.	97.14	97.55	96.30	96.69	—0.70
65 Cb.	294.75	297.50	293.36	295.58	—0.20

Indices Standard & Poor:

	Haut.	Bas.	Ferm.	Var.
400 Ind.	114.28	112.15	112.77	—1.33
20 Cb. Fer.	13.51	13.28	13.33	—.14
40 Sb. Pub.	50.81	50.16	50.48	—.17
40 Fer.	11.50	11.31	11.39	—.10
500 Cb.	102.74	100.28	100.85	—1.27

fonds mutuels

Institute Members		CIAG Inv. Grp.	
AGF Group		nvEcopera	9.71
Amer. Growth	4.41	nvLdmk GF	9.74
Cdn. Gs. Equ.	12.18	Eaton Group	
Cdn. Sec. Gth.	4.72	Commwth.	14.17
Cdn. Trustfeed	4.53	Growth	8.86
Corp. Invest.	5.15	Income	4.51
Corp. Inv. Stk.	4.63	International	6.59
Gwth. Equity	5.70	Leverage	3.77
Japan	8.08	Venture	3.28
nMoney Mkt.	10.00	Viking	4.85
Special	2.89	Guardian Gr.	
Atl. Canadian Gr.		Enterprise	8.0
Compound	5.61	GIS Comp.	8.18
Dividend	5.80	GIS Income	2.49
Northrn. Equ.	3.24	vGrowth Fnd.	7.72
Revenue Gth.	3.86	North Amer.	3.09
Venture	2.11	Mutual Acu.	5.24
4900	2.85	Mutual Inc.	4.77
Calvin Bullock Gr.		Sec. Income	9.60
Acrofund	1.14	World Equity	5.27
CIF	4.11	Investors Group	
		vGrowth	10.63

vInternatnl	5.52	vRoyFnd Inc	5.00
vJapan	8.49	United Group	
vMortgage	4.81	vAccumula	3.80
vMutual	5.20	vAccumula R	4.11
vRetiremnt	5.31	vAmerican	1.25
vProvidt Mu	6.73	vCont. Mortg	5.02
vProvidt Stk	4.79	vHorizon	3.93
Nat. Res. Gth.	3.53	vSecurity	4.58
Planned Invest Gr.		vVenture	2.36
Canada Cum.	5.54	vVenture Ret.	4.09
Canada Grth.	6.19	Universal Gr.	
Pld. Resources	3.85	Save Equity	8.12
Pld. Sec. Inc.	5.61	Save Income	5.18
Taurus	4.54	Non Members	
Pret et Revenu Gr.		Assoc. Inv.	5.06
American	8.49	vBeaubran	4.00
Canadien	5.97	vNBolt TremE	5.47
Retraite	6.15	Cdn. S. Afr. Gd.	2.79
Prevest Mut.	6.61	Canagex Gr.	
Prudential Gr.		vBond	9.31
Growth	5.41	Fund	8.74
Income	5.11	Internatnl	7.60
Savings Invest. Gr.		vMortgage	10.15
American	8.69	Capital Gth.	9.25
Canadien	5.97	vChase	6.50
Retirement	6.15	CAL Group	
United Bond Shr.		Growth	6.14
vRovFund	5.80	Intl. Energy	2.29

Intl. Gth.	4.28	Indst. Pens.	19.81
Intl. Income	3.31	ITCO	4.73
Univest	4.67	Keystone Gr.	
xComp. Cap.	4.10	Cus. K-2	5.06
Desjardins Gr.		Cus. S-1	18.59
Canadian	7.19	Cus. S-4	3.38
vHypothec	4.26	Polaris	3.10
vInternati.	6.82	xLex. Ruch	14.27
vObligatns.	5.05	vMannath	2.71
Quebec	4.64	vMaritime Eq.	2.69
PEP	2.03	vMarlborogh	4.64
nvSpec.	4.23	Natrusco	12.81
Dixon, Kraq	5.31		
vDomin. Comp.	6.36	NVI Group	
		Canadian	4.44
Dreyfus Group		Equity	5.99
Inc.	11.70	Growth	4.72
Internatl.	12.93	xOne Wm. St.	14.33
xEquity Trend	20.99	xOppenhmr.	6.22
xHarvard	6.02		
Heritage	1.78	PHN Group	
Industrial Gr.		vBond	10.96
Indust. Amer.	2.18	vCanadian	7.26
Indust. Div.	5.96	Fund	13.59
Indust. Eq.	4.91	vPooled	27.99
Indust. Gth.	15.16	nvRRSP	11.06
Indust. Inc.	10.11	PMF Managmnt	
		nPension Mu.	6.04
		nKanadu Fd.	3.62

les devises

PAR LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE

Afrique du Sud	Rand	$1.1218
Allemagne	Mark	$0.3987
Angleterre	Livre	$1.80
Argentine	Peso	$0.0070
Australie	Dollar	$1.2124
Autriche	Schilling	$0.0564
Belgique	Franc	$0.0260
Brésil	Cruzeiro	$0.08.9
Danemark	Couronne	$0.1660
Espagne	Peseta	$0.0144
France	Franc	$0.1960
Hollande	Florin	$0.3817
Italie	Lire	$0.001157
Japon	Yen	$0.003361
Mexique	Peso	$0.0407
Etats-Unis	Dollars	$0.9738
Norvège	Kroner	$0.1830
Nouvelle-Zélande		$0.9514
Suède	Krona	$0.2265
Suisse		$0.3969

La Bourse régresse tant au Canada qu'aux USA

par PC et AFP

La cote boursière a considérablement regressé au Canada cette semaine.

Jeudi, l'indice industriel à la Bourse de Toronto a clôturé à son plus bas niveau depuis le 9 janvier. Il a alors clôturé à 176.88. Et, mardi, il avait subi son pire recul en une journée depuis le 25 février 1975, un recul de 3.02 points. Sur le même marché, mardi également, l'indice des minerais tombait à 79.32, ce qui était son plus bas niveau depuis le 26 janvier.

Vendredi, l'indice industriel à Toronto a enregistré un gain minime, un gain de .07. Il termine la semaine à 176.95. A Montréal, l'indice-industriel termine la semaine à 176.00, soit à 3.55 points de moins que vendredi de la semaine dernière.

A la Bourse de Toronto, l'indice de l'or a monté de 2.47 et atteint 242.12, celui des minerais, de .38 et atteint 79.81 et celui des pétroles de l'Ouest, de .39 et atteint 199.58.

A la Bourse de Montreal, l'indice général a fléchi de 3.83 et est tombé à 176.52.

Le volume à la Bourse de Toronto a été de 6.37 millions d'actions, contre 6.93 millions d'actions la semaine dernière et la valeur totale des actions transigées a été de $57.12 millions, contre $69.57 millions la semaine dernière.

Le volume à la Bourse de Montréal a été de 1.28 million d'actions, contre 1.46 million d'actions la semaine dernière et la valeur totale des actions transigées, de $16.41 millions, contre $19.06 millions la semaine dernière.

Il y a lieu de noter que la Bourse était fermée au Canada lundi, fête de l'Action de grâce.

A Wall Street

La baisse des cours s'est poursuivie cette semaine à Wall Street où l'indice Dow Jones des industrielles a encore chuté de plus de 15 points par rapport à vendredi dernier en dépit d'une vive hausse technique mercredi.

Le Dow Jones a ainsi perdu 76 points depuis le 23 septembre dernier se situant à 937 points, à ses plus bas niveaux depuis janvier dernier.

L'inquiétude des investisseurs devant le prolongement du ralentissement de la reprise économique dans le pays est la principale raison de ce marasme boursier. Les incertitudes politiques en cette période de campagne électorale aggravent encore la méfiance qui se manifeste dans les milieux boursiers. De l'avis des analystes financiers, seul l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt pourrait dans l'immédiat raviver le marché, mais la Réserve fédérale ne semble nullement disposée à pratiquer cette politique, de crainte de ranimer l'inflation.

MONTRÉAL

INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

	Ind.	Serv. pub.	Banques	Comp.	Pap
Var. 15 oct.	—0.01	—0.34	—1.29	—0.21	—0.55
Fer. 15 oct.	176.00	142.64	240.50	176.52	113.57
Hauts 76	209.49	146.90	263.14	201.35	130.98
Bas 76	176.00	124.61	235.76	173.10	96.38
Hauts 75	206.71	141.94	281.74	199.62	117.89
Bas 75	159.17	119.14	212.40	157.40	93.46

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1976 Haut	1976 Bas
Abi G	300	$6½	6¼	6¼		6¾	330
Abitibi	17900	$11¾	11	11¾	— ¼	13¾	8¾
Alta East a	100	$14¼	14¼	14¼	— ¼	16	8¼
Alta Gas T	10383	$13¾	13½	13½	— ¼	14½	11¼
Alcan	34535	$24¼	23	24	— ¼	29½	19¾
Algoma St	350	$23¾	23¼	23¼	— ¼	28¾	23
Alg. a	6100	$26¾	26¾	26¾	— ¼	29¾	25
Almin Ltd	150	$34	34	34		38½	34
Aquitaine	2925	$15½	15¾	15¾	+ ¼	24	15¾
Asbestos	116	$29	29	29	— ¼	33½	27½
Banister	350	$7⅞	7⅞	7⅞	— ¼	11	7
Bank Mtl	22839	$15½	15¼	15¼	— ¼	17½	15
Bank NS	6903	$42¾	41½	41¾	—1¼	43¾	37
Banq. CN	5930	$14½	14¼	14¼		16¾	13
Bq. Deprp.	407	$13¾	13¼	13¾	— ¼	16	13¼
Bq. Pr. Can	4833	$12¾	12¾	12¾		14	12
Bathrst. p	250	11½	11½	11½		11½	11½
Bell Canad	9702	$49¾	49¼	49½	— ¼	51¼	43
Bell E. pr.	425	$27¼	27	27¼	+ ¼	27¾	25½
Bell wt.	11078	$5	475	490	—22	61¾	170
BM RT u	100	$13¾	13¾	13¾	— ¼	14¾	13
BM RT w	428	180	180	180	—10	250	155
BP Can.	1956	$8½	8	8¼	— ¼	11¾	8¼
BrCan a	6727	$10½	10¼	10¼	— ¼	12¼	9¾
BrCan Pr. a	290	$24¾	24½	24½	— ¼	24¾	24
BCFP	1600	$23	22½	23	+ ½	24	16¼
BC Phone	800	$12¾	12½	12½	— ¼	13½	10⅞
BCT 6.80	150	18	18	18	+1¼	18	18
Bruck A	750	$5	5	5		8	5
Bruck B	1765	$20	200	20	+ 18	20	200
Bucy Auto	650	$5½	5½	5½	— ¼	9¼	5
Cadi Fvw	500	$9¾	9¾	9¾	— ¼	11¾	9
Cal P a	22650	$31	30½	30¾		32¼	27¼
Cal 93-4	50	$100¾	100¾	100¾	—2¾	103	100¾
CCemL a	20721	$8¾	8¾	8¾		11½	8¾
CCemL c	192	$14	14	14	— ¼	14¾	13¼
Can. Perm	745	$15½	15¼	15½	+ ¼	19¾	15½
C. P. un.	200	$8	8	8		28	8
CSouth	1299	$39	35¾	39	+3¾	39	33¾
CTrst a	2900	$19	18¾	18¾	— ¼	26½	18¾
Con. Cable	400	$15¾	15¾	15¾	— ¼	18¼	12
C. Cel	450	$6¼	6¼	6¼	— ¼	7¾	475
C. Imp. Bank	3865	$25¾	25	25¼	—1¼	28¾	24½
C. Int. Pw.	3562	$15¼	14¾	15		16¾	14¼
C. Pr. Pipe pr.	100	$13¼	13¼	13¼	+ ¼	14¼	11
C. Marconi	500	400	400	400	—70	653	400
CP Inv.	2530	$19½	18½	18½	—1¼	22¾	15¾
Cdn. Salt a	200	$14	13¾	14	+ ¼	17¼	13
Con. Tire A	11840	$39¼	38½	39¼	+ ¼	52	37¼
C. Util.	620	$12¼	12¼	12¼	+ ¼	12½	10
Cutil e	400	$27¼	27¼	27¼		27¼	26
C. Vickers	150	$29¾	29¾	29¾	—1⅛	24⅝	17¼
Canron	215	$22¾	22¾	22¾	— ¼	24	18
CPLtd	22685	$17¼	16½	16½	— ¼	18⅝	13⅜
CP uk p	300	$5	5	5	+ ¼	5	450
CP A p	500	$9	8¾	9	+ ¼	9	8¼
Carena B	1170	$8¾	8½	8½	— ¼	8¾	8
Carl Ok.	3525	275	265	270	—9	405	255
Carl Ok. b	100	$8½	8½	8½	—17	253	81½
Celanese	4650	375	360	365	—10	615	360
Cent. Dyn.	1500	65	65	65		89	65
Cent. East a	100	$11	11	11	— ½	14½	10¾
Chieftain	200	$9¼	9¼	9¼	— ¼	11¾	8¾
Chrysler	14556	$19	18½	18¾	— ¼	22	10¾
Cominco	6948	$35¼	34¼	35	— ½	41¾	33¼
Cominco a	450	$27½	27	27½	— ½	28¾	25½
Comstock	400	340	340	340	+15	340	290
Comodor	1100	$5¼	5	5¼		7¼	340
C. Hldav a	100	$19¾	19¾	19¾	+1¾	19¾	18½
Con. Bath	3888	$32½	32	32½	+ ¼	38¾	25¼
C. Bath pr.	400	$16¼	16¼	16¼	+ ¼	17	15¼
Con. Gas	4289	$12¾	12½	12½	— ¼	13½	11½

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1976 Haut	1976 Bas
Con. Glass	2325	$14¼	14½	14¼		15¼	11½
Copino	200	140	135	140		210	125
Cr. Fonc.	1956	$95	95	95		95	95
Cr. Zell. A	200	$17½	17½	17½	+ ¼	19½	15
Crush Int.	800	$8	7¾	7¾		11¾	7¾
Dataline	500	410	410	410	+35	410	375
Denison	532	$58½	58	58½	—4¼	67¼	56
Dome Pete	4824	$34½	33¾	33¾	— ¼	45	31½
D. Bridge	295	$37	36¾	36¾	— ¼	40	26½
Dofasco a	6132	$25¾	26¼	26¼	— ½	30¾	23
Dom. Lime	100	$9¾	9¾	9¾		10¾	9
D. Ll. pr.	100	$16	16	16¾		16¾	13
Dom. Store	4025	$14½	14¾	14¾	— ¼	18	13¾
D. Tex a	1570	$8½	8	8	— ½	9¼	8
D. Textile b	100	$100	100	100	—76	176¾	100
Domtar	11102	$19¼	18¾	18¾	—1	26½	18¾
Domtar pr.	550	$10½	10½	10½	— ¼	11	10½
Donohue	310	$8	8	8	+ ¼	11	7¾
Du Pont	14412	$14	14	14	— ¼	22	14
Dupuis A	300	160	155	155	—5	225	155
Dvlex	900	$6¼	6¼	6¼	— ¼	8¾	6¼
Fal. Nck.	1105	$33½	33¼	33¼	—2	45	30
Fin. Coll.	15972	170	165	166	+6	200	130
F. Seasn.	100	$20	20	20	+16	20	171
Franciscna	300	$5½	5½	5½	— ¼	9¾	5½
Fraser a	204	$22	22	22	+ ¼	24½	20
Fulcr 6p	400	$6¾	6½	6½		7¾	6½
Gaz Metr.	900	$6¼	6¼	6¼	— ¼	8¾	6¼
Genstar L.	3717	$21¾	21¼	21¼	— ¼	24	19
GL. Paper	1718	$29¾	29¾	29¾	— ¼	33	20¾
Gt. W. Life	280	$51	51	51	+ ¼	59½	50½
Guar. Trst.	300	$5¼	5¼	5¼		7	5¼
Gulf Can.	1520	$25	23¾	24½	+ ¼	33¾	23¾
Hawker S.	1000	$5	495	495	—30	8½	495
Home A.	1077	$24¾	23¾	23¾	—1¼	34¾	23¾
Huds. Bay a	1596	$16½	15¾	16½	— ¼	22	15¼
H. Bay Co.	180	$16¼	16¼	16¼	— ¼	20⅜	16
HB Oil Gas	525	$32½	32¼	32½	+1½	41	31
Husky Oil	23500	$16¾	16¾	16¾		22¾	16¼
Husky E. w.	400	425	425	425		425	425
IAC	8290	$16¾	16¾	16¾	— ¼	20⅛	16¼
Imp. O a	28716	$20½	19¾	20	— ¼	26	19¾
Imp. O b	200	$20¼	20¼	20¼	—1	25¾	20¼
Imasco A	627	$24½	24¼	24¼	— ¼	27¾	22½
Indal	500	$14¼	14¼	14¼	— ¼	15	12
Inglis	5300	$14	13¾	14	— ¼	15	13
Inland Gas	500	$9¾	9¾	9¾	— ¼	9¾	9
Inco a	1641	$31¼	29¾	29¾	—1¾	35⅞	25¾
IU Int.	3400	11½	10¾	11	— ¼	13¼	9¾
IPL a	3603	$15	14¼	14¾	— ⅝	16	12¾
Inv Grp A	500	$6⅝	6⅝	6⅝	— ⅛	8	5⅞
Ivaco a	420	$7⅞	7¾	7¾	—1	10	7¾
Janock	400	$7	7	7		7¾	5½
Kaiser Re	6800	$12¾	12½	12¾	— ¼	16¼	9½

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1976 Haut	1976 Bas
Labatt a	590	$17¾	17½	17½		18½	15
Lau. Fin.	800	$6	6	6	— ½	7¾	6
Lau. Fin. 140	100	$17½	17½	17½	+2¾	17½	14¾
La. Veren	900	460	425	425	—45	5	385
Lob. Co A	127	405	405	405	—20	5¾	380
Lob. Co B	100	390	390	390	—10	5¾	380
Loeb M.	600	285	275	275	—10	320	275
Maclarn A	100	$35	35	35	—1¾	36¾	26½
Mac HA	700	$7¼	7¼	7¼	— ¼	9½	7¼
MB Ltd	14800	$22¾	21¾	21½	— ¼	24	17¾
Malslin	1500	335	300	300	—40	440	300
Mrt. El a	6000	$8¼	8¼	8¼	— ⅛	8¾	7
Maritime	282	$18¼	18¼	18¼	— ⅛	18½	15½
Mrtm a	500	$8	8	8		8½	7¼
Mass Fer	22539	$22¼	21½	21¾	— ⅛	32	20½
Mas F a	375	$26¼	26¼	26½	+ ⅛	27⅛	25
Mas F b	1535	$25¼	25⅛	25½	— ¼	26⅛	25
Melchers	8300	270	250	250	—20	405	250
MEPC	1500	$5½	5⅜	5½		6¾	5⅜
Mercantl	280	$15¾	15½	15½	— ¼	18¼	14¾
Micc Inv	232	$9¼	9¼	9¼	+ ⅛	11⅞	8¾
Micc a	160	$25½	25½	25½		25¾	24½
Mitch A	200	$13½	13½	13½		13½	12
Mitch B	100	$9½	9½	9½	— ⅛	10	8½
Molson A	5259	$17½	17¼	17¼	+ ⅛	19	16½
Molson B	154	$15½	15½	15½		17¼	15¼
Monenco A	400	$8¼	8¼	8¼	— ¼	20¾	8
Mnt. Trst	405	11	10¾	10¾	— ¼	13¾	10
Moore	29887	$32½	31¾	32	— ½	51½	31¾
Nat. Drug	300	$5¼	5¼	5¼		5¼	495
NB Tel	2122	$17	17	17	— ⅛	17¾	13¾
Nfld cl a	125	$11¾	11¾	11¾	— ¼	12⅝	10¼
Nfld pr d	600	8	8	8	— ¼	8	7¾
Nfld pr e	500	$9½	9½	9½	— ¼	9¾	9
Nfld pr f	200	$10¼	10¼	10¼	+ ¼	10⅝	10
Nfld tel	650	$6⅝	6⅝	6⅝	— ⅛	7	6½
Nfld T a	160	$14¼	14¼	14¼	+ ⅜	14¾	14¼
Normick	400	270	265	270	+5	335	260
Noran a	7113	$34½	33	33¾	—1⅝	39⅛	29½
Norcen	544	11¾	11½	11½	— ¼	12¼	10¾
Nor Tel.	13063	$34⅜	33	34	+ ⅜	40¾	26
Nor T w	600	$13¾	12⅝	13	— ⅛	20½	8
Pac Pete	1925	$25½	25	25	— ⅜	32¾	25
Pancan	2928	$21⅜	21	21⅜	+ ⅛	25¾	16
Petrofina	4300	$16⅛	15¾	15¾	—1⅛	22	15¾
Pitts c	2100	475	475	475	—25	495	475
Placer	1500	$20½	19¾	19¾	—2¼	25½	19½
Popular	1100	225	225	225		240	175
Pow. a	2074	$8¾	8½	8¾		11½	8
Pow. C c	200	$28¾	28½	28¾	— ¼	31	27
Pow. C d	100	$8½	8½	8½	+ ⅛	11½	8⅛
Prefac a	1500	135	130	135		225	105
Pnor G	1325	$5⅛	5⅛	5⅛		5⅛	5⅛
Price Com.	1755	$13	12¾	12¾	—1	17¾	12¾

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1976 Haut	1976 Bas
Provigo	111	$8¾	8¾	8¾	+ ⅛	11½	8
Gebcor	1700	$5	5	5		7¾	5
QSP Ltd	1200	350	325	325	—25	515	325
Que. Tel	300	$17¾	17¼	17¾		17¾	14½
QueT 5Sor	700	$10¼	10¼	10¼	—2¼	12½	9¼
Qt 73-4	200	$17	17	16¾		17½	14¼
Reed S a	5150	$6¼	6¼	6¼	+ ⅛	7¾	6
Reitman	500	$10½	10½	10½	—1	14	10½
Simpsons	2070	$5¾	5¾	5¾	— ¼	8	5¾
Simpsons S	2185	$8¾	8¾	8¾	— ¼	11½	8¾
Stham a	1000	$22¼	22	22¼	+ ¼	26	21
Stelco a	10563	$27¼	26¼	26¾	— ⅛	31	26¼
Steinbg A	1300	$15½	15¼	15¼		20¼	14½
Sup. Elec.	3000	58	58	58	+2	58	42
Sys. Dem.	100	200	200	200	—10	360	200
Texaco	492	$24⅜	24¼	24⅜	— ⅛	30½	22¼
Texasgulf	4750	$32¼	31	1	—2¼	36⅝	31
Thorn A	20000	$12	12	12	— ½	14⅜	12
Tor. Dm. Bk.	2930	$19¼	19	19	— ½	24½	19
TD Rit un.	500	$22¾	23¼	23¼	— ¼	28⅜	22¾
Trans Mt a	1600	$9¼	9¼	9¼	— ⅛	12¼	8¾
Treco	1600	375	320	325	—50	475	320
Trizec Crp	400	$12	12	12	+ ¼	15¾	11¾
Trust Gen Ca	333	$20¼	20⅛	20⅛	— ¼	21¾	20
Ultrmar	9050	180	180	180	—10	415	180
Unigesco a	3958	170	165	170	—5	175	115
Unigesco b	750	150	145	145	+5	150	90
Un. Carbid	160	$22¼	22¼	22¼	— ¼	23¾	20¼
Unt. Bank	2904	300	295	295	—5	400	275
Velcro	2100	6¾	6¾	6¾		8¾	6
Villager	1600	80	80	80		140	80
Wlax a	147	$12½	12½	12½		14¾	12¼
Walk a	3110	$29¼	29¼	29¾	— ⅛	33¾	28¾
Warnco	200	$6¾	6¾	6¾	+ ⅛	8	6¼
Warn. Her.	100	325	325	325	—25	470	325
War. H. 150	600	$35	13¾	13¾		35	13
Westcst	4800	$25¾	25¼	25⅝	— ⅛	26⅞	22¼
Weston	12000	$14	14	14		18¼	13½
York Lam.	5640	62	61	61	+1	120	60
Zellers	330	350	340	350	+10	5¾	340
Zodiac	3000	48	5	48	+10	50	5

Junior Industrials

C Inv. f	350	$30¼	30¼	30¼	+1¾	30¼	25½
Capital Dyn.	4800	50	40	5	—45	55	40
Crawfd. Al.	100	175	175	175

VANCOUVER

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm	ch. Net
Resource and Development					
Aalen	7000	12	11	12	
Afton	700	585	585	585	
AndMex	22000	25½	25	25½	n
Anglo Bo	4300	134	130	134	+1
Ardo	12000	4½	4½	4½	
Avino	1500	15	15	15	
Azure	500	8	8	8	
Balfour	26000	42	36	42	+6
Barier P	1200	47½	47½	47½	n
Bath N	4700	60	59	60	+3
Belcra	500	8	8	8	
Bimbrl	2000	60	60	60	
Bonson	12000	12	11	11	—½
Bow Mar	2000	37	37	37	
Bx Dev	500	101	101	101	+1
Calico	2000	4	4	4	
C Barr	2500	26	26	26	
Cd Nat re	700	380	380	380	
Candas	5000	102	100	100	
Celico R	500	18	18	18	
Charlto	3500	7	7	7	
Chates	10500	15	14	14	
Cheyen	512	94	94	94	—1
Clayme	5000	45	44	44	—1
Colby	4600	63	60	61	
Col A pr	3000	52	50	50	
Cominat	1500	84	84	84	
Coll Ltd	11150	25	24	24½	+1
Con Res	7800	56	55	56	—1
Cons Col	1300	14	14	14	—1
Cos Klco	4000	32	30	30	—1
Cos Eros	10500	39	38	38	—1
Coor Lk	6500	18	17	17	—½
Coralta	4500	25½	25	25½	+1
Cynex	600	185	184	185	+1
Cree Lk	700	315	305	305	
Cullaro	7000	18	18	18	+2
Cypres	3000	24	24	24	
Dankoe	200	225	225	225	
Davoil	3490	60	60	60	
Dus Mac	2000	48	48	48	—1
Eagle R	5000	5	5	5	
Elly Bra	3000	20	20	20	
Fenhill	250	21	21	21	
Geo Dyn	2500	4	4	4	
G Gate	2000	15	15	15	+1
Gntc Gnt	14500	21	15	21	+1
Gldn Sld	2400	12	12	12	
Gd Pk	2000	195	190	195	
G N Pete	2000	17	17	17	
Gretel E	2144	3	3	3	
Gsa Res	1104	92	92	92	
Heuriet	13500	114	112	114	+8
Hi Lode	1000	5	5	5	
Hihawk	18500	9	8	8	
Holofi	26100	260	255	260	+3
Hoof	2300	148	146	148	+1
Imfoil	500	21	21	21	
Intgold	9000	17	17	17	+5
Int Banc	21000	55	53	53	—1
Kenlee	2000	23	23	23	—1
Klondx	3000	30	30	30	
Knobby	18750	81	76	81	+3
Laura	1000	3½	3½	3½	
Lnr Res	20400	38½	37	38	—1
MNHE	3600	38	38	38	
Mark V	9400	102	98	102	+12
Midas	7000	7	7	7	
Mid Mtn	1200	22	22	22	
Mtn Stat	11200	50	40	40	
Nevex	800	13	13	13	
N Cinch	3000	23	23	23	—1
Nanist	13000	11½	8	10	—2
Nw Mtn	3000	21	19	19	
N Pryde	1000	4½	4½	4½	
New Pyr	220	11½	11½	11½	
Nthair	9200	129	126	129	+4
N Atlant	5500	16	15	15½	
NW Vent	3500	82	82	82	n
Oshaw	2300	145	142	142	—3
Pac Rs	14000	72	65	70	
Pegasus	8500	38	36½	38	+1½
Plains P	1600	22	22	22	+1
QC Exp	1600	130	123	123	—12
Qsino	6000	13	12	12½	+1
Rainier	1000	100	100	100	
Rac Ind	3000	18	18	18	+½
S Scotia	36000	16½	16	16½	+½
Seafort	2000	20	20	20	
Seneca	4900	147	146	147	+1
Sicintin	8000	12	12	12	
Silbak	1000	8	8	8	
Silmil	4166	49	48	48	—2
S Christ	1000	20	20	20	
S Spring	1500	25	25	25	
S Stntrd	10700	63	60	63	—1

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm	ch. Net
Sonic Ry	3500	10	10	10	
Stall Lak	2200	38	38	38	
Stampd	2500	400	390	390	—10
Ta Resc	2000	23	23	23	
Teonsa	25000	7	7	7	
Taseko	5000	8½	8	8	
Teck B	1100	480	470	480	
Thor Ex	11400	105	88	100	+15
Thundr	1500	16½	16½	16½	
Tota Hill	500	15	15	15	+2
Twisty	2000	13	13	13	
Tornon	4500	32	32	32	
Tyee	21500	57	55	57	
UCbrge	5500	43	40	43	
UFC	4000	32	32	32	
U Hme	13700	128	125	125	
Westfd	250	28	28	28	
Vally Cu	1100	655	650	650	
Van Silv	1500	45	45	45	+5
Vntrl	12000	12	10	10	+1
Vestor	5500	43	40	43	—2
Wicom	3500	67	66	67	
W Mines	900	400	390	395	+5
Ykn Rey	3500	24	23	24	+1
Yukn Gd	6000	20	18	20	
Warrants and Rights					
Colt Wt C	9500	8	8	8	+1
INDUSTRIALS					
Al Ven P	100	175	175	175	+5
BBC Un	400	$13⅞	13⅞	13⅞	
Balco	200	425	425	425	
Canfor	800	5¾	5¼	5¾	
Cor Lind	100	475	475	475	+10
Finning	100	$13⅛	13⅛	13⅛	
GN Land	3000	83	78	83	
I Wood	1000	110	110	110	
I Hydro	10000	40	40	40	—1
Infrpub	4500	330	325	325	
Ionarc	2400	11	11	11	
Kaiser	325	$13	13	13	+½
Keg Res	2200	79	79	79	
M B	23266	$21¼	21¼	21¼	
Neonex	100	160	160	160	
New Key	125	115	115	115	
Potter	200	410	410	410	
Reno In	8600	135	120	130	
G Spring	1000	35	35	35	+10
Warde	300	235	225	235	—15
Wooks	300	55	5	55	
VANCOUVER CURB EXCHANGE					
Aaron	2000	91	90	91	+1
Abaca	700	27	27	27	+1
Abella	1000	20	20	20	
Adar	3000	5	5	5	
Arizako	2000	25	25	25	
Arctic	10500	5	5	5	
Ash Res	2200	14	14	14	
Aurus	2000	60	60	60	+2
Avinch	4800	250	242	250	+4
Bch Gld	9600	19	18	19	+1½
Bermist	16000	72	7	7	
Betina	13400	47	45	46	—1
Br Res	2540	35	30	30	—5
Brent	3500	20	20	20	
BPI	6500	43	43	43	
Brn Mns	500	22	22	22	+3
Bur Gld	56000	25	24	24	
C T Exp	4000	95	95	95	+2
Cannon	3500	15	15	15	
Canrex	4000	32	32	32	
Chalm	3495	14	13	13	—1
Cleaver	14000	26½	25	26	—2
Cst Int	500	17	17	17	
Cobre	500	14	14	14	
Corval	1000	11	11	11	
Dall Exp	1500	21	21	21	
Darva R	5000	11	11	11	
Data Sys	1815	19	19	19	
Decade	6000	27	26	27	
Decker	2000	35	25	35	
Drcstr	500	4	4	4	
Dorita	600	5	5	5	
Dual Exp	1500	126	124	126	+1
Dune Mt	5000	55	50	50	—5
Edina	8500	30	26	29	—2
Espina	5000	22	21	21	+1
Gbx Mns	234	42	42	42	
Genitry	44000	44	40	43	+3
Geor	6000	17	16	17	
Geogus	2000	20	20	20	
Gillie Mt	2000	16	16	16	
Gold An	6000	35½	33	33	—4
Gold Vly	6000	6	6	6	
Grn Res	2000	18	18	18	
gren bluf	150000	16½	16½	16½	
Grn Ex	3000	69	69	69	
Grove E	2000	17	16	16	—1

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm	ch. Net
Hesca	23000	36	30	36	+3
High Sly	3000	10	10	10	+1
Hub	22500	28	28	28	
Kndahr	2000	50	47½	50	
Kariba	9000	3½	3½	3½	
Lmans	197500	26½	26	26	
Lion Mn	1000	32	32	32	
Lushe G	2000	20	20	20	
Mace Te	12700	129	115	115	
Mheia M	1000	10	10	10	
Mns Dor	22000	40½	38	39	—1
Minder	12000	42	38	41½	+4½
Nahar R	35500	40	38	38	—1
New Den	3500	4	4	4	
Nomad	62000	12	11	12	+2
Norco	4000	21	20	21	+1
Nu Enrv	1000	42	40	40	—2
Olymp	21000	35	33	35	
Orina	207000	17½	15½	17	+1
Phins Rs	15000	35	34	35	
Phoe Oil	14000	20	20	20	
Premir	15000	18	15	18	
Reco Slv	1000	4	4	4	
Regenc	6000	95	93	95	+3
Rich Int	24500	11½	9	10	—1
Rimrck	2000	49	47	49	+2
Rorrco	10000	47	47	47	+2
Ruskin	3500	94	90	94	+2
Satrn Rs	11250	80	75	80	
Sea Chm	10000	13	13	13	
Secrhit	1500	44	41	44	+3
Stvr Fls	500	35	35	35	+5
Skast	2500	12	12	12	+3
Sothcn	2000	32	32	32	+2
Sov	4000	22	22	22	
Stynro	4200	110	107	110	+2
S S Ice	25000	30	30	30	
Susie Gd	1000	13	13	13	
Swim Lk	500	18	18	18	
Taqus	3500	16	16	16	
Tandm	13000	18	17	18	+3
Torin	2500	35	35	35	
TRV	800	120	110	120	
Vldz Res	10550	100	97	100	
Vanilla	1500	47½	47	47	
Wstley	1000	41	41	41	
TOTAL VOLUME				7,005,942	

ALBERTA

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm	ch. Net
Abacus	450	340	340	340	
Alta Enrgy	300	$12	12	12	
Cairn	3000	40	39	40	+1
Cal West	1000	50	50	50	
Can Obas	6000	230	230	230	—5
Cord	100	$9	9	9	
Czar	1500	$7¾	7½	7¾	+ ¼
Dixie	2000	160	160	160	—5
Duke	1500	55	55	55	—5
Howe Sound	1700	150	150	150	
Jelex	2200	110	105	105	—5
Madison	1500	8	8	8	+3
Mid East	1000	39	39	39	—5
Mongowin	22700	67	64	67	+4
New Gatewy	1000	35	35	35	—5
Nordex	5000	20	20	20	+5
Norwest	5000	50	50	50	+1
Omorthrm	1691	$5	490	5	
Omega	1180	59	59	59	+2
Paramnt Life	600	$4½	6½	6½	—½
Sackville	1000	22	22	22	
Savanna	500	70	70	70	—5
Sparrow	300	106	106	106	
Terra	1400	475	475	475	
Vanguard	6700	295	290	290	—10
Wistler 15199959		74	74	74	+15
Total volume: 1,589,480					

l'or

Le prix de l'once d'or hier à Londres, était coté en dollars américains à $114.25 — à Paris et à Francfort à $115.63 — à Zurich à $115.875 — à Hong Kong à $114.48.

AMÉRICAIN

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm	ch. Net
Abronca I	17	2	2	2	
Alaska Air	2	7	6¾	6¾	—¼
Alleg Air	20	25	4¾	4¾	—¼
Alld Art	50	1	1	1	
A Israel	4	13	2¾	2¾	+⅛
Alyte E	3	19	5	5	
Anthony	4	92	5¾	5¾	+⅛
Aquit Lb	12	2	16¾	16½	
Asamera	8	260	8¾	8¾	+¼
Ashla Oil	7	2	8¼	8¼	—⅛
Austral O	18	75	14¾	13¾	+¼
Auto Rad	2	237	5¾	4	—1⅛
AVEMC	6	17	3¾	3¾	+⅛
Banister	2	2	2¾	2¾	
Barmwl	32	24	9	8¾	— ⅛
Baruch F	11	9	11¾	11¾	
Beverly	12	3	11¾	11¾	
Blymp	21	9	10¾	10½	
Brina	207000	17½	15½	17	+1
Phins Rs	15000	35	34	35	
Phoe Oil	14000	20	20	20	
Premir	15000	18	15	18	
Reco Slv	1000	4	4	4	
Regenc	6000	95	93	95	+3
Rich Int	24500	11½	9	10	—1
Rimrck	2000	49	47	49	+2
Rorrco	10000	47	47	47	+2
Ruskin	3500	94	90	94	+2
Satrn Rs	11250	80	75	80	
Sea Chm	10000	13	13	13	
Secrhit	1500	44	41	44	+3
Stvr Fls	500	35	35	35	+5
Skast	2500	12	12	12	+3
Sothcn	2000	32	32	32	+2
Sov	4000	22	22	22	
Stynro	4200	110	107	110	+2
S S Ice	25000	30	30	30	
Susie Gd	1000	13	13	13	
Swim Lk	500	18	18	18	
Taqus	3500	16	16	16	
Tandm	13000	18	17	18	+3
Torin	2500	35	35	35	
TRV	800	120	110	120	
Vldz Res	10550	100	97	100	
Vanilla	1500	47½	47	47	
Wstley	1000	41	41	41	
TOTAL VOLUME				7,005,942	

l'argent

Les courtiers londoniens ont baissé hier le prix de l'argent de 8.8 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

VENDREDI $4.120

MONTREAL — Handy & Harman a évalué le prix de l'argent canadien à $4.180 l'once de Troyes.

NEW YORK — Handy & Harman a évalué le prix de l'argent américain à $4.18 l'once de Troyes.

les métaux

MARCHE DE LONDRES, PRIX EN STERLING PAR TONNE METRIQUE

PREMETURE

ETAIN (qualité ordinaire)

comptant	4785-4795
à terme	4935-4940
ventes	1,815 tonnes

ETAIN (qualité supérieure)

comptant	4785-4795
à terme	4935-4940
ventes	néant

PLOMB

comptant	281.00-282.00
à terme	292.50-293.50
ventes	2,825 tonnes

ZINC

comptant	382.00-383.00
à terme	399.00-400.00
ventes	2,875 tonnes

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm	ch. Net
Preston	9	3	13¾	13¾	13¾— ⅛
Quebcor	7	7	7	7	— ⅛
Ranger O	47	14	13¾	13½	13½— ⅛
Rath P		2	4	4	+ ⅛
Reeves T		2	2⅛	2⅛	2⅛+ ⅛
Res Cti	13	32	14¾	14¾	
Resort IA	14	265	8¾	8¾	8¾+ ¼
Rest Asc		4	1⅞	1⅞	1⅞+ ⅛
Rexnor		4	1⅞	1⅞	1⅞+ ⅛
Richford		2	1⅞	1⅞	1⅞
Ryan Ho	10	123	18¼	17⅝	17⅝— ⅛
STP Cp	11	23	11½	11⅛	11½+ ⅛
Salem C	4	7	10¾	10½	10½
Scur Rain	11	3	18	17¾	17¾+ ⅛
Shelter R		26	2½	2¾	2¾— ⅛
Solitron		31	2	2	2
Sonder	4	3	11	11	11
Soundun	4	11	18¼	17⅝	18⅛+ ⅛
Susshan		1	3	3	3 — ⅛
Synalov	4	4	4¾	4¾	4¾+ ⅛
Synfuels	10	1965	22¾	21¾	22⅛+ 1⅛
Systm En	350	94	7	6½	7 — ⅛
Tech Tpe		4	3	3	3+ ⅛
Terra C	5	57	10⅛	10⅛	10¼+ ⅛
Texstar	8	5	4¼	4¼	4¼+ ⅛
Total Pet	7	3	5¾	5¾	5¾
Total pf		1	12¾	12¾	12¾— ⅛
Trans Lux		21	3⅛	3⅛	3⅛
Un Asbes	5	2	3¾	3¾	3¾
UnNat C		10	½	½	½
US Filt	7	36	9¼	9½	9½— ⅛
US Nat Rs	5	46	4¾	4¾	4¾+ ⅛
Vernit	7	48	3¾	3¾	3¾— ⅛
Vulc Inc	4	5	8¾	8¾	8¾+ ⅛
Walnut	5	10	5¾	5¾	5¾+ ⅛
Wainoco	9	17	4	4	4
Wang Lb	12	29	14¾	13¾	14 + ⅛
WarC pf		21	5	5	5
Westafs	19	20	9¾	9¾	9¾
W Decalt	12	25	8	8	8
Worx Wr	6	17	10⅜	10⅛	10⅛+ ⅛
Wr Harg	9	17	13-16	⅝	⅝

Total sales: 1,800,000.

marché des options - CHICAGO

Option et prix		Oct	Jan	Avril	Ferm
Alcoa	45	b	4½	b	5⅜
Alcoa	50	2 5-16	⅝	1¾	2 13-16
Alcoa	55	a	2¼	b	5⅜
Alcoa	60	a	15-16	2¼	5⅜
Am Tel	50	10	10¼	b	60
Am Tel	55	5	5⅝	5¾	60
Am Tel	60	1 1-16	1⅝	3	60
Atl R	45	10	11¾	12½	58
Atl R	50	5½	7	8¾	58
Atl R	60	b	1¾	2¾	58
Avon	35	9¼	b	b	45
Avon	40	4¼	b	b	45
Avon	45	1⅝	2¼	4½	45
Bank Am	25	a	⅛	1⅛	24
Bank Am	30	a	⅛	1 2-16	24
Beth S	35	3¼	3¾	4	36¾
Beth S	40	a	1 1-16	1 15-16	36¾
Beth S	45	a	3 1-16	3 15-16	36¾
Bruns	10	5	5¼	b	15¾
Bruns	15	5 1-16	a	2	15¾
Brunsk	20	a	5	5⅛	15¾
Burl N	35	4¾	5 1-16	5¾	34¾
Burl N	40	1 1-16	2¾	3½	34¾
Burl N	45	a	a	1⅝	34¾
Burl N	50	a	1	1 3-16	34¾
Chrysl	30	1 1-16	1 15-16	2 15-16	30
Chrysl	35	3¾	4¼	5¼	30
Chrysl	40	a	1¼	2	30
Delta	35	3¾	4¾	5¾	37¾
Delta	40	a	1¼	2¾	37¾
Delta	45	a	⅝	1⅝	37¾
Dow Ch	40	b	3¼	4¾	40¾
Dow Ch	45	a	a	2¾	40¾
Dow Ch	50	a	a	1	40¾
Eas Kd	90	1 1-16	3	5	86
Eas Kd	100	1¼	a	2¼	86
Eas Kd	110	a	a	1	86
Exxon	45	a	3¼	b	53
Exxon	50	3	4¼	5¾	53
Exxon	55	a	1¼	2 1-16	53
Exxon	60	a	⅝	1	53
F N M	15	1 3-16	1 3-16	1 5-16	15
F N M	20	a	a	3 1-16	15¼
Fluor	30	a	2¼	b	36
Fluor	35	1¼	3¼	4¾	36
Fluor	40	a	1¼	2¾	36
Fluor	45	a	⅝	1⅝	36
Ford	45	10¼	b	b	55¾
Ford	50	5¼	6	7¾	55¾
Ford	60	a	1¾	2¾	55¾
Gen El	55	5 1-16	2¼	4	50½
Gen El	55	a	15-16	1¾	50½
Gen El	60	a	a	1	50½
G M	60	10¼	10½	11¾	70¼
G M	70	9⅜	3¼	4¾	70¼
G M	80	a	a	1¼	70¼
Gf Wst	15	5	5¼	a	19¼
Gf Wst	20	1 1-16	1¼	1¾	19¼
Gf Wn	15	⅛	1¼	2¼	16¾
Gf Wn	20	a	5 1-16	¾	16¾
GfWn O	15	a	b	b	16¾
GfWn O	20	a	5 1-16	b	16¾
Halbtn	40¾	1¾	b	b	64½
Halbtn	50	15⅛	a	b	64½
Halbtn	53¾	11⅝	b	b	64½
Halbtn	55	b	10½	b	64½
Halbtn	56¾	7¾	b	b	64½
Halbtn	60	4¾	7¼	a	64½
Halbtn	70	a	2	3	64½
Homstk	25	b	6¼	7	31
Homstk	30	1	2 1-16	3¼	31
Homstk	35	a	15-16	1 1-16	31
Homstk	40	a	a	1 1-16	31
I N A	40	2¾	4½	5	42¾
I N A	45	a	1¼	2¾	42¾
I B M	220	44½	a	b	263
I B M	240	24¾	30½	b	263
I B M	260	4½	15¾	21¾	263
I B M	280	1-16	5¾	11¾	263
In Har	20	7	3¼	b	27¾
In Har	25	2¾	3¼	3¾	27¾
In Har	30	a	⅛	1 1-16	27¾
In Min	40	2 3-16	a	a	37¾
In Min	45	a	⅛	1 5-16	37¾
In Pap	60	6¼	a	8	67¾
In Pap	70	1-16	1 3-16	3½	67¾
In Pap	80	a	⅛	b	67¾
I T T	20	10	b	b	30¾
I T T	25	5¼	5½	5¾	30¾
I T T	30	3-16	1¼	2 5-16	30¾
I T T	35	b	⅛	13-16	30¾
John J	40	8½	b	10½	88
John J	90	1-16	3¼	4¾	88
John J	100	a	a	1½	88
Kenn C	30	3¼	2¾	3¼	29¾
Kenn C	35	a	11-16	1¼	29¾
Kerr M	60	11¾	12¾	b	71½

Option et prix		Oct	Jan	Avril	Ferm
Kerr M	70	1½	4¼	6½	71½
Kerr M	80	a	1⅛	2 13-16	71½
Krenge	35	8¾	b	b	38¾
Krenge	35	3¾	5¼	5¾	38¾
Krenge	40	1⅛	1¾	2¾	38¾
Lowes	20	5¾	b	b	25½
Lowes	25	a	2	2¾	25½
Lowes	30	1⅛	¾	15-16	25½
Mc Don	30	5	5¼	b	52½
Mc Don	40	1⅛	1⅝	2¼	52½
Mc Don	45	1⅛	a	b	52½
Merck	45	15¾	b	b	75½
Merck	50	4¼	b	b	75½
Merck	60	a	1¼	3¼	75½
M M M	80	10¾	11	b	100
M M M	90	a	⅛	1	100
M M M	100	a	a	⅛	100
Monsan	80	⅝	4¼	4¾	80¼
Monsan	90	1⅛	1	2¼	80¼
Monsan	100	a	1⅛	b	80¼
Mntgm	25	6½	a	b	34¾
Mntgm	30	3¾	5¼	6½	34¾
Mntgm	35	1⅛	2 7-16	3¾	34¾
Mntgm	40	a	a	1¼	34¾
Nw Air	25	2¾	3¾	4¾	27¾
Nw Air	30	a	a	2¼	27¾
Nw Air	35	a	⅛	13-16	27¾
Penniz	20	8¾	b	b	29¾
Penniz	25	4¼	b	b	29¾
Penniz	30	1⅛	1¾	2 11-16	29¾
Penniz	35	3¾	4¾	5¾	29¾
Pepsi	80	12¾	a	a	82¼
Pepsi	90	2	4¼	a	82¼
Pepsi	90	b	1¼	a	82¼
Polar	35	10	10¾	b	36¾
Polar	35	5¼	6½	7¾	39¾
Polar	40	1⅛	2¼	4¼	39¾
Rynlds	60	3½	4¼	5	59¾
Rynlds	70	1⅛	2¼	4¼	59¾
Slumb	80	7½	8¾	10¾	97¼
Slumb	90	2¾	4¾	6¾	97¼
Slumb	100	1⅛	2¼	3¾	97¼
Sperry	45	1⅛	2 9-16	3¼	44¾
Sperry	50	a	a	1	44¾
SynCoe	25	1⅛	1¾	b	b
SynCoe	30	1⅛	1¾	b	b
SynCoe	35	1⅛	a	b	b
Synfex	20	3¾	a	b	22¾
Synfex	25	1⅛	1¾	2¾	22¾
Synfex	30	a	5⅛	13-16	22¾
Texaco	15	8	8¼	b	22¾
Texaco	20	1⅛	1¾	2¾	22¾
Texaco	25	a	⅛	1	22¾
Upjohn	35	5¼	a	b	43¾
Upjohn	40	1⅛	1¾	b	43¾
Upjohn	45	1⅛	a	b	43¾
Weyerh	40	2¼	3¼	4½	42¾
Weyerh	45	a	1¼	2	42¾
Weyerh	50	a	a	1	42¾
Xerox	50	10¼	11¾	b	60
Xerox	60	a	a	5¼	60
Xerox	70	a	a	2	60

Halbtn		Nov	Feb	May
A E P	20	3½	3	a	23¼
A E P	25	1⅛	a	a

Frappier & Holland perd son permis de courtier

par Laurier CLOUTIER

La Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) a décidé de révoquer le permis d'agent de change de la maison de courtage montréalaise Frappier & Holland Inc. à la suite d'une audience portant sur 13 allégations d'infractions à la Loi des valeurs mobilières, aux règlements et aux énoncés de politique.

La révocation ne prendra toutefois effet que lorsque le directeur de l'enregistrement de la CVMQ, M. Roland Daviault, se sera assuré qu'on a pris les mesures nécessaires pour protéger les clients et leur remettre argent et valeurs.

D'ici là, la Commission suspend immédiatement l'enregistrement de Frappier & Holland "sous réserve des opérations nécessaires pour compléter la liquidation ordonnée des comptes des clients".

Dans sa prise de position de 17 pages, la CVMQ rappelle les principaux aspects de l'audience de quatre jours au cours de laquelle on a produit des centaines de pages de documentation.

En bref, "bon nombre d'infractions reprochées à la maison de courtage résultent de la mauvaise administration du système de transactions multiples dans des fonds mutuels", déclare la CVMQ.

Depuis sa fondation il y a huit ans, Frappier & Holland a toujours concentré ses activités sur les transactions dans les fonds mutuels. Elle dénombre 1,200 comptes de clients, dont 800 sont discrétionnaires.

Comme l'achat de fonds mutuels motive une commission pouvant atteindre jusqu'à 9 pour cent lors d'une petite commande, la maison de courtage achetait en grande quantité et obtenait une réduction substantielle de frais d'acquisition. Par la suite, elle distribuait les valeurs dans les comptes, discrétionnaires et sur marge, de ses clients qui bénéficiaient ainsi de frais d'acquisition réduits à 2 pour cent. Mais de telles transactions nécessitent de 100 à 400 clients et une administration très soignée.

Incompétence

Or, justement, les dirigeants de la maison de courtage ont fait preuve d'incompétence, ce qui s'est révélé la principale cause des infractions reprochées, selon la CVMQ.

Par exemple, Frappier Holland, lors de quatre vérifications, n'avait pas séparé de ses valeurs une partie de celles appartenant à des clients.

La tenue des registres a également révélé des failles au niveau de l'ouverture des comptes et de la règle "connaître son client".

La maison de courtage ne remettait pas en outre régulièrement à ses clients de prospectus et de confirmation de transactions lors d'achat de fonds mutuels.

D'octobre 1975 à juin 1976, la firme a aussi utilisé à plusieurs reprises les services d'un vendeur ne détenant un permis que pour un emploi chez un autre courtier.

Traitements préférentiels

La gestion des comptes des clients, "le noeud du problème", montre des traitements préférentiels, des opérations en compensation ("cadeaux" ou "free rides"), des transactions sur marge et une administration discrétionnaires sans l'autorisation de clients, etc.

Frappier & Holland a admis plusieurs infractions lors de l'audience, mais elle a souligné leur caractère technique.

Mais la Commission en vient à la conclusion que c'est l'ensemble des irrégularités qui provoque la gravité de la situation, d'autant plus que des amendes de la Bourse de Montréal il y a deux ans à la suite d'infractions similaires n'ont pas suffi pour rétablir la situation.

COSE

Julien Boucher

M. Jean Champagne, Président du COSE est heureux d'annoncer la nomination de M. Julien Boucher au poste de Directeur Général. M. Boucher a agi comme conseiller en formation auprès de plusieurs services en génie industriel dans le secteur privé, public et para-public. Il fut Président du Comité Paritaire Provincial des Heures de Travail dans le milieu hospitalier, conférencier et professeur à temps partiel pour le département de génie industriel à l'École Polytechnique de Montréal. Il est membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec.

Hausse de 10% des commandes manufacturières

LES MANUFACTURIERS canadiens ont reçu $8.67 milliards en nouvelles commandes en août, une augmentation de 10.3 pour cent par rapport à août 1975, indique Statistique Canada.

Les commandes de biens durables ont atteint $4.22 milliards en août, une augmentation de 22 pour cent par rapport au mois précédent. Cette augmentation est partiellement attribuée à une reprise de l'activité dans l'industrie automobile.

Par contre, les commandes de biens non durables n'ont augmenté que de 1.1 pour cent en un mois pour atteindre $4.45 milliards.

Les livraisons des manufacturiers ont été de $8.63 milliards, une augmentation de 7.9 pour cent, grâce à une augmentation de 17.3 pour cent des livraisons de biens durables.

marché des options–MONTRÉAL

par la Presse Canadienne

Prix de clôture de toutes les options. L'unité de vente est de 100 actions. La désignation du titre s'accompagne de son prix de l'exercice. Les cotes sont indiquées en cents sauf celles précédées du signe $.

option et prix	vol.	dem.	offre	dern. trans.	fer.
Alcan Feb 25	3	120	145	120	24
Alcan May 22½	2	$3¼	3⅜	3⅜	24
Bell Can May 45	23	$5⅛	5¼	5⅛	49½
Bell Can May 50	4	185	200	195	49½
Brscn Nov 12½	1	—	5	5	10¼
Brascn Feb 10	2	90	115	110	10¼
Brascn Feb 12½	1	15	25	20	10¼
CP Ltd Feb 15	3	$2¼	2½	2½	16½
CP Ltd Feb 17½	2	60	75	75	16½
CP Ltd May 17½	8	100	125	125	16½
Gulf Can Nov 25	2	75	100	40	24½
Gulf Can Feb 25	2	175	200	200	24½
Imp O Nov 25	6	—	5	5	20
Imp O Feb 22½	1	90	100	85	20
Imp O May 22½	3	135	150	140	20
Inco Nov 30	11	100	115	120	29¾
Inco Feb 32½	2	100	115	115	29¾
Inco Feb 35	3	35	55	50	29¾
Inco May 30	7	$2⅞	3¼	3⅛	29¾
IntPipe Feb 15	5	65	90	75	14¾
Int Pipe May 15	3	115	140	125	14¾
Mac Bl Feb 22½	1	125	150	125	21½
Mass F Nov 22½	5	50	75	60	21⅞
Mass F May 25	2	145	160	140	21⅞
Moore Feb 35	3	90	115	105	32
PacPet Feb 27½	5	75	100	90	25
Shell Nov 17½	1	5	10	10	14¼
Shell May 15	3	140	170	150	14¼

Total volume: 114
Open interest: 8,876

OPEN INTEREST: Total des contrats achetés mais non fermés ou liquidés.

INDICES CRANG & OSTIGUY

Indices des options: 45.48 + 0.27
Indices des valeurs sous-jacentes: 102.19 + 0.52

le dollar

MONTRÉAL — Le dollar américain par rapport à la devise canadienne était en baisse hier de 9-25 à $0.9726 et la livre sterling en hausse de 1-13-100 à $1.6067.

NEW YORK — Le dollar canadien par rapport à la devise américaine était en hausse de 9-100 à $1.0282 et la livre sterling de 1-3-100 à $1.6520.

GARDEZ CE NUMÉRO À VOTRE PORTÉE. IL VOUS SERA UTILE. LES PETITES ANNONCES 285-7111

les obligations PAR ACCOVAM

GOUV. DU CANADA

				Offre	Dem.
	7	1er Déc.	1976	99¾	99¾
(a)	9	1er Fév.	1977	102¾	102¾
	7	1er Juil.	1977	98¾	99¼
(b)	9	1er Fév.	1978	101¾	102
(c)	9¼	1er Avril	1978	103	103⅜
	8¾	15 Déc.	1978	100	100⅜
	9	1er Oct.	1979	87	87½
(d)	7½	1er Oct.	1979	97¾	98¼
(e)	9	1er Oct.	1980	103	103¼
	8¾	1er Juin	1981	99¾	100¼
	8	1er Fév.	1981	99¾	100
	4½	1er Sept.	1983	79	79½
	3	15 Sept (rel-p)	1996	46	48
	9½	15 Juin	1994	100½	101
	10	1er Oct.	1995	103¾	104¼
	9½	1er Oct.	2001	101¼	101½

A. Echangeables pour des obligations de 9¼ p.c. du 1er Fév. 1982
B. Echangeables pour des obligations de 9 p.c. du 1er Fév. 1980
C. Echangeables pour des obligations de 9½ p.c. du 1er Oct. 1984
D. Echangeables pour des obligations de 8½ p.c. du 1er Oct. 1984
E. Echangeables pour des obligations de 9½ p.c. du 1er Oct. 1985

PROVINCIALES

				Offre	Dem.
(A)	BC Hyd 10 Oct.	15 Oct.	2000	102¾	103¼
	BC Hyd 8	12 Jan.	1982	97¼	98¼
	Manitoba 9	5 Déc.	1981	98¼	98¼
	Manitoba 10	5 Déc.	1999	99¼	100¼
	NB El 9	15 Mai	1981	98¼	99¼
	NB El 10¼	15 Mai	1995	101¼	102¼
(b)	NFLD 10½	15 Oct.	1996	104¼	105¼
	N Lab 10¼	15 Déc.	1995	101¼	101¼
	Ont Hyd 10	30 Oct.	1986	103¼	104¼
	Ont Hyd 10	29 Jan.	2001	101¼	102¼
(c)	Pr Que 9¼	10 Nov.	2000	102¼	102¼
	Pr Que 10½	4 Sept.	1999	100¼	100¼
	Pr Que 10	4 Mai	2001	100¼	100¼
	Pr Que 10	19 Nov.	1995	99¼	99¼
	Pr Sask 9	2 Déc.	1981	98¼	98¼
(d)	Pr Sask 9¼	1 Nov.	2000	102¼	102¼
	Pr Sask 10	1 Avril	2001	101¼	101½
(E)	Pr Ont 8	1 Juil.	1998	98¼	99¼
(f)	Pr Ont 10	10 Déc.	1982	104¼	104¼
(g)	Pr Ont 9½	22 Mars	1998	101¼	102¼

A. Rachetable en 1983
B. Rachetable en 1981
C. Rachetable en 1983
D. Rachetable en 1983
E. Echangeables pour des obligations de 9½ du 1er Juillet 1983
F. Echangeables pour des obligations de 9½ du 10 Déc. 2000

SERVICES PUBLICS

			Offre	Dem.
Alta Gas 11¼	9 août	1985	105	106
Bell 9¼	1 Avril	1995	98¼	98¾
B C Tel 10¼	1 Avril	1995	99½	100
MAR. Tel 11	15 Juin	1996	103	103¾
Nor Cont 9¼	15 Jan.	1990	92	94
Tr On Pl 11¼	20 Jan.	1995	105¼	105¾

INDUSTRIELLES

			Offre	Dem.
Mcan 10¼	15 Nov.	1994	102	102¾
B de Mtl 10¼	1 Août	1980	102	103
(a) CIBC 9¼	2 Jan.	1995	101¼	102
Dofasco 10¼	15 Mai	1995	104	104½
Dofasco 10¼	15 Mai	1986	101½	102
Imp. Oil 9¼	15 Fév.	1995	98¼	97¾
(b) B Royale 10	2 Déc.	1994	102¼	102
Stelco 9¼	1 Avril	1995	97¼	98¼
(c) Steinberg 10¼	15 Déc.	1994	101	102
Seagrams 9¼	1 Juin	1980	100	100½
Seagrams 10¼	1 Juin	1995	104¼	104¾
(d) B Tor Dom 7¼	1 Avril	1993	104¼	104¾
IPL 10¼	2 Fév.	1996	103¼	104¼
Un Car. 10¼	15 Juin	1995	102½	103

A. Echangeables pour des obligations de 9¼ du 2 Jan. 1985
B. Echangeables pour des obligations de 10¼ du 1 Déc. 1984
C. Echangeables pour des obligations de 10¼ du 15 Déc. 1984
D. Echangeables pour des obligations de 7¾ du 1er Avril 1979

CONVERTIBLES

			Offre	Dem.
Alta Gas 7¾	1 Fév.	1990	133	138
Ashlands 5	15 Jan.	1993	67	69
Dom. T. 5¾	15 Oct.	1992	76	78
Hud Bay 6	15 Juil.	1983	77	79
IAC 9¼	15 Juil.	1994	101	104
Moore C.6	15 Avril	1994	73	75
Pacific PS	1 Mai	1992	77	79
Westcst 5¾	1 Avril	1988	85	87
Labatt 9¼	1 Juin	1995	103	104
T Met 8¼	15 Mars	1994	83	85

dividendes

	TAUX		PAIEMENT	ENREG.
Arkansas Louisiana Gas Co.	0.45	trim.	15-12-76	24-11-76
Ford Motor Co	0.80	trim.	01-12-76	01-11-76
PPG Industries	0.55	trim.	10-12-76	05-11-76
Teledyne Canada	0.10	trim.	31-12-76	12-11-76
Lynch Communications	0.07½	trim.	15-11-76	02-11-76
Td Realty Investment	0.63	trim.	09-11-76	26-10-76
Banner Industries	0.04	sem. ann.	01-12-76	01-11-76
Sherwin-Williams (cr)	$1.75	trim.	01-01-77	03-12-76
Crush International	0.09	trim.	02-11-76	26-10-76
Ontario Trust	0.05	ann.	22-11-76	15-11-76
Orlando Corp	0.54	trim.	10-11-76	01-11-76
J.M. Smucker Co	0.22½	trim.	26-11-76	12-11-76
UOP Inc.	0.12½	trim.	10-12-76	19-11-76
Vesco Industries Inc.	0.08	trim.	12-11-76	03-11-76
Ferro Corp.	0.31¼	trim.	10-12-76	15-11-76
Union Carbide	0.22½	trim.	01-12-76	10-11-76

Pour être quand même heureux de la vente d'un objet que vous aimez
LES PETITES ANNONCES
285-7111

Vous avez besoin de personnel cadre?

Nous avons au Cojo le cadre que vous cherchez!

Administrateurs
Administrateurs en hôtellerie
Administrateurs de loisirs
Administrateurs sportifs
Agents de formation
Agents d'information
Agents de promotion
Agents de relations publiques
Analystes en méthodes et procedures
Avocats
Chefs de bureau
Designers
Directeurs sportifs
Graphistes
Photographe
Professeurs
Rédacteurs
Specialistes en alimentation
Spécialistes en audio-visuel
Specialistes en marketing
Specialistes en personnel
Specialistes en telecommunications
Traducteurs

Nous avons fait les jeux. Ça, ça compte!

Renseignements: Le Comité de placement des employés du Cojo 155, est, rue Notre-Dame Montréal, (Québec) tél.: (514) 286-3367

Crédit Foncier
Fondé en 1880
Actif supérieur à $800 millions
Obligations de 5 ans
Minimum $500
10%
Intérêts payés semi-annuellement mensuellement (Minimum $5000) ou composés et payés à échéance
10¼%
Intérêts payés annuellement
Montréal: 612, rue St-Jacques (514) 845-7111 (Mme M. Marcotte)
Québec: 1135, Chemin St-Louis (418) 681-0277 (M. B. Arguin)
Ottawa: 170, rue Metcalfe (613) 238-6084 (M. B. W. Camoberi)
Frais virés acceptés
Halifax, Montreal, Quebec, Ottawa, Toronto, London, Winnipeg, Regina, Saskatoon, Edmonton, Calgary, Vernon, White Rock, Vancouver, Victoria
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Membre de la Société d'Assurance-dépôts du Canada

CAISSES ENREGISTREUSES. électroniques

12 COL. CR. EN ROUGE
SERRURE DE CONTRÔLE POUR G.T.
$459
270-1141
SANYO
CANADA DACTYLOGRAPHE INC.
7035, AV. DU PARC Montréal
STATIONNEMENT GRATUIT

Galerie du Cuivre

Aubaines fantastiques
Splendides créations originales en cuivre jaune véritable faites à la main, dessinées et vendues exclusivement par
LA GALERIE DU CUIVRE
30 MODÈLES EXPOSÉS
EVENTAIL COMPLET DE TABLES ET D'ÉTAGÈRES
PENSEZ MAINTENANT À NOEL
1462, CRESCENT (près de Sainte-Catherine)
844-8414

ÉDIFICE LE D'ASSIGNY
BUREAUX À LOUER
OCCUPATION IMMEDIATE
Superficie 650 pi. car., 8750 pi. ca. Immeuble neuf situé au Metro Longueuil. Excellente occasion pour professionnel et clinique. Succursale pour la Rive sud.
Prix compétitif incluant:
• taxes d'eau
• air climatisé
• et l'électricité.
110 De La Barre, Longueuil
Téléphonez entre 9h et 5h du lundi au vendredi.
866-4684
R. Ouimet
Courtiers protégés

COMMENÇANT AUJOURD'HUI
CHERCHEZ-VOUS UNE POSSIBILITÉ D'AFFAIRES ?
N'en faites rien avant d'étudier toutes les possibilités de posséder votre propre commmerce à l'Exposition du Québec, "Own your own business".
Rencontrez des représentants des compagnies nationales — concessionnaires, distributeurs, fabricants — aucune obligation. Temps plein ou partiel. Un nouvel avenir pourrait s'ouvrir devant vous à l'occasion de
L'Expo "Partir en affaires"
17 - 18 - 19 OCTOBRE
HÔTEL MÉRIDIEN (Place Desjardins) Grand salon B
Ouverture: Midi à 21 h — midi à 19 h (dimanche)
OUVERT AU PUBLIC — ENTRÉE $2.50
B.S.C. PRODUCTIONS
6, Caulfield Road, Rexdale, Ontario (416) 745-1993
(Épargnez 50¢ avec cette annonce)

CONDOMINIUMS

bahamas $12,500+
floride $30,500+
st. lucia $29,500+
VACANCES ! INVESTISSEMENT
PROFITEZ DU SOLEIL DU SUD
POUR VOS LOISIRS
Possedez votre condominium, seul ou avec des amis. Condominiums entièrement meublés, air climatisé et piscine. Excellents sites sur ou près des plages et terrains de golf.
AVEC FINANCEMENT DISPONIBLE
UN INVESTISSEMENT AVEC UN EXCELLENT POTENTIEL DE CROISSANCE.
DES ROSIERS
A. GASCON
281-1515

banque provinciale

DIVIDENDE RÉGULIER

AVIS est par les présentes donné que le Conseil d'administration de La Banque Provinciale du Canada a déclaré un dividende de vingt-cinq cents par action sur le capital-actions versé de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 octobre 1976.

Ce dividende, portant le numéro 315, sera payable au bureau principal et à toute succursale de la Banque, le ou après le 1er novembre 1976, aux actionnaires inscrits dans les registres de la Banque au 30 septembre 1976, à la fermeture des guichets.

Par ordre du Conseil d'administration,
Le Secrétaire général
R. COUSINEAU

Montréal, le 15 septembre 1976

Mirabel

Le programme de licences commerciales de l'aéroport international de Montréal (Mirabel).

Une occasion pour les maisons d'affaires de profiter d'un marché captif.

AVIS

Transport Canada est propriétaire de tous les droits de reproduction de l'emblème illustré ci-dessus. Ce ministère possède aussi d'autres droits licenciables pour des programmes de licences commerciales, en ce qui a trait à l'aéroport international de Montréal (Mirabel).

On a pris toutes les mesures de protection qu'assurent les lois sur les marques de commerce.

Ceci est un avis que l'utilisation sous une forme quelconque du nouvel emblème illustré ci-dessus, ou de tout autre droit licenciable de Mirabel, protégé par la loi, est interdite sans l'autorisation écrite de Transport Canada.

RENSEIGNEMENTS

Pour de plus amples renseignements au sujet des occasions offertes aux manufacturiers et maisons d'affaires par le programme de droits licenciables du nouvel aéroport international de Montréal (Mirabel), écrivez à l'adresse suivante:

Le programme de licences MIRABEL,
a/s Les Innovations Universelles Ltée
1110 ouest, rue Sherbrooke
Montréal, Québec
H3A 1G8

© 1974 Transport Canada

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

Forget prône un retour à la négociation locale chapeautée par un "contrat social"

par Nicole BEAUCHAMP

Le ministre des Affaires sociales, M. Claude Forget, a annoncé hier sa ferme intention de chambarder le régime actuel des négociations collectives dans le secteur para-public, sans abolir le droit de grève. En peu de mots, M. Forget prône un retour aux conventions collectives négociées localement, sans la participation de l'Etat, mais englobées par un "contrat social" entre le gouvernement et les centrales syndicales.

Dans un climat on ne peut plus pré-électoral, M. Forget a somme toute embouché la trompette derrière le thème que se propose de cabaler le Parti libéral aux prochaines élections, soit les relations de travail dans les secteurs public et para-public. Le ton ne trompait pas: "Ces propositions méritent-elles d'être retenues? C'est ce que les prochains mois nous permettront de découvrir. Ce régime a trop duré'", a insinué le ministre Forget.

D'ailleurs, le ministre Forget, loin de se lancer dans une diatribe contre les syndicats, s'est plutôt appliqué à brosser l'évolution des relations de travail entre l'Etat et ses employés depuis 10 ans au Québec, pour mieux annoncer la nouvelle ère libérale du "contrat social".

"Après avoir un temps prétendu que la Reine ne négocie pas avec ses sujets, le gouvernement du Québec a finalement accepté la syndicalisation des secteurs public et para-public. Plus tard, il fut question de politique salariale non négociable déterminée unilatéralement par l'Etat et à l'intérieur de laquelle la négociation devait se dérouler."

Tournant ainsi la page sur les récentes négociations avec le Front commun inter-syndical, M. Forget a annoncé dans un même souffle: "Le temps est venu de dire que non seulement la Reine négocie avec ses sujets, mais qu'elle négocie sans réserve. Le pas suivant c'est de comprendre qu'un contrat négocié avec la Reine est plutôt un contrat social."

En pratique, ça veut dire que M. Forget propose de remplacer les bases du régime actuel de négociations des conventions collectives. Ces bases reposent sur deux éléments que le ministre rejette, à savoir: l'absence d'une différence essentielle entre le secteur para-public et le secteur privé, et la séparation entre les clauses normatives et les clauses salariales dans le déroulement des négociations.

Cette séparation s'est traduite jusqu'à maintenant par des paliers de négociation distincts: tables sectorielle ou provinciale où l'on discute des clauses salariales, et un palier "théoriquement" local où l'on discute des clauses normatives.

M. Forget préconise d'abandonner la séparation des tables de négociation, parce que: "Les prétendues clauses normatives (libérations syndicales, charge de travail, congrès, etc.) ne sont pas essentiellement différentes des clauses salariales."

"Qui plus est, a poursuivi le ministre, il existe à chaque négociation, et des deux côtés de la table des négociations, un désir d'échanger des modifications normatives pour des modifications salariales compensatoires."

Partant de là, le ministre favorise un nouveau régime de négociation, lui aussi à deux paliers. D'abord, les centrales syndicales négocieraient "directement" avec le gouvernement le fameux "contrat social". C'est-à-dire que cette négociation déterminerait des grandes lignes, des "paramètres" tels l'accroissement de la masse salariale, le niveau moyen de rémunération dans le secteur des Affaires sociales par exemple, comparativement à d'autres secteurs de l'économie nationale, le taux anticipé de la hausse des prix, etc.

Ensuite, les syndicats et les administrateurs des établissements négocieraient, sans la participation de l'Etat, les contrats collectifs au niveau local.

"Dans le cadre créé par un contrat social, ne peut-on envisager une négociation complètement décentralisé des conventions collectives, a suggéré M. Forget. Nous retournerions ainsi au niveau local la conclusion de contrats collectifs qui pourraient s'ajuster aux diverses préférences et servir à régler les problèmes et les griefs qui se trouvent plus, dans le contexte centralisé d'aujourd'hui, de réponse acceptable."

En d'autres termes, on éliminerait des structures intermédiaires comme celle du Comité patronal de négociation des affaires sociales qui regroupait cette année plusieurs associations en plus du représentant du ministère des Affaires sociales.

Aux yeux de M. Forget, ce régime proposé ferait d'une pierre deux coups. D'une part, il empêcherait des conflits isolés de se généraliser au point de priver le public de services. D'autre part, il inciterait les parties locales en présence à recourir à l'arbitrage en se référant au "contrat social", plutôt que de recourir à la grève et au lock-out.

Fort de ces deux arguments, le ministre n'a cependant pas omis de courtiser... les électeurs: "Il est évident qu'une partie de l'opinion publique fortement majoritaire souhaite qu'il n'y ait plus de grève dans le secteur des Affaires sociales. Je souscris entièrement à cette position. Toutefois, le plus sûr moyen d'arriver à ce résultat ne consiste pas à abolir le droit de grève."

M. Forget a tout de go invité les associations d'établissements (hôpitaux, CLSC, centres d'accueil, centre de services sociaux) à retrousser leurs manches de concert avec les cadres du secteur pour qu'ils décrivent en vue de la prochaine négociation "de façon précise en quoi les modifications suggérées peuvent améliorer le fonctionnemest des services". Le ministre a même fixé au 30 juin 1977 l'échéance d'un tel travail.

"En effet, les objectifs de la négociation doivent être partagés avec l'ensemble de la population qui en fait les frais d'une façon ou d'une autre", a enchaîné le ministre Forget comme satisfaits des sondages plutôt qu'aux directeurs généraux des services sociaux et de santé devant qui il parlait...

Fermeture des urgences: les hôpitaux responsables

Ce sont les politiques d'admissions des hôpitaux qui sont à l'origine, principalement, de la fermeture des salles d'urgence de nos hôpitaux.

C'est ce qu'a soutenu, avant-hier, le ministre des Affaires Sociales, M. Claude Forget, au cours d'une conférence de presse convoquée pour faire le point sur la situation qui prévaut à Montréal et qu'il qualifie de grave.

Les hôpitaux, pour légitimer ces fermetures (quotidiennes dans une douzaine de grands hôpitaux), invoquent les lits occupés, en trop grand nombre, par des malades chroniques. Quant aux hôpitaux d'enseignement, ils affirment qu'il est impossible de concilier les besoins de l'urgence et ceux de l'enseignement.

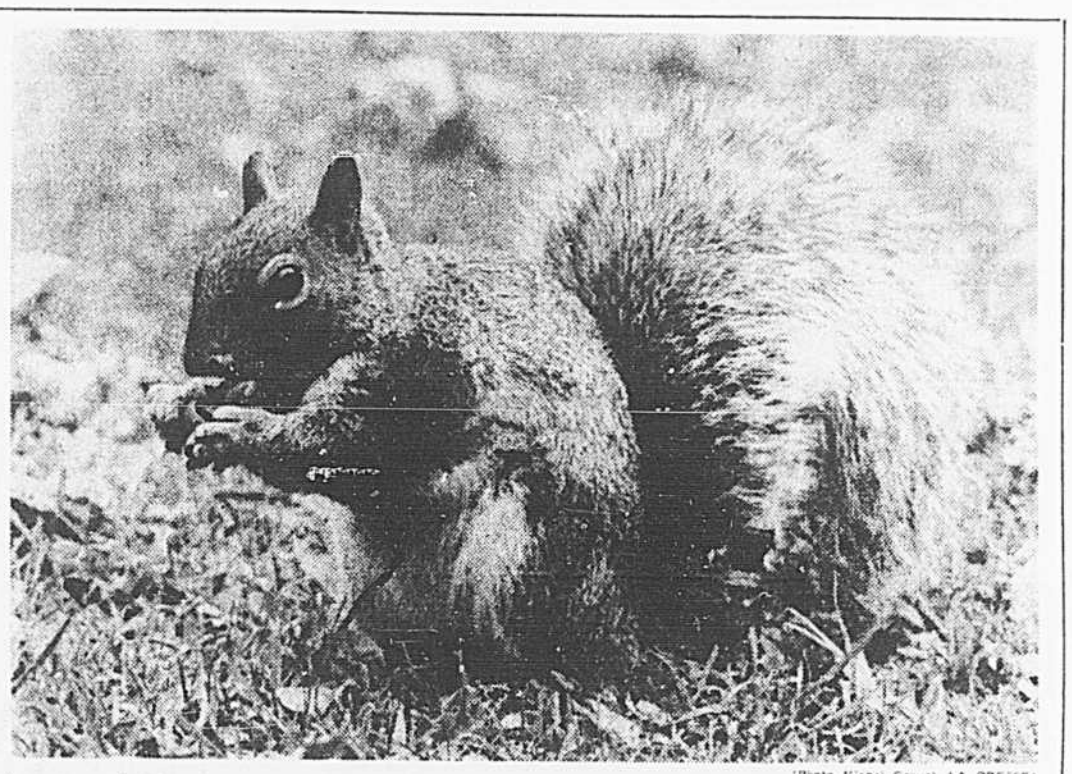
Le ministre récuse ces deux explications. Selon M. Forget, les malades admis pour des soins prolongés dans des hôpitaux généraux ne sont pas aussi nombreux qu'on le prétend. Quant à l'opposition qui existerait entre l'enseignement et l'urgence, M. Forget dit qu'il s'agit là d'un sophisme.

La situation, loin d'être réglée par la création d'un centre de répartition des ambulances, est devenue plus critique. S'appuyant sur une étude faite par le Conseil de la Santé et des Services sociaux du Montréal métropolitain (CSSS-MM), M. Forget a déclaré que le problème réside du côté des politiques d'admissions de chaque établissement.

M. Forget a également relevé une lacune dans l'organisation des hôpitaux: le fait qu'il n'y a personne autorisée à prendre des décisions quant à l'admission des malades, à la salle d'urgence. Cette personne devrait avoir l'autorité suffisante pour procéder aux admissions et pour obliger les différents départements à recevoir les malades requérant une hospitalisation. Le ministre a même parlé de la nomination d'un "tsar" à l'admission.

M. Forget a convoqué une rencontre des hôpitaux qui aura lieu la semaine prochaine et à laquelle des représentants de son ministère participeront.

Le ministre refuse de voir, dans la fermeture des salles d'urgence, un complot des hôpitaux afin de créer artificiellement une telle situation, dans le but de faire pression sur le ministère pour reprendre le leadership administratif.



(Photo Michel Gravel, LA PRESSE)

Long hiver...

La coutume veut que si l'écureuil fait fôt ses provisions pour les temps froids, c'est que l'hiver sera long. A nous de nous préparer en conséquence car si on observe dans les parcs de son quartier, on voit déjà l'écureuil qui a commencé son magasinage.

Manifestation violente
Policiers et syndicats s'accusent

DRUMMONDVILLE (PC) — Police et syndicat s'accusent mutuellement d'avoir provoqué l'incident au cours duquel une escouade anti-émeute a fait usage hier de gaz lacrymogène contre le piquet de grève installé devant l'usine de la société Celanese Canada de Drummondville.

Un porte-parole syndical adateagorwaeles autorités municipales avaient promis de procéder à une enquête à la suite des plaintes d posées par le syndicat à l'effet que le gaz utilisé était "extrêmement dangereux".

Le chef de police Yves Pouliot a déclaré pour sa part que son escouade de 25 hommes avait fait usage de gaz et tiré un coup de feu d'avertissement contre les 300 travailleurs du piquet de grève lorsqu'un groupe d'entre eux a "chargé la police".

Les travailleurs, en lock-out depuis le 26 avril, avaient bloqué l'entrée de l'usine à l'aide de voitures, empêchant ainsi les agents de police d'escorter comme d'ordinaire les gardes de sécurité à l'intérieur de l'usine, a-t-il indiqué.

Le porte-parole syndical, M. Guy Ferland, a démenti catégoriquement que les travailleurs aient provoqué la police d'une façon ou d'une autre, disant que la violence a éclat lorsque des membres de l'escouade anti-émeute ont commencé à "bousculer les piquets de grève et à les grapper à l'aide de leurs bâtons."

Il a dit qu'il "était complètement faux" que les piquets aient avancé vers la police, "ils ont commencé à tomber par terre après le lancement des grenades lacrymogènes."

N Les piquets de grève avaient refusé de se retirer de l'entrée de l'usine "parce que la police essayait d'escorter cinq ou six scabs dans l'usine pour mettre en marche le système de chauffage", a dit M. Ferland. M. Ferland a précisé qu'un policier haut gradé a tiré directement le gaz dans les yeux de certains piqueteurs, en tenant son pistolet à six pouces de leur visage.

D'autres membres de l'escouade anti-émeute "ont chargé les piquets de grève et commencé à les matraquer à gauche et à droite", a-t-il ajouté.

Le chef Pouliot a déclaré de son côté que l'action de la police avait été "très, très rationnelle", ajoutant que ses hommes "n'avaient utilisé que la forceq nécessaire pour maintenir l'ordre. Il n'y a pas eu d'attaque sur la personne des travailleurs."öql Il a reconnu cependant qu'un coup de semonce avait été tiré en l'air pour calmer les piquets de grève, mais a démenti l'allégation du syndicat selon laquelle un détective de la police l'avait tiré en visant les pieds des piqueteurs.

M. Ferland a noté que cinq travailleurs avait été admis à l'hôpital après avoir respiré le gaz, qui en a aveuglé un pendant trois heures.

Des médecins ont réussi à lui redonner la vue après avoir convaincu la direction de la police, après quelque difficulté, de leur communiquer les renseignements sur la composition chimique du gaz.

Toutefois, aucune blessure permanente n'a été signalée et les cinq piquets de grève ont pu quitter l'hôpital.

Le conseil municipal de Drummondville étudiera la demande d'enquête publique au sujet de l'incident faite par le syndicat.

Les 1,300 employés de la production et les 100 employés de bureau de l'usine ont été mis en lock-out en avril dernier, au d but d'un conflit relatif au renouvellement de la convention collective.

Une entente de principe est intervenue, mais la compagnie a maintenu le lock-out et refusé de signer un protocole de retour au travail garantissant que sept ouvriers licenciés au cours du conflit seraient ré-embauchés.

Services de santé
Vaste décentralisation mise de l'avant au MAS

Le ministre des Affaires sociales, M. Claude Forget, a dévoilé, hier, tout un train de décisions et d'orientations politiques qui visent une "très large décentralisation" administrative et qui désamorcent à toute fin pratique les sujets de contestation accumulés au cours des derniers mois.

"La décentralisation, dont le succès ou l'échec sera inexorablement le succès ou l'échec de tous les Québécois, ne doit pas se faire au profit des structures, quelles qu'elles soient, mais au profit des femmes et des hommes en chair et en os", a claironné le ministre Forget. Bref, on promet que le gouvernement cessera d'agir en technocrate pour devenir plus humain...

Tout en réaffirmant le rôle de leadership du ministère des Affaires sociales dans le réseau public de services de santé et de services sociaux, M. Forget accroîtra l'autonomie de gestion des établissement, car: "L'immense majorité de nos concitoyens ne souhaite pas voir le gouvernement administrer lui-même hôpitaux et centres d'accueil."

Le ministère déléguera ainsi de ses pouvoir de dépenser à ses subalternes dans les structures, les conseils régionaux de services de santé et de services sociaux, par le truchement de "commissions administratives". Ces commissions administratives, auxquelles participeront "directement" les établissements, lieront légalement les conseils régionaux dans les transactions d'achats en commun de travaux d'entretien, d'équipements et de mobiliers, etc.

D'autre part, le ministre Forget a l'intention de sabrer le nouveau projet de règlements qui a poussé de nombreux groupes à orchestrer une contestation de plus en plus forte.

Ces groupes recevront chacun leur part du cadeau. Le ministère ne mettra plus son nez dans l'embauche des directeurs généraux des établissements. Les établissements, au lieu de se plier au plan édicté par le ministère, organiseront librement leur fonctionnement. Le ministère enlèvera aussi le plan d'organisation professionnelle, ce qui fera aussi plaisir aux médecins et aux autres professionnels de la santé, infirmières en tête.

Le ministère se retirera donc en douce pour laisser son "rôle de supléance administrative" aux bons soins des associations d'établissements (Association des hôpitaux de la province de Québec, Fédération des CLSC, Association des centres d'accueil, Association des Centres de services sociaux). Il leur incombera dorénavant de se préoccuper du recyclage des cadres, des méthodes modernes de gestion, etc., car "il existe malheureusementq encore un trop grand nombre de gestionnaires formés sur le tas".

Enfin, la Ligue des droits de l'homme, on s'en souviendra, avait rallié autour d'elle plusieurs corporations professionnelles et organismes afin de protester contre un article du projet de règlements qu'elle percevait comme l'embryon d'un "dossier social cumulatif", voire d'un Etat policier.

Claude Forget

Le ministre apportera les "corrections nécessaires". "Il n'est nul besoin, a affirmé M. Forget, que des données personnalisées soient communiquées au ministère des Affaires sociales: des données anonymes peuvent l'être. Par ailleurs, il faut prévoir également des mécanismes pour vérifier la qualité et la fiabilité des données ainsi transmises."

Dans la même veine sociale, M. Forget, sans toutefois préciser ses intentions, a laissé entendre qu'il tallait promouvoir davantage la participation du public "à la vie, au développement et à l'orientation de son établissement". Songe-t-il à faire disparaître la représentation des usagers aux conseils d'administration des établissement?

Il s'est bien garde de le dire pour opiner: "Ce qui passionne les professionnels ennuie généralement le public et, malheureusement, ce qui intéresse le public laisse trop souvent le professionnel indifférent."

Chose certaine, M. Forget a habilement évité de parler des restrictions budgétaires à venir. Il s'est plutôt attardé sur le climat de bonne entente maintenant établi avec une certaine opposition extra-parlementaire. Il a ainsi louangé le courage de l'Association des hôpitaux pour s'être rangée derrière ses vues, à savoir la nécessité de freiner la montée des coûts de santé. Il a aussi vanté la "position d'avant-garde parmi les associations médicales" de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec avec qui il a récemment signé une entente.

Cependant, "au-delà de ces décisions et de ces orientations", le ministère entreprendra, dès les prochaines semaines, une étude conjointe avec les associations d'établissements sur les mécanismes budgétaires, les modalités de financement, etc.

le monde

MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

Castro dénonce l'accord sur la piraterie aérienne

téléphoto PA

Fidel Castro, dans un discours violent, a dénoncé, hier l'accord sur la piraterie aérienne entre les Etats-Unis et Cuba, à la suite de la catastrophe aérienne qui a coûté la vie aux 73 occupants la semaine dernière au large de la Barbade. Fidel Castro a accusé la CIA et les exilés anti-castristes opérant depuis la Floride.

d'après Reuter, UPI, AFP

LA HAVANE — Accusant la CIA d'être directement impliquée dans l'attentat de vendredi dernier qui a coûté la vie aux 73 occupants d'un DC-8 cubain au large de la Barbade, Fidel Castro, dans un violent discours sur la Place de la Révolution au cours d'un grand rassemblement populaire en l'honneur des victimes de la catastrophe, a dénoncé hier l'accord sur la piraterie aérienne signé entre les Etats-Unis et Cuba en 1973.

Toutefois, conformément aux dispositions arrêtées lors de la signature, cet accord restera en vigueur durant les six prochains mois. Castro accuse les Etats-Unis de n'avoir pas respecté le traité, signé le 15 février 1973, qui visait à mettre fin à la vague de détournements d'avions américains sur Cuba. D'après le traité, les Cubains s'engageaient à juger les pirates de l'air sur place ou à les remettre aux autorités américaines.

En échange, les Etats-Unis s'engageaient à prendre des mesures contre les exilés anticastristes opérant de la Floride. Une organisation anticastriste, basée à Miami et dénommée El Condor, a revendiqué l'attentat.

Bosch arrêté

Selon des informations en provenance de Caracas, un exilé cubain aux Etats-Unis, Orlando Bosch, parait avoir trempé dans cette affaire. Il a été arrêté au Venezuela. Il serait également complice de l'assassinat le mois dernier de M. Orlando Letelier, ministre chilien des Affaires étrangères sous le régime Allende. Les deux actions ont été revendiquées par la même organisation "Coordination des Organisations révolutionnaires unies".

Le ministère de l'Intérieur du Venezuela précise que Bosch a pénétré au Venezuela muni d'un faux passeport costa-ricain. Les autorités de Costa-Rica soulignent qu'au moment de son expulsion de San José, Bosch était porteur d'un vrai passeport délivré par l'actuel régime chilien. En plus de Bosch, quatre Vénézuéliens ont été arrêtés à Caracas.

Castro a affirmé que le gouvernement vénézuélien était complètement étranger à l'attentat mais qu'il avait été préparé depuis le territoire vénézuélien par deux ressortissants vénézuéliens, Freddy Lugo et Nernan Ricardo, en contact avec la CIA et le groupe d'exilés cubains de Miami.

Avertissement de Kissinger

En réponse à la dénonciation de l'accord sur la piraterie aérienne par Fidel Castro, le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger a qualifié cette dénonciation d'acte inamical et irresponsable. Il a ajouté que les Etats-Unis ne comptaient prendre aucune mesure de rétorsion. Cependant, a affirmé M. Henry Kissinger, les Etats-Unis tiendront Cuba responsable si sa décision de dénoncer l'accord encourage de futurs détournements d'avion.

Le porte-parole du Département d'Etat a, par la suite, catégoriquement démenti que les Etats-Unis aient été impliqués d'une manière ou d'une autre dans cet acte répréhensible. Il a également réitéré la vigoureuse opposition des Etats-Unis à tout acte de terrorisme aérien, détournement ou sabotage quels qu'en soient les auteurs ou la cause qu'ils prétendent défendre. Depuis que l'accord sur la piraterie aérienne a été signé en 1973, il n'y a pas eu de détournement d'avion des Etats-Unis vers Cuba.

Pour Fidel Castro, Washington n'a pas respecté les termes de l'accord puisque les actes de terrorisme se sont multipliés contre des objectifs cubains ces derniers mois.

Les menées de la CIA

En avril dernier, Castro avait brandi la menace d'une dénonciation du traité à la suite d'une attaque perpétrée par une organisation anticastriste au large des Bahamas contre deux pêcheurs cubains, attaque au cours de laquelle un pêcheur avait trouvé la mort. L'opération avait été revendiquée par un mouvement anticastriste de Miami.

Le dirigeant cubain a également révélé que Cuba était informé en permanence des messages que la CIA envoyait directement depuis son quartier général de Langley à un de ses agents à la Havane. Il s'agit d'un collaborateur de M. Osmany Cienfuegos, secrétaire exécutif du Conseil des ministres et directeur du département Afrique du Comité central du PC cubain.

Le Danemark expulse 4 diplomates nord-coréens

COPENHAGUE (Reuter, AFP, PA) — Le gouvernement danois a demandé hier à la Corée du Nord de rappeler son ambassadeur à Copenhague et trois autres diplomates d'ici six jours, les accusant de trafic de drogue, d'alcool et de tabac.

Le ministère danois des Affaires étrangères explique dans un communiqué que cette mesure sans précédent — l'expulsion de tout le personnel d'une ambassade — n'a été décidée qu'après une étude très approfondie et que le gouvernement n'avait pas d'autre choix "étant donné les très graves violations de la loi du Danemark".

Les diplomates qui devront quitter le Danemark avant le 21 octobre sont l'ambassadeur Kim Hong Chul, le troisième secrétaire Kim Sun Gil et les attachés Choi Hong et Kang Ho Sam.

La décision du gouvernement fait suite à l'arrestation plus tôt cette semaine d'un Danois et de trois étrangers non identifiés et à la confiscation de hachish d'une valeur estimée à $350,000 sur le marché noir danois.

Assad et Arafat face à face à Ryad

d'après Reuter, AFP, UPI

Un mini-sommet arabe, qui mettra face à face le président Assad de Syrie et le leader palestinien Yasser Arafat, se tiendra aujourd'hui en Arabie Saoudite pour tenter de dégager les bases d'un compromis en vue d'arrêter les combats au Liban.

Cette réunion de Ryad a été convoquée, à la surprise générale, par l'Arabie Saoudite à deux jours de la réunion extraordinaire de la Ligue arabe qui devait débuter lundi au Caire.

Le mini-sommet de Ryad réunira le président de la Syrie, M. Hafez Al Assad, qui avait refusé de se rendre au Caire, le président du Liban, M. Elias Sarkis, M. Arafat ainsi que le président Sadate d'Egypte, le roi Khaled d'Arabie Saoudite et le cheik Sabah Al-Salim Al-Sabah du Koweit.

Le roi Khaled a dit avoir convoqué cette réunion "à la suite de contacts intensifs et en réponse au désir d'Etats arabes frères".

Cependant, au Caire, les ministres des Affaires étrangères des pays de la Ligue arabe ont décidé d'ajourner le sommet de l'organisation sur le Liban, prévu pour lundi, dans l'attente des résultats du mini-sommet de Ryad. Les ministres ont exprimé l'espoir que la réunion de Ryad serait couronnée de succès.

De toute façon, la conférence du Caire semblait s'acheminer vers un échec devant le refus du président syrien d'y assister et l'offensive des forces syriennes contre les forces palestino-progressistes au Liban.

Le président Sarkis se rendra, pour sa part, à Ryad en passant par Damas où il s'entretiendra d'abord avec M. Assad. Ce dernier fera ensuite un bref aller et retour à Amman pour s'entretenir avec le roi Hussein de Jordanie. Les présidents libanais et syrien se rendront ensuite ensemble à Ryad.

Bataille décisive

Cependant, Syriens et Palestiniens se livrent au Liban une bataille décisive. Les forces syriennes convergeaient hier soir sur la bourgade d'Aley, quartier général palestinien de la Montagne, et progressaient le long de la route Jezzine-Sidon (Saida), principal port qui relie le territoire palestino-progressiste au monde extérieur.

Les Palestiniens luttent pour leur survie politique. Damas cherche, à travers le contrôle qu'il veut imposer à la résistance palestinienne et le maintien du Liban dans sa sphère d'influence, à renforcer ses positions dans le cadre global de la crise du Proche-Orient. Les Libanais, eux, commencent à se demander pourquoi ils combattent.

Chine: les modérés semblent consolider leurs positions

PEKIN (Reuter) — Les modérés consolident leur position à la tête du Parti communiste chinois alors que se confirme la disgrâce de la veuve du président Mao Tsé-toung et de ses trois alliés de la tendance "dure". Ces quatre personnalités sont violemment prises à partie par des affiches murales dans les universités de Pékin et Shanghai.

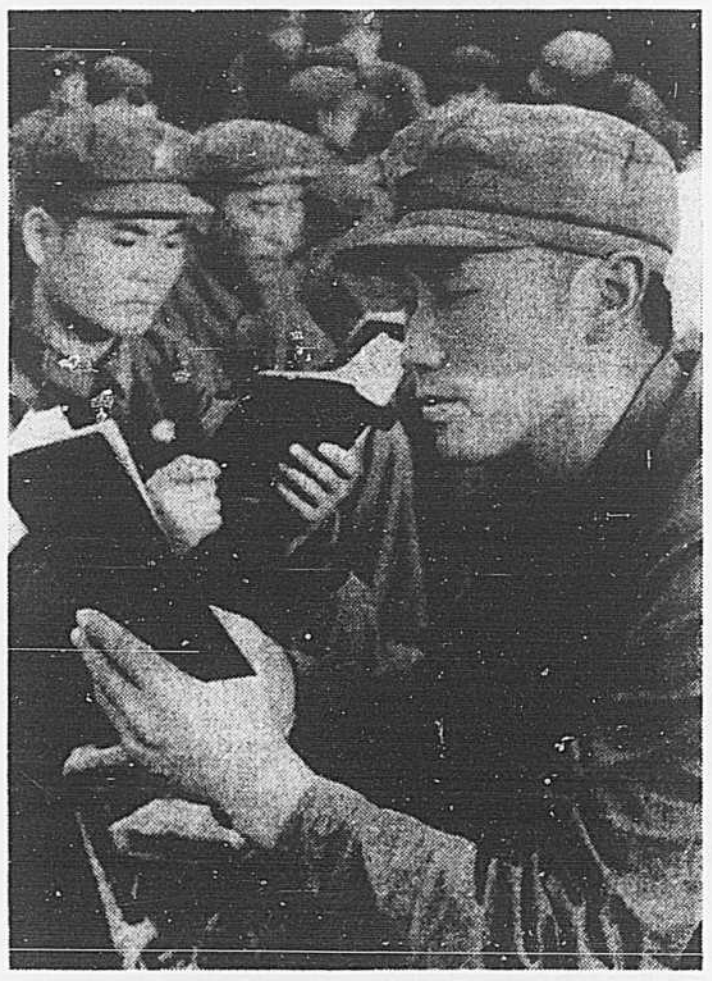
Les universités étaient autrefois des places fortes du "gauchisme" mais les étudiants se sont ralliés à M. Hua Kuo-feng et des meetings de dénonciation s'y sont déroulés. Les premières affiches les dénonçant sont apparues vendredi matin à Shanghai et à Wuhan. A l'université Tsinghua, à Pékin, des centaines d'étudiants font la queue pour lire des affiches critiquant Chiang Ching et ses partisans. Certaines proclament "les comploteurs ne parviendront pas à leurs fins" et "le jour où le peuple connaitra la vérité, on en aura fini avec les comploteurs".

Dans la grande ville industrielle de Wuhan, l'une des nombreuses affiches qu'on peut y voir affirme que les "quatre comploteurs" ont été privés de toutes leurs fonctions au sein de l'armée. Ses auteurs estiment qu'il "faut noyer ces chiens". A l'université de Wutan, les affiches sont de la même veine: "écrasons et étranglons la bande des quatre", "écrasons la tête de ces quatre chiens".

Certaines rumeurs circulent à Pékin selon lesquelles Mme Chiang et ses partisans auraient envisagé de faire assassiner le successeur de Mao, M. Hua Kuo-feng. Trois personnes auraient été tuées au cours d'un incident lié au complot mais rien n'indique qu'il s'agisse de la veuve du grand timonier ou d'autres membres du "groupe de Shanghai". Les autorités chinoises se refusent à tout commentaire sur ces informations.

En revanche, tout indique qu'une purge des milieux gauchistes est imminente, si elle n'a pas déjà commencé. En tout cas, la rapidité avec laquelle la campagne de dénonciation a été déclenchée a surpris tous les observateurs. Il s'agit de toute évidence du début d'une vaste campagne de dénigrement du "groupe des quatre" à l'échelle nationale. La radio et les journaux y prennent une part active et ne cessent de dénoncer "ceux qui ne respectent pas les directives de Mao".

Les modérés quant à eux renforcent leur position. Ancien collaborateur de Chou En-lai, M. Li Hsien-nien est aujourd'hui le favori numéro un au poste de premier ministre si M. Hua y renonce pour se consacrer à la reprise en main de l'appareil du parti et de l'armée.



téléphoto UPI

L'étude des pensées de Mao Tsé-toung connaitrait une nouvelle vogue en Chine, tandis que se confirme la disgrâce de la veuve du "grand timonier". Ci-dessus, des soldats de l'armée rouge relisent les écrits de Mao. Un peu partout, on dénonce les "conspirateurs".

téléphoto PA

Le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Don Jamieson, a eu hier avec son homologue américain, M. Kissinger, un entretien qualifié de "cordial et utile".

Le Canada participerait à un fonds pour la Rhodésie

WASHINGTON (PC, UPI) — Le Canada envisagerait "favorablement" de participer à un fonds d'aide économique à la Rhodésie si la demande lui en était faite, a déclaré hier le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Don Jamieson.

A l'issue de son entretien avec M. Henry Kissinger au département d'Etat, M. Jamieson a dit que le Canada souhaite faire tout ce qu'il peut afin d'accélérer une transition pacifique en Rhodésie, ce qui pourrait impliquer une participation au fonds. Toutefois, M. Kissinger a précisé que les Etats-Unis n'étaient pas encore à ce stade prêts à requérir une participation canadienne.

Le ministre canadien a également déclaré qu'aucun programme précis n'a été mis au point pour accueillir les Rhodésiens qui souhaiteraient émigrer au Canada. "L'objectif tend plutôt à éviter un exode massif (des Blancs), a-t-il ajouté. Le fonds envisagé viserait justement à encourager les Blancs à rester."

Les discussions Jamieson-Kissinger ont porté sur la situation en Afrique australe et sur les relations Est-Ouest, en raison de la prochaine visite à Moscou du chef de la diplomatie canadienne. Sur le plan bilatéral, les sujets abordés ont été l'extension de la limite des eaux territoriales, l'importation de boeuf canadien aux Etats-Unis, les questions énergétiques et les commerciaux aux stations de télévision frontalières.

Les entretiens ont été qualifiés de "cordiaux et utiles" de part et d'autre. M. Jamieson a toutefois souligné que rien n'y avait été réglé et que les problèmes canado-américains ne se règlent pas en un jour. Parmi les sujets abordés, certains devront donner lieu à des discussions continues.

Le ministre a notamment promis une réponse prochaine concernant l'abandon des commerciaux à la télévision américaine. Quant à la politique canadienne éliminant les concessions fiscales pour les Canadiens qui annoncent à la télévision ou dans les magazines américains, "aucun changement n'est envisagé", a-t-il dit.

dépêches

CORRUPTION parlementaire aux Etats-Unis où le FBI et un grand jury fédéral enquêtent actuellement sur une affaire de cadeaux et d'argent liquide remis de la part du gouvernement sud-coréen à un certain nombre de parlementaires et d'anciens parlementaires. Les enquêteurs vérifient actuellement les allégations selon lesquelles une vingtaine de parlementaires aussi bien démocrates que républicains ont reçu d'importantes sommes en argent liquide, des cadeaux somptueux tels que meubles, bijoux, vancances, billets d'avion et invitations aux spectacles.

●

OFFENSIVE du général Pires Veloso, commandant la région militaire du nord du Portugal et chef de file des militaires conservateurs, contre la gauche militaire, notamment le major Melo Antunes, le major Vitor Alves, le commandant Vitor Crespo, le général Vasco Lourenco et le colonels Pezarat Correia et Franco Charais. Le général Veloso aurait proposé la démission pure et simple des membres du Conseil de la Révolution à l'exception de ceux qui le sont automatiquement de par leurs fonctons militaires. Les personnalités visées auraient demandé la démission du général Velose.

●

LA DUCHESSE rouge, Maria Isabel Alvarez de Toledo y Maura, duchesse de Medina Sidonia, est de retour à Madrid après cinq ans d'exil. Arrêtée à maintes reprises en Espagne franquiste, sous le coup de plusieurs mandats d'arrêt pour ses déclarations contre le régine pendant son exil en France, la duchesse a pu retourner en Espagne dans le cadre du décret d'amnistie. Elle a déclaré "espérer que son pays deviendrait une véritable démocratie mais que ce serait difficile."

●

REFERENDUM plébiscite aux Philippines où la population doit se prononcer sur le maintien de la loi en vigueur depuis quatre ans et sur un certain nombre d'amendements constitutionnels donnant au président Marcos des pouvoirs spéciaux en sa capacité de président et de chef de gouvernement, même en l'absence de loi martiale. Toutefois le président Marcos a reconnu que la torture avait été pratiquée sur des prisonniers politiques et a annoncé que la loi martiale devra finir un jour.

●

LE GISCARTE est mis sous séquestre. Le président du tribunal d grande instance de Nancy en a ainsi décidé. Pour le juge, M. Valery Giscard d'Estaing, personne publique, a le droit de s'opposer à ce que sa caricature soit imprimée et vendue sous la forme d'un jeu de cartes. Cet échec juridique n'a aucunement abattu l'éditeur nancéien qui compte lancer un nouveau jeu intitulé "A gauche, gaucge". On y verra Georges Marchais et François Mitterrand sous les traits des grands couples de l'histoire.

●

LE COMITÉ NOBEL du parlement norvégien a annoncé hier qu'il avait décidé de ne pas decerner cette année le prix Nobel de la paix. C'est la 10e fois depuis la deuxième guerre mondiale que cela arrive, la dernière fois en 1972. La bourse de $160,000 attachée au prix est reportée à l'an prochain. Le comité pourra alors décerner deux prix ou verser la somme au fonds principal de la Fondation Nobel.

●

LA SIP, la Société interaméricaine de presse, dans ses conclusions au rapport de sa commission sur la liberté de la presse et de l'information, constate que la situation de la presse dans les Amériques n'est pas encourageante. Les tentatives, déclare la SIP, pour restreindre l'accès aux sources de nouvelles ou pour contrôler la libre circulation de l'information existent même dans des pays comme les Etats-Unis et le Canada.

●

ÉLECTIONS dimanche en Allemagne orientale où douze millions d'électeurs est-allemands se rendont aux urnes pour désigner, pour un mandat de cinq ans, 434 députés à la Chambre du Peuple. Tous les candidats son présentés par le Front national qui avait obtenu 99,85 p. cent des voix aux élections du 16 novembre 1971. Certaines difficultés d'approvisionnement, l'émotion soulevée par le suicide du pasteur protestant Oskar Bruesewwitz en signe de protestation contre la discrimination à l'égard des chrétiens traduisent un malaise qui pourrait avoir des retombées éledtorales.

Les "lieutenants" laissent tomber les gants blancs dans leur débat

HOUSTON (UPI et PA) — Le premier débat télévisé entre candidats à la vice-présidence dans l'histoire américaine a débuté sur une note affable et polie, mais le ton a rapidement changé pour devenir rude et acrimonieux.

Les deux aspirants à la vice-présidence des États-Unis, les sénateurs Robert Dole, républicain, et Walter Mondale, démocrate, ont échangé les coups sans ménagement et les attaques furent parfois personnelles et sasacstiques.

Le colistier de Ford a accusé les démocrates de n'avoir pas d'autre arguments que de "matraquer Nixon" et Mondale a accusé son adversaire d'avoir "richement mérité sa réputation d'exécuteur des basses oeuvres" de son parti.

Dans un affrontement typique d'un conservateur contre un libéral, Dole a accusé les démocrates d'être un parti de guerre, grand dépensier et dominé par les syndicats, tandis que Mondale qualifiait les républicains de Ford d'être un parti sans leader, mesquin et responsable du chômage sans précédent et de l'inflation galopante.

Le débat, diffusé du Alley Theatre de Houston, a duré 75 minutes.

Emaillant ses commentaires de remarques sarcastiques à l'égard de Jimmy Carter et de Mondale, Dole a évoqué les déductions fiscales personnelles de Carter, souligné que son interview au magaszine Playboy lui rallierait le vote des "bunnies" et laissé entendre que le parti démocrate était dominé par George Meany, le chef de l'AFL-CIO.

Son adversaire démocrate a rappelé que Ford et Dole avaient tenté d'étouffer l'enquête sur le scandale du Watergate et ont défendu Nixon jusqu'à la fin. Il a aussi accusé le président Ford d'avoir trahi les valeurs américaines en politique étrangère, d'avoir combattu la réforme fiscale pouvant profiter aux salariés moyens et d'avoir plongé la nation dans la pire chômage depuis la grande dépression.

Les guerres démocrates

Mais l'altercation qui a le mieux fait ressortir la rancoeur qui s'est développée entre les deux adversaires est survenue vers la fin du débat, qui avait commencé sur un ton amical, les deux sénateurs s'appelant réciproquement "mon ami".

Admettant que l'affaire du Watergate et le pardon à Nixon étaient un sujet approprié, Dole a poursuivi en disant que ce n'était pas un très bon argument, pas plus que la guerre du Vietnam, ou la Deuxième guerre mondiale ou la Première grande guerre, "toutes des guerres démocrates". Tout ceci est chose du passé et est "derrière nous". C'est peut-être une tactique utile que de matraquer Nixon, a-t-il ajouté. Laissons-les jouer ce jeu, c'est le seul jeu qu'ils ont."

Mondale a sursauté à cette attaque et a répliqué avec humeur. "Je crois que le sénateur Dole a grassement mérité sa réputation d'exécuteur des basses oeuvres républicaines ce soir en laissant entendre que la guerre de Corée et la Deuxième guerre mondiale furent des guerres démocrates.

Les sénateurs Walter Mondale (à gauche) et Robert Dole échangent une poignée de mains avant de s'affronter dans un débat télévisé qui est vite devenu rude et acrimonieux.

Rhodésie: la conférence pourrait être reportée

d'après Reuter, UPI, AFP

LONDRES — La Grande-Bretagne poursuit activement la préparation de la conférence de Genève dont l'ouverture formelle est prévue pour le 25 octobre, mais il nest pas exclu que la réunion soit reportée de quelques jours.

Au Foreign Office, on déclare que poru le moment, les dispositions déjà annoncées restent inchangées. On laisse toutefois entendre, dans les milieux autorisés, que le secrétaire au Foreign Office, M. Anthony Crosland, attend le résultat des consultations menées actuellement en Afrique par son conseiller spécial pour les affaires africaines, M. Denis Grennan, avant de modifier éventuellement ou de maintenir le calendrier qu'il a annoncé au Parlement.

Ces consultations portent sur trois éléments:

- La date d'ouverture de la conférence: le 25 octobre. Certains dirigeants africains, comme MM. Nkomo et Mugabe, sont partisans d'un ajournement.
- La composition définitive des délégations et la participation éventuelle du révérend Sithole réclamée, selon lui, par les cinq présidents africains de première ligne: il paraît très vraisemblable qu'il sera invité.
- La question des frais de la réunion dont le coût risque de peser lourdement sur le budget britannique. A ce propos, l'ONU a annoncé qu'elle accepte que la conférence constitutionnelle sur la Rhodésie se tienne au Palais des Nations à Genève mais sous certaines conditions. Dans un communiqué, l'ONU précise que le gouvernement britannique a sollicité l'utilisation des facilités du Palais des Nations.

Le secrétaire général accepte à condition qu'il soit entendu que la conférence n'a pas lieu sous les auspices des Nations unies et que tous les frais qu'elle occasionnera seront remboursés.

En attendant, les opérations antiguérilla qui se poursuivent en Rhodésie malgré l'imminence de la Conférence de Genève, viennent de faire deux nouvelles victimes parmi les forces de sécurité rhodésiennes.

Espagne: les réformes, une affaire d'urgence

d'après UPI, AFP

MADRID — Le premier ministre espagnol, M. Adolfo Suarez, a décidé d'adresser aux Cortes, le parlement espagnol, le texte non remanié du projet de loi de réforme politique et de demander aux Cortes de traiter cette affaire en urgence.

Le gouvernement n'a pas modifié son projet initial, malgré les suggestions en ce sens faites par le "Mouvement", le parti unique de l'ère franquiste, indiquant néanmoins que le rapport établi par le parti sur ce plan de démocratisation serait lui aussi adressé aux Cortes afin que les députés puissent se prononcer eux-mêmes. Aucune date n'a été fixée pour l'ouverture du débat.

Le gouvernement espagnol semble décidé à aller vite pour voir aboutir son projet de réforme instituant un régime parlementaire composé de deux Chambres élues au suffrage universel, direct et secret. Le texte de projet de loi sera soumis selon la procédure d'urgence. C'est-à-dire que les députés ne disposeront que de 15 jours pour se prononcer.

Le gouvernement veut, à l'évidence, ainsi éviter les arguments dilatoires que l'extrême-droite n'aurait pas manqué de lui opposer. Si le texte gouvernemental est adopté par les Cortes à la majorité des deux tiers, comme les lois fondamentales en disposent, il sera ensuite soumis au référendum populaire.

Cependant devant l'hostilité, à peine nuancée, du "Mouvement", le gouvernement pourrait donc rencontrer bien des difficultés pour obtenir la majorité des deux tiers, indispensable pour organiser un référendum, condition sine qua non à de futures élections législatives.

Pas d'enquête sur le rôle de Ford dans le Watergate

d'après AFP, UPI, PA

WASHINGTON — Le procureur spécial chargé du scandale de Watergate, M. Charles Ruff, a décidé, hier, de ne pas ouvrir d'enquête sur les allégations selon lesquelles le président Gerald Ford, alors qu'il était chef de laminorité républicaine de la Chambre des Représentants, aurait essayé, à la demande du président Nixon, de bloquer les premières enquêtes sur l'affaire de Watergate.

Dans une lettre adressée à deux membres démocrates de la Chambre des Représentants, M. Ruff déclare que ni les renseignements déjà connus, ni lesnouvelles allégations de M. John Dean, n'étaient suffisantes pour justifier unenouvelle enquête. M. Ruff a cependant réservé le droit du ministère de la Justice de rouvrir une enquête sur ces allégations au cas où apparaitraient des éléments nouveaux. M. Ruff avait déjà fermé le dossier, parce qu'elles étaient sans fondement, des allégations selon lesquelles de l'argent versé par deux syndicats d'officiers de marine marchande au fonds de campagne de M. Ford aurait pu lui profiter personnellement.

Par ailleurs, deux sondages politiques à l'échelon national montrent que M. Jimmy Carter, renversant le mouvement de baisse de sa popularité, a maintenant augmenté son avance sur le président Ford dans la course à la Maison-Blanche. Le dernier sondage Gllup, effectué entre le 8 et le 11 octbre après le débat de politique étrangère des candidats à San Francisco, donne 48 p. cent à Jimmy Carter contre 42 p. cent à Gerald Ford. L'autre sondage, pour le compte de la chaine de télévision CBS et le journal New York Times, note que les voix ndépendantes se reportent vers M. Carter après avoir effectué un virage vers le président Ford à la suite du premier débat présidentiel.

D'autre part, le président Gerald Ford et M. Jimmy Carter ont poursuivi leur campagne électorale dans les Etats du Midwest. Le premier estparti pour l'Illinois et l'Iowa à la recherche des voix des paysans et le second a commencé sa journée à Détroit.

Un classique

Fier représentant d'une longue tradition d'élégance, l'ensemble BALOO vient s'ajouter à une collection déjà impressionnante de magnifiques pièces qui ajoutent chaleur et chic à tout intérieur.

Une ossature robuste de hêtre, des coussins confortables et fermes en mousse caoutchoutée indéformable et un fini durable en cuir de buffle véritable importé d'Extrême-Orient font du BALOO un chef-d'œuvre digne des artisans danois. Souple et soyeux, ce cuir ne peut que s'améliorer avec les ans... et avec quelle beauté.

Ce superbe ensemble vous ravira par ses coloris aux nuances chaudes. A la Maison Danoise, la qualité est de règle.

LA MAISON DANOISE

LA PLUS VASTE COLLECTION DE MEUBLES SCANDINAVES MODERNES ET CONTEMPORAINS AU MONDE.

Notre magasin principal est situé au: 1480, route transcanadienne, Dorval, à l'est du boulevard des Sources. Téléphone: 332-9446
Également sur: la promenade de la Place Ville-Marie. Téléphone: 861-3734

Rénovez votre cuisine maintenant

Fini mes beaux Bélanger

ETAGERES EN COIN
Fini l'espace perdu! Les étagères en coin Quaker Maid économisent espace, temps et efforts.

PLANCHES À DÉCOUPER ET PANIERS TOUT USAGE
Les paniers se glissent et se changent de place facilement. Des planches à découper dissimulables accroissent la préparation des repas.

Une rénovation bien planifiée et soigneusement exécutée n'est pas nécessairement dispendieuse.

Venez trouver de nouvelles suggestions chez MHS

HORAIRES DE LA SALLE D'EXPOSITION

Lundi au mercredi	9h - 17h
Jeudi et vendredi	9h - 20h
Samedi	9h - 16h
Dimanche	11h - 17h

Quaker Maid
LES LUXUEUSES CUISINES

Vous offrent des caractéristiques rationnellement conçues pour vous épargner du travail. Mais pourquoi vous arrêter là? Nous pouvons tout faire. Peut-être aimeriez-vous refaire le parquet, le plafond ou les murs pour mieux harmoniser l'ensemble. Metropolitan peut s'en charger. Nous vous montrerons des centaines de façons de faire de votre cuisine une cuisine de rêve.

VÉRIFIEZ VOS BESOINS

- RAJOUTS
- PAREMENTS ALUMINIUM
- MANSARDES
- CUISINES
- ISOLATION DE SOUS-SOL
- SALLES DE BAIN
- CHARPENTERIE
- CIMENTATION
- LUCARNES
- GARAGES (1, 2 et 3 autos)
- CHENEAUX
- CUISINES
- BIBLIOTHÈQUES
- BUREAUX
- SALLES DE JEU
- TOITURES
- CONTRE-FENÊTRES

NETTOYAGE ET PEINTURE. Nous nettoyerons murs et plafonds, tapis, moquettes, meubles rembourrés, parquets ou fenêtres. NOUS FAISONS ÉGALEMENT LES TRAVAUX DE PEINTURE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE.

4058 OUEST
JEAN-TALON
482-0600

SERVICE DE RÉNOVATION METROPOLITAIN
Ouvert le dimanche (sans service téléphonique)

MAUVAISE NOUVELLE

POUR LES GALERIES D'ART ET SALLES D'EXPOSITION

DES MILLIERS DE PEINTURES ORIGINALES À L'HUILE OFFERTES À PRIX INFÉRIEURS AU PRIX DU GROS

Le plus important grossiste au Canada pour la vente de tableaux vient finalement d'ouvrir ses portes au grand public au cours de ce vendredi, samedi et dimanche seulement.

200 8x10 $5

DES CENTAINES DE TABLEAUX (POUR LA SALLE DE SÉJOUR) $45 SEULEMENT

GRATUIT
Nous vous offrirons gratuitement un tableau 16 x 20 valant $35 ou tout tableau de 20 x 24 valant $45 à l'acquisition d'un autre tableau de même format (ou d'un format plus grand). Un seul tableau par famille.

À L'ATTENTION DES PEINTRES
Nous disposons de milliers de cadres sculptés à la main provenant de la fabrique.

CADRES SUR MESURES
PAS DE FRAIS DE MAIN-D'OEUVRE
comprenant le "PHOTO CRUEL NEEDLEPOINT" du plus important encadreur d'art du Canada pour les prix réduits.

GRAVURES — ÉMAUX
TRAVAUX D'ART
POUR INVESTISSEURS

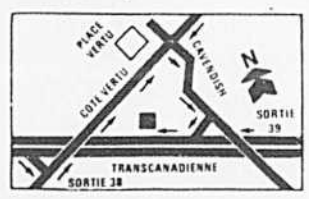
JAMES ART SALES

"NOTRE LIGNE DE CONDUITE: NOUS ÉCHANGEONS TOUT TABLEAU EN TOUT TEMPS"

ENTREPÔT ET SALLE D'EXPOSITION
7101 Transcanadienne, St-Laurent
337-2520
(Fermé au public du mardi au vendredi)

SAMEDI	10h — 22h
DIMANCHE	10h — 19h
LUNDI	10h — 22h

Acceptons les chèques personnels



Il n'y a pas lieu de s'inquiéter des dangers du catalyseur

par Jacques DUVAL
(collaboration spéciale)

Le convertisseur catalytique, ce dispositif antipollution qui a fait son apparition sur les divers modèles de General Motors en 1975, et qui équipe la grande majorité des voitures américaines depuis 1976, a fait la manchette des journaux tout au long de la semaine.

Selon Me Herman Mathieu, chef du coroner du district de la Beauce, le catalyseur serait à l'origine de l'incendie qui a détruit la voiture Pontiac Grand Prix d'un automobiliste de la région, M. Laurent Duval, entraînant la mort de ce dernier. Les informations obtenues précisent que la victime se serait endormie au volant de sa voiture pendant que le moteur tournait au ralenti.

La surchauffe du catalyseur aurait alors mis le feu à la voiture, ce qui a amené le coroner Mathieu à demander à ce que toutes les automobiles GM munies d'un convertisseur catalytique soient rappelées par le constructeur pour une modification. Les remarques de Me Mathieu seraient basées sur les constatations de M. Ravary, un chimiste de l'Institut médico-légal qui aurait effectué certaines analyses en marge de cet accident.

Il n'en fallait pas plus évidemment pour semer la panique chez tous les automobilistes conduisant une voiture dotée de ce dispositif antipollution.

Dans le but de tirer cette affaire au clair, nous avons tenté de rejoindre M. Ravary à son bureau hier après-midi, mais ce dernier était absent au moins jusqu'à lundi.

Par ailleurs, la compagnie General Motors a émis un communiqué jeudi dernier en soulignant que la voiture impliquée dans cet incendie était un modèle 1974 et qu'elle ne pouvait pas être équipée d'un catalyseur. Par ailleurs, le concessionnaire qui a vendu la voiture à M. Duval a nié la déclaration de GM en précisant qu'il s'agissait bel et bien d'un modèle 1975 avec catalyseur.

A la compagnie General Motors, Mlle Paulette Charbonneau des relations publiques nous a déclaré hier après-midi que l'affaire était présentement entre les mains des aviseurs légaux et qu'elle ne pouvait faire aucune déclaration pour le moment. "Le numéro de série fourni par l'avocat de la succession de M. Duval correspond dans nos fiches à celui d'un modèle 1974 mais nous devons vérifier s'il n'y a pas eu erreur", nous a confié Mlle Charbonneau.

Nous avons par la suite rejoint M. Emile Cuvelier des Services de l'Environnement du gouvernement du Québec qui est un expert en matière de carburation et de dispositifs antipollution.

Selon celui-ci, "l'affaire est une tempête dans un verre d'eau" et il n'y a pas lieu de s'alarmer outre mesure sur les dangers du catalyseur. M. Cuvelier a bien voulu résumer pour nous le contenu d'un communiqué qu'il a rédigé à la suite des déclarations du coroner de la Beauce afin de rétablir les faits et de rassurer les automobilistes.

De l'avis de M. Cuvelier, des centaines de tests ont démontré de manière irréfutable que le convertisseur ne présentait pas plus de danger que le pot d'échappement lui-même au point de vue des risques d'incendie.

"Si l'on prend par exemple, le cas d'un moteur de 8 cylindres, la température extérieure de la paroi du convertisseur atteint, au ralenti, de 450 à 500 degrés Farenheit si ce moteur n'est pas équipé d'une pompe à air et de 550 à 625 degrés si ce moteur en est équipé.

"Or, la température de la pipe d'échappement au niveau du Y est, que le véhicule soit ou non équipé d'un convertisseur, de 500 à 575 degrés Farenheit. La paroi du pot d'échappement, toujours au ralenti, peut varier de 325 à 350 degrés sans convertisseur à 450 degrés avec convertisseur et pompe à air, donc, sans plus de dangers dans un cas comme dans l'autre."

Toujours selon M. Cuvelier, "il faut souligner de plus que le convertisseur possède une isolation thermique interne, entre les deux parois et une isolation supplémentaire entre sa paroi extérieure et le châssis. Lors d'un parcours à 60 milles à l'heure toutes ces températures peuvent doubler mais sans danger en raison de la circulation d'air sous la voiture qui dissémine la chaleur au fur et à mesure.

S'il y a danger d'incendie, c'est uniquement dans le cas bien spécifique suivant:

"Si une ou deux bougies ne fonctionnent pas, il se dégage une quantité énorme d'hydrocarbures (essence non brûlée) qui va suractiver la catalyse et, toujours au ralenti et à l'arrêt, porter la température à près de 1200 degrés, ce qui risque de causer un incendie". La bonne mise au point d'une voiture avec catalyseur est donc primordiale.

D'autre part, les constructeurs mettent tous en garde les automobilistes contre un tel danger, par des notes spéciales affichées dans chaque automobile et il ne faut pas oublier que dans le cas d'un véhicule non équipé de convertisseur et dans les mêmes mauvaises conditions, la température du pot d'échappement dépasse, elle aussi, 1,000 degrés.

1. MILLAGE

Pour ce qui est du rendement milles/gallon, le Dodge D100 se compare avantageusement à tous les autres grands pick-ups nord-américains. Selon les résultats de tests reconnus par Transport Canada, le pick-up Dodge D100 1977 equipé du populaire moteur V-8 318 avec transmission automatique parcourt 25 milles au gallon sur la grand route et 17 milles en ville. Et pour plus d'économie, vous pouvez commander la transmission manuelle surmultipliée, offerte en option, et le moteur a 6 cylindres inclines de 225 pouces cubes. Equipé de cette façon, votre pick-up parcourra 32 milles au gallon sur la grand route et 23 en ville. Bien entendu, cette performance varie selon la façon de conduire, l'état du véhicule et son équipement.

2. PRIX

Saviez-vous que le Dodge D100 est un des grands pick-ups les moins chers en Amérique du nord? Ceux qui s'y connaissent vraiment en camions apprécient la douceur de roulement et l'excellente tenue de route des camions Dodge, et surtout leurs options de grande voiture, comme la transmission automatique, la radio AM/FM ou la climatisation. Et tout cela à un prix vraiment avantageux.

3. CAPACITÉ DE CHARGE

Le Dodge D100 possède aussi la plus grande capacité de charge des grands pick-ups standards offerts par les trois grands fabricants, et cela simplifie la tâche lorsqu'il s'agit de transporter de gros chargements. Tel quel, le D100 peut transporter jusqu'à 1510 livres de charge, tandis que s'il est doté de certaines options, sa capacité de charge augmente jusqu'à 2,535 livres. Vous voyez... le pick-up Dodge peut en prendre! Si vous avez besoin d'un pick-up, choisissez-en un qui vous assure un bon rendement et de bonnes performances à un prix avantageux.

Le Dodge D100 illustré ci-dessus est équipé du groupe de décor optionnel Adventurer SE, de roues chromées, de pneus à flanc blanc et de longerons de caisse.

EN 1977, LES CAMIONS DODGE ONT CE QU'IL FAUT LÀ OÙ ÇA COMPTE!

Chez les concessionnaires Dodge et Plymouth.

Dodge CHRYSLER Camions Dodge VENTE-SERVICE
Plymouth CHRYSLER Camions Dodge VENTE-SERVICE

CHRYSLER CANADA LTÉE

Prochain arrêt à Montréal

PLACE HOWARD JOHNSON

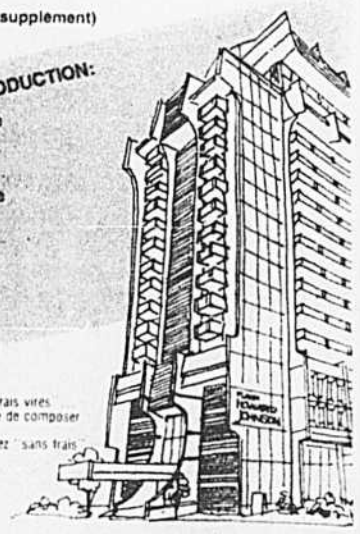
Nos chambres spacieuses, invitantes, relaxantes sont toutes dotées d'un réfrigérateur et d'un servo-bar et la pluplart possèdent un balcon privé.

PLUSIEURS COMMODITÉS:

- Stationnement intérieur
- Coffee Shop
- Bar
- Cuisinette (avec un léger supplément)

TARIFS D'INTRODUCTION:
Chambre simple $20.00
Chambre double $25.00
Suite $35.00
Taxe non incluse

Réservations:
Au Canada appelez à frais virés
Demandez à l'opératrice de composer
(405) 848-8611.
Aux États-Unis composez sans frais
(800) 654-2000
A Montréal appelez
(514) 288-5555



L'ÉQUIPE BOURASSA TRAVAILLE POUR VOUS

- **aménagement de la Baie James** qui fera du Québec des années 80, l'une des provinces les plus riches du Canada grâce à l'électricité... créant entretemps des dizaines de milliers d'emplois... malgré l'obstruction des séparatistes qui ont prouvé leur incapacité à planifier en mettant 5 ans à reconnaître la valeur du projet du siècle...
- **moyenne de 63,600 nouveaux emplois par année depuis 6 ans,** au lieu des 31,000 créés sous l'ancien gouvernement de l'Union Nationale entre 66 et 70...
- **augmentation continue des investissements:** pour la période 1971-75, la hausse des immobilisations dans le secteur manufacturier, le plus créateur d'emplois, a été d'un tiers plus élevée au Québec qu'au Canada *(Québec 24.7% vs Canada 16.0%)*... dans l'ensemble de tous les secteurs d'activités, pour la même période, l'augmentation annuelle moyenne des immobilisations a été de 21.2% au Québec vs 17.1% au Canada...
- **deux fois plus d'argent dans les poches des Québécois:** le revenu moyen des travailleurs québécois est passé de $6,300. en 70 à $11,000. en 75... le revenu moyen per capita est passé de $2,600. en 69 à $5,200. en 75... le salaire minimum est passé en 6 ans de $1.15 l'heure à $2.87, l'un des plus hauts au Canada...
- **lutte à l'inflation:** diminution de près de moitié de l'augmentation des prix depuis un an, *(7.6% en 76 vs 11.0% en 75)* principalement dans le secteur alimentaire...
- **allocations familiales triplées:** une famille moyenne de 3 enfants qui touchait $288. par an en 69, reçoit maintenant $1,057. non-imposable au provincial...
- **soins gratuits pour tous,** grâce à la création de la Régie de l'assurance-maladie... gratuité des soins dentaires pour les enfants jusqu'à 9 ans inclusivement... gratuité des médicaments pour les personnes du troisième âge dans le besoin...
- **réorganisation de l'aide sociale...** ouverture de nombreuses habitations pour les citoyens du troisième âge...
- **accès à la justice pour tous** par la création de l'aide juridique et fondation du Tribunal des petites créances *(280,000 causes en 3 ans seulement)*...
- **lutte sans précédent au crime organisé** par la mise sur pied de la CECO, et intensification des poursuites contre les caïds de la pègre...
- **réforme électorale:** nouvelle carte corrigeant les inégalités, liste électorale permanente, financement par l'État des partis politiques, etc.
- **adoption de la Charte des droits et libertés de la personne...**
- **création de l'Office de protection des consommateurs,** de l'Office des professions, du Conseil du statut de la femme, du Conseil de Presse, etc...
- **développement du sport amateur et des loisirs** où l'on consacre en 76, 10 fois plus d'argent qu'en 69 pour les arénas, les terrains de jeux et les Jeux du Québec deux fois par année...
- **succès des Olympiques:** l'intervention du Gouvernement Bourassa a permis la tenue des Jeux qui ont fait rayonner la fierté des Québécois à l'échelle du monde, tout en dotant la métropole du Canada d'installations qui serviront de nombreuses générations... malgré toutes les tentatives de sabotage de la part des establishments syndicaux et séparatistes.
- **accélération de l'aménagement du réseau autoroutier** *(438.1 milles de nouvelles routes à 4 voies entre 70 et 76 comparativement à à peine 200 milles pendant les 4 ans de l'administration de l'Union Nationale)* et amélioration de la voirie rurale...
- **création de l'assurance-récolte, réorganisation du crédit agricole, aide aux éleveurs et producteurs laitiers** et programme de stabilisation des revenus agricoles...
- **quatre fois plus d'argent aux municipalités:** en 69, $184 millions: aujourd'hui, $810 millions afin d'améliorer les services municipaux aux citoyens...
- **réorganisation de l'administration scolaire:** 1,292 unités morcelées en 69; quelque 250 locales et régionales bien équipées aujourd'hui...
- **sauvetage de l'année scolaire 75/76** malgré les comportements anti-pédagogiques de leaders syndicaux irresponsables...
- **solution négociée à l'avantage des travailleurs des secteurs publics et parapublics** *(augmentation et rattrapage moyens de l'ordre de 38% entre les salaires payés au 1er juillet 75 et ceux payés au 1er juillet 76)* par voies de négociation, malgré les nombreux remous provoqués par des chefs syndicaux irresponsables: la justice suit présentement son cours à l'endroit de ceux qui ont défié les lois *(qu'il s'agisse du non-respect des injonctions ou du refus de se conformer à la Loi des services essentiels)*...
- **développement d'une politique de souveraineté culturelle** tant en matière d'immigration que dans le domaine des communications *(Radio-Québec, Office du cinéma, Régie de la langue française, etc.)*
- **consécration du français comme langue officielle du Québec.**
- **paix sociale retrouvée:** les émeutes de rues et les explosions de bombes qui nous avaient conduits à la crise d'octobre 70 ont cessé, grâce au calme et à la lucidité du Gouvernement Bourassa...
- **six budgets successifs avec une baisse globale de taxes de quelque 300 millions** comparativement avec l'administration de l'ancien Gouvernement de l'Union Nationale *(conseillé par Jacques Parizeau)* qui avait augmenté nos taxes de $333 millions en 3 budgets seulement...

Ces réalisations, parmi tant d'autres, sont le résultat d'une administration efficace du Gouvernement Bourassa qui a réussi à assurer la sécurité aux familles du Québec tout en exemptant de l'impôt depuis 1974, un demi-million de travailleurs québécois.

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

Peu d'espoir de réduction de primes

Bacon propose l'assurance automobile obligatoire avec 'no fault' très partiel

Le ministre Lise BACON — photo LA PRESSE

par Daniel L'HEUREUX
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Accouchant enfin, hier, de ses intentions quant à la reforme de l'assurance automobile, le monistre Lise Bacon a proposé de rendre obligatoire une assurance de base et d'introduire un régime d'indemnisation partiellement (tres partiellement, même) sans egard à la responsabilité.

Cette réforme, qui sabre généreusement dans les recommandations du rapport Gauvin sur l'assurance automobile, ne laisse cependant pas beaucoup d'espoir quant à une eventuelle baisse des primes d'assurance auto.

Mme Bacon a parlé hier, du bout des lèvres, d'une baisse possible de cinq pour cent mais, en reponse à des questions, a admis qu'une partie de cette reduction serait en réalité constituée de transferts de coûts. De plus, rien ne garantit que cette baisse anticipée ne sera pas neutralisée par l'inflation d'ici à l'entrée en vigueur des mesures proposées.

Rendu public au printamps de 1974, le rapport du comité présidé par l'actuaire Jean-Louis Gauvin (une étude qui avait coûté trois quarts de million de dollars aux Québécois) recommndndait l'assurance obligatoire et un régime intégral d'indemmisation sans égard à la responsabilité. Ses auteurs avaient estimé que leurs re mandations pourraient se tradu par une baisse de 15 pour cent de primes d'assurance auto.

Des "faits nouveaux"

Se justifiant de ne pas avoir retenu toutes les recommandations faites au gouvernement, Mme Bacon a fait valoir que des "faits nouveaux", paticulièrement l'inflation, ont rendu "précaire" le marché des assurances ou l'offre suffit maintenant à peine à la demande. D'ou, selon elle, il fallait éviter d'ajouter trop d'incertitudes.

Laissant, comme on le savait déjà, l'administration de l'assurance auto à l'entreprise privée, Mme Bacon proposa une assurance obligatoire de base qui couvrirait les blessures des passagers du véhicule et des piétons ainsi que, mais facultativement, du conducteur.

En vertu de cette assurance, les victimes seraient indemnisées sans égard à la responsabilité mais jusqu'à concurrence de certains seuils préétablis au-delà desquels ceux qui estiment avoir croit à des compensations au-delà desquels ceux qui estiment avoir droit à des compensations supérieures (exemple: un violoniste qui perd un bras) garderont leurs droits de recour devant les tribunaux. La notion de responsabilité serait en outre maintenue pour les pertes non-économiques (souffrances, préjudice esthétique, etc.).

Comme le droit de recours est maintenu, une assurance responsabilité complémentaire d'au moins $50,000 serait également obligatoire. Elle couvrirait les réclamations éventuelles pour blessures au-delà des seuils prévus par le régime de base ainsi que les réclamations pour les dommages matériels.

Ca le régime fondé sur la responsabilité est également maintenu pour les dommages matériels. L'automobiliste demeurera toutefois libre d'assurer son propre véhicule.

Si elle n'a pas retenu le "no fault" pour les dommages matériels, Mme Bacon n'en a pas moins prévu certaines améliorations à ce chapitre.

Ainsi, chaque assuré sera remboursé par son propre assureur, ce dernier devant se charger de récupérer, le cas échéant, les sommes déboursées de l'assureur de celui qui a causé l'accident.

Les assureurs ne pourront cependant se poursuivre entre eux devant les tribunaux: ils devront s'entendre pour établir certains barèmes en vertu desquels les responsabilités seront partagées. Un conseil d'arbitrage règlera leurs différends. Cela supprimera, non seulement les recours judiciaires, mais plusieurs expertises.

Le constat à l'amiable, que l'on retrouve en Europe, sera proposé aux automobilistes mais non rendu obligatoire. Lorsque des automobilistes y auront recours, leurs assureurs seront tenus de les indemniser à l'intérieur de certains délais.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, actuellement administré par les assureurs et auxquels contribuent indirectement tous les assurés, sera maintenu mais sera sous la responsabilité de l'Etat. Il sera alimenté par une cotisation spéciale que les automobilistes devront acquitter lors du renouvellement de leur permis de conduire ainsi que de leurs plaques d'immatriculation. C'est dans ce sens que la réduction de prime d'assurance qu'espère Mme Bacon est, au moins en partie, un transfert de coûts puisque, il y a deux ans, on estimait à 4.26 pour cent de la prime assurance la part versée au Fonds d'indemnisation. Celle-ci serait cependant moindre maintenant, de l'ordre de 2.5 pour cent, selon Mme Bacon.

Un compromis qui ne résoud pas le problème

—J.-L. Gauvin

Une analyse de Jean PELLETIER

OTTAWA — Les conservateurs, le 18 octobre prochain, ont plus à perdre dans Ottawa-Carlton, ancien comté de M. John Turner, que les libéraux et le premier ministre M. Pierre Elliott Trudeau, même si pour ce dernier une défaite signifierait une profonde remise en question de son gouvernement.

Bien que depuis 1882 Ottawa-Carleton ait toujours été un comte "rouge" et que lors de la dernière élection, M. John Turner remportait le comté haut la main avec 11,800 voix de majorité, les libéraux, s'ils perdaient, ne seraient pas particulièrement surpris. L'inverse, au fond, les étonnerait.

M. Joe Clark, depuis son retour d'Europe, a dépensé beaucoup de son temps dans Ottawa-Carleton, à serrer des mains de fonctionnaires qui prenaient l'autobus tôt le matin vers le centre ville et à faire du porte à porte. De sorte que, si son candidat Mme Jean Pigott (52 ans) perdait l'élection, cela constituerait pour le jeune chef tory une défaite personnelle et plongerait du même coup le caucus conservateur dans un sérieux désarroi.

Fonctionnaires et producteurs laitiers

A cause des sondages donnant aux libéraux au mieux 33 pour cent de la faveur populaire à travers le pays, à cause aussi du ressa ant bilinguisme, à cause enfin des mesures d'austérité et de contrôle pour juguler l'inflation, les conservateurs sont jugés gagnants dans l'ancien comté de l'ex-ministre des Finances.

Fait à noter, Ottawa est un comté de fonctionnaires anglophones et de producteurs laitiers francophones, ddeux groupes qui ne rateraient pas par les temps qui courrent, l'occasion de manifester leur mecontentement envers le gouvernement Trudeau dans le cadre d'une election partielle.

La ppolitique du bilinguisme dans la fonction publique et les coupures dans les subventions aux producteurs laitiers, ont donc constitué depuis le declenchement de la campagne les deux grandes armes de Mme Pigott, boulangère par heritage et directrice exécutive en chef de Morrisson Lamothe Foods, un magasin d'alimentation de 600 employés, fondé par son pere.

Mme Jean Pigott a contre elle M. Henri Rocque, 43 ans, "Canadien français" d'Orléans comme il le dit lui-même, qui a gagne la convention de son parti en assurant à ses partisans, le soir du vote, un service d'autobus des plus efficaces prenant ainsi par surprise les favoris libéraux. M. Rocque compte sur le vote francophone pour se faire élire, sachant fort bien qu'il perdrait son temps et de l'argent en faisant campagne dans Alta Vista, la banlieue cossue d'Ottawa, ou vivent les mandarins en devenir avant de demenager à Rockcliffe, le Westmount outaouais.

Jean-Louis GAUVIN

Vote francophone

M. Rocque a la réputation d'écouter indéfiniment ses futurs électeurs et d'invoquer comme argument massu, lors de débats contradictoires difficiles, "moi, je peux parler au premier ministre, car nous sommes au pouvoir". Avec l'aoout d'une organisation bien huilée dans la partie francophone du comte et l'aide de collègues libéraux dans les secteurs anglophones, M. Rocque compte sur un fort vote francophone et une division entre conservateurs et néo-démocrates pour prendre le pouvoir.

Les néo-démocrates ont choisi comme candidat un jeune professeur d'économie, M. Steve Langdon, qui des trois candidats est sans nul doute, le plus articulé dans ses discours. M. Langdon ne se fait pas d'illusion sur l'issue du vote sachant fort bien qu'avant de voter pour un jeune socialiste de 30 ans qui n'hésite pas à promettre des contrôles plus sévères sur les marges de profits des entreprises, les électeurs d'Ottawa-Carleton tenteront de voter pour le moindre mal, entre une conservatrice, femme d'affaire enti-bilinguisme et un professeur libéral canadien français.

Malgré tout M. Langdon compte accroître sensiblement le vote néa-democrate qui n'était que de 8 pour cent en 1974 et ce, d'autant plus que le comté est néo-démocrate au provincial. Au cours des deux dernières semaines, M. Langdon s'en est pris surtout à Mme Pigott à qui il reproche d'être sans idée ni convictions sur l'avenir du Canada, un peu, n'hésite-t-il pas à dire comme son chef, M. Joe Clark.

La démission de Richardson

L'élection d'Ottawa-Carleton, plus que celle de St. John, à Terre-Neuve, que les conservateurs sont à peu près surs de remporter, est d'une importance capitale puisqu'elle se déroule dans le parterre du premier ministre M. Pierre Elliott Trudeau.

Les libéraux se pensent perdants ne se cachant pas que les électeurs d'Ottawa-Carleton traduiront par leur vote le mécontentement à l'égard du gouvernement qui se manifeste à travers le pays. Les choses en seraient sans doute autrement si M. Turner avait démissionné d'une autre maniere et pour d'autres raisons pensent les libéraux.

La goutte qui vient faire déborder le verre, estiment les organisateurs de M. Henri Rocque, c'est la démission fracassante du ministre de la Défense nationale, M. James Richardson qui entend faire campagne pour que la loi des langies officielles ne fassent jamais partie de la future constitution du Canada. Cette démission d'un ministre anglophone, réputé conservateur, légitimise dans une large mesure les électeurs libéraux dégoutés du bilinguisme, qui souhaiteraient lundi voter sans remords pour Mme Pigott. Du même coup cependant, le départ de M. Richardson, encouragera les 30,000 électeurs francophones à voter. C'est le desnier espoir de M. Rocque et sans doute du premier ministre M. Pierre Elliott Trudeau.

(Téléphoto UPI)

Un homme armé sur la Colline

La police recherche depuis hier l'"homme au pooncho" armé d'un pistolet muni d'un silencieux et qui, selon un messager des Communes, se serait trouvé sur la Colline parlementaire au moment du passage de la limousine du premier ministre. Un porte-parole de la Gendarmerie royale a révélé que le messager avait "vu de ses yeux" un jeune homme portant un poncho et qui tenait une arme. L'individu se trouvait sur un trottoir situé à l'ouest de l'immeuble central du Parlement. A ce moment, la limousine parle-balle du chef du gouvernement passait à proximité. Le messager a expliqué qu'aussitôt après l'avoir vu, le jeune homme dissimula l'arme sous son vêtement et partit précipitamment vers la rue O'Connor pour se fondre aux piétons du mail de la rue Sparks. Les policiers ont dit considérer l'incident avec sérieux, mais qu'ils n'étaient pas certains que l'arme était un postolet. L'incident n'a pas empêché le premier ministre de franchir à pied, hier midi, la distance entre l'immeuble central et l'immeuble ouest, les mesures de sécurité ayant cependant été renforcées aux abords duParlement.

Expansion du français: Air Canada accélère

La société Air Canada a annoncé, dans un communiqué emis hier, qu'elle accelere son programme d'expansion de l'usage du français comme langue de travail et d'administration à la base centrale d'entretien des avions, à Montréal.

Le président de la societé d'Etat, M. Claude Taylor, affirme que les études faites à la base par le commissaire aux langues officielles, M. Keith Spicer, ont donné lieu à de nombreuses ententes sur la mise en oeuvre de mesures constructives. "Bon nombre de recommandations du commissaire étaient déjà en cours d'application, a dit M. Taylor, et les autres seront mises en pratique sans retard".

Parmi les mesures déjà prises ou sur le point de l'être, le communiqué précise la traduction en français du petit nombre de manuels ou de formulaires administratifs encore unilingues; la realisation en français de cours de formation et de perfectionnement des cadres; la disponibilite dans les deux langues de tous les services relatifs aux relations de travail à la maintenance; l'intensification de la ligne de conduite de la compagnie voulant que l'employe puisse recevoir toute correspondance d'ordre administratif ou personnel dans la langue de son choix et que toute communication de l'employé avec ses superieurs puisse se faire aussi dans les deux langues officielles.

Dans sa déclaration, M. Taylor explique la situation linguistique par l'incidence de l'historique de la base centrale d'entretien: "La base est le centre nerveux de toute la compagnie en matière technique et opérationnelle. En raison de ses nombreux rapports avec toutes les autres bases d'entretien d'Air Canada dans le monde, avec beaucoup d'autres services d'exploitation ainsi qu'avec ses constructeurs d'avions et de moteurs, elle doit communiquer dans une langue commune à tous qui est l'anglais".

Ottawa-Carleton

Libéraux et conservateurs ont gros à perdre

par Michel ROESLER

"Il s'agit d'une formule de compromis qui ne resoud pas les problemes fondamentaux de l'assurance-automobile."

C'est en ces termes que M. Jean-Louis Gauvin, auteur du fameux rapport Gauvin, qui devait servir de dossier de base pour l'élaboration d'une nouvelle legislation en matière d'assurance-automobile au Québec, a donne son opinion a LA PRESSE sur les révélations de Mme Lise Bacon, ministre québecois des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

"Je ne peux malheureusement, sans avoir pris totalement connaissance des projets gouvernementaux, donner une opinion complète", a-t-il ajouté.

"Je constate cependant que certains intermédiaires ont été supprimés. Ce qui semble une amélioration sur le système actuel. Mais le problèmes de l'assurance-automobile ne me semble pas, à premiere vue, correctement réglé."

M. Jean-Louis Gauvin avait, il y a deux ans et demi, remis un rapport préconisant des changements radicaux dans le domaine de l'assurance-automobile de façon à permettre à l'assuré de recuperer la majeure partie de son investissement.

Il terminait son rapport en déclarant que si on n'appliquait son programme en totalité, il était alors souhaitable que l'assurance soit étatisée.

Le projet que vient de soumettre Mme Bacon est loin des recommandations que cet actuaire avait faites à M. William Tetley alors ministre responsable des Institutions financières.

Les assureurs globalement satisfaits

Dans le milieu des compagnies d'assurances, on est, par ailleurs, généralement favorable aux décisions de Québec.

Le seul point qui inquiète les assureurs est le pouvoir donné au surintendant des assurances de refuser les changements de tarifs.

A ce sujet, M. Sébastien Allard, pdg du Groupe Royale au Québec a déclaré à LA PRESSE qu'il fallait que les décisions du surintendant "restent dans le domaine du raisonnable" et qu'il ne réagisse pas, comme c'est le cas à Terre-Neuve d'une façon "irréaliste", au point que plusieurs compagnies d'assurance ont décidé de ne plus émettre de polices d'assurance automobile dans cette province.

En ce qui concerne les autres points saillants du projet du gouvernement Bourassa, M. Allard s'est déclaré globalement satisfait, "en attendant cependant, a-t-il ajouté, d'en connaitre davantage."

Le gouvernement a choisi la voie facile

Pour les courtiers, il s'agit d'une amélioration très nette sur le régime actuel. Ils constatent deux points essentiels:

•L'assurance responsabilité devient obligatoire:

•Les mauvais risques seront pris en charge mais les permis de conduire des conducteurs dangereux pourront être levés.

Cette mesure prise par un "bureau d'assurance", qui decidera qui assirera "le mauvais risque" a l'avantage de protéger néanmoins les compagnies d'assurance qui, de par la loi, seront dans l'obligation d'assurer tout le monde.

Ce mécanisme permet aux assureurs de ne pas refuser le projet gouvernemental.

En fait, a précisé à LA PRESSE, un porte parole des courtiers d'assurance, le gouvernement n'avait pas le choix. Il devait soit étatiser l'assurance automobile, soit trouver une formule de compromis. "De deux mots il a choisi le moindre".

A la Fédération des Courtiers d'assurance où l'on préconisait une Régie qui déciderait des tarifs de la même façon que la Régie agricole détermine le prix des produits laitiers, on est déçu. La Régie aurait permis d'instaurer une formule pour l'évaluation des commissions des courtiers.

Dans le projet gouvernemantal, on donne au surintendant le pouvoir de surveiller la tarification des polices mais pas d'intervenir dans les rapports courtiers-assureurs.

"Au fonds, disent-ils, le projet de Mme Bacon ressemble à une montagne qui aurait accouché d'une souris."

Rien de neuf pour la CSN

André L'Heureux
dent de la CSN, qui lu. .s

1970 en faveur de la nationalisation de l'assurance automobile, s'est déclaré consterné par les décisions de Québec.

"Après sept ans de promesses et d'inaction, a-t-il dit à LA PRESSE, le gouvernement Bourassa vient, encore une fois, de démontrer que le cartel des compagnies d'assurance conservera encore, tant qu'il sera au pouvoir, le privilege de profiter et d'administrer nos primes d'assurances". La réforme préconisée par le ministre Bacon, a-t-il ajouté, ignore totalement l'essentiel des recommandations du rapport Gauvin et des études complétées durant quatre ans par ses propres spécialistes."

En effet, les dépenses administratives des assurances automobiles devraient être résuites de 40 pour cent à au moins 20 pour cent des primes souscrites par les automobilistes.

carrières
ET PROFESSIONS

la presse
MONTREAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

DIRECTEUR DU MARKETING
JUSQU'À $30,000.

Notre client, manufacturier d'équipement lourd pour les domaines miniers et métallurgiques, a créé récemment le poste de directeur du Marketing afin de mieux réaliser la pénétration du marché.

Relevant du directeur général, l'objectif premier sera de définir l'orientation du marketing et d'élaborer des stratégies et programmes modernes de mise en marché. Les responsabilités comprendront l'étude des marchés, la promotion et la publicité. Le titulaire jouera un rôle capital dans la croissance et le développement des affaires de cette entreprise.

Le candidat possédera un diplôme universitaire, de préférence soit en métallurgie ou en mécanique, et aura acquis une expérience d'au moins cinq ans dans la mise en marché dans une industrie connexe. Le postulant sera bilingue.

Le salaire variera selon les qualifications et l'expérience.

La compagnie assumera les frais de relocalisation.

Si intéressé, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à André Millette Conseiller, vous référant au dossier LP-1209

Division Administrative

LE CONSEIL DE PLACEMENT PROFESSIONNEL
555 ouest, boul. Dorchester, Montreal H2Z 1B1
866-2807
Conseillers en Personnel depuis 1927

REPRÉSENTANT DES VENTES
Éditeur juridique

Notre client, un éditeur bien connu dans le domaine des feuilles détachées utilisées dans le secteur juridique de la taxation, des successions, etc., est à la recherche d'une représentante d'expérience pour servir la clientèle existante et développer de nouveaux clients dans le territoire de Montréal. Lela candidate doit être de type "exécutif", capable de s'exprimer facilement et de communiquer avec des avocats, des comptables agréés ou des contrôleurs. Une connaissance légale est un atout. Le titulaire maitrise parfaitement les deux langues officielles.

On offre un excellent salaire plus de généreuses commissions.

Si vous avez cette expérience et si vous êtes intéressée, communiquez en toute confiance avec le Directeur C. Labrecque à 866-2807 ou en faisant parvenir votre curriculum vitae, mentionnant le dossier No. LP-1191.

LE CONSEIL DE PLACEMENT PROFESSIONNEL
555 ouest, boul. Dorchester, Montreal H2Z 1B1
866-2807
Conseillers en Personnel depuis 1927

Institut des sports du Québec

DIRECTEUR MÉDICAL

L'Institut des Sports du Québec est un organisme privé à but non lucratif qui a pour mission de promouvoir le développement de l'élite sportive québécoise en collaboration avec les fédérations du sport amateur.

L'Institut recherche un directeur médical qui sera responsable de la planification, de l'organisation et de la direction de l'ensemble des services médico-sportifs. Dans le cadre de ses fonctions, il devra de façon plus spécifique:

— développer un réseau provincial de professionnels médicaux et para médicaux qui assurera aux athlètes les services d'examens, de soins et de traitement de readaptation.

— établir des ententes de services avec les hôpitaux, les universités et autres institutions.

— organiser des ateliers et des cours sur la médecine sportive.

— exercer de façon courante sa profession auprès des athlètes de l'Institut.

Ce poste représente un défi exceptionnel pour le médecin qui voudra se joindre à une équipe jeune et dynamique et travailler au développement d'un secteur de la médecine en pleine évolution.

Les possibilités de traitement pour ce poste sont très intéressantes et sont fonction de la formation et de l'expérience des titulaires.

Les candidats sont priés d'envoyer leur curriculum vitae à l'attention de Jacques Lacombe avant le 22 octobre 1976.

CGGL
conseillers
en gestion

3, Place du Commerce,
Pièce 120, Ile-des-Soeurs,
Montréal, Qué., H3F 1H7
Tél.: 766-2393

Carrières en GESTION

Nous sommes à la recherche de candidats aptes à suivre notre programme de formation en gestion.
Si vous avez obtenu en 1975-76 un baccalauréat ou une maitrise en gestion des affaires ou si vous avez une expérience équivalente dans le domaine bancaire et qu'une carrière dans la gestion d'une succursale, le crédit aux entreprises ou le crédit à la consommation vous intéresse, nous désirons vous faire part des possibilités offertes par notre banque.

Les candidats devront d'abord suivre un programme de formation spéciale qui leur permettra d'accueillir les principes fondamentaux de fonctionnement d'une succursale dans le but de les préparer à assumer, en moins d'un an, un poste dans les domaines de l'administration ou du crédit.

Conformément à notre politique de promotion au sein de l'entreprise, ceux qui réussiront le mieux accéderont rapidement à des postes plus élevés.

Si vous désirez un rendez-vous, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

M. Raymond Kerouack
Conseiller au service du personnel

BANQUE TORONTO-DOMINION
Division de l'Est
500 rue St-Jacques
Montréal, Québec

BANQUE TD

Directeur du personnel

Notre client, un manufacturier bien connu, est à la recherche d'une personne d'expérience pour combler son poste de Directeur du Personnel pour son usine située dans les Cantons de l'Est.

Le titulaire a une experience d'environ 2 ans à titre de directeur adjoint au personnel d'une usine; il est parfaitement bilingue. Ses responsabilites consisteront à la préparation et participation aux conventions collectives, l'administration de programmes de sécurité, du plan de pension et d'assurance, le recrutement et l'entrevue de candidats, la sécurité du bureau et de l'usine, les politiques salariales, etc.

Le traitement est en fonction des qualifications et de l'experience. Notre client offre une gamme complete d'avantages sociaux. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à C. Labreeque, faisant réference au dossier LP #1203, ou en téléphonant à (514) 866-2807.

LE CONSEIL DE PLACEMENT PROFESSIONNEL
555 ouest, boul. Dorchester, Montreal H2Z 1B1
866-2807
Conseillers en Personnel depuis 1927

CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DU MONTREAL METROPOLITAIN

Le Centre de Services Sociaux du Montreal Metropolitain est un établissement dispensant à la population du grand Montreal des services sociaux spécialisés.

Nous sommes à la recherche d'un

DIRECTEUR DU SERVICE DE LA PAIE.

Relevant du Responsable du Service de la Comptabilité Générale, le Directeur du Service de la Paie planifie, organise, dirige et contrôle les activités et opérations concernant la gestion de la paie et des avantages sociaux.

Le titulaire de ce poste élabore, révise et recommande les politiques, systèmes et procédures nécessaires au bon fonctionnement du Service de la Paie. De plus, il dirige et coordonne la préparation, la distribution et la vérification de la paie. D'autre part, il devra collaborer à la préparation des prévisions budgétaires et assurer des communications adéquates avec le Service d'informatique et voir à la production de l'information. Le Directeur du Service de la Paie participe à la sélection et décide de l'embauche et du congédiement de son personnel.

Les candidats (es) à ce poste devront être C.G.A., R.I.A. ou C.A. Les diplômes en techniques administratives seront considérés s'ils possèdent une vaste expérience pertinente dans le développement et l'opération d'un système de paie informatisé.

Salaire et avantages sociaux selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

Les intéressés (es) doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 22 octobre au:

SERVICE EMBAUCHE
CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DU MONTREAL METROPOLITAIN
Place Dupuis
800 est, boul. de Maisonneuve
10e etage
Montreal, Que.

VENTES TECHNIQUES

Union Carbide Canada Limited est une société diversifiée en pleine expansion.

Chez nous, les employés travaillent au sein d'une ambiance qui stimule leur désir de contribution. Notre expansion dans plusieurs domaines, notamment la pétro-chimie, permet aux individus qui veulent développer leur carrière de satisfaire à leurs désirs.

Notre groupe de produits carbons a présentement un poste défi disponible pour un individu qui a déjà fait ses preuves dans la vente. Il doit être capable de fournir des conseils techniques à des industries ainsi qu'à des sociétés de service importantes.

Le candidat idéal possède un diplôme en ingénierie, préférablement en électricité, peut s'exprimer en anglais et en français et possède au moins deux à trois années d'expérience, soit en vente technique ou dans un domaine connexe.

Toute demande sera tenue confidentielle.

Prière d'envoyer votre curriculum vitae en anglais, indiquant vos qualifications et vos exigences salariales au:

UNION CARBIDE

Directeur du recrutement
UNION CARBIDE CANADA LIMITED
123 est, avenue Eglinton
Toronto, Ontario M4P 1J3

LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE HENRI-BOURASSA
requiert immédiatement les services de

PROFESSEURS

POUR MONT-LAURIER:
1 SCIENCES (écologie) secondaire 11
1 EDUCATION PHYSIQUE
1 CATECHESE

POUR MANIWAKI:
1 FRANÇAIS
1 FRANÇAIS langue seconde et ANGLAIS langue seconde
1 ENFANCE INADAPTÉE (matières académiques)

Faire parvenir votre candidature à:
M. Paul André Cloutier
Directeur des Services au Personnel
Commission Scolaire Regionale Henri-Bourassa
500, boul. Paquette
Mont-Laurier, Québec J9L 1L1
S'il vous plait inscrire notre numero de telephone.

DÉFI D'ENVERGURE

LA COMPAGNIE
- Nous sommes une compagnie spécialisée dans le domaine de la formation et de la motivation du personnel.
- Nous produisons des programmes d'avant-garde pour plusieurs des plus grosses compagnies du Canada et pour tous les niveaux de gouvernements.
- Nous offrons un milieu innovateur, motivant et professionnel.

LE CANDIDAT
- Le candidat idéal est un diplômé universitaire (MBA ou BAA) qui possède une bonne expérience de la vente professionnelle et du marketing. Il a peut-être eu 2 à 3 ans d'expérience publicitaire.
- Il veut vraiment participer à la croissance d'une entreprise par son dynamisme, son attitude positive et par ses capacités professionnelles.
- Il aime travailler dans un milieu professionnel où il peut se développer personnellement et réaliser des revenus proportionnels à sa contribution.

LE DÉFI
- Contribuer et compléter les efforts de sollicitation du président au Québec afin que ce dernier puisse concentrer ses efforts en Ontario et dans l'Ouest canadien.

J.P. CHARTRAND, Président
DEVCOM SERVICES DE FORMATION ET DE MOTIVATION
3901 ouest, rue Jean-Talon, Suite 222
Montréal, H3R 2G4

HERITAGE AUTO

Concessionnaire en plein essor représentant la firme suédoise d'automobiles SAAB est à la recherche d'un

REPRÉSENTANT des Ventes

bilingue, expérimenté et dynamique

Le candidat choisi bénéficiera d'un traitement des plus intéressants.

Pour tous renseignements, communiquez avec
M. Henri Zelnick
933-3675

CURRICULUM VITAE

Assurez-vous d'une présentation "professionnelle" auprès des employeurs. Faites préparer votre curriculum vitae (sur rendez-vous, jour ou soir), moyennant honoraires à être établis, OU, procurez-vous notre guide "Comment préparer votre curriculum vitae" au prix de $10.

CURRICK
Cabinet-conseil en ressources humaines,
Édifice Le Cherrier, suite 201,
1030, rue Cherrier, Montréal, H2L 1H9
(514) 523-2151

ÉTUDIANTS C.A.

Nous recherchons des étudiants C.A. bilingues et experimentés poursuivant actuellement une carrière dans le domaine de la verification des comptes.

Nous offrons d'excellentes occasions de promotion dans un milieu professionnel.

Veuillez postuler en communiquant avec:

DAVID STOTLAND, C.A.
DRUKER, SILVERMAN & CO.
Comptables agréés
4333 ouest, rue Ste-Catherine, suite 201
Montréal, Québec
935-8501

TECHNICIEN(NE) DE RADIOLOGIE

Nous sommes présentement à la recherche d'un(e) technicien(ne) de radiologie diplômé(e) pour combler un poste vacant à notre département de radiologie muni d'équipement moderne.

Ce poste est ouvert à toute personne bilingue illégible pour autorisation avec la société canadienne de techniciens(nes) de radiologie.

Le salaire sera conforme à l'échelle provinciale déjà établie.

Directeur du personnel
HÔPITAL DR-GEORGES-L.-DUMONT
330, rue Archibald
Moncton, N.-B. E1C 2Z3
Tél.: 858-3250

Fiducie du Québec
le "Trust" des Caisses populaires

PROGRAMMEUR INTERMÉDIAIRE

FONCTIONS:
— Rédiger les programmes des nouveaux systèmes en respectant les standards de programmation établis et les rendre opérationnels.
— Entretenir les programmes des systèmes existants.

EXIGENCES:
— Connaissance de COBOL-ANS et de RPG.
— Détenir un D.E.C. en informatique.
— Posséder au moins 2 ans d'expérience en programmation.

La préférence sera accordée aux candidats sachant appliquer les principes de programmation structurée, et ayant travaillé en télétraitement (RJE) sur un équipement IBM-370 utilisant os MVT.

Les candidats intéressés voudront bien faire parvenir leur demande, par écrit, avant le 22 octobre 1976, à l'adresse suivante:

Fiducie du Québec,
Serv. des Ressources humaines,
1, complexe Desjardins,
Tour sud, C.P. 34,
Montréal, Québec.

carrières
ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

Chef du service de comptabilité

NATURE DE LA FONCTION:
— Coordonner et contrôler les activités relatives aux opérations comptables et statistiques dans le but d'aider à la gestion financière de l'établissement.

SCOLARITÉ REQUISE:
— Diplôme de premier cycle universitaire en comptabilité
— Expérience antérieure
— 2 ans de travail dans un service de comptabilité, et de 6 à 12 mois dans un poste commandant des responsabilités de gestion ou
— toute autre forme d'expérience pertinente

CORPORATION PROFESSIONNELLE:
— Être membre de l'une des trois corporations suivantes:
— C.A., C.G.A., R.I.A.

Les personnes intéressées et possédant les qualifications requises doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 29 octobre 1976, à l'adresse suivante

M. PAUL H. BOUTIN
directeur de la gestion du personnel
Centre Hospitalier Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe
1800 rue Dessaulles, St-Hyacinthe
Qué., J2S 2T2

COMPTABLE-EN-CHEF
(R.I.A., C.A., C.G.A.)

Ce poste nouvellement créé offre une chance unique à un jeune professionnel de l'administration à la recherche de nouveaux défis.

LE POSTE
Sous la responsabilité du Contrôleur, le titulaire entreprendra certaines études de rentabilité et apportera sa collaboration dans l'élaboration et l'implantation de systèmes de contrôle. Subséquement, au terme d'environ six mois, le candidat sera promu au poste de comptable-en-chef.

LE CANDIDAT
Idéalement, diplômé universitaire, il est détenteur du titre de R.I.A., C.A. ou C.G.A. Il possède un minimum de 2 ans d'expérience en milieu industriel et est familier avec le prix de revient et les contrôles financiers. Bilingue, son entregent lui permet d'oeuvrer à tous les paliers hiérarchiques de l'entreprise.

NOUS OFFRONS
— Un salaire intéressant en fonction des qualifications et de l'expérience.
— Une gamme complète de bénéfices sociaux des plus avantageux.

Les candidats intéressés feront parvenir leur "curriculum vitae" au:

ST-LAURENT Sucre
Directeur du personnel
SUCRE ST-LAURENT,
B.P. 6022,
Montréal, Québec.
H3C 3A7

Il y a 2 bonnes raisons pour utiliser
LES PETITES ANNONCES
1— C'EST RAPIDE
2— C'EST EFFICACE
la presse
285-7111

Directeur Commercial

Sports Experts Inc., une compagnie de distribution d'articles de sport regroupant plus de 75 magasins au détail, offre à un candidat agressif et compétent l'occasion d'oeuvrer au sein d'une firme jeune et en pleine expansion.

À titre de directeur commercial, le futur titulaire de ce poste assumera la supervision des achats et de la publicité. Avec la collaboration d'un adjoint aux achats et d'un adjoint à la publicité, il aura à planifier, organiser, diriger et contrôler les opérations.

Le candidat choisi devra faire preuve d'entregent, de leadership et posséder un jugement sûr qui lui permettra de prendre des décisions judicieuses. Il sera bilingue, diplômé universitaire en administration des affaires et possédera de préférence un M.B.A. Une solide expérience dans un domaine connexe pourrait servir d'équivalent aux études universitaires. Le candidat aura des qualités pour la communication et le travail en équipe.

Si vous cherchez un poste qui offre un défi d'envergure et qui vous permettra d'utiliser vos connaissances et votre initiative, faites parvenir votre Curriculum Vitae et vos exigences salariales à:

SPORTS EXPERTS INC.
2451 est, boul. Lévesque
Duvernay, Laval, P.Q.
H7E 2N4
Attention: M. Jacques Ouimet

sports/experts

DIRECTEUR DES VENTES

Une division d'une importante société canadienne d'envergure internationale est présentement à la recherche d'un directeur de ventes dynamique et compétent. Le candidat idéal devra posséder de l'expérience dans la gestion de personnel de ventes et doit être capable de former et de développer, ainsi que de diriger une équipe de vendeurs qui travailleront soit de Montréal, soit de Québec. Nous recherchons surtout une personne compréhensive et volontaire, un homme qui sache travailler fort et qui se sent capable de croître rapidement au sein de la société par ses réalisations dans ses fonctions de gestion administrative. Le titulaire relèvera du vice-président de la division; il obtiendra une rémunération supérieure, aura l'usage d'une voiture de compagnie et bénéficiera d'une gamme complète d'avantages sociaux. Veuillez postuler, à titre confidentiel, à Frank Connor, en vous rapportant au numéro de dossier M77.

for the executive
Conseillers en placement de Cadres

666 ouest, rue Sherbrooke
Bureau 506, Montréal
H3A 1E7
288-2787

Les Laboratoires Ville Marie Inc.

INGÉNIEUR
Béton de ciment

Nous sommes à la recherche d'un ingénieur ayant de l'expérience dans le contrôle qualitatif, soit la surveillance de la mise en place, les dosages de mélange et les essais de laboratoire.

Le candidat est membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec, possède un minimum de 2 années d'expérience pertinente, est apte à diriger le personnel technique et capable de transiger avec notre client et les entrepreneurs.

L'endroit de travail est situé sur le territoire de la baie James et nous offrons un bon éventail d'avantages pour ce poste de longue durée.

Le candidat intéressé est prié de faire parvenir son curriculum vitae ou de téléphoner à:

Service du Personnel
400 boul. Curé Labelle
Chomedey, Laval
(514) 681-9221

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT
recherche des

INSPECTEURS

QUALIFICATIONS:
Être bilingue et dynamique. Avoir instruction secondaire V. Être âgé de 30 à 45 ans. Apte à transiger avec le public.
FONCTION:
Suivre un entraînement sur les lois, décrets et règlements pertinents à la fonction.
Rédiger lisiblement et adéquatement ses rapports.
Faire la vérification des registres de paye des employeurs, des rapports mensuels et des feuilles de temps.
S'assurer que ces lois, décrets et règlements sont compris et observés par les assujettis.
CONDITIONS:
Avantages sociaux, incluant fonds de pension, assurance-vie, assurance-maladie, et conditions de travail et salaire intéressants. Allocation d'automobile.

Faire parvenir curriculum vitae à

C.P.A. Montréal
901, rue Bleury, suite 204
Montréal, Qué. H2Z 1M4

INSTRUCTEUR en NURSING
(Orthopédie-neurologie)

Formation:

- être membre de l'Ordre des infirmières du Québec;
- baccalauréat en nursing;
- aptitude prouvée et connaissance en nursing pédiatrique;
- accepter des heures flexibles de travail.

Le salaire sera en accord avec les normes du ministère des Affaires sociales.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au:
Agent de recrutement
en nursing

M·C·H
MONTREAL CHILDREN'S HOSPITAL
2300 rue Tupper
Montreal, Quebec H3H 1P3
937-8511, poste 661

REPRÉSENTANT DES VENTES
Appareils ménagers

Le candidat:
Nous sommes à la recherche d'un représentant dynamique expérimenté dans la vente avec preuves de réussite.
Le candidat choisi se rapportera au directeur des ventes de notre succursale de Montréal.
Le salaire:
Nous offrons une excellente rémunération, salaire de base, commission, voiture et dépenses. Un territoire de vente avec beaucoup de potentiel.
La compagnie:
Nous sommes une compagnie nationale qui distribue une gamme complète d'appareils électroménagers.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:
LA PRESSE, Réf. 17666
C.P. 6041, Succ. A
Montréal, Qué.

Hôpital Santa Cabrini
Centre hospitalier moderne de 350 lits
situé dans le quartier Nouveau-Rosemont
recherche
CHEF DU SERVICE DE PHARMACIE

NATURE DES FONCTIONS:
Sous la direction du directeur des services hospitaliers, le titulaire du poste coordonne et contrôle les activités relatives à l'exécution des ordonnances médicales, à l'approvisionnement et à la distribution des produits pharmaceutiques.
EXIGENCES:
— Détenir un diplôme d'études universitaires de 4 ans en sciences de la santé (pharmacie)
— Être membre en règle de l'Ordre des pharmaciens du Québec
— Posséder une expérience de travail en milieu hospitalier et posséder un minimum d'une année d'expérience dans des fonctions administratives

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae le plus tôt possible au:
Service du personnel
5655 est, St-Zotique, Montréal, Qué.

CARRIÈRES EN INFORMATIQUE

SPÉCIALISTE EN BASE DE DONNÉES — **$25,000**
Une importante société canadienne basée à Montréal cherche un spécialiste en base de données pour diriger l'évaluation, la sélection et la mise en oeuvre d'une technologie dans le service Hoptimis de la société. Le candidat doit connaître l'IMS ou le Total, ou les deux.

PREMIER ANALYSTE — **$22,000**
Importante maison de fabrication et de distribution cherche un analyste bilingue pour concevoir, en partie, un système d'entrée de commande en direct de grande envergure. Les candidats doivent posséder une vaste expérience dans les applications de fabrication comprenant la conception en base de données.

ANALYSTE DE SYSTÈMES — **$20,000**
Une importante manufacture de produits chimiques qui prévoit l'intégration générale de systèmes d'informatique recherche un analyste d'expérience pour diriger et concevoir des applications financières en direct. Les candidats doivent être au courant des derniers progrès techniques et en mesure de jouer un rôle de direction.

ANALYSTE DE PLANIFICATION — **$18,000**
Une importante société cherche un candidat M.B.A. ayant un-deux an(s) d'expérience pour son service de planification des systèmes. Le candidat rêvé a de l'expérience en analyse financière, dans les études de rentabilité de grande envergure ou en recherche industrielle.

Veuillez appeler Jack Hovey: 871-3920

JC HOVEY

DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS

L'ENDROIT: Centre de Services Sociaux de Québec
LE SUPÉRIEUR IMMÉDIAT: Directeur général
LES RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES:
— Coordonner et surveiller les activités professionnelles et scientifiques qui s'exercent dans l'établissement;
— Vérifier le fonctionnement des comités du Conseil consultatif des professionnels et s'assurer qu'il s'acquitte de sa fonction.
LES RESPONSABILITÉS SPÉCIFIQUES:
— Assurer la conception, la planification, l'organisation et l'évaluation des programmes de services sociaux;
— Assurer la promotion et le contrôle de la qualité des services professionnels selon des normes et des standards de pratique professionnelle qu'il établit;
— Responsable de la gestion des activités de sa direction.
LES EXIGENCES:
— Détenir un diplôme de 2e cycle en sciences humaines avec cours post-maîtrise ou, de préférence, posséder un diplôme de 3e cycle;
— Avoir une connaissance approfondie des systèmes et méthodes d'intervention et de recherche dans les services sociaux.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 28 octobre 1976 à:

Directeur Général
CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE QUÉBEC
Place des Quatre Bourgeois
999 de Bourgogne
Ste-Foy, Québec

MAISON NOTRE-DAME DE LAVAL INC.

Centre d'accueil et de réadaptation pour adolescentes, demande

EDUCATEURS-ÉDUCATRICES

L'éducateur travaille auprès d'un groupe d'adolescentes désadaptées socio-affectives. Il organise et participe aux programmes d'activités rééducatives et suit l'évolution des adolescentes par des rapports de comportement.

QUALIFICATIONS:
- D.E.C. en éducation spécialisée, ou connexe.
- B. Sc. en psycho-éducation ou connexe.
- Age: minimum 21 ans.
- Travailler à plein temps sur une base rotative incluant soirées et fins de semaine.
- Expérience auprès des jeunes.
- Salaire: selon les normes du ministère des Affaires sociales

Envoyer votre curriculum vitae complet au:

Service du personnel
MAISON NOTRE-DAME DE LAVAL
310, boul. Cartier, Laval-des-Rapides

REPRÉSENTANTS(ES) MÉDICAUX(ALES)

Une compagnie internationale de produits pharmaceutiques en plein essor, requiert les services de représentants(es) dynamiques.

FONCTIONS: **Promouvoir auprès des médecins, pharmaciens, et institutions hospitalières, les spécialités de la maison.**

QUALIFICATIONS:
— **Minimum 13 années de scolarité**
— **Expérience fructueuse dans la vente de spécialités pharmaceutiques serait un atout.**
— **Parfaitement bilingue.**

RÉMUNÉRATION: **Salaire, boni, voiture fournie, frais de déplacements remboursés, ainsi qu'un généreux système de bénéfices marginaux.**

TERRITOIRES:
1—Laval et les Laurentides.
2—Centre Ville et West Island.

Pour ceux et celles intéressés(es) à se construire une carrière envoyer "curriculum vitae" à:
Laboratoires Endo,
7000 ave. du Parc, suite 407,
Montréal H3N 1X1
a/s M. Jean-Guy St-Laurent.
LABORATOIRE ENDO
Subsidiaire de E.I.
du Pont de Nemours et Co. (Inc).

DIRECTEUR
des comptes à recevoir
(homme ou femme)

Le poste:
— **Superviser le départ des comptes à recevoir.**
— **Être responsable d'un personnel de 4 à 6 personnes.**
— **Il (elle) aura la charge de la comptabilité connexe aux comptes à recevoir ainsi que de celle des autres services.**

Le (la) candidat(e):
— **Le (la) candidat(e) choisi(e) aura de solides connaissances en comptabilité, en administration et en crédit.**
— **Il (elle) sera bilingue, possédera beaucoup de maturité, aura à coeur la réussite de ses objectifs de travail et sera surtout d'une grande fermeté dans ses transactions.**
— **Il (elle) aura de l'ambition et voudra gravir les échelons de l'organisation.**

Salaire:
— **Selon compétence. Une expérience pertinente dans le travail décrit plus haut équivaudra à un diplôme.**

Faites parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:
LES PISCINES VAL-MAR
600, boul. Curé-Boivin
Boisbriand, (Ste-Thérèse), Qué.

LE C.L.S.C. DU MARIGOT
est à la recherche de
4 TRAVAILLEURS
AU POSTE D'AUXILIAIRES FAMILIALES

TÂCHE:
— **Répondre aux demandes d'aide à domicile prioritairement chez les personnes âgées, la famille monoparentale et les femmes relevant d'accouchement;**
— **Éducation dépistage et référence chez les familles rencontrées.**
EXIGENCES:
— **Formation et/ou expérience pertinente;**
Facilité d'adaptation;
— **La connaissance du milieu serait un atout.**
CONDITIONS DE TRAVAIL:
— **Poste à plein temps;**
— **Selon la convention collective en vigueur.**

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 20 octobre 1976 au:

C.L.S.C. DU MARIGOT
a/s du Directeur général
283 est, boul. de la Concorde
Pont-Viau, Laval

SIDBEC-DOSCO

USINE DE CONTRECOEUR
INGÉNIEURS EN ÉLECTRICITÉ

Les candidats choisis préparent et réalisent des projets en circuit de contrôle et de commande pour réseaux de distribution en haut et bas voltages.

Ils voient à la préparation et à la conception des circuits de contrôle et de commande automatiques. Ils doivent détenir un diplôme universitaire et posséder une expérience d'environ cinq (5) ans dans l'industrie lourde.

Faire parvenir son curriculum vitae à:

Sidbec-Dosco
Service du personnel
C.P. 249
Montréal, Québec
H3C 2S6

AUX GRADUÉS UNIVERSITAIRES

Nous sommes un bureau indépendant qui détenons un mandat clair et précis d'une des dix plus importantes institutions financières canadiennes.

NOUS RECHERCHONS:
— Gradués universitaires (ou équivalent)
— 25 ans et plus
— Expérience pertinente dans le domaine des affaires ou procédures administratives.

NOUS OFFRONS:
— Le candidat devra se familiariser avec nos politiques de mise en marché (internes et externes)
— Destiner à un poste de vente
— Programme d'entraînement structuré
— Intéressera un candidat dont le salaire actuel se chiffre entre $15,000 et $18,000 par année.

Envoyer "curriculum vitae" à:

LA PRESSE RÉF.: 17662
C.P. 6041 SUCC. "A"
MONTRÉAL H3C 3E3

Curriculum vitae

Conçus Analysés Rédigés Présentés
Communiquez pour rendez-vous avec:

RESHUM Limitée
Cabinet-conseil
en rédaction de curriculum vitae
Consultants en orientation

50 ouest, Place Crémazie,
suite 308, Montréal
(514) 382-6770

P.S. Conservez cette annonce elle pourrait vous être utile.

TERMACO LTÉE

Une entreprise en pleine expansion est à la recherche d'un CONTREMAÎTRE DE PRODUCTION ayant au moins 30 ans.
EXIGENCES:
- **Expérience dans le métal en feuille et en plaque;**
- **Expérience dans la soudure et le fonctionnement de machines pour former et couper le métal;**
- **Lecture de plans;**
- **Bonne connaissance de l'anglais et du français;**
- **Expérience dans la direction du personnel.**

TRAITEMENT: à discuter.
Adressez "curriculum vitae" à:
TERMACO LTÉE
325, boul. Industriel
St-Jean, Qué. J3B 7M3
346-6871

INGÉNIEUR de CONTRÔLE

Un important manufacturier de la région de la Mauricie est à la recherche d'un contrôleur de la qualité pour ses opérations.

Nature du travail:

- L'ingénieur en contrôle établit les procédures de contrôle de la qualité des produits fabriqués.
- Analyse les procédés de fabrication et recommande les améliorations pertinentes.
- Accomplit les différentes tâches inhérentes au contrôle de la qualité des produits.

Qualifications requises:

- Posséder un diplôme universitaire en génie chimique de préférence ou électrique.
- Posséder une expérience pertinente de la production.
- Bilingue.

Traitement:

La rémunération sera basée sur l'expérience et la compétence du candidat.

Lieu de travail:

Louiseville, Qué.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae qui sera traité de façon confidentielle à:

Corporation des batteries CEGELEC
a/s Directeur du personnel
1410, boulevard Ste-Elizabeth
La Prairie, Qué.
J5R 4E8

FULMEN

Office national du film du Canada
National Film Board of Canada

Le Centre de la Photo du gouvernement canadien à Ottawa

recherche un

COMPTABLE CHEF DE BUREAU

Résumé:

Sous l'autorité du Directeur du Centre de la photo du gouvernement canadien à Ottawa et la surveillance fonctionnelle du Directeur de l'Administration de l'Office National du Film à Montréal, développe, met en oeuvre et assure l'application de systèmes et procédures pour enregistrer et contrôler des données touchant aux revenus et aux dépenses, en accord avec la Loi de l'Administration Financière et à la satisfaction du vérificateur général dans le but de préparer des rapports financiers, la comptabilité du prix de revient et des rapports pour la gestion du Centre de la photo qui opère par l'entremise d'une caisse renouvelable.

Participe activement à la planification financière du Centre et à la préparation de budgets d'opérations, la prévision des revenus et l'établissement des prix de vente. Supervise le travail du personnel affecté aux comptes et à l'administration et accomplit d'autres fonctions.

Qualités requises:

Nous recherchons de préférence une personne diplômée ou étudiant en vue de l'obtention d'un diplôme en comptabilité industrielle, (R.I.A.), ayant des aptitudes pour la gestion et 5 années d'expérience en comptabilité.

Salaire selon la compétence, dans l'échelle suivante: $14,946 à $16,899 (révision prochaine)

Excellents avantages sociaux.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

M. Guy Dufresne
service du personnel
Office National du Film
C.P. 6100, Succ A
Montréal, Qué. H3C 3H5

INGÉNIEUR GÉOTECHNIQUE

La société d'experts-conseils TIL/ABBDL joue un rôle multi-disciplinaire de premier plan dans plusieurs secteurs, dont l'énergie, le transport, les bâtiments et l'environnement, offrant une expertise en fonction des exigences sans cesse grandissantes de ces nombreux marchés.

Nous recherchons présentement la collaboration d'un ingénieur géotechnique de tronçon pour une affectation initiale de 18 mois, dans un pays africain. Cet ingénieur possédera un minimum de 5 années d'expérience en surveillance qualitative et quantitative de chantiers de routes et sera de plus familier avec tous les essais de laboratoire usuels utilisés pour le contrôle de construction de remblais. Se rapportant à l'ingénieur chef géotechnique pour tous les points d'ordre technique, il sera par ailleurs entièrement responsable de la surveillance des travaux du tronçon, et de la qualité technique du travail d'un laboratoire en mécanique des sols. (Dossier 1012-LP)

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae ou communiquer confidentiellement avec:

Directeur de l'embauche
Service du personnel
TIL ABBDL
85 ouest, rue Ste-Catherine
Montréal, P.Q. — H2X 3P4
Téléphone: 282-9650, poste 287

TECSULT INTERNATIONAL LTÉE
ASSELIN, BENOIT, BOUCHER, DUCHARME, LAPOINTE INC.

CONTROL DATA CANADA LTD.

Notre division des services professionnels est présentement à la recherche de deux personnes pour se joindre à une organisation progressive et en pleine expansion. Les candidats choisis bénéficieront d'une excellente rémunération et d'un éventail complet d'avantages sociaux ainsi que de nombreuses chances de développement professionnel au sein du milieu des affaires.

Nous recherchons:

- l'analyste en applications qui sera responsable de l'assistance technique d'un important système de mise en marche. Le candidat doit avoir au moins 3 ans d'expérience sur un système de grande envergure. En raison de la nature de ce poste, le titulaire doit pouvoir communiquer aisément à tous les niveaux, et surtout avec la clientèle. Le bilinguisme est un atout.
- le programmeur de systèmes qui sera responsable du support du logiciel d'une installation CDC 7600. Les candidats doivent avoir au moins 5 ans d'expérience en tant que programmeur de systèmes.

Si vous êtes intéressés, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

CONTROL DATA

M. G.T. CHARLES
Directeur régional — Services professionnels
2020 rue Université, bureau 1700
Montréal, Québec H3A 2A5
Téléphone: (514) 845-4201

LA COMPAGNIE D'ASSURANCES PROVINCES-UNIES
recherche un

SOUSCRIPTEUR INTERMÉDIAIRE

pour son service automobile

FONCTION:

Sélectionner les propositions d'assurances automobile et préparer le travail d'émission des polices.

EXIGENCES:

— Cours secondaire complété;
— Expérience d'au moins 4 années dans la souscription automobile;
— Les cours de l'Institut d'Assurance seraient un atout.

Pour de plus amples informations, communiquer avec le:

Service du Personnel
878-1611

DIRECTEUR DES TRAVAUX

(Afrique du Nord française)

Une importante firme canadienne d'ingénierie et de construction, d'envergure internationale, recherche un directeur des travaux expérimenté pour la construction d'un complexe industriel en Afrique du Nord. Le candidat qui sera choisi travaillera à Montréal 6 mois au maximum, après quoi, il sera muté en Afrique du Nord pour une période de 3 années. Le candidat doit posséder une excellente maîtrise de la langue française. Outre les avantages sociaux usuels pour un tel poste, la société offre une maison préfabriquée canadienne avec toutes les facilités usuelles située à proximité du site des travaux et de la capitale du pays ainsi qu'une voiture, les frais de déménagement de la famille et les frais d'instruction des enfants. La société garantit la confidentialité des applications. Veuillez s'il vous plaît faire parvenir votre curriculum vitae avec votre application à TR, 620 ouest, rue St-Jacques, Bureau 510, Montréal, Québec.

VILLE DE BROSSARD

CHEF DE LA SECTION PERMIS DE CONSTRUCTION

FONCTIONS:

Sous l'autorité de l'urbaniste de la ville, contrôle et coordonne:

a) L'examen et l'émission des permis de construction;
b) L'information concernant les règlements de zonage de construction et de nuisances;
c) L'enregistrement des plaintes.

QUALIFICATIONS:

— Diplôme de niveau collégial en techniques d'architecture, de génie civil, de mécanique de bâtiments ou autres disciplines connexes, ou l'équivalent;
— Expérience valable dans le domaine de la construction (inspection et émission de permis);
— Bonne connaissance de la langue anglaise.

SALAIRE: selon les qualifications et l'expérience.

Faire parvenir son "curriculum vitae" à:

L'adjoint administratif
Ville de Brossard
3275 Lapinière
Brossard J4Z 2B4

et ce avant le 27 octobre 1976.

ANALYSTE DE SYSTÈME/Représentant de service

TÂCHE:

- analyser, concevoir, dessiner et installer des systèmes comptables conformes aux exigences de nos clients et aux limites de nos programmes.
- faire le service après vente des systèmes installés.

QUALITÉS PERSONNELLES:

- Aptitude au travail d'équipe
- Capacité marquée de communiquer oralement et par écrit à tous les échelons d'une entreprise
- Beaucoup d'entregens
- Bilingue
- Posséder une automobile

EXPÉRIENCE REQUISE:

- Minimum de deux ans d'expérience dans l'analyse, la conception, le dessin, l'installation et le service après vente de systèmes comptables programmés.

EXIGENCE ACADÉMIQUE:

- Au moins un DEC en comptabilité ou l'équivalent.

SALAIRE INITIAL:

- $10,000 à $14,000 + bonus + dépenses d'auto

LIEU DE TRAVAIL:

- Région de Montréal avec possibilités dans la région de Québec et d'Ottawa

DATE LIMITE:

- 22 octobre 1976 — CURICULUM VITAE à C.P. 1254 "S-Succ." Place Bonaventure, Montréal, ou appeler M. Jacques Rioux à 879-1034.

TELACCOUNT LIMITÉE, une entreprise conjointe de Bell Canada et de la Banque de Nouvelle-Ecosse

---

HÔTEL-DIEU DE ST-JÉRÔME

recherche

DIRECTEUR(TRICE) - ADJOINT(E)

À la direction des soins infirmiers

Sous l'autorité du directeur des soins infirmiers, le titulaire du poste participe à l'organisation et au contrôle des activités des unités de soins et pourvoit à l'utilisation des ressources tant humaines que matérielles dans le cadre de sa juridiction. Il assume également la responsabilité du contrôle dans le remplacement quotidien du personnel compte tenu de l'évaluation des besoins dans sa sphère d'activités.

L'hôpital étant actuellement en pleine expansion et compte tenu des développements actuels et futurs, le poste représente un défi intéressant à relever.

EXIGENCES:

— Membre de l'O.I.I.P.Q.;
— Baccalauréat en sciences infirmières;
— Expérience minimale de 3 ans au niveau d'un poste administratif;
— Une expérience administrative plus vaste et/ou une formation connexe en administration pourrait servir d'équivalence au diplôme de 1er cycle en sciences infirmières.

Prière d'adresser votre "curriculum vitae" avant le 3 novembre 1976 au

Directeur du personnel
HÔTEL-DIEU DE ST-JÉRÔME
290, rue Montigny,
St-Jérôme, Que.

La Fédération du Québec pour le planning des naissances
recherche un(e)

DIRECTEUR(TRICE) GÉNÉRAL(E)

Fonction:

Sous l'autorité immédiate du Conseil d'administration, le directeur-général est responsable du bon fonctionnement du siège social; des communications entre la Fédération, ses Associations-membres et ses membres associés.

Il participe à l'élaboration de programmes et projets permettant de réaliser les objectifs de la Fédération.

Qualifications:

— Diplôme universitaire en science humaine ou l'équivalant.
— Expérience dans le domaine administratif et en animation.
— Disponibilité pour déplacements dans le Québec.
— Connaissance dans le domaine du planning des naissances serait préférable.
— Connaissance de l'anglais serait un atout.

Conditions de travail:

Traitement selon les échelles en vigueur au Ministère des Affaires sociales.

Lieu de travail:

Montréal.

Toute personne intéressée et répondant aux exigences mentionnées doit faire parvenir son curriculum vitae sous pli confidentiel au président, avant le 31 octobre 1976.

Fédération du Québec
pour le planning des naissances,
a/s André Harvey, président,
3826 rue St-Hubert,
Montréal, P.Q.

TECHNICIEN EN MÉCANIQUE MUNICIPALE

— Entreprise jeune et dynamique oeuvrant dans le domaine de la mécanique municipale requiert les services d'un technicien possédant une expérience pertinente.

Des connaissances sont requises dans les spécialités suivantes:

1. Lecture de plans et schémas
2. Pompes et moteurs (aqueduc et égout)
3. Système de contrôle électrique ou pneumatique
4. Épuration des eaux usées
5. Filtration et chloration d'eau potable

De façon générale, le candidat choisi aura à préparer des estimations de projets à partir de plans et devis préparés par des ingénieurs-conseils. De plus, il aura à résoudre certains problèmes techniques sur des chantiers lors de l'exécution de contrats.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur curriculum vitae à l'attention de Michel Bernier, C.A. secrétaire-trésorier, à l'adresse indiquée:

LES CONSTRUCTIONS TECKSOL INC.
2556 Dalton, Parc Colbert,
Ste-Foy, Québec, P. Qué.
G1P 3S4
Téléphone: 418-651-2007

ASTRO TIRES

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Une compagnie canadienne en expansion cherche une personne mûre et consciencieuse pour un poste enrichissant et rémunérateur.

Le candidat rêvé est bilingue, capable de traiter avec la clientèle et d'assumer l'entière responsabilité d'un service (contrôle d'inventaire, expédition et réception)

Nous offrons de très belles chances d'avancement et un bon salaire de départ en fonction de l'expérience et des qualités.

Pour obtenir une entrevue, prière de communiquer avec M. Claude Giroux.

636-9000

Firme de consultants en gestion et organisation financière

Recherche représentant pouvant offrir services financiers professionnels et hommes d'affaires de la petite et moyenne entreprise.

Les postulants devront:

— Avoir entre 28 et 40 ans
— Posséder expérience du milieu financier dans son ensemble
— Degré universitaire de préférence ou l'équivalent
— Expérience de représentation essentielle.

Rémunération:

Supérieure à la moyenne dépendant de l'expérience.
Possibilité de participation aux bénéfices.

Faire parvenir curriculum vitae complet avec photo à:

LA PRESSE, Réf.: 17609
C.P. 6041, Succursale "A"
Montréal H3C 3E3

LA COMMISSION SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES
demande

UN AGENT DE BUREAU

CLASSE 1 — Service au personnel (section paye et bénéfices marginaux)

ATTRIBUTIONS: Cette personne s'occupe des attestations d'absences à savoir:

— Absence de maladie, absence syndicale; absence pour congés sociaux et du retour au travail.

Cette personne participe à la préparation de la paie.

SALAIRE: $8,554 à $10,975.

QUALIFICATIONS REQUISES: Secondaire V et expérience pertinente ou l'équivalent.

Faire parvenir curriculum vitae à l'attention de:

M. René Simoneau, directeur,
Services du personnel,
2275, Honoré-Mercier,
Ste-Rose, Laval

Pour
ACHETER
ou
VENDRE
LES PETITES ANNONCES
285-7111

CURRICULUM VITAE

dactylographiés et photocopiés
en 35 exemplaires: $25.
C.V. Inc.
10135, Saint-Denis, Montréal
Rédaction Professionnelle

Pour rendez-vous: **M. G. Dunberry**
844-9328

VÉRIFICATEUR SÉNIORS

Nous recherchons des vérificateurs seniors pouvant prendre charge de dossiers. Les candidats devront posséder un minimum de 1 à 2 ans d'expérience dans un bureau de comptables et être étudiants au titre de C.A. ou C.G.A. ou détenir un diplôme universitaire en sciences comptables.

Possibilité d'association future à être discutée.

Rémunération selon qualifications et expérience.

Adresser "curriculum vitae" à:

GAUTHIER, TOUCHETTE, ARCHAMBAULT, LAFORTUNE, MALO
3000, rue Sicotte, St-Hyacinthe
J2S 2L8

carrières
ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

Hydro-Québec

Direction Embauchage
C.P. 6106
Montréal, Que.

NUCLÉAIRE ET THERMIQUE

INGÉNIEUR —

CONTRÔLE ET INSTRUMENTATION

CONCOURS: 76-315-10-J-9

Fonctions:
Les fonctions suivantes se situent dans le cadre général de la conception et de l'ingenierie de l'instrumentation et du contrôle des centrales thermiques et nucléaires et des centrales de dieseis et de turbines à gaz.

— Participer aux études conceptuelles d'avant-projets de centrales et apporter son concours à l'établissement des estimations budgétaires des équipements et des calendriers des études et des travaux.

— Surveiller la qualité de l'ingenierie des projets et y contribuer lorsque requis.

— Participer à l'évaluation des soumissions de divers equipements d'instrumentation tels que des capteurs de procedés, des regulateurs, des enregistreurs, des modules de logique et des vannes de contrôle.

— S'assurer de la bonne administration des contrats d'équipements d'instrumentation du point de vue contenu technique.

Exigences:

— Être ingénieur en génie électrique ou physique et être membre de l'ordre des Ingénieurs du Québec.

— Posséder une bonne expérience dans la conception, l'ingénierie ou la mise en service d'instrumentation de procédés et de systèmes de contrôle.

— Parler et écrire correctement le français et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Lieu de travail: Montréal

INGÉNIEUR —

PRODUCTION DE VAPEUR

CONCOURS: 76-316-10-J-9

Fonctions:

Les fonctions associées à ce poste se situent dans le cadre général de la conception et de l'ingénierie du réacteur et des mécanismes de réactivité d'une centrale nucléaire.

— Participer à la préparation des devis techniques et à l'évaluation des soumissions.

— Veiller à la bonne marche de ces contrats au point de vue contenu technique.

— Participer à la conception et à la surveillance de la qualité de l'ingénierie.

Exigences:

— Être ingénieur en mécanique ou en métallurgie et être membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec.

— Posséder une expérience pertinente.

— Parler et écrire correctement le français et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Lieu de travail: Montréal

INGÉNIEUR —

TURBINES ET AUXILIAIRES

CONCOURS: 76-0318-10-J-9

Fonctions:

Les fonctions suivantes se situent dans le cadre général de la conception et de l'ingénierie de la partie turbines et auxiliaires des centrales thermiques et nucléaires et de toute la partie mécanique des centrales de diesels ou de turbines à gaz.

— Participer aux études conceptuelles d'avant-projet et apporter son concours à l'établissement des estimations budgétaires des équipements et des calendriers des travaux.

— Surveiller la qualité de l'ingenierie lorsque celle-ci est exécutée ailleurs et dans certains cas contribuer à l'ingénierie de petits projets comme des centrales de diesels ou de turbines à gaz.

— Participer à l'évaluation des soumissions d'équipements mécaniques tels que turbines à gaz, turbines à vapeur, diesels, pompes et échangeurs.

Exigences:

— Être ingénieur en mécanique ou ayant une expérience pertinente dans un domaine connexe.

— Posséder une bonne expérience dans la conception, l'ingénierie ou la mise en service d'équipements mécaniques associés aux turbines et aux services auxiliaires de centrales thermiques, nucléaires, à turbines à gaz ou à diesels.

— Parler et écrire correctement le français et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Lieu de travail: Montréal

N.B. Les candidats intéressés sont priés de nous faire parvenir leur curriculum vitae le plus complet possible avant le 29 octobre 1976 en mentionnant le numéro du concours sur le curriculum vitae ainsi que sur l'enveloppe.

Université du Québec à Montréal

SECRÉTAIRE-RÉDACTEUR

(Concours no. 76-186)

Fonctions:
Le secrétaire-rédacteur assiste, selon son affectation, aux rencontres du Conseil d'administration, du Comité exécutif ou de la Commission des études ou tout autre comité semblable. Il voit à la préparation, à la rédaction et à l'acheminement de la documentation nécessaire au fonctionnement des instances en question.

Le secrétaire-rédacteur prépare la documentation utile aux travaux des comités. Il assiste aux rencontres où il agit comme secrétaire-rédacteur et doit par la suite rédiger le compte-rendu des discussions et des recommandations qui en résultent en respectant fidèlement la pensée des intervenants. Entre les rencontres, il s'assure de l'acheminement des informations colligées aux personnes et aux groupes intéressés et voit à la mise à jour des registres des procès-verbaux et des résolutions jusqu'à leur dépôt au service des archives. Il collabore à certaines recherches relatives aux travaux poursuivis par les comités et exécute tout autre mandat qui lui est confié.

Exigences:
Diplôme du 1er cycle ou l'equivalent, connaissance de la stenotypie ou stenographie. Secretariat professionnel. Excellente connaissance du français. Esprit de synthese. Facilite de redaction.

Salaire:
Dans une échelle de salaire se situant entre $11,880 et $20,542.

Toutes les demandes écrites, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir avant 17 heures le 19 octobre 1976, au:

Service du personnel
Université du Québec à Montréal
355 ouest, rue Sainte-Catherine
Suite 6029
Montréal, P.Q.
H3C 3P8

Centre de Services Sociaux Laurentides-Lanaudière Inc.

RESPONSABLE DES NORMES ET STANDARDS

FONCTIONS
Personne qui, sous l'autorité du directeur des services professionnels, assure le développement et le contrôle des services professionnels.
— Élabore des normes et standards de pratique professionnelle;
— Élabore des politiques et procédures de traitement des plaintes et en assure l'application;
— Participe à l'élaboration des programmes d'évaluation, de formation et de perfectionnement du personnel;
— Analyse les méthodes d'intervention;
— Assure le support et l'encadrement professionnel aux praticiens sociaux;
— Établit les normes concernant la tenue des dossiers et en surveille et assume l'application.

EXIGENCES
— Diplôme universitaire de 2ième cycle dans l'une ou l'autre des sciences du comportement ou l'équivalent.
— Minimum de cinq (5) années d'expérience pertinente.

RÉMUNÉRATION
— En conformité avec la politique salariale du ministère des Affaires sociales

LIEU DE TRAVAIL
Ste-Thérèse (siège social)

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 25 octobre 1976, au:

Directeur des ressources humaines
C.S.S.L.L.
C.P. 340
204 boul. Labelle
Ste-Thérèse

INFIRMIÈRE (ER) LICENCIÉE (É)
carrière administrative

Une importante compagnie recherche une personne dynamique et ambitieuse pour occuper le poste de directrice (eur) de sa succursale de Montréal.

Les responsabilités comprennent:
— La direction du personnel, l'administration générale du bureau ainsi que la promotion au niveau de nos clients
— Une expérience au niveau de l'entreprise privée ou dans un bureau de médecin serait un atout.

Salaire avantageux et boni. Avantages sociaux et possibilité de développement personnel. Auto nécessaire.

Faire parvenir curriculum vitae en toute confiance a:

La Presse, Réf. 17664
C.P. 6041, Succ A
Montréal, Qué.

Centre d'Accueil Cartier
CÉRAMISTE

L'institution:
Centre d'accueil sécuritaire pré-comparution et post-comparution

Le fonction:
— Animer les activités prévues au programme et voir au bon fonctionnement de l'atelier, exemple: cuisson, matériel

Le candidat:
— Doit détenir un D.E.C. en techniques de loisirs ou céramique

Le traitement:
— Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales

Faire parvenir un curriculum vitae avant le 31 octobre 1976 au:

Directeur général
Centre d'Accueil Cartier
306, boul. Cartier,
Laval-des-Rapides, Qué.

HÔPITAL RIVIÈRE-DES-PRAIRIES
Centre de santé mentale pour enfants et adolescents

recherche

1—RESPONSABLE DU SERVICE ALIMENTAIRE

FONCTIONS:
Sous la responsabilité du directeur des services auxiliaires, il coordonne et contrôle les activités relatives à l'élaboration des menus, à la préparation et à la distribution des mets dans le but d'assurer aux bénéficiaires et au personnel une alimentation adéquate.

EXIGENCES:
— B.Sc. en diététique;
— Membre de la Corporation des diététistes de la province de Québec;
— Expérience administrative souhaitable.

RÉMUNÉRATION:
Selon la politique de rémunération du M.A.S. classe 2.

2—RESPONSABLE DU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ET DES COMMUNICATIONS

FONCTIONS:
Sous la responsabilité du directeur des services auxiliaires, coordonne et contrôle les activités relatives à la sécurité des enfants, du personnel et des visiteurs à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement et les activités relatives à la transmission des messages internes et externes de l'établissement.

EXIGENCES:
— Diplôme d'études secondaires;
— Formation professionnelle en protection du service du bâtiment plus 1 année de spécialisation en techniques administratives ou l'équivalent;
— Posséder une bonne connaissance de la sécurité et des moyens de prévention en milieu hospitalier et être familier avec les modes de prévention des accidents de travail.

RÉMUNÉRATION:
Selon la politique de rémunération du M.A.S. classe 9

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir son "curriculum vitae" au:

Service du personnel,
7200 est, boul. Gouin,
Montréal

COMPTABLE
Prix de revient

La Compagnie internationale de papier du Canada offre au comptable compétent un défi intéressant et l'occasion de se joindre à sa division des produits de papier à Pointe-aux-Trembles.
Le candidat choisi sera particulièrement responsable de superviser une équipe de 6 personnes impliquées dans la mise à jour, le maintien et le fonctionnement du système de coûts standard de ses quatre usines.
Bilingues, les candidats doivent posséder une connaissance approfondie des techniques et principes de la comptabilité générale et du prix de revient, et préférablement avoir une expérience pratique dans le domaine du prix de revient. Ils doivent de plus être diplômés universitaires d'une discipline reliée à la comptabilité (CA, RIA, CGA) ou en voie d'obtenir de tels diplômes.
Nous offrons un salaire reflétant l'expérience et les qualifications en plus d'excellentes chances d'avancement au sein de notre entreprise.

Veuillez répondre en relatant de façon détaillée votre formation, vos qualifications et votre expérience à:

Service des relations du personnel
Édifice Sun Life, 14e étage,
Montréal, Québec H3B 2X1

Compagnie Internationale de Papier du Canada

C.L.S.C. LE SAMARITECH

Centre local des services communautaires desservant les villes de Brossard, Ville Lemoyne, St-Lambert et Greenfield Park recherche

UN MÉDECIN

FONCTIONS:
— Pratiquer les activités courantes de médecine générale (consultations, visites à domicile, mini-urgences): le jour et occasionnellement en soirée;
— Collaborer au sein d'une équipe multidisciplinaire, à la réalisation de programmes de santé axés sur l'information et l'éducation.

EXIGENCES:
— Détenir son permis de pratique;
— Souscrire inconditionnellement aux objectifs des C.L.S.C.
— Pouvoir communiquer à l'aise et ouvertement avec les autres professionnels et les usagers du C.L.S.C.
— Être motivé à mettre au point et expliquer des modalités mieux appropriées de pratique médicale en rapport avec des problèmes ou des comportements socio-sanitaires précis.

SALAIRE: Selon la nouvelle entente survenue entre le M.A.S. et la Fédération des Médecins Omnipraticiens du Québec.

— *Faire parvenir formule d'application et notes biographiques au plus tard le 8 novembre à l'adresse suivante:*

C.L.S.C. LE SAMARITECH
a/s Directeur général
2115 Lapinière
Brossard

LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE CARIGNAN
ENSEIGNANTS

1 poste en:
COMMERCE ET SECRÉTARIAT (SEC. IV ET V)
— Initiation au droit
— Service du crédit
— Marketing
— Mécanographie

1 poste en:
CUISINE PROFESSIONNEL (SEC. V)

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur candidature avant le 22 octobre aux:

Services au personnel,
41, avenue de l'Hôtel-Dieu,
J3P 1L1

Date limite 22 octobre 1976 à 17:00 heures

Appel de candidatures mixtes

Fonction publique Canada / Public Service Canada

Ministère des Travaux publics
Direction générale de l'administration immobilière
Ottawa (Ontario)

SURVEILLANT DE L'ENTRETIEN

Traitement: $14 300 – $16 200
No de référence: 76-PSTP-60-09-12 (18)

Fonctions
La Division de la gestion des immeubles a besoin de plusieurs personnes compétentes pour inspecter les installations dont elle a charge; déterminer les besoins en entretien et en réparation ainsi que les petites améliorations à apporter aux immeubles; mettre en oeuvre les travaux, soit par contrat, soit en faisant appel à une équipe d'hommes de métier; surveiller la mise en oeuvre des contrats de service d'entretien régulier des immeubles et de l'équipement, et les administrer.

Conditions de candidature
Les candidats doivent posséder une grande expérience de la réparation des immeubles, des systèmes et de l'équipement qui y sont installés, de même que l'aptitude à interpréter les devis descriptifs, les dessins et les documents contractuels. Un diplôme d'une école de technologie dans des domaines touchant directement les techniques des services immobiliers est souhaitable. Pour le poste annoncé, la connaissance de l'anglais et du français est indispensable.

Ce concours pourra servir à combler des postes de même nature qui pourraient être vacants dans un proche avenir. Certains postes peuvent ne demander la connaissance que de l'une ou l'autre des deux langues officielles.

Exigences linguistiques
Les unilingues peuvent postuler un poste bilingue s'ils consentent par écrit à s'engager dans un programme de formation linguistique qui pourra, au gré de la Commission de la fonction publique, durer jusqu'à un an. La Commission s'assurera d'abord de leurs aptitudes linguistiques, puis déterminera le lieu des cours. La titularisation ne sera accordée que si le programme de formation se termine avec succès.

Comment se porter candidat
Remplir le formulaire de demande d'emploi C.F.P. 367-4110, – on le trouve dans les bureaux de poste, les centres fédéraux de main-d'œuvre, et les bureaux de la Commission de la fonction publique du Canada, – et le faire parvenir à:

Commission de la fonction publique du Canada
Programme des professions scientifiques, libérales et techniques, Esplanade Laurier, Tour ouest
300 ouest, avenue Laurier, 16e étage
Ottawa (Ontario) K1A OM7

Date limite: le 30 octobre 1976

Prière de toujours rappeler le numéro de référence approprié.

---

hhr hôpital du haut-richelieu

ARCHIVISTE CHEF ADJOINTE
(salaire initial jusqu'à $13,895.34)

Un centre hospitalier moderne de la Rive-Sud regroupant un bon nombre de spécialités et de services communautaires, est à la recherche d'une Archiviste Chef Adjointe.

Le titulaire de ce poste assiste l'Archiviste-Chef dans la planification, l'organisation, la direction et le contrôle du département des archives médicales.

Qualifications requises:
Les candidats doivent détenir un diplôme d'Archiviste médicale autorisée et être membre en règle de l'Association des Archivistes médicales de la province de Québec. De plus, une expérience de 2 à 3 ans comme archiviste médicale autorisée est exigée.

Ce centre hospitalier moderne à quelques vingt milles de Montréal, offre d'excellents bénéfices sociaux et de bonnes conditions de travail.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 29 octobre 1976 au:

Service du Personnel
HÔPITAL DU HAUT-RICHELIEU
a/s J.M. Boudreau
920 boul. du Séminaire, St-Jean, P.Q.
Tél.: 348-6101 local 221

BIBLIOTHÉCAIRE EN CHEF

RESPONSABILITÉS:
Sous la responsabilité du Directeur du Service des Loisirs et Parcs:
— Administrer une bibliothèque publique de 35,000 volumes et de 1,200 films;
— Planifier et coordonner les différents services, tels que bibliothèque et cinémathèque, etc..
— Déterminer les politiques de choix de volumes;
— Préparer et administrer le budget;
— Diriger le personnel.

EXIGENCES:
— Détenir un baccalauréat en bibliothéconomie;
— Être membre de la Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec;
— Tact, jugement et souplesse.

TRAITEMENT:
La rémunération sera établie en fonction de l'échelle salariale du personnel "Cadre" des employés de la Ville de Saint-Jean.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION
Toute demande traitée confidentiellement devra parvenir au Service du Personnel, à l'adresse suivante, avant 16.30 heures, vendredi le 29 octobre 1976.

Service du Personnel
VILLE DE SAINT-JEAN
C.P. 1025,
SAINT-JEAN, Qué.

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTREAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

RAYONIER QUEBEC

(PORT-CARTIER)

Est a la recherche de personnel qualifié pour son usine de pâte à dissoudre située a Port-Cartier.

SUPERVISEUR À L'ÉNERGIE (QUART)

RESPONSABILITÉS

En charge d'une equipe d'opérateurs, le titulaire est responsable de: Station de pompage; clarificateur d'eau; chaudières de soutien et récuperation; turbo générateur 40 MW; traitement externe de l'eau d'alimentation comprenant déminéralisateur, traitement de condense et adoucisseur; chauffage et ventilation; traitement des eaux usees; equipement auxiliaire.

QUALIFICATIONS

Le candidat doit avoir un minimum de 11 annees d'etudes avec 3 annees d'experience de supervision dans un service d'énergie de préférence dans l'industrie des pates et papier.

TRAITEMENT

Nous offrons de tres bons salaires et des avantages sociaux interessants.

Les personnes qualifiees doivent faire parvenir leur curriculum vitae à:

RAYONIER QUEBEC
Superviseur de l'embauche — Usine
C.P. 3000, Port-Cartier, Québec G0G 2J0

RAYONIER QUÉBEC

(PORT-CARTIER)

Requiert des maintenant pour son usine de pâte à dissoudre située a Port-Cartier les services d'un:

Superviseur à la prévention des accidents

RESPONSABILITÉS

Sous la direction du Directeur du Personnel, le candidat choisi assumera la responsabilite de tous les programmes de securite industrielle. Ses responsabilites incluront: la mise sur pied et l'implantation de programmes de securite et d'investigation, la preparation de rapports et de statistiques sur les accidents, l'inspection de l'usine.

QUALIFICATIONS

Possedant un minimum de cinq (5) années d'expérience dans le domaine de la Securite Industrielle de preference dans l'industrie des pâtes et papiers.

TRAITEMENT

La compagnie offre un salaire correspondant a l'experience et aux qualifications ainsi qu'une gamme interessante d'avantages sociaux.

Les personnes experimentees doivent faire parvenir leur curriculum vitae en ayant soin d'indiquer le poste sollicite à:

RAYONIER QUEBEC
Superviseur de l'embauche — Usine
C.P. 3000, Port-Cartier, Québec, G0G 2J0

FAITES CARRIÈRE DANS UN BUREAU DE C.A.

Un jeune bureau de C.A. en plein essor recherche des jeunes C.A. ou C.G.A. ayant 1 ou 2 annees d'experience en verification.

Vous devez posseder beaucoup d'initiative, aimer relever des défis et désirer faire carrière au sein d'un groupe dynamique.

Les candidats seront responsables de dossiers de verification, de certains travaux spéciaux et de travaux de consultation aupres de P.M.E.

Un salaire au-dessus de la moyenne et une équipe professionnelle vous attendent.

Demander Louis Marchand, C.A.
tél.: 381-6233
Thibault, Marchand & Cie, C.A.
110 Place Crémazie
Suite 600
Montréal.

TÉLÉVISION INDUSTRIELLE

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie, est à la recherche d'un rédacteur/réalisateur bilingue ayant 2 ou 3 années d'expérience au sein d'une équipe de production dans un studio de télévision du secteur gouvernemental, para-gouvernemental ou privé.

Le candidat doit posséder des capacités de rédaction et de réalisation. En outre, il doit être titulaire d'un baccalauréat en communications ou avoir de 3 à 5 années d'expérience dans le domaine de la production d'émissions télévisées et de matériel audiovisuel.

Les personnes qualifiees doivent faire parvenir leur curriculum vitae à:

Ian Macgregor,
Superviseur, Recrutement de spécialistes,
Sun Life du Canada,
C.P. 6075 (A),
Montréal, Qué.
866-6411, loc. 608

SunLife DU CANADA

la commission scolaire

Mont-Fort

(de niveau elementaire)

recherche

CONSEILLER EN ENSEIGNEMENT MORAL ET RELIGIEUX

(8 écoles francophones et 2 anglophones)

PRINCIPALES FONCTIONS et RESPONSABILITES:
Sous l'autorité du directeur des services éducatifs:
— Assurer le développement, la coordination et l'évaluation du programme d'éducation morale;
— Assister les directions d'écoles et les enseignants dans la planification, l'organisation, l'animation et l'évaluation de leurs projets educatifs;
— Collaborer étroitement avec le conseiller en education chretienne et les agents de pastorale scolaire.

QUALIFICATIONS REQUISES:
— Diplôme universitaire de 1er cycle en sciences religieuses;
— 5 années d'expérience d'enseignement au niveau elementaire;
— Maitrise du français et de l'anglais.

RÉMUNÉRATION:
Conformement à l'entente regissant l'association des professionnels non-enseignants.

Tout candidat interesse doit postuler avant le 27 octobre 76 en faisant parvenir son "curriculum vitae" a:

LA COMMISSION SCOLAIRE MONT-FORT
a/s M. Pierre Massicotte,
Directeur des services du personnel,
60 rue St-Jacques,
Chambly

Universite du Quebec a Montreal

RESPONSABLE DE L'EXPLOITATION AU SERVICE DE L'INFORMATIQUE

Fonctions:
Le responsable de l'exploitation se rapporte au directeur du service de l'informatique de l'Université du Quebec à Montreal et contrôle les secteurs suivants:
l'ordinateur DECSYSTEM et son système d'exploitation, les équipements peripheriques et les operations sur ces appareils;
le secteur production: contrôle de la qualité, préparation des données, contacts avec les utilisateurs du service;
les operations effectuees par les utilisateurs de l'UQAM sur l'ordinateur du reseau de l'UQ (CYBER-73).

Qualifications:
Diplôme universitaire de premier cycle dans une discipline scientifique et cinq (5) annees d'expérience dans le secteur de l'exploitation d'un service informatique;
Connaissance des systemes d'exploitation des ordinateurs DECSYSTEM-10 et CYBER-73.

Traitement:
Selon l'échelle de salaire des cadres en vigueur à l'Université du Quebec a Montreal.
Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae doivent parvenir au secretariat general avant le 26 octobre 1976 a 17 heures, bureau 7210 du pavillon Louis-Jolliet, 355 ouest, rue Sainte-Catherine, Montreal H3C 3P8.

SPÉCIALISTE EN PROCÉDÉ DE FABRICATION D'AVIONS

Nous offrons des postes de défi pour spécialistes expérimentés dans les procedés de fabrication d'avions. Les candidats devront avoir:

- Une competence reconnue dans ce domaine.
- L'aptitude pour discuter avec les concepteurs sur tous les aspects de fabrication.
- Une solide expérience en gestion.
- Une pratique acquise dans le domaine de l'assemblage final et des operations de pré-envol.

LA COMPAGNIE OFFRE

- Une position responsable avec notre équipe de génie de fabrication.
- Un salaire conforme à vos qualifications et votre expérience.
- Une semaine de vacances payées entre Noël et le Jour de l'An.
- Une gamme complète d'avantages sociaux incluant un plan unique d'épargne et de placement.

Les candidats interessés sont pries de soumettre leur curriculum vitae a M. Guy Legault.

CANADAIR

B.P. 6087
Station "A"
Montréal, P.Q.
H3C 3G9

CHEF DE PROJETS (R & D)

Le Poste:
Assumer les responsabilites du laboratoire analytique de recherches et développement. Assisté d'un technicien sénior, le chef de projets voit à la mise au point de méthodes analytiques, aux recherches chimiques et à l'identification de la cause des problèmes affectant les produits existants et nouveaux.

Le Candidat:
Devra posseder un baccalauréat specialise, option chimie, membre de l'Ordre des Chimistes du Québec, ainsi que plusieurs années d'expérience en chimie analytique dans l'un des domaines suivants: les cosmetiques, les adhésifs, les non-tissés, filtres a air ou la qualité de l'environnement. Une bonne connaissance du français et de l'anglais est essentielle.

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae a:

M. André Brouard
Administration du personnel
7101 est, rue Notre-Dame
Montréal, Québec H1N 2G4

Johnson & Johnson LIMITÉE/LIMITED

ASSURANCE GÉNÉRALE DIRECTEUR ADJOINT

Nous sommes à la recherche d'une personne dynamique pour compléter les cadres de notre organisation qui connaît des progrès marqués en assurances générales.

Le candidat recherché sera responsable du développement, de l'application des politiques de souscription et d'administration ainsi que de l'organisation et la supervision du travail d'un groupe d'employés.

Ce poste interesse les personnes ayant une solide expérience de la souscription des risques (automobiles et biens) et ayant déjà été exposées à l'administration et aux contacts avec le personnel.

Ceci constitue une excellente opportunite de progresser a l'interieur d'une entreprise qui se développe rapidement et ou l'initiative personnelle joue un rôle de premier plan.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" au directeur adjoint, service des Ressources humaines et ils peuvent être assures que leur candidature sera traitée confidentiellement.

LES COOPÉRANTS
1259 Berri
Montréal H2L 4C7
288-1502, poste 279

LE COLLÈGE LIONEL-GROULX

demande un

TECHNICIEN AU DÉPARTEMENT DES SCIENCES SOCIALES

Le technicien assiste les enseignants dans la préparation, la présentation, la surveillance et l'évaluation des travaux de laboratoire et de recherche. Il peut être appelé à faire la compilation des dossiers sur des thèmes proposés. Il peut aider les étudiants dans le choix de leur documentation. Il collabore à l'élaboration de divers travaux audio-visuels.

QUALIFICATIONS REQUISES:
— D.E.C. sciences sociales
— Une bonne connaissance de l'audio-visuel serait préférable.

Salaire selon convention collective.

Prière de faire parvenir votre "curriculum vitae" avant vendredi le 22 octobre a 17:00 heures au:

Service du personnel
CONCOURS SO 66
COLLÈGE LIONEL GROULX
100, rue Duquet
Ste-Thérèse, Québec

LE CEGEP DE SAINT-LAURENT requiert les services d'un

DIRECTEUR DES SERVICES AUX ÉTUDIANTS

ATTRIBUTIONS CARACTÉRISTIQUES
Le directeur des services aux etudiants a la responsabilite d'organiser et de coordonner les divers services offerts aux etudiants.
Il est notamment responsable des services suivants: Culte et pastorale, sante et clinique, placement et assistance financiere aux etudiants, loisirs et sports, psychologie et service social, service socio-culturel, residence.

QUALIFICATIONS REQUISES
— Diplôme universitaire exigeant un minimum de 17 ans de scolarite, de preference dans l'une ou l'autre des spheres d'activites des services aux etudiants;
— 8 annees d'experience pertinente.

RÉMUNÉRATION: Selon la politique administrative et salariale du ministere de l'Education.

ENTRÉE EN FONCTION: Le plus tôt possible.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature et leur «curriculum vitae» complet au plus tard vendredi le 29 octobre 1976 a 12 heures a l'adresse suivante:

CEGEP DE SAINT-LAURENT
a/s Secrétaire général
625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent
Concours 76-C-002

REPRÉSENTANT

LES EDITIONS DEUX COQS D'OR specialisées dans le livre d'enfants recherchent un representant.
TRAVAIL:
Vente et promotion de nos livres aux niveaux des bibliotheques scolaires, écoles elementaire et secondaire, et quelques librairies.
SALAIRE: Selon experience.
Nous fournissons une voiture plus frais de deplacement et autres avantages sociaux.
Faire parvenir "curriculum vitae" a:
La Presse Réf. 17661
C.P. 6041, Succ. "A",
Montréal H3C 3E3

VÉRIFICATEURS INTERNES

$17,000 et +

Notre client, une importante entreprise de services, est a la recherche de verificateurs qui effectueront des vérifications financieres et operationnelles dans ses diverses unités administratives.

LES QUALIFICATIONS REQUISES SONT LES SUIVANTES:
— C.A., C.G.A. ou diplôme equivalent.
— Avoir plusieurs annees d'experience en verification et en systemes comptables.
— Être bilingue.

Veuillez faire parvenir votre "curriculum vitae" confidentiellement a Louise Halle en vous référant au dossier 714

ADM & ASSOCIÉS
Groupe de Gestion,
1155 ouest, rue Sherbrooke, suite 1404
Montréal, Québec

CENTRE D'ACCUEIL CARTIER

Centre d'accueil sécuritaire pré-comparution et post-comparution demande un

MÉCANICIEN DE MACHINES FIXES

Classe 111

Avec certificat en réfrigération et certificat de machines fixes à combustion interne.
SALAIRE: Selon les normes du Ministere des Affaires sociales.

Faire parvenir curriculum vitae avec copie de certificat a l'appui au

Directeur général
CENTRE D'ACCUEIL CARTIER
306, boul. Cartier
Laval-des-Rapides

INGÉNIEUR EN PRODUCTION

requis par une entreprise progressive

Une excellente opportunité pour celui qui:
— Veut assumer des responsabilités de management,
— Désire de l'avancement.
Nous désirons un ingénieur orienté vers la production. Celui qui aurait de l'expérience dans l'industrie du métal traité à chaud, aurait un atout précieux.
Il doit être bilingue.

S.V.P. envoyer votre résumé a

LACAL INDUSTRIES
65 St-Joseph
Lachine, P.Q. H8S 2K9
ou appeler **482-8110 pour rendez-vous**

EATON

CARREFOUR LAVAL

Avons besoin d'un

ÉTALAGISTE

avec expérience

Se presenter au bureau d'emploi, 2e etage.

687-1470 poste 313

REPRÉSENTANTS (ES) COMMERCIAUX (ES)

Si vous possedez une connaissance des affaires et de la vente. Vous avez 25 ans et plus. Nous vous offrons un emploi stable. Postes ouverts: Region de Montreal, et toutes villes importantes au Québec (un representant par ville seulement). Revenu $18,000 et plus assure.

Pour rendez-vous, telephoner entre 9.30 heures a.m. et 11.00 heures a.m. a: Montreal **527-4109**

CONSEILLERS EN PUBLICITÉ

Secteur sud-ouest, hebdo local. Excellentes conditions

Telephonez **Michel Rioux**
364-0317
entre 9h et 10h a.m.

CARRIÈRE DE CHIMISTE

Compagnie d'envergure internationale offre un poste de chimiste.
— Le candidat idéal possede un bacc. en chimie, option chimie organique.
— Expérience de peinture et résine préférable.
Salaire selon expérience et qualifications ainsi qu'une gamme d'avantages sociaux payée a 100% par la compagnie.
Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter le:

Service du Personnel
271-4655

carrières
ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

bo-plex inc

MANUFACTURIER D'HABITATIONS MODULAIRES,

notre organisation sans cesse croissante, est à la recherche de personnes compétentes, capables d'assumer des responsabilités importantes et dynamiques pour combler les postes suivants:

DIRECTEUR DE PRODUCTION:

Le directeur de production sera responsable de l'ensemble des activités de la fabrication comprenant le contrôle de la production et de la qualité, les relations ouvrières ainsi que la gestion budgétaire et de prix de revient. Il devra, de plus, effectuer certains travaux de développement et l'évaluation de nouveaux matériaux ou techniques. Il possédera suffisamment d'imagination afin d'améliorer les méthodes de production, l'efficacité des employés et l'utilisation maximale de l'espace de plancher. Il devra être capable de motiver une bonne équipe d'employés et assurera une communication efficace avec tous les niveaux concernés ainsi que la diffusion de l'information technologique.

Le candidat que nous recherchons pour ce poste cadre a acquis une expérience similaire d'au moins 3 ans dans un poste de gérance et il possède une solide connaissance de la technologie de production et de la construction. Il est ingénieur civil ou industriel. Cependant, une expérience jugée pertinente peut compensés pour le manque de diplôme. Il a démontré des aptitudes de leadership et une habilité à solutionner des problèmes techniques complexes.

TECHNICIEN EN CONSTRUCTION:

Sous la responsabilité du directeur de production, il travaillera à l'élaboration d'un système de prix de revient. Il effectuera diverses études techniques et études de temps et mouvements reliées aux opérations. Le candidat sera également appelé à superviser les différents travaux d'entretien, de réparations et de construction nécessaires au bon fonctionnement de l'usine.

La personne recherchée devra etre capable de calculer rapidement et précisément les quantités de matériaux nécessaires à l'exécution de certains travaux de construction. De plus, elle possedera une formation du CEGEP en technique architecture ou de génie civil et aura acquis une expérience d'au moins 2 ans dans un poste semblable.

Les candidats intéresses à un de ces postes et aimant travailler au sein d'une organisation au rythme rapide, sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae. Toute demande sera traitée sous le cachet confidentiel.

BO-PLEX INC.,
C.P. 340, Route 139, Drummondville, P.Q.
Tél.: (819) 477-1031

Concours de recrutement

ouverts aux femmes et aux hommes.

Commission de la fonction publique du Québec

MÉDECIN SPÉCIALISTE (ANATOMO-PATHOLOGIE)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, Institut de Médecine legale — postes à Montréal

FONCTIONS — Sous la supervision du directeur adjoint de l'Institut, pratiquer des autopsies médico-légales et fournir, après analyse, un diagnostic sur les circonstances entrainant une mort violente. Rédiger des rapports pour l'appareil judiciaire et témoigner devant des tribunaux.

EXIGENCES — Membre de la Corporation professionnelle des médecins du Québec et certificat de spécialiste en anatomo-pathologie. De préférence, posseder quelques années d'experience pertinente.

TRAITEMENTS — de $29,948 à $37,692

CONCOURS — E1206C01 Date limite pour l'inscription: 29 octobre 1976

TRADUCTEUR

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL — Poste à Québec — Concours E1253AA-01

FONCTIONS — Traduire du français vers l'anglais et également de l'anglais vers le français, des formulaires, fascicules et textes émanant des différents services de la Commission; traduire des communiques, des discours, des scénarios de films, des publications; préparer et tenir à jour un lexique de la terminologie pertinente à la Commission des accidents du travail.

DIVERS MINISTÈRES — Postes à Québec Concours E1253B01

FONCTIONS — Traduire du français vers l'anglais, des textes administratifs, techniques et juridiques; reviser des textes de même nature.

EXIGENCES — Premier diplôme universitaire, dont l'obtention requiert un minimum de 16 années d'études, en traduction ou dans une discipline appropriée. Une expérience exceptionnelle et une competence reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre $18,189. (en voie de révision) Date limite pour l'inscription: 29 octobre 1976

AGENT DE BUREAU

MINISTÈRE DU REVENU — Nombreux postes à Montréal

FONCTIONS — Effectuer divers travaux de bureau caractérisés par la cueillette, la vérification, la sélection, l'interprétation, la préparation et la transmission de données. Ces travaux portent principalement sur l'application de règlements (dont la loi de l'impôt sur le revenu), sur l'exécution de travaux d'écriture reliés à la comptabilité, aux statistiques ou à l'approvisionnement.

EXIGENCES — Certificat de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à un secondaire V. Certains postes requièrent une connaissance de la langue française et de la langue anglaise.

TRAITEMENT — de $7,311 à $10,965

CONCOURS — E200601 Date limite pour l'inscription: 12 novembre 1976

ARCHITECTE PAYSAGISTE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS — Poste à Montréal

FONCTIONS — A titre d'agent de recherche et de planification socio-économique, effectuer les recherches pour la division des études régionales en vue de proteger et d'améliorer la qualité de l'environnement dans les domaines de la compétence de l'architexte paysagiste de façon à promouvoir l'amélioration de la qualité du reseau routier et autoroutier provincial.

EXIGENCES: — Diplôme universitaire de premier cycle en architecture du paysage incluant des notions en écologie végétale, en aménagement du territoire et en horticulture appliquée. Une experience exceptionnelle et une compétence reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — initial pouvant atteindre $20,288 (en voie de révision)

CONCOURS — E1056 AN-01 Date limite pour l'inscription: 29 octobre 1976

AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC poste à Montréal

FONCTIONS — Surveiller l'application des diverses lois, ordonnances, conventions et règlements administrés par la Régie. À cette fin, vérifier les registres comptables d'entreprises, principalement au niveau des opérations de mise en marché, des prélèves autorisés par la loi, du respect des règlements prescrits et, s'il y a lieu, recommander des poursuites. Faire des études de rentabilité administrative et des études d'états financiers.

EXIGENCES — Membre de l'Institut des comptables agréés de Québec OU diplôme universitaire en sciences de l'administration avec option en finance, en sciences comptables ou commerciales et 2 années d'expérience en comptabilité et en vérification OU baccalauréat en commerce dont l'obtention requiert un minimum de 15 années d'études et avoir 4 années d'expérience pertinente OU membre d'une association professionnelle de comptables et quelques années d'expérience. Être disposé à voyager; connaître la langue française et la langue anglaise. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine concerné peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — initial pouvant atteindre $19,535 (en voie de révision)

CONCOURS — E1036-01 Date limite pour l'inscription: 29 octobre 1976

SURVEILLANT EN ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION

MINISTÈRE DE LA JUSTICE — postes à Montréal, Cowansville, St-Hyacinthe, Waterloo et Sorel

FONCTIONS — Exercer la surveillance des prévenus et des détenus; contrôler l'accès aux différents locaux; assurer le maintien de la discipline; contrôler les entrées et sorties de visiteurs et vérifier leurs déplacements à l'intérieur de l'enceinte. Participer à la reinsertion sociale des détenus.

EXIGENCES — Certificat de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à Secondaire V; être âgé d'au moins 21 ans et de moins de 40 ans; taille minimum de 5 pieds 6 pouces (sans chaussures); excellente condition physique; citoyenneté canadienne. Exceptionnellement ces postes sont réservés aux personnes de sexe masculin.
Les candidats ayant réussi les examens feront l'objet d'un examen médical et d'une enquête sur leurs antécédents judiciaires.

TRAITEMENT — de $10,967 à $13,532 (traitements provisoires). L'uniforme et un repas par jour sont payés par l'employeur.

CONCOURS — E307601 S'inscrire immédiatement

AGENT DE RECHERCHE EN VALEURS MOBILIÈRES

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU QUÉBEC — Poste à Montréal

FONCTIONS — À titre de recherche et de planification socio-économique, faire des études et des recherches sur les questions reliées au marché financier incluant: l'efficience d'allocation et d'opération du marché des capitaux, l'impact des changements conjoncturels sur le secteur financier, les taux de commission, la canalisation de l'épargne et le financement des intermédiaires financiers en vue d'assurer un sain développement de l'industrie; étudier les moyens et le niveau de financement des courtiers, des conseillers financiers et des émetteurs.

EXIGENCES — Diplôme universitaire terminal, dont l'obtention requiert un minimum de 16 années d'études, en sciences économiques, en sciences de l'administration, option finance, ou en toute autre discipline appropriée; de préférence, avoir complété des études de deuxième cycle en finance ou en toute autre discipline appropriée. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — initial pouvant atteindre $20,288 (en voie de révision)

CONCOURS — E1056C 01 Date limite pour l'inscription: 29 octobre 1976

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

La Commission vous invite à prendre connaissance de ses autres concours et communiquer avec l'un de ses bureaux régionaux.

Les Pavillons Jeunesse Joliette inc

ÉDUCATEUR
(accueil ou traitement en milieu sécuritaire)
ÉDUCATEUR-ÉDUCATRICE
(milieu semi-ouvert)
ÉDUCATEUR-ÉDUCATRICE SUPPLÉANT

L'INSTITUTION:
Centre d'accueil et de réadaptation devant recevoir des adolescents et des adolescentes en difficulté ou présentant des problèmes d'ordre affectif.

LA FONCTION:
Insérée dans une equipe pavillonnaire, l'éducateur doit répondre aux besoins physiques et psychologiques des jeunes, de façon à permettre le retour dans un milieu de vie normal.

LE CANDIDAT:
Il a au moins 21 ans et une 12e année scolaire. Sa personnalité constitue son principal atout. Sur cette base, le D.E.C. en éducation spécialisée et l'expérience pertinente permettront d'établir les priorités d'engagement.

LE TRAITEMENT:
Il sera établi selon les normes du Ministère des Affaires sociales.

Les personnes intéressées devront faire parvenir, avant le 1er novembre 1976, leur curriculum vitae a:

LES PAVILLONS JEUNESSE (JOLIETTE),
C.P. 104, Joliette, Qué.,
J6E 3W7

LE C.L.S.C. SECTEUR BRANDON recherche

1 AGENT D'INFORMATION

(poste à temps plein à St-Gabriel-de-Brandon)

Fonctions
- **Planifier, coordonner et organiser l'information à la population desservie par le C.L.S.C.**
- **Collaborer avec chacun des intervenants du C.L.S.C. à vulgariser leur information spécifique.**
- **Doter et/ou collaborer à doter le C.L.S.C. et les groupes du milieu des documents nécessaires à leur action.**

Exigences
- **Formation et/ou expérience pertinente en information et/ou communication.**
- **Connaissance et habileté en techniques d'information (divers media, techniques audio-visuelles, sens de l'image).**
- **Capacité et intérêt à faire de l'information un agent d'éducation populaire.**
- **Intérêt et capacité à développer chez les citoyens une approche anti-consommatrice des services de santé et des services sociaux.**
- **Capacité à travailler en équipe.**
- **Privilégier, au niveau de la conception et de la réalisation de ses projets, une approche d'équipe.**
- **Créativité et connaissance du milieu si possible.**
- **Disponibilité ou capacité de travailler selon des horaires flexibles (exemple: le soir).**
- **Avoir une automobile.**

REMUNERATION SELON LES NORMES DU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

Faire parvenir votre curriculum vitae pour le vendredi 22 octobre 1976, à 17 heures:

C.L.S.C. SECTEUR BRANDON
C.P. 870
Ville St-Gabriel, Comté Berthier

À l'attention de Mlle Francine Comtois
tél.: 514-835-4705

Les Pavillons Jeunesse Joliette inc

INFIRMIÈRE TEMPS COMPLET

L'INSTITUTION:
Centre d'accueil et de readaptation devant recevoir des adolescents et des adolescentes en difficulté ou presentant des problèmes d'ordre affectif.

LA FONCTION:
Planifie, organise et execute le programme de santé preventif et curatif.

LA CANDIDATE:
Elle est membre en règle de l'A.I.P.Q.. Sa personnalité constitue un atout important: capacité de relation interpersonnelle, capacité d'organisation et de planification, capacité de travail en équipe.

Le traitement sera établi selon les normes du ministère des Affaires sociales.

Les personnes intéressées devront faire parvenir, avant le 22 octobre 1976, leur curriculum vitae a:

LES PAVILLONS JEUNESSE (JOLIETTE)
C.P. 104, Joliette, Qué.,
J6E 3W7.

Ville de ST-BRUNO de Montarville
CONTREMAÎTRE

Experience dans l'entretien des travaux d'égouts, d'aqueduc et de stations de pompage. Il est responsable au contramaitre général; il l'assiste dans ses fonctions quotidiennes.

Responsabilités:
- **Voit à l'entretien des bornes d'incendie, stations de pompage, conduites d'égouts, aqueduc et vannes.**
- **Travaux occasionnels de plomberie, autres tâches connexes**

Exigences:
- **Secondaire IV ou l'équivalent**
- **Minimum 4 ans d'expérience dans le domaine, savoir diriger des hommes**

Salaire: Selon l'échelle en vigueur

Faire parvenir votre curriculum vitae maintenant en mentionnant le numero du concours: 76-08-304 au:

Service du Personnel
Hôtel de Ville de St-Bruno
1585 Montarville, St-Bruno
Qué J3V 3T8

Commission Scolaire La Jeune Lorette

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
CONCOURS 30.10

Attributions

Sous l'autorité du directeur general, le secretaire general s'assure du bon fonctionnement des mécanismes de consultation et de communication entre les différents échelons de la commission scolaire.
- Il assure la communication et le suivi (follow up) des décisions du conseil des commissaires, du comité exécutif et du directeur général, leur enregistrement et leur conservation.
- Il guide ses activités à partir du cadre organisationnel et selon le mode général de fonctionnement de la commission.
- Il met en place et assure le fonctionnement des mécanismes de communication et de consultation requis pour favoriser des relations harmonieuses et efficaces avec le personnel, les élèves, les parents et le milieu desservi.
- Il élabore des méthodes et procédures efficaces quant à la correspondance et autres communications écrites aux archives, à la classification et à la conservation des documents et des dossiers.
- Il assure la publication de tous les avis publics requis par la L.I.P. et il assure l'exécution des décisions de la Commission et de ses politiques en matière d'affaires juridiques, d'informations et d'organismes reliés de près ou de loin à la Commission scolaire.
- Il assure les communications avec les professionnels pour des avis légaux et la défense de nos droits devant les tribunaux.

Critères d'admissibilité
- Diplôme universitaire de deuxième cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en
  - sciences humaines
  - droit
  - administration
- Huit(8) années d'experience pertinente

Rémunération

Selon les critères énoncés dans la P.A.S. du MEQ, 18 juin 1976.

Toute demande devra porter le numero du concours et parvenir avant le 30 octobre 1976 a:

Monsieur Raynald Campagna,
Centre administratif La Jeune Lorette,
184, rue RACINE,
Lorettville,
G2B 1E3

N.B. Ce poste est également ouvert aux hommes et aux femmes.

(1) Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence du diplôme universitaire de deuxième cycle.

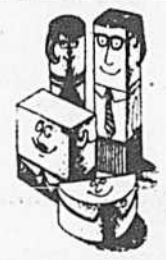
REPRÉSENTANT DES VENTES

Notre compagnie, une jeune et dynamique entreprise manufacturière d'appareils d'éclairage, est à la recherche d'un candidat bilingue, ambitieux et possédant préférablement quelques années d'expérience dans la vente, pour la région sud-ouest du Québec.

La rémunération consiste en un salaire de base, plus commission, auto fournie, dépenses payées.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae au:

Gérant des ventes
LUXO LAMP (CANADA) LTD.
Case postale 460,
Ste-Thérèse, Qué. J7E 4J9



CARRIÈRES ET PROFESSIONS

RENSEIGNEMENTS

Les annonces publiées dans cette section sont facturées au tarif uniforme de $1.50 la ligne agate la semaine et $1.55 le samedi. Nous accordons la commission habituelle aux agences de publicité. Le service de cases postales et de retour du courrier est gratuit et strictement confidentiel. La date limite pour réception de ces annonces est fixée a deux jours avant la date de parution.

SERVICE CONFIDENTIEL

Afin de vous éviter tout embarras qui pourrait survenir au cas où vous enverriez une demande d'emploi là où vous ne l'auriez jamais fait sachant le nom de l'employeur, La Presse vous offre son service confidentiel. Ayez soin de placer l'enveloppe contenant votre demande d'emploi dans une autre enveloppe adressée au

"Service confidentiel"
La Presse
Réf. U0000
C.P. 6041, Succ. A
Montréal, Qué
H3C 3E3

en y joignant la liste de firmes ou de personnes avec qui vous ne voulez pas entrer en contact pour ce poste. Ainsi, votre demande d'emploi ne parviendra pas à un destinataire non souhaité. Votre envoi sera simplement détruit.

Téléphonez à
285-7320
ou écrivez à
LA PRESSE
7, rue Saint-Jacques,
Montreal, H2Y 1K9

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

C.L.S.C. JOLI-MONT

Case postale 240, 8161 route 125, Chertsey, Qué. J0K 3K0

RECHERCHE

EXIGENCES GÉNÉRALES POUR TOUS LES POSTES:
Le C.L.S.C. Joli-Mont recherche des candidats ayant de l'intérêt pour la prévention et l'éducation populaire, détenant un minimum d'expérience pertinente aux tâches décrites, qui ont une certaine connaissance de la loi 65 et plus particulièrement des orientations propres aux C.L.S.C. Enfin, ces candidats devront posséder des aptitudes et de l'intérêt pour le travail en équipe multidisciplinaire.

ADJOINT ADMINISTRATIF

NATURE DE LA FONCTION:
Personne qui, en collaboration avec le directeur général et le personnel effectue des travaux administratifs relatifs à la gestion du personnel ou à la gestion financière et/ou à l'organisation du travail.

FONCTIONS SPÉCIFIQUES:
- Participe à la détermination des priorités des travaux administratifs;
- Participe au recrutement, à la sélection, à l'embauche, au classement, à l'accueil et à l'intégration du personnel;
- Participe à l'élaboration de l'information relative à l'interprétation et l'application des conventions collectives;
- Participe à l'étude et à l'application des régimes d'avantages sociaux (vacances — congés maladie — etc.);
- Participe à l'élaboration d'une politique d'achat (régime de soumissions) pour l'équipement et les fournitures, s'assure que les procédures (autorisation, etc.) sont respectées;
- Effectue la surveillance et le contrôle comptable, s'assure de la bonne tenue des livres, rédige les rapports financiers trimestriels et cumulatifs;
- Participe à la préparation du budget annuel;
- Travaille à la constitution de dossiers spéciaux.

Exigences:
Diplôme d'études collégiales (DEC), formation professionnelle en techniques administratives ou expérience équivalente.

INFIRMIÈRE AUX SOINS À DOMICILE:

NATURE DE LA FONCTION:
- Collabore au sein du module santé à la mise en place et à la dispensation des soins à domicile pour personnes âgées, convalescents et handicapés;
- Collabore à répondre à l'achalandage régulier au C.L.S.C.

Exigences:
- De préférence diplôme en nursing communautaire;
- Expérience des soins à domicile et/ou clinique d'urgence;
- Expérience variée (chirurgie — cardiologie) etc.

1 AUXILIAIRE FAMILIALE À TEMPS PARTIEL
(MOITIÉ TEMPS)

2 AUXILIAIRES FAMILIALES À TEMPS PLEIN:

NATURE DE LA FONCTION:
- Assister temporairement des personnes ou familles dont la situation a été évaluée préalablement comme urgente;

FONCTIONS SPÉCIFIQUES:
- Effectuer certains travaux domestiques (repas) et assurer les conditions hygiéniques de la maison (balayage-lavage);
- Apporter un support psychologique aux personnes ou familles qui requièrent ces services;
- Assurer temporairement aux enfants une réponse éducative en l'absence du père ou de la mère;
- Participer au développement de ressources propres au milieu pour pallier aux difficultés qui sont à l'origine de la demande d'aide;
- Faire rapport et évaluer son travail hebdomadairement.

EXIGENCES:
Formation pertinente ou expérience équivalente.

SALAIRES
Selon les conventions collectives en force.

Les candidats devront faire parvenir leur "curriculum vitae" à l'adresse suivante:
C.L.S.C. JOLI-MONT,
C.P. 240, 8161 route 125,
Chertsey, Cté Montcalm,
Qué.
J0K 3K0

Att.: Suzanne Lebel Tél.: 882-2488

avant le 25 octobre 1976 à midi.

Jeune comptable
Occasion de carrière

Un important complexe manufacturier de la région de Trois-Rivières-Shawinigan est à la recherche d'un jeune comptable professionnel (CA, RIA, CGA), bilingue, afin de lui confier certaines responsabilités ayant trait à l'étude de coûts standards, la préparation d'états financiers, l'analyse de rapports de production et autres tâches connexes.

Ce poste est l'occasion rêvée pour une personne qui aspire à une carrière dans la grande entreprise où les chances d'avancement sont nombreuses. Le salaire initial est compétitif et sera fonction de l'expérience du candidat choisi.

Pour de plus amples informations, écrire ou appeler:
Gilles J.P. Groulx, C.A. (514) 875-6222
1212 Edifice du Carré Dominion, Montréal H3B 3S3, Qué.

SIMONS QUIRK & GROULX
RECRUTEMENT DE CADRES
Division de E plus Ltée
MONTREAL/TORONTO
e+

Comptabilité de gestion

Aimeriez-vous faire partie d'une société unique en son genre oeuvrant dans le secteur des communications et qui croit d'une façon continue selon un programme bienplanifié? Cet essor a suscité la création de deux nouvelles fonctions au service des finances du siège social de Montréal.

Gérant — procédures administratives et vérification.

Vous serez responsable de la rédaction des procédures administratives et vous coordonnerez leur mise en application au sein des différents services. Votre tâche comprendra également la vérification opérationnelle de toutes les unités de gestion de la compagnie.

Adjoint au directeur — budgets et taxation.

Vous participerez à la préparation des budgets et analyserez le système de gestion du fonds de roulement de la société. Vous effectuerez des études de planification financière et reviserez les dossiers de fiscalité de l'entreprise.

Les candidats à ces deux fonctions sont bilingues et possèdent une formation professionnelle en comptabilité. Ils ont acquis une expérience pertinente, de préférence en milieu industriel. Ils sont ambitieux et aspirent à des niveaux de responsabilités supérieurs. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à Jean Claude Lauzon.

Rourke, Bourbonnais & Associés
Montréal: 1808 ouest, rue Sherbrooke H3H 1E5 (514) 937-9525
Toronto: 20 ave. Prince Arthur M5R 1B1 (416) 925-3451
Cabinet-conseil en gestion des ressources humaines

CONTRÔLEUR

Notre client est une compagnie de construction, établie à Montréal et réalisant des ouvrages maritimes et de génie civil au Canada et à l'étranger, surtout en Amérique latine.

Cette fonction offre un défi immédiat et une excellente opportunité de jouer un rôle actif et responsable auprès des propriétaires de la firme. Le contrôleur sera responsable d'abord et avant tout de l'opération du système de contrôle de gestion et de la fonction comptabilité. Il s'occupera également des activités reliées aux contrats (assurances, plan de trésorerie, etc.) et assistera le président dans la gestion financière.

Le candidat recherché est détenteur d'un titre professionnel en comptabilité (C.A., C.G.A., R.I.A) et possède une expérience d'au moins cinq ans sur le marché du travail, de préférence dans le domaine de la construction ou dans des activités connexes; il sera bilingue et devra avoir une forte capacité de travail et d'organisation avec un minimum de supervision directe; il sera un bon communicateur et saura établir de bonnes relations avec le personnel d'exploitation.

La rémunération offerte est très avantageuse et sera surtout fonction de l'expérience du candidat.

Veuillez communiquer avec:
Jacques Larivière,
directeur
Ernst & Ernst
Chambre 1010
1080, Côte du Beaver Hall
Montréal, Québec
Tél.: (514) 861-9984
Référence: dossier 5153-502

ERNST & ERNST CONSEILLERS EN ADMINISTRATION
Membre de l'Association Canadienne des Conseillers en Administration

fonction publique municipale

Chef de section
Organisation et Productivité
Service du personnel

Nature de l'emploi: Sous la direction générale de l'assistant-directeur des ressources humaines, le titulaire est responsable de l'organisation du bon fonctionnement et de la promotion de services de consultation et d'expertise en matière d'organisation et de productivité à la Ville de Montréal. Ceci inclut la définition de politiques, de l'orientation des services d'expertise, du cadre général et de l'ampleur des études devant être effectuées, des effectifs nécessaires pour la réalisation de ces études. Il doit à cette fin diriger le travail d'employés subalternes.

Qualités requises: Détenir un diplôme universitaire de premier cycle en sciences administratives, en génie industriel, en sciences humaines ou autre discipline connexe. Posséder plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'organisation et de la productivité dont quelques années à la direction d'employés et de bonnes connaissances de toutes les activités relatives à la fonction personnel et relations industrielles.

Traitement: $24,441-$28,372, selon les qualifications.

S'inscrire au moyen du questionnaire "demande d'emploi" qui s'obtient au Service du personnel, bureau 416, à l'hôtel de ville, 275 est, rue Notre-Dame et le retourner accompagné des documents requis (originaux). Tél: 872-3236. **Les candidats doivent parler et écrire le français et l'anglais, posséder les qualités personnelles appropriées et jouir d'un état physique satisfaisant. Ce concours est également ouvert aux femmes et aux hommes.**

VILLE DE MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

GÉRANT DE L'EXPLOITATION

Le Poste: Est responsable de la gestion et de l'exploitation du Service de restauration et d'hôtellerie. Prépare les budgets, s'assure de la qualité des services, dirige le personnel de ses divisions et contrôle les coûts d'exploitation.

Les Exigences: Diplômé universitaire ou l'équivalent. Expérience minimale de cinq (5) années dans un secteur administratif relié au domaine hôtelier ou autre. Capacité de direction.

Lieu de travail: RADISSON

Salaire intéressant basé sur l'expérience y incluant une gamme complète d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae à:

La Société de Tourisme de la Baie James
Chef du personnel
800 est, boul. de Maisonneuve, 22ème étage
Montréal, Québec
H2L 4M6

Toute demande sera traitée confidentiellement.

LA COMMISSION SCOLAIRE LE GARDEUR
requiert les services de

5 professeurs à temps plein pour enseigner l'ÉDUCATION PHYSIQUE à l'élémentaire;

1 professeur à temps plein pour enseigner l'ÉDUCATION PHYSIQUE au secondaire;

1 professeur à temps plein (classe de RÉCUPÉRATION À L'ENFANCE INADAPTÉE au secondaire);

1 professeur à temps plein (classe de RÉCUPÉRATION EN FRANÇAIS au secondaire);

1 professeur à temps plein (classe de RÉCUPÉRATION EN MATHÉMATIQUES au secondaire).

1 professeur à temps partiel à compter du début novembre 76, pour le service de boissons, à l'éducation aux adultes. Expérience pertinente de 3 ans. Posséder un diplôme de l'école d'hôtellerie.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur «curriculum vitae» au:

Service du personnel
577, Notre-Dame
Repentigny, J6A 2r6
581-6411

Notre division des produits pour l'agriculture recherche les services d'une personne bilingue pour le poste de

REPRÉSENTANT Semence et Produits chimiques pour l'Agriculture

Il est essentiel que les candidats à ce poste détiennent un diplôme en science agricole et possèdent une expérience acquise sur la ferme. Bien qu'utile, l'expérience de la vente n'est pas essentielle.

La compagnie offre un salaire de début concurrentiel, des gratifications ainsi qu'une excellente gamme d'avantages sociaux. Elle fournit également une voiture. Le candidat retenu assumera la gestion d'une région couvrant la vallée du Saint-Laurent et se situera de préférence à Trois-Rivières.

Veuillez communiquer avec:
LA COMPAGNIE PFIZER LIMITÉE
Gérant régional
(514) 695-0500, poste 244

Pfizer

DEFI EN INFORMATIQUE

INFORMATICIEN-CONSEIL/CLIENTELE Jusqu'à $25,000
Compagnie internationale ayant son siège social à Montréal recherche les services d'un informaticien hautement compétent, possédant de préférence une expérience IBM, pour diriger, développer et implanter de nouveaux systèmes. Possibilités exceptionnelles d'avancement offertes au titulaire énergique dans un milieu très stimulant et actif.

DIRECTEUR DE LA PROGRAMMATION Jusqu'à $23,000
Compagnie québécoise progressive recherche les services d'un directeur francophone pour diriger son service d'informatique comprenant 25 employés. Le candidat rêvé possède une formation en COBOL, ASSEMBLER, CICS et en systèmes de traitement en direct. Les candidats doivent pouvoir faire preuve de leadership et de maturité pour ce poste.

ANALYSTE $17,000
Compagnie internationale progressive à un poste à combler immédiatement offert à l'analyste possédant au moins deux ans d'expérience. Ce poste requiert une personne aimant travailler par elle-même; doit avoir une formation en COBOL ou sur MARK IV. Les applications portent principalement sur les systèmes poussés de comptabilité. Excellentes perspectives d'avancement.

ANALYSTE PROGRAMMEUR $16,000
Compagnie manufacturière nous demande un analyste-programmeur expérimenté en RPG II pour son centre System 3. Le candidat rêvé possède au moins deux ans d'expérience et est au courant des "diskettes" et des systèmes de traitement en direct. Le centre d'informatique est actuellement en pleine période de développement et offre ainsi d'intéressantes possibilités de perfectionnement.

VEUILLEZ TÉLÉPHONER À GAIL GOYER AU 878-9141

esp Electronic Systems Personnel
Suite 750
Place du Canada
Montreal
(514) 878-9141

SOUSCRIPTEURS D'ASSURANCES

Notre cliente, une importante société de courtage d'assurances générales, désire s'adjoindre les services d'un souscripteur en biens et risques multiples, et d'un autre en responsabilité.

Une expérience pertinente dans le domaine sera exigée.

Prière de faire parvenir curriculum vitae en mentionnant notre dossier 02-579609 à: Marcel Lecourt, c.a.

Maheu, Noiseux & Associés

2 Complexe Desjardins, bureau 2600,
Case postale 153, Montréal. H5B 1E8

SOCIÉTÉ DE COMPTABLES AGRÉÉS

Désire s'adjoindre une préposée à une bibliothèque de fiscalité avec expérience et possédant sténographie et dactylographie.

Faire parvenir curriculum vitae à:

Maheu, Noiseux & Associés
comptables agréés

2 Complexe Desjardins, bureau 2600,
C.P. 153, Montréal, H5B 1E8,
Dossier: Module 80

VÉRIFICATEURS

Notre firme a des postes intéressants à combler à l'intérieur de ses équipes de vérification.

Candidats:
— Comptables agréés
— Étudiants en comptabilité (avec expérience)

Rémunération selon expérience et compétence.

Faire parvenir curriculum vitae manuscrit à:
M. Gilles Benoit, c.a.
Audet, Gosselin, Lapointe, Moreau et Ass., C.A.
Comptables agréés
50 ouest, Place Crémazie, suite 700
Montréal, Qué.
382-3080

Administration de Pilotage des Laurentides
CANDIDATS AU PILOTAGE MARITIME

Les personnes intéressées à devenir pilote maritime dans la zone de pilotage s'étendant de Québec à Montréal (circonscription no 1) sont invitées à poser leur candidature à:

L'Administration de Pilotage
des Laurentides
1080 Cote Beaver Hall, suite 1804
Montréal, Qué. H2Z 1S8

Sur demande, l'Administration fera parvenir aux candidats les documents d'inscription qui serviront à établir une liste d'admissibilité des candidats.
Seules des demandes complètes reçues au plus tard le 17 décembre 1976 seront acceptées.

DIRECTEUR DES VENTES

Une compagnie dynamique du domaine de la location et des services recherche une personne en mesure de se charger de 6 vendeurs qui traitent avec les établissements industriels et commerciaux.

Les candidats doivent être bilingues, âgé de 35 à 50 ans, et posséder une voiture. La compagnie offre allocation pour voiture et compte de dépenses, salaire et commission.

273-9518

SURVEILLANT
Pour notre service de tuyaux en acier

EMCO SUPPLY

Devra posséder de l'expérience dans les achats de tuyaux ou d'acier et être bilingue.
Cette offre est pour un poste senior avec excellent salaire et tous bénéfices sociaux. Nous déménagerons prochainement à Lachine.
Pour entrevue et rendez-vous appeler:

Mme Ingrid Ducharme
381-3971

FISCALITÉ

Notre service de la fiscalité requiert un C.A. ou C.G.A. ayant à son actif au moins 3 années d'expérience en évaluation d'actions.

Le candidat sera appelé à travailler en collaboration avec les associés et les autres membres du service de la fiscalité. Salaire et bénéfices marginaux en rapport avec l'expérience

Prière de communiquer avec M. André Théoret
Mallette Benoit et Associés, c.a.
1 Complexe Desjardins, bureau 1800
Montréal, Qué.
281-1850

COMPTABLES AGRÉÉS

Notre firme en plein essor, dans la région de la Mauricie, recherche des comptables agréés désireux de faire carrière au sein d'un groupe dynamique. Les titulaires doivent posséder de trois à quatre ans d'expérience en vérification. Nous vous offrons une excellente rémunération et l'occasion d'une association.

Faire parvenir curriculum vitae au:
Directeur du Personnel,
C.P. 1083, Trois-Rivières, P. Qué.

carrières
ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

Génie Québec
conseillers en ressources humaines et orientation

Surintendant divisionnaire
Entretien
Environ $30,000

Genie Québec, une Division de **G. Maurice Gilbert & Associes**, se specialise dans la recherche de personnel d'ingenierie pour le compte de Societes Canadiennes.
Notre mandat actuel est de recruter et d'identifier un ingenieur mecanique ou electrique possedant de 8 a 12 ans d'experience pratique dans le secteur de l'entretien, pour assumer des responsabilites importantes au sein d'une Societe miniere quebecoise integree et bien connue et dont les ventes annuelles totales excedent 250M-M.

Relevant d'un administrateur senior de la Societe, le titulaire sera responsable de la direction et de la coordination de deux divisions fonctionnelles, comprenant d'une part les ateliers de reparations, l'entretien de l'equipement minier et de l'equipement mobile lourd a la mine, et d'autre part, les Services se rattachant aux operations des mines a ciel ouvert. Chacune de ses divisions est dirigee par un Surintendant.

Les responsabilites specifiques porteront sur la bonne marche des ateliers mecaniques, l'entretien general de la machinerie, la planification des arrets et reparations majeures sur l'equipement minier, la justification des investissements en matiere de remplacement, les ameliorations a apporter a l'equipement, etc. Il sera egalement responsable de l'administration d'un budget annuel d'environ $15MM et de la coordination d'un personnel total de l'ordre de 400 employes.

Le candidat ideal est un ingénieur diplômé en génie mecanique ou electrique, ayant acquis une vaste experience pratique dans le secteur de l'entretien, de preference reliée à l'industrie miniere ou connexe. Le bilinguisme est necessaire et le salaire sera en fonction de l'experience des postulants.

Notre client offre toute la gamme des benefices sociaux y compris les soins dentaires, les frais de deplacement et une politique genereuse sur le plan habitation.

Si interessé, veuillez communiquer confidentiellement avec G. Maurice Gilbert, Ing., vous referant au dossier MG-133-LP

Génie Québec
400 ouest, boul. Dorchester, suite 1204, Montreal, Quebec, H2Z 1V5
Tel: 861-9457

Génie Québec
conseillers en ressources humaines et orientation

Administrateur
Opérations minières
Environ $30,000

Génie Québec, une Division de **G. Maurice Gilbert & Associés**, se spécialise dans la recherche de personnel d'ingénierie pour le compte de Sociétés Canadiennes.

Nous recherchons présentement un cadre supérieur pour assumer l'entière responsabilité des opérations de plusieurs mines à ciel ouvert, soit un ingénieur diplômé en génie minier et possédant de 8 à 12 ans d'expérience pratique dans ce secteur.

Le titulaire sera responsable de la direction et de la coordination des opérations minières, de l'administration d'un budget annuel de $20MM et de la supervision d'un personnel global d'environ 250 employés y compris le personnel de cadres et les employés à l'heure.

Plus spécifiquement les responsabilités portent sur les différents aspects opérationnels y compris le forage, le dynamitage, le concassage (primaire et secondaire), le broyage et le criblage affectant une production annuelle de l'ordre de 6MM de tonnes de minerai.

Le candidat idéal est un ingénieur minier (nous considérerons également génie géologique ou civil), membre de l'OIQ et possédant une vaste expérience pratique dans les opérations minières à ciel ouvert. Doit être familier avec l'équipement mobile lourd, les techniques minières modernes et être capable de planifier et d'assurer la rentabilité des opérations par une utilisation rationnelle de la machinerie et de l'équipement minier, y compris les foreuses, les camions lourds (diesel et électrique), les tracteurs et chargeurs, etc.
Notre client offre toute la gamme des avantages sociaux y compris les soins dentaires, une politique généreuse sur l'habitation et les frais de déplacement sont absorbés. Le bilinguisme est souhaitable et le salaire sera en fonction de l'expérience des postulants. Endroit de travail: Québec.

Si intéressé, veuillez communiquer confidentiellement avec G. Maurice Gilbert, Ing., vous référant au dossier MG-134.-LP

Génie Québec
400 ouest, boul. Dorchester, suite 1204, Montréal, Québec, H2Z 1V5
Tel: 861-9457

fonction publique municipale

ESTIMATEUR EN VALEURS IMMOBILIÈRES, grade 1
Nature de l'emploi: Evaluer les terrains, bâtiments et autres droits immobiliers a acquerir de gré a gré ou par voie d'expropriation, analyser et apprecier les dommages subis par les expropriés et rédiger les rapports d'expertise requis, temoigner devant les tribunaux en qualité de témoin-expert de la Ville.

Qualités requises: Detenir un diplôme de fin d'études secondaires et être membre agréé en regle de la Corporation professionnelle des Evaluateurs agrees du Québec. Posseder un certain nombre d'années d'experience recente acquise dans une region urbaine dans des travaux se rapportant a la nature de l'emploi.

Traitement: $12,686 - $20,203, selon les qualifications.

SURINTENDANT - Éclairage - Service de la Voie publique
Nature de l'emploi: Sous l'autorite de l'assistant-directeur, le titulaire planifie, dirige, coordonne et surveille les activités de la Division de l'Eclairage du Service de la Voie publique. Il doit voir a assurer la securite du public ainsi que l'efficacite dans l'exécution des travaux d'entretien, d'installation et de modification du mobilier d'éclairage. De plus, il doit en contrôler les dépenses.

Qualités requises: Detenir un diplôme universitaire de premier cycle en génie et être membre en règle de l'Ordre des Ingenieurs du Quebec. Posseder une formation en administration. Avoir acquis plusieurs annees d'experience en qualite d'ingenieur-electricien, dont quelques annees a la coordination d'activites.

Traitement: $26,327 - $30,038, selon les qualifications.

SURINTENDANT - Exécution - Service de la Voie publique
Nature de l'emploi: Sous l'autorité de l'assistant-directeur, le titulaire planifie, dirige, coordonne et surveille les travaux d'une division d'exécution de la Voie publique. Il doit voir a assurer la securite du public ainsi que la rapidite et l'efficacite dans l'exécution des travaux. De plus, il doit en contrôler les dépenses.

Qualités requises: Detenir un diplôme universitaire de premier cycle en génie et être membré en règle de l'Ordre des Ingenieurs du Quebec. Posseder de bonnes connaissances en administration. Avoir acquis plusieurs annees d'experience en qualite d'ingenieur dans des travaux de voirie, dont quelques annees a la coordination d'activites.

Traitement: $27,535 - $32,535, selon les qualifications.

SURINTENDANT - Technique - Service de la Voie publique
Nature de l'emploi: Sous l'autorite de l'assistant-directeur, le titulaire planifie, dirige, coordonne et surveille les activites d'une division technique. Il doit diriger les etudes d'un groupe d'ingénieurs et d'assistants-techniques et fournir au directeur et aux surintendants des informations de caractere technique et administratif.

Qualités requises: Detenir un diplôme universitaire de premier cycle en génie civil ou industriel et être membre en règle de l'Ordre des Ingenieurs du Québec. Posseder une formation en administration. Avoir acquis plusieurs annees d'experience en qualite d'ingenieur dans le domaine des tâches de la fonction, dont quelques annees a la coordination d'activites.

Traitement: $27,535 - $32,535, selon les qualifications.

S'inscrire au moyen du questionnaire "demande d'emploi" qui s'obtient au Service du Personnel, bureau 416, a l'Hôtel de Ville, 275 est, rue Notre-Dame et le retourner accompagne des documents requis (originaux). Tel.: 872-3236. **Les candidats doivent parler et écrire le français et l'anglais, posseder les qualites personnelles appropriées et jouir d'un état physique satisfaisant. Ces concours sont également ouverts aux femmes et aux hommes.**

VILLE DE MONTRÉAL

Hydro-Québec
Direction Embauchage
C.P. 6106
Montréal, P.Q.

CONSEILLER EN SYSTÈMES COMPTABLES
CONCOURS: 76-311-10-J-9
Fonctions:
— Améliorer le plan, les systèmes et les méthodes comptables.
— Concevoir et implanter de nouveaux systèmes administratifs ou comptables.
— Participer à l'amélioration du contrôle interne et au développement de banques de données.

COMPTABLES
CONCOURS: 76-312-10-J-9
Fonctions:
— Exploiter le système comptable, participer à la planification et aux modifications de ce système et s'assurer du respect des contrôles prévus.
— Participer à des études à incidence financière et de prix de revient et formuler les recommandations appropriées.
— Donner des avis en matière de comptabilité selon les principes comptables généralement reconnus et les pratiques en vigueur dans l'entreprise.
Exigences:
— Détenir un diplôme universitaire en commerce ou un titre professionnel de CA, CGA, ou RIA.
Lieu de travail: Montréal

INGÉNIEUR DE SECTION
CONCOURS: 76-314-10-J-9
Fonctions:
— S'assurer de l'exécution efficace des travaux de construction qui lui sont délégués, suivant les plans et devis, à un coût optimal.
— Établir et contrôler la programmation détaillée des travaux qui lui sont délégués.
— Diriger, coordonner et contrôler une partie du Service Génie-Travaux.
Exigences:
— Détenir un diplôme d'ingénieur de préférence en génie civil et être membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec (O.I.Q.)
— Avoir de l'expérience dans les travaux de génie civil sur des grands chantiers de construction.
Lieux de travail: La Grande 3 — Outardes 2
Lieu de travail: Montréal

N.B. Les candidats intéressés sont priés de nous faire parvenir leur curriculum vitae le plus complet possible avant le 29 octobre 1976 en mentionnant le numéro du concours sur le curriculum vitae ainsi que sur l'enveloppe

Dessinateur senior en mécanique

Voici, une occasion exceptionnelle pour les candidats possédant 5 ans ou plus d'expérience dans l'industrie lourde d'élargir leur connaissances dans des champs d'activités tels que la manutention du matériel, la plomberie, le chauffage et la ventilation, le contrôle de l'environnement ainsi que dans plusieurs phases du génie civil.

Sous la direction d'ingénieurs, le dessinateur sénior établit des plans d'exécution précis et des dessins détaillés pour une variété de projets ayant trait à la construction et à l'installation de nouvelles machineries et bâtisses ainsi qu'à la modification de l'equipement existant à l'usine de boulettage et facilités connexes.

Ce poste est disponible à nos installations de Pointe-Noire dans la magnifique baie de Sept-Iles. Sept-Iles compte plus de 35,000 personnes et possède tous les services d'une ville moderne tout en offrant les avantages de la campagne et de la vie au grand air.

Nous offrons un éventail complet d'avantages sociaux dont un Boni de Vie Chère s'ajoutant au salaire de base, un régime d'assurance payé par la Compagne et des vacances annuelles supérieures à la moyenne.

Faites parvenir votre curriculum vitae, vous référant au dossier No 7609-B, à:

Directeur de l'embauche
WABUSH MINES
4999 ouest, Ste-Catherine
Ch. 429
Montréal, Qué. H3Z 1T3

RAYONIER QUÉBEC

(Port-Cartier)

Est à la recherche de personnel qualifié pour son usine de pâte à dissoudre située à Port-Cartier.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

La candidate idéale est âgée de 25 à 35 ans.
— —Sténo-dactylo bilingue
— Secondaire V
— Bonne présentation
— Minimum, cinq (5) ans d'experience
Nous offrons un excellent salaire et de bons avantages sociaux.
Les candidates interessées doivent faire parvenir leur curriculum vitae à:
RAYONIER QUÉBEC
Superviseur de l'embauche - Usine
C.P. 3000, Port-Cartier, Québec, G0G 2J0

COMPTABLE EN CHEF

Une compagnie de moyenne envergure de la Rive sud est a la recherche d'une personne pouvant prendre en main toute sa comptabilite.
SES FONCTIONS: Etats financiers mensuels, contrôle des prix de revient et supervision de personnel.
SES QUALIFICATIONS: De preference avoir complete 3 ou 4 annees de comptabilite et avoir une experience pratique. De plus le bilinguisme serait un atout.
SES REMUNERATIONS: Excellentes au debut et possibilite d'avancement a breve échéance.

Pour rendez-vous communiquer avec:
Pierre Beaudoin, c.a.
4875 est, boul. Metropolitain, suite 210,
Montréal.
Tel: (514) 327-2533

HMR Hôpital Maisonneuve-Rosemont
requiert les services d'un(e)

COORDONNATEUR(TRICE)

Temps partiel de rotation au service des soins infirmiers (Pavillon Rosemont).
FONCTION:
— Assurer la permanence et la continuite de commandements dans l'administration des unites de soins.
QUALIFICATIONS:
— Membre en règle de l'O.I.I.Q.
— Post-scolaire clinique ou experience pertinente equivalente.
Les candidats(es) interesses(es) doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" au:
Bureau d'emploi
Hôpital Maisonneuve-Rosemont
5415, boul. l'Assomption, Montréal

Le Soleil de l'Enfance Inc.
(centre d'accueil pour handicapés mentaux)
recherche

PHYSIOTHÉRAPEUTE

Fonctions:
— Evalue et traite les clients enfants et adultes atteints d'incapacite motrice
Exigences:
— Etre membre de la corporation des Physiotherapeutes de la province de Quebec

Les candidats (es) interesses (es) devront faire parvenir leur curriculum vitae a:
Service du Personnel
Le Soleil de L'Enfance Inc.
C.P. 336, Ville St-Georges Beauce
Que. G5Y 5C8

WANG

Poursuivant notre programme d'expansion, nous sommes actuellement a la recherche de:
2 REPRESENTANTS pour notre division de mini-ordinateurs.

EXIGENCES:
- Experience requise au niveau des minis ou de machines comptables.
- Bilingue.

NOUS OFFRONS:
- Salaire de base avec commissions et allocation de voiture.
- Gamme complète d'avantages marginaux.
- Programme de formation.

POUR RENDEZ-VOUS, communiquez avec:
MLLE JOHANNE VEILLEUX a **761-5536**

L'HÔPITAL DE GAGNON INC.
requiert les services d'un

DIRECTEUR GÉNÉRAL

FONCTIONS:
Sous l'autorité du Conseil d'administration, il doit:
— Diriger et coordonner l'administration de l'établissement.
— Préparer le budget et les plans d'organisation.
— Voir à la mise en vigueur et à l'opération du système de gestion, de contrôle, de conversation et d'utilisation des ressources de l'établissement.
— Assurer la mise à exécution des décisions du Conseil.
EXIGENCES:
Posséder un diplôme universitaire en administration hospitalière, en gestion des affaires ou en sciences humaines et avoir une expérience minimale de 4 années ou l'équivalent.
RÉMUNÉRATION:
Selon les normes du Ministère des Affaires sociales et les qualifications du candidat.
N.B. Faire parvenir demande accompagnée d'un curriculum vitae pour le 14 novembre 1976 à l'attention de:
M. Pierre Pouliot
Président, Conseil d'Administration
HÔPITAL DE GAGNON INC.
Casier Postal 819
Gagnon, Cté Duplessis, Québec G0G 1K0

Notre personnel de vente est notre principal atout

Revenu annuel initial: jusqu'à $20,000
en fonction de l'expérience et de la compétence
Commissions élevées

Si tout va bien dans votre travail, si vous avez des antécédents de succès dans la vente et que vous voulez faire encore mieux, venez nous voir: nous avons des occasions exceptionnelles à vous offrir.
Nous sommes une manufacture de produits chimiques reconnue, existant depuis 56 ans. Notre essor rapide vient du fait que nous donnons à notre personnel de vente la chance de fournir un plein rendement. Nos vendeurs gagnent en moyenne $22,000 par année et ce chiffre grossit encore de façon substantielle la deuxième et la troisième année. Aucune formation en chimie n'est requise. Vous recevrez une formation complète ainsi que les avantages sociaux courants.

ENTREVUES À MONTRÉAL
Appelez Robert Bélanger,
lundi, mardi, les 18-19 octobre
après 9 h c.m.

514-845-1231

Si vous ne pouvez appeler, faites parvenir votre curriculum vitae à Robert Bélanger.

NATIONAL CHEMSEARCH of CANADA, LTD.
245 Oronda Road **Bramalea, Ontario**

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 16 OCTOBRE 1976

fonction publique

POLICIERS

Les candidats intéressés à faire une carrière de policier doivent satisfaire aux normes prescrites dans la Loi de Police du Québec, notamment:

CITOYENNETE: Être citoyen canadien.

SCOLARITÉ: Avoir complété avec succès des études au niveau de la 11e année, ou l'équivalent reconnu par le ministère de l'Éducation. Parler et écrire le français et l'anglais.

ÂGE: Être âgé d'au moins 18 ans et 6 mois, sans avoir atteint l'âge de 30 ans.

SANTÉ: Être en excellente santé, de taille 5'8" minimum; de poids proportionné à la taille.

PERMIS: Posséder un permis de chauffeur de véhicules automobiles.

Se présenter du lundi au vendredi de 9 hres à 12 hres ou de 13 hres à 17 hres.

SERVICE DU PERSONNEL
1535, boul. Chomedey,
LAVAL, QUÉ. H7V 3R2

Avec les certificats de naissance et d'études ainsi qu'une photo récente.

LAVAL

DIRECTEUR
de l'investigation clinique

Les Laboratoires Abbott Limitée, un important fabricant de produits pharmaceutiques et hospitaliers situe a Montreal, est presentement à la recherche d'un docteur en pharmacologie pour diriger les activites canadiennes de leur centre de l'investigation clinique.

Relevant du Directeur des affaires scientifiques, le titulaire devra exploiter et mettre sur pied des programmes de recherches sur les nouveaux produits en cooperation avec les hôpitaux canadiens, les centres de recherches et les agences gouvernementales provinciales et fédérales.

Le candidat choisi doit avoir de 3 a 4 ans d'experience pertinente acquise au sein d'un milieu industriel ou d'une industrie de recherches et il doit pouvoir communiquer a tous les niveaux autant en anglais qu'en français.

Nous offrons une excellente remuneration basee sur l'experience et les qualifications, accompagnee d'un eventail complet d'avantages sociaux. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, en indiquant votre formation academique et vos exigences salariales a:

M. MARC DUFOUR
Directeur — Relations du travail

LABORATOIRES ABBOTT, LIMITEE
CP 6150
MONTREAL, QUEBEC, H3C 3K5

Directeur
Services de la comptabilité

Une des grandes sociétés canadiennes oeuvrant dans le domaine de l'alimentation recherche un chef des services comptables pour faire partie de l'équipe des cadres.

Relevant du contrôleur, le titulaire de ce poste verra au bon fonctionnement des opérations financières et budgétaires de sa filiale québécoise. Une équipe bien structurée d'une vingtaine de personnes est prête à l'assister dans la réalisation de ses fonctions.

Les candidats intéressés sont bilingues, ont une solide formation comptable et sont membres d'une corporation professionnelle en comptabilité.

Le candidat choisi aura démontré dans le passé un souci de l'objectivité, un sens des priorités et une motivation pour l'action et les résultats concrets dans un poste de supervision. Le candidat intéressé désire s'associer à une entreprise dynamique favorisant le perfectionnement professionnel.

Vous référant au dossier 67-11-549 C, veuillez adresser votre demande à:
Marcel Bayard, Suite 835, 1 Place Ville Marie, Montreal, Québec H3B 2A3,
(514) 861-7481

P.S. ROSS & ASSOCIÉS
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

MEMBRE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

CONTREMAÎTRE GÉNÉRAL
À QUÉBEC

La Société des Alcools recherche les services d'un contremaitre general pour diriger les opérations de l'usine d'embouteillage et de conditionnement située dans la ville de Québec.

POSTE: Le plan d'embouteillage et de conditionnement de Québec reçoit, conditionne et embouteille un volume d'environ 1 million de gallons de vin et spiritueux. Le contremaitre général aura sous sa responsabilité la direction du contremaitre à la réception des vins et spiritieux ainsi que les employés des deux lignes d'embouteillage et de la préparation des liquides.

CANDIDAT: Le candidat doit posséder une expérience de trois (3) ans au niveau de la production manufacturière, préférablement dans le secteur de l'empaquetage et de la distribution.
Il devra faire preuve de leadership et d'initiative et être en mesure de contrôler efficacement le prix de revient et le budget du plan.
Le candidat doit avoir obtenu un diplôme de technicien en chimie, de technologiste en alimentation ou l'équivalent.

AVANTAGES SOCIAUX: le poste offre des possibilités d'avancement au niveau des cadres supérieurs de l'entreprise, une gamme complète de bénéfices sociaux et un salaire intéressant.

Faire parvenir "curriculum vitae" à:
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC,
Service du personnel,
C.P. 1058 Place d'Armes,
Montréal H2Y 3J8

Le Centre de Services Sociaux Richelieu
requiert les services de

	ENDROIT DE TRAVAIL
3 travailleurs sociaux pour son service social scolaire	Vaudreuil-Soulanges Valleyfield Châteauguay
4 travailleurs sociaux ou techniciens en assistance sociale avec expérience pour son service social hospitalier	Sorel (médical) Valleyfield (psyshiatrie) Valleyfield-Dorion (paychiatrie)
1 travailleur social ou psychologue pour son secteur enfance-exceptionnelle	Longueuil 2½ jrssemaine
3 travailleurs sociaux ou technicien en assistance sociale avec trois ans d'expérience pour son service jeunesse	Granby Granby Valleyfield

Faire parvenir vos curriculum vitae a Robert Desmarais

La Presse. Ref. 17665
C.P. 6041,. Succ A
Montreal, Que.

Votre carrière d'agent d'immeubles dans l'ICI vous réussit bien?

Au Trust Général, c'est encore mieux.

Venez nous rencontrer. Au Trust General vous profiterez d'un reseau de succursales etendu et d'une organisation efficace et bien etablie. Cela permet, par exemple, l'accès à de multiples sources d'information pour mieux servir votre clientèle et pour mieux reussir votre carriere.

Si vous avez quelques annees d'experience dans le courtage industriel, commercial et les investissements immobiliers, et si vous possedez un permis du Service de courtage du Québec, nous pouvons vous offrir mieux:

- un champ d'activites englobant les immeubles industriels et commerciaux, les investissements immobiliers et la location industrielle et commerciale;
- des commissions genereuses;
- des avantages sociaux interessants;
- un poste de travail individuel.

Lieu de travail: Montréal
Donnez-nous un coup de fil

Louis Viau
Gérant, Service commercial
10, rue Saint-Jacques
Montréal
(514) 844-3913

TRUST GÉNÉRAL

Les Industries Noma Ltée prennent de l'expansion...

Joignez vous à notre personnel de vente...
A Montréal 2 nouveaux postes s'ouvrent... pour occupation immédiate.

Recherchons **2 représentants**

— Bilingues
— Experimentes dans la vente et oeuvrant depuis au moins 5 ans (une connaissance de la vente aux magasins à chaine ainsi qu aux grossistes en quincaillerie et aux distributeurs en électricité est un atout)
— Dynamiques et motivés (self starter)
— Autodisciplinés (pouvant travailler avec peu de surveillance)
— Professionnels (ayant le souci de l organisation, de la planification et du travail minutieux.

Si les normes exigées vous habillent correctement, ecrivez-nous a

Les Industries Noma Ltée
Place Bonaventure
C.P. 821, Montréal, Qué. H5A 1E5

En cas de grève des postes apportez votre curriculum vitae à: La Place Bonaventure, Mart C. 13 Crerar.

P.S. Ce poste n'intéressera que les candidats dont le salaire est d environ $12,000.

REPRÉSENTANT DE DISTRICT-VENTES

Nous augmentons actuellement notre personnel; nous cherchons des représentants(es) des ventes bilingues pour certains territoires de la région de Montréal. Les responsabilités incluront le service de la clientèle existante et la vente directe aux consommateurs.

Candidats(es) bilingues, possedant un véhicule, âge minimum 25 ans. L'expérience n'est pas indispensable car nous nous chargeons de la formation des postulants.

La rémunération inclut: compte de dépenses, revenu garanti par le renouvellement des commandes plus commissions, boni et indemnités.

Si vous souhaitez vous joindre a une equipe de vente, veuillez vous présenter, entre 9 et 17 heures.

LES PROVISIONS FROST FOOD INC.
362 est, rue Mont-Royal
Montréal, Qué.

ANALYSTE AUX REVENUS

Compagnie en pleine expansion est à la recherche d'un analyste aux revenus pour son bureau de Dorval.

Fonctions:
— Analyse des différents comptes de revenus
— Implantation de contrôles
— Comptabilisation des transactions inter-compagnies
— Assister à la supervision du personnel et à l'elaboration des taches.

Exigences:
— Entre 23 et 25 ans
— Bilingue
— 3 années de cours en comptabilite
— 3 années d'expérience en comptabilité
— Bon travaillant et ambitieux.

Salaire: Environ $12,000.
Nombreux avantages sociaux.
Possibilités d'avancement

Les candidats interessés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae a:
La Presse, Réf. 17659
C.P. 6041 Succ A
Montréal

INFORMATIQUE
+ DE 60 POSTES

Les demandes de nos clients ont dépassé nos prévisions et nous sommes à la recherche de candidats pour combler les besoins actuels.
Nous avons des opportunités immédiates pour:

• REPRÉSENTANTS DE VENTES	à $27K
• CHEF DE PROJETS	$25K
• PROGRAMMEURS TECHNIQUES	$25K
• ANALYSTES	$22K
• PROGRAMMEURS ANALYSTES	$21K
• PROGRAMMEURS	$17K
• GÉRANT DES OPÉRATIONS	$19K

S.V.P. communiquer avec Regent Guilbeault, 844-3454 ou faire parvenir votre "curriculum vitae" a:

SPI SYSTEMATIX PERSONNEL INC.
388 ST-JACQUES O.
MONTREAL, P.Q. H2Y 1S1

Directeur de la Production
industrie alimentaire

Salaire: Jusqu'à $25,000.

Nous sommes une industrie du Québec qui fabrique et distribue ses produits dans tous les pays. Situee a quelque 100 milles au sud-est de Montréal, nous cherchons un ingénieur chimiste qui à cause de son initiative et de son expérience accédera très rapidement au poste de directeur d'usine.

Relevant du directeur général, le candidat devra être bilingue, dynamique et avoir, de préférence, de l'expérience dans le domaine de l'industrie alimentaire et de la motivation du personnel.

Nous offrons une gamme complète de benefices marginaux.

Faites parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:

La Presse, Réf. 17660
C.P. 6041, Succ. A
Montréal, Qué.

VENTE INDUSTRIELLE

La compagnie:
Entreprise spécialisée dans la fabrication et la vente de systèmes et fourniture d'empaquetage industriel recherche un représentant aux ventes pour la région de Montréal.

Le Poste:
Servir une clientèle établie et rechercher de nouveaux clients.

Les avantages:
Salaire de base, commission, bonis, avantages sociaux exceptionnels, programme de participation aux profits, voiture fournie, entrainement complet, chances d'avancement.

Le candidat:
Vendeur agressif avec expérience de la vente d'un programme industriel de préférence. Bilinguisme essentiel. Âge 25 à 35 ans.

Pour une entrevue confidentielle, téléphoner mardi le 26 octobre 1976 a:
M. Gilles Beaulieu
Signode Canada Ltée
6695 ouest, St-Jacques
Montréal, Qué.
489-6861

CENTRE D'ACCUEIL CARTIER
PROFESSIONNELS

L'INSTITUTION: Centre d'accueil sécuritaire pré-comparution et post-comparution.

LA FONCTION: Membre d'une équipe de consultation pour des fins d'intervention, d'évaluation, de support aux unités de vie et de formation.

LES CANDIDATS: Psychologues, travailleurs sociaux professionnels, psycho-éducateurs, criminologues. La personnalité et l'expérience pertinente permettront d'établir les priorités d'engagement.

LE TRAITEMENT: Selon les normes du ministère des Affaires sociales.

Faire parvenir curriculum vitae:
Directeur général
CENTRE D'ACCUEIL CARTIER
306, boul. Cartier
Laval
H7M 2J2

CENTRE D'ACCUEIL BERTHELET
ÉDUCATEURS

Postes a temps plein et a temps partiel

FONCTIONS:
— Repondre aux besoins physiques et psychologiques de l'adolescent (14-18 ans) en difficulte d'adaptation.
— Travailler avec une equipe d'educateurs et de consultants.

EXIGENCES:
— D.E.C. en sciences humaines
— Age minimum: 21 ans

SALAIRE:
— Selon les echelles du M.A.S.

Si cette carriere vous interesse envoyer curriculum vitae a:
CENTRE D'ACCUEIL BERTHELET
a/s du SERVICE DU PERSONNEL
8029 — 8ie AVENUE,
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

Centre d'Accueil CARTIER
ÉDUCATEURS

L'institution:
Centre d'Accueil, securitaire, pré-comparution et post-comparution.

La Fonction:
— Membre d'une équipe d'unité de vie, il répond aux besoins physiques et psychologiques des jeunes dans un milieu sécuritaire.

Les candidats:
— Ils ont au moins 21 ans et une 12e année scolaire. Leur personnalité constitue un atout principal. Sur cette base, le DEC en éducation spécialisée et l'expérience établiront les priorités d'engagement.

Le traitement: Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

Faire parvenir curriculum vitae au:
Directeur général
Centre d'Accueil Cartier
306, boul. Cartier,
Laval, Qué. H7N 2J2

La FTQ-construction bloquera l'accès aux chantiers

par Pierre VENNAT

La FTQ-construction est décidée à poursuivre sa grève envers et contre tous et à ne pas permettre la réouverture des chantiers, lundi, dans la métropole.

Et ceci, même si on admet que certains ouvriers sont prêts à travailler et qu'ils jouiront sans aucun doute de la protection policière pour retourner au travail, d'où risque d'affrontement violent lundi matin.

"Je déplore qu'on se serve des policiers pour épeurer les gens, a déclaré hier Guy Dumoulin, le directeur général de la FTQ. Ce ne sont pas les policiers qui vont venir faire le travail sur les chantiers de construction. On sait qu'il y a des gens prêts à rentrer travailler à n'importe quel prix. On prétend, nous, que ce ne sont pas des vrais travailleurs de la construction".

Les "vrais" travailleurs de la construction au sens où l'entend la FTQ-construction, intensifieront donc leur piquetage lundi, piquetage quasi-inexistant depuis quelques jours dans la région métropolitaine.

Ce piquetage massif, croient les organisateurs, empêchera tout travail sur les chantiers de la métropole et même les quelques chantiers où l'on travaille dans le grand Montréal seront vidés, a prédit M. Dumoulin qui reconnait qu'il est possible que cela provoque des affrontements violents mais qui prétend, puisque sa grève est légale, que la responsabilité en incombera à d'autres qu'à ses membres.

Des négociations en fin de semaine

Quant à la loi spéciale pour mettre fin au conflit, il semble bien que Québec ait décidé de la retarder quelque peu.

En effet, le sous-ministre Gilles Laporte a convoqué la partie syndicale à des rencontres en fin de semaine dans un hôtel de la Vieille capitale, dans une tentative pour dénouer l'impasse.

Pour le moment, la pierre d'achoppement concerne les clauses relatives aux juridictions de métier, ou diverses tendances s'affrontent au sein même de la FTQ-construction, notamment entre journaliers et autres métiers, et sur le taux de salaire effectif.

Dénonçant à la fois les employeurs et les journaliers, le directeur général de la FTQ-construction a parlé d'un "complot" des dirigeants de l'Association des entrepreneurs en construction en vue de dépouiller certains métiers d'une partie de leur juridiction en vue de se donner "une main-d'oeuvre à bon marché".

La FTQ, forte de l'appui du président de l'Office de la construction du Québec, Réal Mireault, a également réitéré son intention de conserver ses bureaux de placement.

Malgré tout, on concède que "les échanges d'opinions" avec la partie patronale au début du mois ont été "quand même valables sur certains points", et qu'on croit toujours à une possibilité d'entente puisqu'on admet qu'il y a un changement d'attitude de la partie patronale qui manifeste moins d'arrogance".

L'impasse est totale chez Velan

par Georges LAMON

Depuis une semaine, c'est l'impasse la plus totale dans le conflit qui oppose la compagnie Velan Engineering, de Saint-Laurent, à ses 620 employés en lock-out depuis six semaines.

En effet, les négociations pour le renouvellement de la convention collective de travail sont rompues et les dernières contre-propositions présentées par le Syndicat national des employés de Velan, affilié à la Fédération de la métallurgie (CSN), ont été refusées par la partie patronale.

Pour tenter de mettre un terme à ce conflit ouvrier qui paralyse ses usines de Saint-Laurent, de Côte-de-Liesse et de Granby, à la suite du lock-out qu'il a décrété, M. A. Karel Velan, propriétaire de l'entreprise, a lancé un urgent appel au ministre du Travail pour qu'il nomme "un médiateur extraordinaire de haute qualité".

Médiateur

Dans une communication adressée mardi à MM. Bourassa, Saint-Pierre et Harvey, M. Velan avait déjà fait appel à M. Trudeau, le propriétaire de l'entreprise justifie sa demande de médiateur extraordinaire pour deux raisons principales.

La première, selon M. Velan, porte sur l'impossibilité pour la Velan de donner suite à d'importants contrats pour l'exportation de robinetterie nucléaire vers les Etats-Unis, à cause du conflit. Quant à l'autre raison invoquée, elle fait état des revendications injustifiées de la CSN en dépit d'une offre patronale finale de 30 pour cent, "plus haute que le maximum autorisée par la Commission Pepin".

Par ailleurs, M. Velan insiste auprès des ministres sur le fait qu'il n'est pas impossible que l'entreprise déménage une partie de ses opérations aux Etats-Unis où elle possède déjà une usine de montage de robinetterie.

"Nous avons trop de responsabilités envers notre clientèle pour nous permettre une grève de cinq mois comme la Sidbec-Dosco, a précisé M. Velan au cours d'une entrevue avec LA PRESSE à ses bureaux de Saint-Laurent. Je suis d'ailleurs prêt à fermer l'usine de montage de la Côte-de-Liesse pour aller aux Etats-Unis. Je dois même aller à Burlington en fin de semaine pour étudier la possibilité de m'y installer."

Mater le syndicat

M. Velan a admis avoir étudié la contre-proposition syndicale, mardi, mais qu'à son avis seulement 18 points sur les 50 contenus dans le document étaient acceptables, avec certaines modifications.

Même si la Velan offre 11.2 p. 100 en augmentations de salaires (comprenant tous les avantages sociaux), la question salariale n'a toutefois pas été abordée en entier dans le document.

Quant au président du Syndicat des employés de Velan, M. Nabil Sidarous, il soutient que la compagnie veut "mater le syndicat d'une façon ou d'une autre" et qu'en fin de compte, elle ne veut "pas négocier de bonne foi".

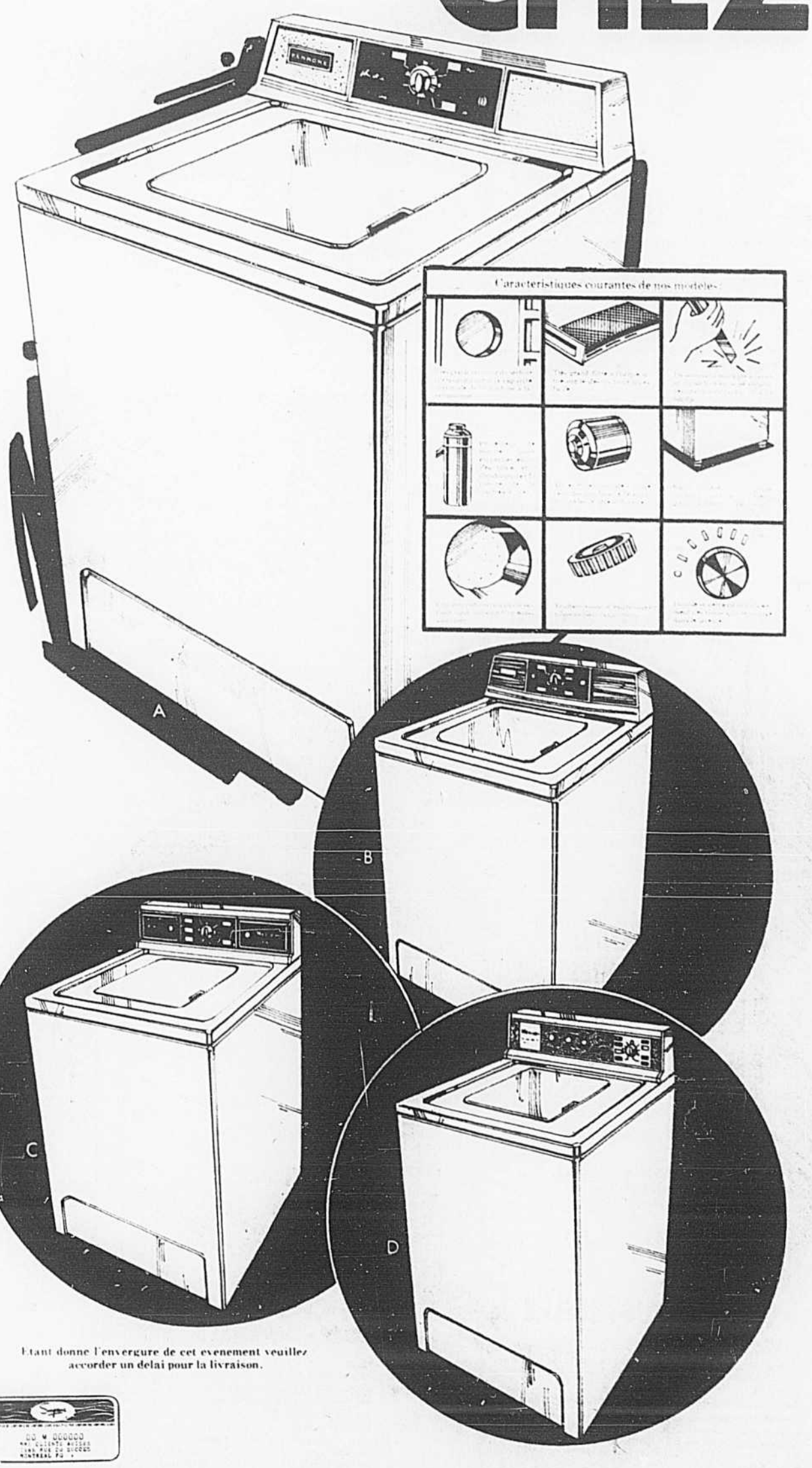
"Nous ne voulons pas d'arbitre, a insisté M. Sidarous, mais plutôt d'un conciliateur, car nous ne croyons pas qu'un arbitre puisse faire grand-chose pour régler ce conflit. Ce que nous voulons surtout, c'est la juridiction totale au Québec quant à la sécurité d'emploi."

M. Sidarous précise que le syndicat est toujours disponible pour négocier, car en fait c'est la partie patronale qui a rompu les négociations.

Simpsons

ÉVÉNEMENT CHEZ

EN VILLE
FAIRVIEW
LES GALERIES D'ANJOU
LE CARREFOUR LAVAL



pratique machine à laver automatique 3 programmes

$329

A. Modèle 2 vitesses à 3 programmes incluant lavage normal, tissus sans repassage et tissus délicats tricots. Possède toutes les caractéristiques mentionnées à droite; en plus d'un réglage d'eau deux niveaux et filtre. Blanc seulement: env. 25½" x 29" x 36" haut. Modèle 46100.

efficace machine à laver automatique 4 programmes

$349

B. Ce modèle possède toutes les caractéristiques mentionnées (à droite). Plus filtre à charpie auto-nettoyant et agitateur "Roto-Swirl". 4 programmes incluant lavage normal, tissus sans repassage, tissus délicats tricots et pré-lavage pour vêtements très souillés. Niveau d'eau variable. Blanc: env. 25½" x 29" x 36" haut. Modèle 46300. Or moisson, $40 de plus.

machine à laver 5 cycles, 2 vitesses, automatique

$369

C. Ce modèle possède toutes les caractéristiques mentionnées (à droite). Filtre à charpie auto-nettoyant, agitateur "Roto-Swirl", distributeur d'agent de rinçage, cycle de pré-trempage, 5 programmes: lavage normal, pré-lavage, pré-séchage, tissus sans repassage, tissus délicats/tricots, 5 réglages de température lavage/rinçage, 2 vitesses d'agitation et 2 vitesses d'essorage. Niveau d'eau variable. Blanc: env. 25½" x 29" x 36" haut. Modèle 46500. Or moisson, $40 de plus.

merveilleuse machine à laver pour tous tissus

$399

D. Ce modèle automatique vous rendra la tâche de la lessive facile grâce à 7 programmes incluant coton (blanc et couleurs), tissus à repassage permanent (blanc et couleur), tissus délicats/tricots, prétrempage et pré-lavage. Un réglage du cadran pour une température lavage/rinçage parfaite, agitation exacte et vitesse d'essorage idéale. Niveau d'eau variable pour économiser eau et argent. Dosseret à éclairage fluorescent. Blanc: env. 25½" x 29" x 36". Modèle 45900. Or moisson, $40 de plus.

D1. (Non représentée). **Machine à laver automatique à prix économique:** Modèle trois programmes incluant lavage normal, court, tissus à repassage permanent. Possède toutes les caractéristiques mentionnées à droite. 3 réglages de température lavage/rinçage. Blanc seulement: env. 25½" x 29" x 36" haut. Modèle 4600.

Prix Simpsons **$288**

Rayon 550 au sixième

Etant donné l'envergure de cet événement veuillez accorder un délai pour la livraison.

Venez en personne, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit.

Obtenez votre Carte d'Action. Pour renseignements, adressez-vous au Bureau de crédit au magasin Simpsons le plus près de chez vous.

Cette marchandise est disponible chez:

Simpsons — Au sixième, en ville 842-7221. Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval

3 magasins: Sears — Place Vertu, St-Laurent; Mail Champlain, Brossard; Les Galeries d'Anjou

aussi disponible à nos bureaux de vente de: Châteauguay, Repentigny, Terrebonne, Ville LaSalle et Rosemère

Offre sur la tâche d'enseignement

Lueur de règlement dans le secteur protestant

par Mariane FAVREAU

Une lueur d'espoir semble se dessiner dans le conflit qui affecte le système d'enseignement protestant. En effet, les commissions scolaires envisageraient d'offrir aux enseignants la tâche consentie aux professeurs membres de la CEQ moyennant certaines exigences.

C'est du moins ce qui ressort de la reprise des négociations (depuis jeudi soir). Mais si la partie syndicale dit avoir "des espérances", elle se déclare encore très pessimiste, selon un des porte-parole de la PAPT, en grève depuis le 1er octobre.

Depuis plusieurs jours, le ministre de l'Education assurait qu'il était "nécessaire et possible d'injecter des ressources supplémentaires" aussi bien dans le secteur protestant que catholique.

Or, jeudi, c'est une somme de $12 millions qui aurait été avancée pour injecter approximativement 800 professeurs dans l'un et l'autre système.

On se souviendra que le ministère de l'Education a déjà permis de réduire le temps annuel de scolarité des élèves (minutes d'enseignement) arguant qu'une tâche d'enseignement allégée pour les professeurs signifiait l'engagement d'un nombre élevé d'enseignants pour combler la différence entre ce que devrait recevoir l'élève et ce que peut donner le professeur.

D'autre part, on confirme au ministère que des commissions scolaires se sont prévalues d'un article sur "les cas spéciaux", pour obtenir des ressources additionnelles: ily a des cas où, malgré de savants calculs, l'offre sur la tâche se traduisait quand même par des problèmes dans la pratique, du côté du secteur francophone.

Or, les commissions scolaires protestantes soutenaient justement qu'appliquer les mêmes offres sur la tâche au secteur protestant signifierait une deterioration de l'enseignement ou l'abandon de certaines options.

En chiffrant son addition de personnel, le ministère se rend donc aux raisons vécues dans le secteur catholique et anticipées dans le secteur protestant.

Ce dernier semble encore réticent. Mais selon un porte-parole syndical, la fédération des commissions scolaires protestantes envisagerait maintenant une offre sur la tâche avec certaines exigences: que l'horaire-étudiant ne soit pas affecté, ni les structures scolaires, ni les cours optionnels, ni le régime pédagogique, etc.

L'ajout de personnel qui serait réparti de façon equitable entre les deux secteurs catholique et protestant, devrait répondre à des besons exprimés particulièrement dans les régions rurales, dans des écoles de milieux urbains défavorisés, pour l'enseignement du français (obligatoire dès la première année dans les écoles anglaises, etc.)

On signale au MEQ qu'on est en train de faire des simulations mathématiques pour vérifier la situation.

Pour la PAPT cependant, on trouve curieux cette offre de $12 millions rendue publique à ce moment-ci, à la veille d'élections "appréhendées". On admet cependant que si on veut garder le statu quo dans les écoles protestantes, il faut injecter des professeurs dans les régions éloignées.

Examen de contrôle pour vérifier l'apprentissage des élèves à la CECM

La CECM vient de mandater ses services pour mettre en place, le plus tôt possible, des examens de contrôle periodiques pour chaque degré de l'élémentaire.

On instaurera également diverses formules de récupération dans les classes mêmes pour s'assurer qu'il n'y a pas de «trous» dans l'apprentissage de l'élève.

Ces décisions s'appuient sur un rapport étoffé présenté par M. Yvon Vertefeuille, directeur de la recherche et des programmes et qui touche tant les objectifs de l'enseignement élémentaire que le processus d'évaluation, les programmes et l'autonomie des maîtres.

Les parents seront sans doute heureux d'apprendre que la CECM songe aussi à leur offrir un bulletin contenant des informations plus précises sur les progrès et travaux de leurs enfants. Le fameux bulletin dont il est question depuis l'an dernier refera sans doute surface sous un autre modèle car l'Alliance des professeurs avait enterré celui que la CECM proposait à cause des sous-groupes et des tranches.

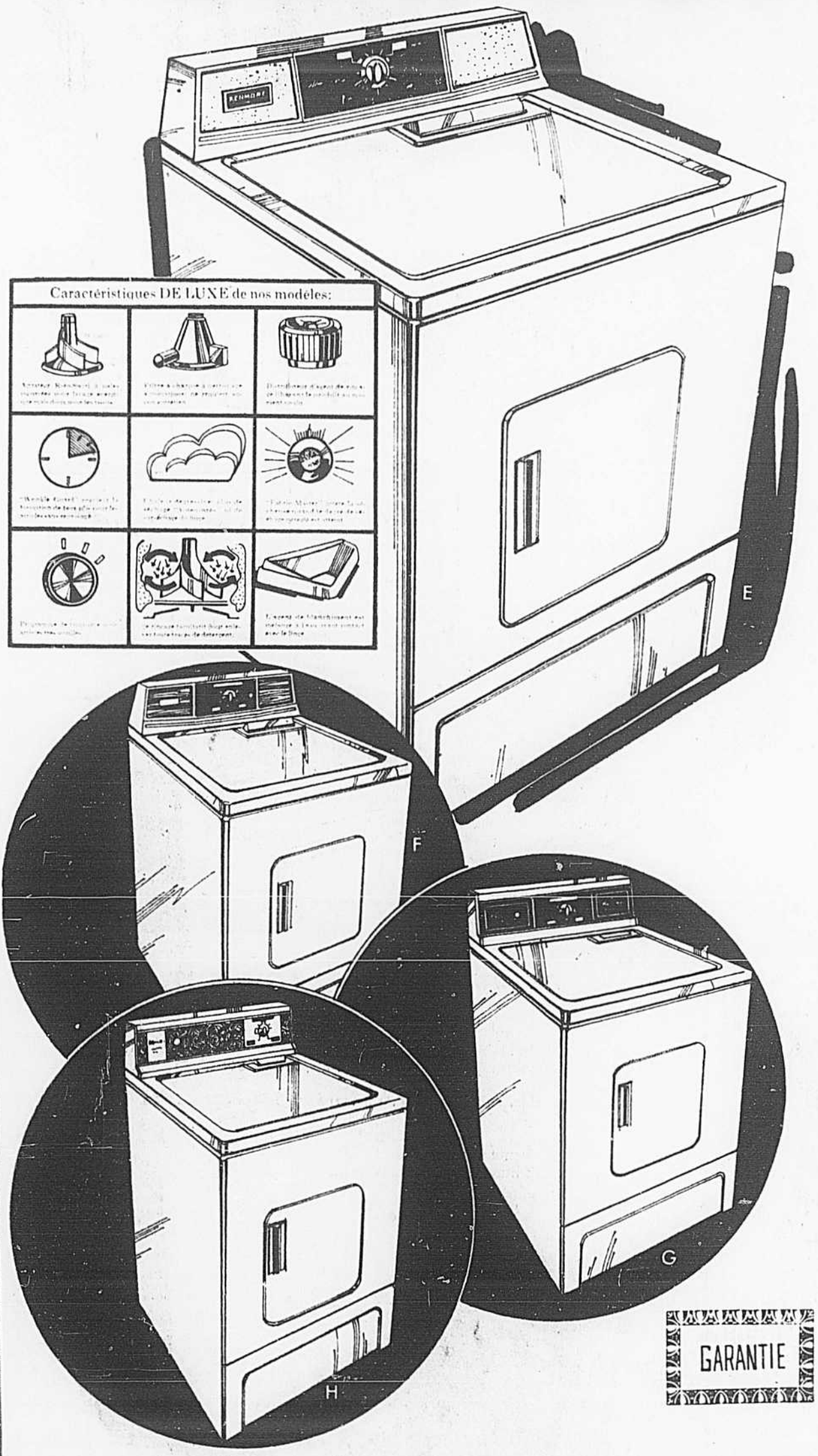
Il semble que le bulletin actuel soit assez peu explicite et qu'une note de 80 pour cent, par exemple, ne permet pas aux parents de savoir si l'élève est une ou deux tranches derrière la moyenne de ses compagnons. Rappelons que le programme est réparti en quatre tranches par degré et qu'il arrive que l'enfant ne voit que trois tranches pendant une année, d'où le «trou» dans ses connaissances.

Enfin, le ministère fera aussi subir des tests cette année, ce qui n'existait plus depuis belle lurette à l'élémentaire. Ils vérifieront la langue d'enseignement en 2e, 4e et 6e années de même que la langue seconde et les mathématiques en sixième année.

"KENMORE" SIMPSONS

Simpsons

EN VILLE
FAIRVIEW
LES GALERIES D'ANJOU
LE CARREFOUR LAVAL



séchoir automatique avec "chaleur douce"

Prix Simpsons **$219**

E. Ce séchoir possede toutes les caractéristiques de base mentionnées (à gauche), avec en plus contrôle "chaleur douce" (l'intensité diminue au fur et à mesure que le linge sèche) et filtre à charpie monté sur le dessus. Blanc seulement. Env. 25" x 29 x 36", Modele 86100.

séchoir automatique avec "Fabric Master"

Prix Simpsons **$229**

F. En plus de posseder toutes les caractéristiques de base mentionnées (à gauche), ce séchoir met en vedette 3 cycles pour lavage normal, tissus sans repassage, tissus délicats. "Fabric Master" arrete le séchoir lorsque le degre de séchage désiré est atteint. Contrôle "chaleur douce", filtre à charpie monté sur le dessus. Blanc. Env. 25" x 29 x 36". Modele 86300. Or moisson ou avocat, $10 de plus.

séchoir automatique avec "cycle tricot" spécial

Prix Simpsons **$239**

G. Modèle possédant toutes les caracteristiques de base et de luxe mentionnées (à gauche) avec en plus un cycle special pour tricots et vetements délicats. Cycle repassage permanent prévient la formation de faux plis. Contrôle "air" pour gonfler les couvertures et oreillers. Blanc. Env. 25½ x 29 x 36". Modele 86500. Ton or moisson, $10 de plus.

voici notre meilleur séchoir automatique

Prix Simpsons **$259**

H. Ce séchoir possede toutes les caracteristiques de base mentionnées (à gauche), avec en plus indicateur fin-de-cycle vous indiquant lorsque les vêtements sont secs. Contrôle "air" sans chaleur pour rafraichir les vetements. Témoin intérieur lumineux. Cycle refroidissement 10 minutes à la fin du sechage. Blanc. Env. 25½ x 29 x 36". Modèle 85900. Ton or moisson, $10 de plus.

H1. (Non représenté). **Séchoir à prix économique 2 cycles:** régulier et programme "air". Comprend toutes les caracteristiques de base mentionnées (à gauche). Blanc seulement. Env. 25½ x 29 x 36". Modèle 86000.

Prix Simpsons **$199**

GARANTIE

Rayon 756 au sixieme

Achetez en toute confiance

SIMPSONS GARANTIT:
"SATISFACTION
OU REMBOURSEMENT"

Étant donne l'envergure de cet événement veuillez accorder un délai pour la livraison.

Cette marchandise est disponible chez:

Simpsons
Au sixième, en ville 842-7221.
Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou et au Carrefour Laval

3 magasins: Sears
Place Vertu, St-Laurent
Mail Champlain, Brossard
Les Galeries d'Anjou
aussi disponible à nos bureaux de vente de:
Châteauguay, Repentigny, Terrebonne, Ville LaSalle et Rosemère

Bombardier-MLW: débrayage lundi

par Claude-V. MARSOLAIS

Parce que la direction de Bombardier-MLW a décidé de suspendre indéfiniment 36 employés, dont la majorité des officiers syndicaux, sous prétexte qu'ils avaient dressé une ligne de piquetage jeudi, journée de protestation contre les mesures de déflation, devant l'usine de Montréal-Est, les employés ont convenu hier de ne pas retourner au travail lundi, tant que les employés suspendus ne seront pas réintégrés dans leur fonction.

C'est à l'unanimité que les 276 travailleurs présents à l'assemblée ont décidé de ne pas se présenter au travail.

Le président du local 4589 des Métallos, M. Serge Brousseau, a expliqué que la compagnie Bombardier-MLW s'était employés dans la journée de jeudi à téléphoner aux travailleurs restés à leur domicile pour les enjoindre de retourner au travail.

"Fort de son succès, la direction a pensé que l'exécutif du syndicat qui avait recommandé la grève n'avait plus l'appui de ses membres et en a profité pour décapiter le syndicat", a souligné M. Brousseau, en ajoutant qu'il fallait sans doute faire un parrallèle avec le fait que le contrat de travail des 833 employés prend fin le 26 octobre.

D'après l'exécutif syndical, la ompagnie avait refusé qu'un référendum se tienne à l'intérieur de l'usine afin de connatre l'intention des sydiqués sur la grève nationale. Devant cette impossibiiité, la direction du Local 4569 avait laissé à ses membres toute latitude de faire la grève le 14 octobre.

Au moins 233 travailleurs auraient participé au piquetage qui s'est déroulé jusqu'à 11 heures jeudi devant l'usine, mais en fin d'après-midi la majorité des travailleurs de jour étaient retournée au travail.

En décidant de suspendre indéfiniment les officiers syndicaux, la compagnie Bombardier-MLW décapitait au complet le comité de négociation syndical et ne laaissait plus qu'un seul membre au comité de sécurité et au comité des griefs pour réprésenter les travailleurs.

Or, les travailleurs du Local 4589 tiennent particulièrement à la vigilance manifestée jusqu'à présent par leur comité de sécurité d'autant plus que récemment cinq à six employés ont été incommodés par des vapeurs d'acide dans le département des radiateurs. A quatre reprises, des inspecteurs du gouvernement seraient venus examiner les lieux et la compagnie aurait promis des modifications qui n'ont pas été faites.

Un permanent des Métallos, M. Roger Bédard, a soutenu pour sa part que Bombardier-MLW faisait tout en son pouvoir pour épuiser le syndicat depuis quelques temps notamment en soumettant un grand nombre de griefs, 65, à l'arbitrage.

"La compagnie a appointé une batterie d'avocats pour se faire représenter devant le comité d'arbitrage. Quand l'audition d'un grief prend quatre jours, je pense que c'est tout à fait anormal, à moins que Bombardier-MLW veuille absolument épuiser le syndicat", de dire M. Bédard.

Les officiers du Local 4589 ne sont pas sans se demander pourquoi la compagnie a décidé de les suspendre indéfiniment à l'occasion de la grève nationale contre les mesures anti-inflationistes alors que l'an dernier, elle n'avait pas sévi lorsque les employés avaient débrayé pour appuyer leurs confrères de la United Aircraft. De là à conclure que Bombardier-MLW veut affriblir leur syndicat à la veille des négociations... il y a sûrement une coïncidence qu'ils ont vite remarquée.

La journée du 14 octobre
Une lutte qui marque la détermination syndicale

OTTAWA (UPI, PC) — Le président du Congrès du travail du Canada, M. Joe Morris, dressant le bilan de la journée nationale de protestation contre les mesures anti-inflationnistes de jeudi, a déclaré qu'il s'agissait d'un pas immense dans la détermination des travailleurs d'acquérir une voix plus forte dans la planification des politiqués économique et sociale du pays.

M. Morris, qui donnait une conférence de presse dans la capitale fédérale, a d'autre part démenti catégoriquement que la centrale ait eu recours à l'intimidation pour amener les syndiqués à se joindre à la protestation qui a réuni, a-t-il confirmé, 1,054,000 travailleurs dans l'ensemble du pays.

Pour M. Morris, cette manifestation marque en outre un pas de géant dans l'établissement du CTC comme le porte-parole incontestable des tavailleurs canadiens syndiqués, et aussi non syndiqués qui autrement n'auraient aucune voix dans les affaires du pays.

Le chef syndicaliste a ajouté que s'il en avait l'occasion il proclamerait une autre journée de protestation, mais qu'il y apporterait des modifications. Il a dit qu'il aurait aimé avoir sept mois pour préparer la protestation au lieu des trois mois qu'il a eus effectivement.

L'après-protestation

Beaucoupqd'employeurs à travers le Canada ont adopté une attitude d'expectative au sujet des sanctions qui pourraient être prises contre les employés qui ont participé à la journée de protestation de jeudi.

Certains, cependant, ont pris dès hier des mesures de discipline contre les employés qui se sont joints à la manifestation.

En Ontario, le directeur du personnel de ominion Glass, M. Gordon Shamanski, a déclaré que la compagnie tiendrait le syndicat responsable des pertes, dégâts et dépenses encourus pendant la protestation.

Les employés travaillant aux usines de cette compagnie à Bramalea, Wallaceburg et Hamilton ne se sont pas présentés au travail passant outre à un arrêt de la Commission des relations de travail de l'Ontario qui déclarait que la grève serait illégale.

A Hamilton, le vice-président-administration de la Steel Co. du Canada, M. Bob Héneault, a annoncé que la compagnie intenterait probablement des poursuites contre le Syndicat des métallos unis d'Amérique.

A Oshawa, un porte-parole de General Motors a dit pour sa part que la direction de l'entreprise ne projetait aucune sanction contre les employés individuellement.

La ville de St. Thomas, Ont., a mis en lock-out 60 membres du Syndicat canadien de la fonction publique hier pour avoir pris des conges non autorisés, et 50 membres du syndicat des ouvriers unis de l'automobile ont été eux aussi mis en lock-out à la Holland Hitch Co. de Woodstock.

La SQ saisit films et photos de la manifestation des grévistes de l'Alcan

par Christiane BERTHIAUME

Les agents de la Sûreté du Québec ont perquisitionné les journaux et postes de télévision de la région du Saguenay hier, saisissant tous les films et photos qui ont été pris au cours de la violente manifestation de jeudi après-midi à Arvida où les grévistes de l'Alcan et les policiers en sont venus aux coups.

Alors que les stations de télévision CKRS (affiliée de Radio-Canada) et CJMT (attachée au réseau TVA) n'ont remis aux policiers que les films ayant été diffusés, les agents de la Sûreté ont quitté le journal le Quotidien avec toutes les photos prises la veille, celles publiées comme celles qui ne l'ont pas été. Le Journal de Québec au Saguenay-Lac-Saint-Jean avait déjà envoyé toutes ses photos à sa maison mère dans la capitale au moment de la visite des policiers.

D'autre part, le syndicat des employés de CKRS déplore que la direction ait obtempéré à l'ordre des policiers, sans avoir auparavant demandé un avis legal et lui reproche surtout d'avoir diffusé le film.

"Le reportage que nous avons fait sur l'événement n'aurait pas dû être présenté sur les ondes comme il l'a été, c'est-à-dire sans qu'aucun montage n'ait été fait parce que certaines prises de vue sont incriminantes pour les grévistes. Ce qui va nuire au travail des journalistes pour la couverture de la grève de l'Alcan", a déclaré un porte-parole.

La Sûreté du Québec prévoit prendre des procédures contre certains manifestants au cours de la semaine prochaine à la suite des événements de mercredi où des camionnettes de la police ont été renversées, où des vitres d'automobiles ont volé en éclats et des dommages ont été causés à certains bureaux de l'Alcan.

Alors que le calme était revenu dans la région hier, on procédait à l'évaluation des dommages. De tous les bris chez Alcan, les plus importants ont été commis au club La Direction, un club social pour les cadres de la compagnie, et ces derniers ont été évalués à $2,000. Le total des dégâts à la compagnie se chiffre autour de $5,000.

Pour sa part, la Sûreté municipale d'Arvida estime à environ $2,500 les dommages qui lui ont été causés.

Ce n'est qu'un peu plus tard, toutefois, que la police pourra évaluer le coût réel de toutes les pertes matérielles que cette manifestation aura causées, lorsque les propriétaires d'automobile, dont les véhicules ont été abimés par des clous jetés sur la chaussée par les manifestants, auront porté plainte.

UQAM: la grève pourrait être évitée

par Mariane FAVREAU

Les négociations qui ont repris depuis hier après-midi entre le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal et l'administration pourraient aboutir avant que la grève ne soit déclenchée, lundi.

C'est le SPUQ qui aurait pris l'initiative de relancer les négociations en offrant, comme gage de sa bonne foi, le statu quo sur les pouvoirs de la commission d'étude et le droit de grief. De même, il accepterait, pour la représentation syndicale aux instances universitaires, la formule en vigueur à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Ces garanties ont été offertes jeudi soir au cours de pourparlers officieux entre le président du SPUQ, M. J.P. Cheneval et un "membre important de l'UQAM" dont on ne veut pas dévoiler l'identité. Elles ont été jugées suffisamment sérieuses pour que des négociations ininterrompues (jour et nuit) soient entreprises dès hier après-midi.

De son côté, le porte-parole du SPUQ, M. Michel Van Schendel, insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un geste de faiblesse de la part du syndicat, ni qu'il est prêt à entériner le statu quo sur toute la ligne. Ce "gage" n'a été offert que pour la relance des négociations à un moment où la grève semblait inévitable.

En effet, dimanche soir, le SPUQ se réunit en assemblée générale pour se prononcer sur l'état des négociations ou le recours à la grève, possible dès le lendemain. Entre-temps, tout l'état major syndical est sur un pied de campagne: le conseil syndical se réunit tous les jours de même que le comité de stratégie qui sont en étroite liaison avec le comité de négociations.

C'est d'ailleurs le comité de stratégie qui avait proposé le déblocage des négociations en offrant à l'Université de réduire ses demandes sur la commission des études et le droit de grief, au "plancher" de ce qui existe déjà dans la convention qui vient d'expirer.

Or, ce statu quo est déjà plus que ce que voulait offrir l'administration. L'une et l'autre parties ayant accepté de faire un bout de chemin, les négociations semblent donc engagées dans une bonne voie, puisqu'il s'agissait de points forts du litige.

D'autre part, pour ce qui est de la représentation syndicale aux instances universitaires, on aurait accepté la formule en vigueur à l'Université de Trois-Rivières: les représentants sont élus lors d'une assemblée convoquées par les deux parties (administration et syndicat) et tenue par le syndicat.

Selon M. Schendel, la convention devrait 'tre pratiquement négociée en entier d'ici dimanche soir, les négociateurs devant se rencontrer jour et nuit. A moins de blocage d'une part ou de l'autre.

SAQ: les hausses dépassaient les normes

QUEBEC (PC) — La Régie des mesures anti-inflationnistes a avisé la Société des alcools du Québec que les augmentations de salaires consenties à 2,321 employés de la SAQ dépassaient les hausses maximum permises par le programme anti-inflation et recommande de les ramener aux taux permis le 14octobre 1975, date d'entrée en vigueur des mesures fédérales.

Aux termes de la convention collective régissant ces employés, signée il y a quelques mois, la hausse salariale qui leur est accordée pour la première année d'application des mesures anti-inflationnistes varie de 18.29 p.c. pour les employés de bureau et de magasins à 19.92 p.c. pour les travailleurs manuels, alors que la hausse permise est de 11.06 p.c.

La convention court du 1er juillet 1975 au 30 juin 1978. La Régie en est toutefois arrivé à la conclusion que les taux d'augmentation pour ces mêmes employés pour les deuxième et troisième années du contrat ne contreviennent pas aux normes fédérales.

A la suite de la décision de la Régie, le vice-président exécutif de la Société des alcools, M. Fernand Pépin, a émis un communiqué dans lequel dit s'étonner de cette décision et rappelle queles hausses accordées à ses employés par convention collective, de même que les motifs quiles ont justifiées, ont été acceptées par le gouvernement en vertu de la loi 95, ainsi que par les différents organismes gouvernementaux qui avaient pour fonction et pouvoir d'examiner, de modifier et d'approuver nos mandats de négociation.

FAITES LÉ PLEIN
CALEX
ET ALLUMEZ NOS LUMIÈRES.

Profitez pleinement de l'automne!

Demandez votre carte aux stations-service "CALEX" participantes et faites-y inscrire le montant de vos achats d'essence.

Lorsque, par exemple, vous aurez accumulé $40.00 sur votre carte, vous pourrez vous procurer cette magnifique lanterne "BIG JIM" pour aussi peu que $6.59.

Les piles sont toujours comprises et il y a un choix de 5 modèles de lampes et lanternes Eveready.

Lampe de poche avec aimant $1.89

Commander $3.99

Big Jim $6.59

EVEREADY

coupon BON!

CALEX ALLUMEZ NOS LUMIÈRES
Partez avec $10. d'Inscrit sur votre carte

Découpez ce coupon et présentez-le à votre station-service Calex. Il vous permet de faire inscrire $10.00 sur votre carte en plus du montant de vos achats d'essence.

Limite: 1 coupon boni par client

Cette offre est valide jusqu'au 31 decembre 1976

LES AUBAINES SPECTACULAIRES SIMPSONS

À PARTIR DU 18 OCTOBRE
JUSQU'AU SAMEDI 30 OCTOBRE
AUJOURD'HUI, JOUR D'ACHAT AVANT LA VENTE

AUJOURD'HUI - JOUR D'ACHAT AVANT LA VENTE

Consultez la circulaire de 40 pages, dans ce journal. Elle est remplie d'une quantité d'aubaines spectaculaires pour vous, votre famille, votre foyer...

Commandez dès maintenant, composez 842-7221...Jour et nuit

En vente dès maintenant jusqu'au samedi 30 octobre aux 4 magasins Simpsons, jusqu'à épuisement du stock

Veuillez prendre note des corrections suivantes dans la circulaire "Les Aubaines Spectaculaires Simpsons":-
Page 15, article A: Ens. de ski alpin. Les dragonnes sont en plastique, non réglables.
Page 15, article C: Ens. de ski de fond disponible en vert, jaune ou bleu.
Page 15, article F: Ens. de ski "Safran" pour jeunes. Les coloris auraient dû se lire bleu ciel/bleu glace, vert irlandais/vert pomme, jaune soleil/marine. Le prix aurait dû se lire Ord. 39.99... 29.99
Page 15, article G: Ens. de ski "Canelle" pour dames. Aussi disponible en marine/blanc.
Page 15, article H: Ens. "Tri-Verse" pour hommes. Aussi disponible en marine/orange/rouge.
Page 15, article K: Exerciseur. Vous devez ignorer le prix ordinaire et le rabais. Le prix aurait dû se lire 84.99
Page 16, article S: Le disque n'est pas compris avec le tourne-disques.
Page 24, article E: Le prix aurait dû se lire 489.98
Page 24, article E1: Le prix aurait dû se lire 529.98
Page 29, article D: Couteau électrique. La couleur sur le dessin aurait dû être or/blanc et non rouge/blanc.
Page 34, article H: Cravate. Le prix aurait dû se lire 2.69
Page 34, article G: Chemises. Le prix aurait dû se lire 6.99
Page 36, article B: Anorak pour hommes. Nous avons reçu du manufacturier quelques anoraks dans les mêmes tissus et modèles que mentionnés, aussi modeles 100% nylon (non anti-glia) dont quelques-uns avec ceintures intérieures.
Page 39, article N1 aurait dû se lire: 14" x 15" x 13" (8.69) 7.82
Page 39, article N2 aurait dû se lire: 12" x 14" x 14" (7.69) 6.92
Page 39, article N3 aurait dû se lire: 10" x 12" x 12" (6.69) 6.02

Obtenez votre carte d'Action. Pour renseignements, s'adresser au Bureau de crédit au magasin Simpsons le plus près de chez vous.